

LA SITUATION EN CORSE

Les autonomistes veulent participer à un débat électoral

Lire page 9 le reportage de J. DE BARRIN

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,60 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 F; Canada, 5 0/10; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 35 pes.; États-Unis, 20 c.; France, 20 F; Grèce, 60 dr.; Italie, 350 L.; Japon, 300 ¥; Luxembourg, 13 F; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 f.; Portugal, 17 esc.; Suède, 2,50 kr.; Suisse, 1 F; U.S.A., 65 cts; Venezuela, 10 Bs.

5, RUE DES TRAIANS
75007 PARIS - CEDEX 06
C.C.P. 4087-23 Paris
Tél. Paris 26 68 57
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

«Trêve sociale» en Italie ?

En dépit de la lenteur et de la confusion qui dominent actuellement la scène politique italienne, un événement d'une grande portée est à attendre de l'Assemblée nationale des députés syndicaux convoquée à Rome le 14 février : l'adoption d'un programme économique qui, en échange d'une trêve sociale contre le chômage, prévoit des sacrifices notables. Il s'agit bel et bien d'un « pacte social » fondé sur la conviction que l'antagonisme est indispensable pour sortir de la crise. La thèse n'est pas neuve, et le parti communiste l'a faite siennée depuis deux ans. Mais jamais encore elle n'avait été mise à l'agenda d'une consultation de la base.

Dix mille assemblées se sont réunies depuis un mois dans les entreprises pour discuter un document émanant du comité directeur unitaire, où se retrouvent les trois confédérations syndicales. L'objectif principal est le plein emploi, le programme propose deux conditions : l'adoption d'une planification à partir de quelques priorités : développement du Midi, relance sélective des investissements, lutte rigoureuse contre l'évasion fiscale. Ensuite, l'acceptation de contraintes : ralentissement de la progression des salaires pendant trois ans, gestion plus rigoureuse du système des pensions et retraites, mobilité de l'emploi, relèvement de certains tarifs publics.

« C'est un tournant plus important que celui de 1968-1969 », a déclaré M. Giorgio Benvenuto, secrétaire général de la fédération U.I.L. (social-démocrate et républicaine). Outre la médiation des revendications salariales, l'acceptation de la mobilité de l'emploi, la nouveauté « tient au choix de la planification ». Les syndicats ont étudié avec précision le chapitre des recettes, fixé un plafond au déficit du secteur public et avancé des propositions telles que, selon M. Benvenuto, les négociations « contractuelles » seront transférées : « Elles n'auront plus pour référence le salaire, mais l'organisation du travail. » Les dirigeants nationaux des syndicats ont couru de l'une à l'autre assemblée d'entreprise, sachant que les « sacrifices » étaient peu appréciés de la base, en tout cas mal compris, dans la mesure même où les travailleurs ne connaissent pas le document que ce que les journaux en avaient publié. Ainsi s'étonnaient-ils que leurs syndicats « acceptaient les licenciements », après s'être inclinés en novembre 1976 devant la suspension des effets de l'échelle mobile des salaires.

L'Assemblée de Rome ne reflète pas exactement l'humeur de la base. Sur ses quinze cents députés, un peu plus de deux cents ont été élus à la fois à la base et à l'Assemblée provinciale — la plus forte d'Italie — à s'achever par deux motions contradictoires. D'autres secteurs n'ont en revanche connu aucun débat. La participation aux assemblées a été quasi nulle dans la fonction publique, l'apprentissage et les services. Deux éléments du document ont été difficilement acceptés : la modulation salariale, parce que chaque catégorie veut garder les maigres livres pour négocier ses conventions collectives dans les prochains mois, et la mobilité de l'emploi, qui n'est perçue que comme passage d'un poste à l'autre sans le transit par un quelconque « stationnement ». L'état-major de la fédération devra accepter des amendements sur ces deux points. L'Italie a donné en tout cas deux images d'elle-même au cours des dernières semaines. A Rome, quelques dizaines de personnes, composant la classe politique, essaient de dénouer dans le secret la crise gouvernementale par un compromis subtil. Dans les entreprises, dix mille assemblées ont discuté haut et fort des choix économiques du pays. Mais on ne saurait dissocier ces deux démarches, car la classe politique a besoin d'une trêve sociale autant que les syndicats d'une solution politique pour atteindre leurs objectifs.

La guerre de l'Ogaden

Nous soutenons en Éthiopie une « révolution authentique » affirment les dirigeants cubains

La contre-offensive éthiopienne progresse dans l'Ogaden, où elle engendrerait moins d'efforts et de moyens qu'on ne le croyait généralement. La Somalie a annoncé, pour faire face à cette attaque, la mobilisation générale et l'état d'urgence, tandis que le général Siyad Barre, chef de l'État somalien, se disait « découragé » par la « passivité » des Occidentaux.

A Moscou, l'agence Tass a confirmé indirectement les « assurances » que les États-Unis ont affirmé avoir reçu, le 10 février, quant à la fin de la guerre de l'Ogaden. L'agence assure, en effet, que les inévitables à ce propos sont « sans fondement » et que l'Éthiopie « ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne » au terme d'une contre-offensive « destinée seulement à libérer ses propres territoires ».

D'autre part, selon les services de renseignements américains, un paquebot soviétique transportant des militaires cubains en provenance d'Angola, et se dirigeant vers l'Éthiopie, aurait été signalé dans l'océan Indien. Cet envoi de renforts confirme l'engagement accru de la Havane dans le conflit, dont fait état notre envoyé spécial à Cuba. Les dirigeants cubains estiment qu'ils soutiennent en Éthiopie une « révolution authentique ».

De notre envoyé spécial

La Havane. — A s'en tenir aux déclarations officielles des dirigeants, Cuba aide sans aucun doute l'Éthiopie, comme elle a aidé et continue d'aider d'autres gouvernements africains. Mais cette assistance, réaffirmée avec fermeté, ces dernières semaines n'implique pas, selon les Cubains, l'envoi massif d'unités combattantes en Éthiopie. « La solidarité de Cuba avec les peuples d'Afrique ne se négocie pas », déclarait M. Fidel Castro, le 24 décembre dernier à La Havane, dans son discours de clôture de l'Assemblée nationale. Il ajoutait : « Nous aidons et nous aiderons l'Angola. Nous aidons et nous aiderons la révolution éthiopienne. Nous aidons aussi le mouvement de libération de Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. » Un communiqué du ministère cubain des affaires étrangères affirmait cependant le 5 novembre 1977, qu'« aucune unité militaire combattante cubaine n'était engagée en Éthiopie ».

- ÉTHIOPIE : une visite sur le « front de Harar ».
- SOMALIE : mobilisation et état d'urgence.

(Lire page 3 les articles de nos envoyés spéciaux.)

MARCEL NIEDERGAANG.
(Lire la suite page 3.)

L'imbroglio du Proche-Orient

Le président Sadate confirme à Paris qu'il « persévérera sur le chemin de la paix »

Le président Sadate achève, ce lundi 13 février, à Rome et au Vatican, où il sera reçu en audience par le pape Paul VI, une tournée de dix jours au Maroc, aux États-Unis et en Europe. Avant de quitter Paris, il a déclaré, dans la matinée du même jour, au cours d'une conférence de presse précédant un dernier entretien avec M. Giscard d'Estaing, que ses entretiens, en Europe comme aux États-Unis, étaient « encourageants », qu'il « persévérerait sur le chemin de la paix » et n'avait pas demandé d'armes au président de la République.

Les relations entre Washington et Jérusalem connaissent — par ailleurs — une nouvelle phase de tension à propos des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés. M. Menahem Begin, en effet, a accusé dimanche les États-Unis d'avoir « opéré une volte-face vis-à-vis des propositions de paix israéliennes et pris parti contre Israël ». Il a très vivement critiqué les propos tenus, le 10 février, par M. Cyrus Vance. Le secrétaire d'État américain avait répété en termes particulièrement nets que les implantations israéliennes dans les territoires occupés étaient « contraires au droit international » et « ne devraient pas exister ».

Interrogé au cours de sa conférence de presse de l'hôtel Maitland sur le problème des implantations israéliennes dans les territoires occupés, le chef de l'État égyptien a seulement rappelé qu'il existait deux points de divergence entre l'Égypte et Israël, le premier portant sur la question du droit d'autodétermination pour les Palestiniens et la seconde sur ces colonies.

En réponse à une question sur d'éventuelles demandes d'armes, notamment d'avions Mirage F-1 pour l'Égypte, le président Sadate a déclaré que son entretien avec M. Giscard d'Estaing, dimanche après-midi, avait porté sur la situation dans le conflit israélo-arabe : « Je n'ai pas demandé

d'armes au président Giscard d'Estaing. Cette question n'a pas été discutée entre nous. Mon intention était d'abord de mettre le président Giscard d'Estaing au courant des résultats de ma visite aux États-Unis et dans différents pays d'Europe. »

A propos de l'éventualité d'un rattachement d'une entité palestinienne constituée sur la rive gauche du Jourdain à la Jordanie, le président Sadate a rappelé que dans l'étape actuelle des négociations le but immédiat était d'établir une déclaration de principe qui servirait ensuite de guide aux négociations dans les différentes commissions.

(Lire la suite page 4.)

Le franc se raffermi après la réunion des Cinq à Versailles

Le calme régnait lundi matin 13 février sur les marchés des changes, où, en dépit de nouveaux sondages préférentiels défavorables à la majorité présidentielle, le cours du franc se raffermissait par rapport aux monnaies fortes, après sa légère chute de jeudi et vendredi.

La monnaie française s'étant quelque peu raffermie, la Banque de France n'est pratiquement pas intervenue lundi : elle n'a pas modifié le taux de l'argent sur le marché monétaire relevé à 10,50 % le 10 février.

En revanche, le dollar faiblissait sensiblement sur des rumeurs persistantes de désaccord entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale à propos des mesures à prendre pour relancer l'économie mondiale. A Francfort, le billet américain est revenu de 2,1075 DM à 2,1080 DM, et à Paris de 4,80 F à 4,87 F.

Faut-il établir un lien entre cette évolution et la réunion, dimanche à Versailles, des ministres des finances des cinq grandes puissances occidentales ? Probablement, puisque cette rencontre laisse planer une menace d'intervention coordonnée de nature à faire hésiter la spéculation.

FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 35.)

LES GRILLES DU TEMPS

Entretien avec Abdelkébir Khatibi

Né à El-Jadida (Maroc) en 1932, Abdelkébir Khatibi est poète (« le Lurteur de classe à la manière taoïste », éd. Sindbad), romancier (« la Mémoire tatouée », Denoël « L.N. », 1971) et essayiste (« la Blessure du nom propre », Denoël « L.N. », 1974, « Vomito bianco », 1976). Professeur à la faculté des lettres de Rabat et attaché au centre universitaire de la recherche scientifique, il est également le

redacteur en chef de l'important « Bulletin économique et social du Maroc ». Il fut directeur de l'Institut de sociologie de Rabat de 1968 à 1970, date de la disparition de cet institut. Penseur exigeant et rigoureux, Abdelkébir Khatibi est un esprit libre qui a beaucoup d'humour. Grand lecteur de Sade, de Nietzsche et de Heidegger, il pour suit — en dehors de toute mondanité, voire de toute sociabilité, face à la mer, dans un paysage de roc et de solitude — une réflexion critique sur l'être des Arabes dans leur « identité multiple » face à eux-mêmes et dans leur situation face à l'« autre », ici l'Occident.

Il nous dit dans cet entretien comment « être Arabe aujourd'hui » dans l'ère de la technique, quand on est prisonnier de la théologie et des mirages du modernisme.

I. — « Ce qui fait la force actuelle des Arabes, ce n'est pas tant le pétrole que leur théologie, leur mystique et leur langue »

« On dit que la société arabe n'est pas sous-développée mais sous-analysée. Vous parait-elle effectivement impensée ? Ou bien est-elle, comme le soutiennent certains, mal pensée ? — Peut-être faut-il dire d'emblée que la pensée est rare, très rare : il y a à peine un grand penseur par siècle... Soyons

loyaux. Un tel entretien ne doit-il pas comporter un certain protocole, respecter certaines lois d'hospitalité ? En un tel protocole ne doit-il pas être accompagné par un principe de loyauté ? — Alors, je dirai que partout la pensée est sous-développée. Mais, d'un autre côté, il y a des degrés variés de développement et de

AU JOUR LE JOUR

MIROIR MASQUÉ

Les sondages ne sont rien d'autre qu'un miroir reflétant l'image instantanée de la France électorale ; image qui nous indique, ces derniers temps, que, quoi que fussent les partis de la majorité pour gagner, ils perdent, et que, quoi que fussent les partis de gauche pour perdre, ils gagnent.

Par décision gouvernementale, la publication des sondages sera interdite huit jours avant les élections.

Cette mesure est certes gênante pour les instituts de sondage, d'autant qu'après les élections et quels que soient les résultats les partis afficheront une telle satisfaction unanime qu'il sera difficile, à les entendre, de démentir l'opinion qui les a vaincus. Mais à ce moment-là il sera toujours temps de procéder à un sondage pour confirmer les résultats du vote.

BERNARD CHAPUIS.

es éditions sociales
Un véritable dossier réquisitoire
L'ASSASSIN ÉTAIT CHEZ CITROËN
Marcel Gaille
1 Vol. 36 F
des livres pour le socialisme et la liberté

Le Monde DE L'ÉDUCATION
NUMÉRO DE FÉVRIER
LE VOTE DES ENSEIGNANTS
(Un sondage exclusif de la SOFRES)

MACHE, DARASSE, NUNES
Des étoiles nouvelles dans la musique
Il est bien difficile d'apprécier sur le terrain, au moment même où ils se déroulent, les mouvements « géologiques » de la création et de la diffusion musicales. Il semble cependant que quelques choses bougent actuellement à Paris, grâce, sans doute, à la stimulation qu'apporte l'IRCAM. Si ce dernier concentre davantage ses efforts, en ce moment, sur un travail pédagogique illustré par les œuvres de ses ténors (1), il a provoqué une saine émulation, notamment du côté de Radio-France. Gilbert Amy, quelque peu trappé d'ostracisme dans les parages de Beaubourg, présente cette année des concerts d'un vif intérêt qui font droit à d'autres tendances peu repré-

(1) Du 17 au 22 février, Ligeti, Messiaen, Stravinsky, Boulez, Carter, analysés par Pierre Boulez au Centre Georges-Pompidou.

JACQUES LONCHAMPT.
(Lire la suite page 23.)

Khatib

laquelle Washington aurait reçu l'assurance de la part des Soviétiques - que les troupes éthiopiennes ne pénétreraient pas en territoire somalien. Faisant allusion à diverses déclarations occidentales sur cette éventualité, qui Bonner avait qualifiée de « très grave », l'agence Tass écrit, en effet : « L'Éthiopie lutte pour libérer ses propres territoires mais ne s'assigne pas pour objectif de franchir la frontière somalienne. Selon notre correspondant soviétique rien n'indique que l'U.R.S.S., invoquant comme elle la toujours fameuse « menace » des troupes éthiopiennes des frontières, soit disposée à admettre une dérogation au profit de ses alliés d'Addis-Abeba.

dimanche qu'il souhaitait un « règlement du conflit par la négociation et par les Africains eux-mêmes ». La veille, il avait démenti qu'un pont aérien fût envisagé pour livrer des armes à la Somalie. Le département d'Etat a, par ailleurs, annoncé samedi que l'ambassadeur d'Ethiopie à Washington a donné sa démission et demandé à rester aux Etats-Unis sans toutefois solliciter l'asile politique.

● AU CAIRE, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, a lancé un appel à un règlement pacifique. A Sanaa, le gouvernement du Yémen du Nord, qui avait offert sa médiation, a rappelé samedi qu'il était en contact à ce propos avec la Ligue arabe et les parties du conflit.

● A WASHINGTON, le département d'Etat a rappelé

La mobilisation générale en Somalie a surtout une portée psychologique

De notre envoyé spécial

soviétiques flambant neufs ici et là... on reste loin de l'*état de siège*... suggéré par les proclamations officielles. Seule la présence, dans une sorte de «*stalag*», entouré de barbelés, de cinq mille personnes — à majorité amahara, — réfugiées de Jijiga, apporte une touche dramatique dans ce décor, qui surprend surtout par sa nonchalance.

dit, jusqu'à la « ligne de front », sont restés perplexes à Addis-Abeba. Les officiers éthiopiens, entre les préparatifs spectaculaires de l'« arriéré » et la minceur apparente des combats effectués, ont apparemment été livrés sur le terrain.

Sur le terrain, les deux camps ne pouvaient voir réunis, dimanche matin, douze quadrimoteurs soviétiques Antonov et deux Boeing-707 sans immatriculation en cours de désarmement. Parmi les avions, tant d'autres, d'un afflux continu d'armes, soviétiques en Éthiopie. Sur l'aéroport de Dire-Daoua, les travaux accélérés d'alignement des pistes et des pistes d'atterrissage, ont confirmé l'intensité du « branle-bas de combat » éthiopien. Autour de Barrar, en revanche, on cherche en vain les traces de turieux combats ou même de mobilisation massive.

Mauf, le front — ou ce qu'on prétend comme tel — surprend tout autant par la modestie apparente des moyens engagés. Au sud de Harar, la piste poussiéreuse de 40 kilomètres menant au village de Daba, une stationnement pour une brigade éthiopienne, porte des traces de combats relativement limités. Quelques maisons détruites entre les épineux géants, un village manifestement de plüde une demi-cousine de bilés et d'habitant (shuppas) calés dans les ravins de l'évance éthiopienne des 24, 25 et 26 janvier ne paraît pas s'être heurtée à une très vive résistance. Le nombre de douilles vides abandonnées à l'emplacement des anciens postes d'artillerie, des chars brûlés, des avions en feu, du pilonnage intensif des villages avoies.

Autour des remparts crénelés, le long des avenues bordées d'eucalyptus, la vie quotidienne a repris à Harrar avec son grouillement de trottoirs et le chatoiement de robes harrari. La présence militaire éthiopienne elle-même est moins spectaculaire et moins massive qu'on pouvait l'imaginer. Casernements remplis, soldats et miliciens déambulants dans les rues, camions et blindés

Du matériel arabe

Le colonel Mulatu estime à une trentaine de brigades l'effectif somalien qui lui est opposé dans le Harrarge, soit quarante à cinquante mille hommes. Les prévisions du matériel arabe réguliers de Mogadiscio dans l'opération des côtes du Front de libération de la Somalie occidentale ne fait pas de doute (des documents et des renseignements ont été montrés aux journalistes), cette estimation semble très exagérée. Les experts internationaux estimaient, en 1977, à trente mille les effectifs de l'armée somalienne. On ne peut donc pas s'attendre à envoyer quarante mille hommes dans le seul Harrarge.

Pour ce qui est de l'intervention directe des pays arabe dans l' « invasion de l'Éthiopie », les preuves fournies dimanche n'ont guère été concluantes. « De cinq mille à douze mille soldats arabes se battent avec les Somaliens » s'est écrit le colonel Mulatu, qui affirme par ailleurs que, depuis le début du conflit, « une division somalienne » a été entièrement anéantie, alors que les Éthiopiens n'auraient perdu que cinq cents à sept cents hommes.

« Nous n'avons pas de preuves concrètes de l'intervention arabe à vous fournir, a-t-il poursuivi, car tous les cadavres trouvés sur le terrain avaient été décapités pour qu'on ne puisse pas les identifier ».

La structure d'armes à la Somalie par des pays comme le Pakistan, l'Egypte, l'Arabie Saoudite et l'Iran avaient en réalité été prévues. Les deux premiers avaient préparé dimanche à Dire-Doua et Harar, deux « expositions » de matériel militaire, montrant surtout, qu'ils ne laissent pas de matériel, qu'ils ont la provenance. Or, une bonne partie des caisses toutes neuves portaient indiscutablement des inscriptions égyptiennes, soviétiques ou iraniennes. Quant au reste, cette exhibition soulignait surtout le système des grandes puissances et la confusion des armes, qui sont en fait, à la corne de l'Afrique. Chacune des deux armées en présence est désormais équipée pour moitié d'armes soviétiques et pour moitié d'armes soviétiques, le tout formant un surassemblable bric-à-brac, où l'on serait bien en peine de trouver une quelcon-

Quant à la présence de soldats cubains, soviétiques ou est-allemands dans les rangs éthiopiens, elle est évidemment invisible au cours d'un vol dans l'espace géographique. Tous les vols effectués par ces avions ont été réalisés durant lesquels avaient naturellement repris pour consigne de disparition des aéroports et des casernes éthiopiennes. Les seuls vols effectués par quelques peu les témoins de après les voyant « resurgir » au passage de notre groupe. Un colonel éthiopien de Harrar a déclaré qu'il avait vu un avion soviétique avant à ce sujet, en reconnaissant qu'il y avait, auprès de l'armée éthiopienne, non seulement du personnel russe, cubain, chinois, mais aussi des américains et même des « techniciens ».

Deux conclusions peuvent être tirées sur le sort des « une belle machine » : l'Opération mobile des moyens extrêmement plus réduits que le tintamarre des chancelleries ne le laisse supposer, les combats ont été disséminés dans tout un territoire, des deux côtés d'Addis et de des interventions aériennes ; ou bien les fronts entourant Harrar ne sont déjà plus les secteurs clés de la contre-offensive.

Mogadiscio. — En annonçant l'envoi de troupes régulières en Ogaden et en proclamant l'état d'urgence, assorti d'une mobilisation générale, le gouvernement somalien se réagit par une déclaration de guerre à peine déguisée à la « *paix des braves* » offerte par Adis-Abeba et aux « *assurances* » données par Moscou à Washington en ce qui concerne le respect des frontières soma-

Tout en décrétant l'état d'urgence et la mobilisation générale, le comité central du parti socialiste libérateur a aussi communiqué samedi à l'étranger sa décision de « dépêcher des unités de sa propre armée pour aider les forces de libération », mettant ainsi fin à la fiction longtemps entretenue, mais avec laquelle le régime congolais avait belon laquelle seul le F.L.S.O. (Front de libération de la Somalie occidentale) se battait en Ogaden. Autrement dit, l'état de guerre de fait entre Adid-Ababa et Mogadiscio est officiellement déclaré. Le parti socialiste libérateur rejette la responsabilité sur le régime de la Hayane en assu-

De notre envoyé spécial

rant que leurs interventions dans la corne de l'Afrique « mettent en danger jusqu'à l'existence même de la République démocratique de Somalie et ne font qu'aggraver la situation ».

Le gouvernement somalien également annoncé « la révision de ses relations avec l'U.R.S.S. d'autres pays », ce qui pourrait annoncer une rupture complète des relations diplomatiques avec Moscou et d'autres capitales de l'Europe de l'Est. Il a enfin fait état de son « étonnement devant l'attitude des pays occidentaux face à une « intervention militaire russo-cubaine flagrante et en contradiction avec toutes les chartes internationales ».

L'amertume ainsi exprimée par Mogadiscio face à la « passivité » des puissances occidentales est accompagnée de propositions concrètes interprétées, ici, comme une réponse à celles avancées vendredi par M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain.

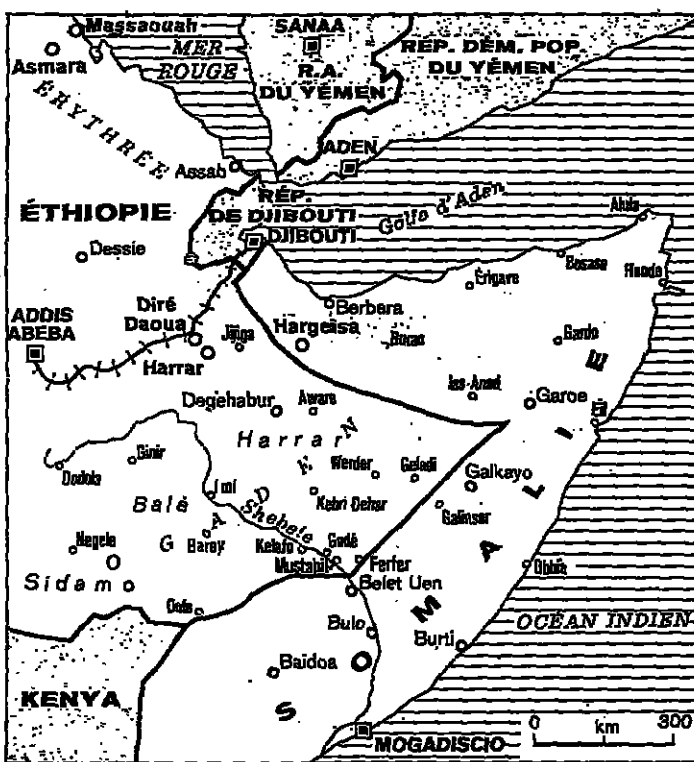
Somaliens offrent, dans l'ordre, le «*jeu de la main*», un «*jeu*» garantissant des «*troupes étrangères*» et une «*solution claire*» fondée sur les droits des peuples et *destinée pour leur autodétermination* (c'est-à-dire pour leur «*libération*» du régime d'Addis-Abeba). M. Vance avait proposé, parallèlement, la fin de la présence militaire soviéto-cubaine en Éthiopie et le retrait des troupes somalaises en Ogaden. La réponse à ce «*jeu*» discorde laisse entendre qu'à un stade ultérieur, la proposition américaine pourrait fournir la «*base*» d'une négociation, encore qu'on voit mal Addis-Abeba y souscrire.

Galvaniser les énergies

Dans l'immédiat, la fermeté ainsi exprimée par le général ne devrait pas laisser ébranler le cours des événements : — La mobilisation générale revêt avant tout une portée politique et psychologique dans un pays dont toutes les ressources, matérielles comme humaines, sont épuisées depuis le début du conflit. Il s'agit de resserrer les énergies et de serrer les rangs dans une phase difficile et propice à l'expression de dissensions. La grande manifestation populaire que le général a fixé au théâtre, dimanche après-midi, relève de ce soud.

Succédant les réserves, sinon l'incrédulité de Mogadishu, l'annonce par M. Vance d'*assurances* soviétiques, en ce qui concerne la possibilité d'un règlement pacifique de la Somalie, n'est pas désemorcer les risques d'internationalisation rapide du conflit. Les Russes, qui ont fait de la Somalie, déjà maigre, de recevoir une aide militaire substantielle pour poursuivre les combats en Somalie, ne peuvent pas ne pas compter que sur eux-mêmes et sur quelques contingents limités d'armements. Aux formidables moyens de leurs voisins, ils opposent une stratégie désarmée d'opposer une stratégie qui fasse sans doute plus de place à des petites unités, moins susceptibles d'être démantelées, à des troupes d'infanterie lourde, et susceptibles de retarder l'avance de l'ennemi en semant le désordre sur ses rangs. Les Russes, qui ont agi par l'un des deux Super-Grands, un petit pays, isolé du tiers-monde, ne peut opposer guère autre chose, aussi bien organisé que possible.

J.-C. POMONTI



(Suite de la première page.)

À deux reprises en 1977, M. Fidel Castro a publiquement insisté sur l'importance de l'aide civile cubaine fournie à l'Éthiopie, en déclarant : « Les Cubains sont quarante médecins ». Il a également admis la présence à Addis-Abeba de « conseillers » ajoutant que Cuba avait le potentiel de fournir à l'Éthiopie des troupes si « le gouvernement éthiopien le demandait ». Il précisait : « Sur ce point, nous n'avons rien de complexe à dire ».

M. Castro, frère du chef d'État, premier vice-président et ministre des forces armées, qui avait quitté Le Havre le 2 décembre dernier, est rentré il y a quelques jours à Cuba. Il a été le premier congrès du M.P.L.A. à Luanda, puis séjourné en Guinée, à Alger et à Moscou. Sa présence à Addis-Abeba n'a pas été connue avant son départ pour Le Havre et son inspection du front de l'Ogaden, en compagnie du colonel Mengistu, n'a pas davantage été confirmée. Il s'agit d'un voyage d'importance politique et importante du numéro 2 cubain est un indice supplémentaire de l'intérêt croissant des dirigeants de Le Havre pour les affaires africaines.

Un souci de discrétion

Cet intérêt s'accompagne d'un souci permanent de discrétion. L'aide militaire cubaine à l'Angola a été admise pour la première fois à la fin décembre 1975, à l'occasion du premier congrès du parti communiste cubain. Il y avait déjà près de deux mois que des troupes cubaines avaient débarqué à Luanda, dans le cadre de l'opération Carlota. Et c'est en janvier 1977 seulement que

les détails de cette opération ont été révélés au monde par l'intermédiaire de l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez. La revue cubaine *Tricontinental*, de faible diffusion, a attendu février 1978 pour publier à La Havane le récit de Carlota.

L'action militaire en Angola a été, semble-t-il, bien comprise par l'opinion cubaine, en raison de liens ethniques et culturels évidents. La solidarité de La Havane avec le M.P.L.A. d'Agostinho Neto est évidente. En 1963, Ernesto « Che » Guevara avait noué de solides contacts en Afrique centrale. L'enjeu était clair : pour les Cubains, la ferme volonté de l'Union soviétique d'Angola était menacée d'étouffement par des mouvements manifestement soutenus par l'Afrique du Sud et les puissances occidentales. Cette situation, sans doute, a dû leur offrir, en conséquence, le retrait annoncé de leurs troupes.

Ils admettent aujourd'hui que la situation dans la corne de l'Afrique est plus complexe et plus délicate, mais leur choix en matière de soutien est, à tout le moins, résolu, et, de leur point de vue, parfaitement explicable. Ce choix a été fait par Fidel Castro pendant son long périple africain. Il est évident que le soutien du dirigeant cubain s'est efforcé, semble-t-il, de favoriser une solution politique au conflit larvé entre l'Éthiopie et la Somalie au lieu d'une intervention militaire assistée également par M. Salinger, Syed Barre et Ali Salem Robay, chef d'état du Yémen du Sud. Il apparaît aujourd'hui que ces deux derniers récents soutiens ont été déterminés par l'embarquement cubain.

A La Havane, on laisse entendre dans les milieux responsables que les Somaliens ont à cette

occasion manifesté « trop d'ambitions » et ont fait preuve ultérieurement d'« opportunisme » en tentant d'exploiter les difficultés intérieures grandissantes du régime éthiopien. On leur reproche aussi leurs liens avec certains pays arabes conserva-

Paradoxalement, la solidarité des Cubains était plus ancienne avec les Somaliens qu'avec les Ethiopiens. Mais la Havane considère aujourd'hui que le gouvernement de M. Siyad Barre « fait le jeu de l'Occident » en participant à une opération de démembrement de l'ancien empire d'Abyssinie.

Les dirigeants cubains comparent volontiers la révolution éthiopienne à celle de 1917 en Russie où la France révolutionnaire avait été le grand ennemi. Ils reprochent à des convulsions internes et enervée par des puissances étrangères hostiles à. Malgré les agités sa brève et violente histoire, la révolution éthiopienne est jugée tel "authentique" par son effort pour éliminer les influences étrangères et à la misère. Les responsables cubains reconnaissent que les problèmes posés par les minorités ethniques, particulièrement les agades et plus encore en Erythrée, sont sérieux, et qu'une solution socialiste devrait être trouvée lorsque l'intégrité territoriale de l'Ethiopie aura été rétablie.

Ils ne désespèrent pas, semble-t-il, de relancer le projet de fédération de la « corne de l'Afrique » (regroupant l'Ethiopie,

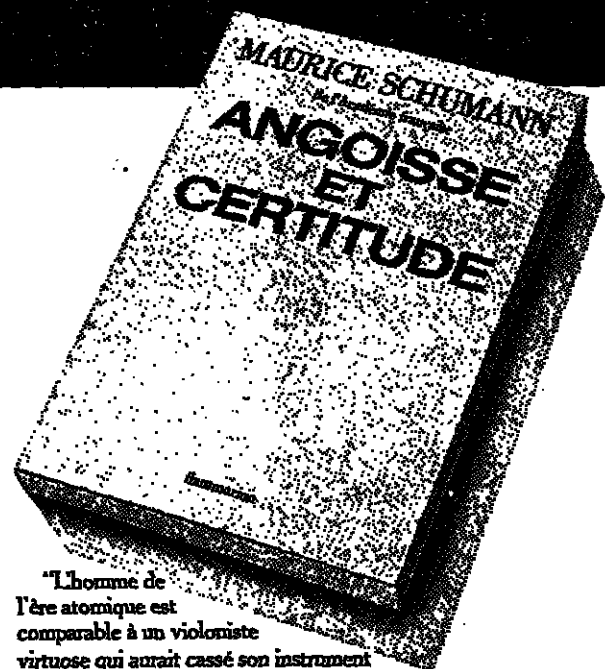
la Somalie, Djibouti, l'Ogaden et l'Erythrée), cette solution « populaire » et « socialiste » impliquant apparemment une chute du gouvernement Syad Barre provoquée par une éventuelle défaite militaire en Ogaden.

Les dirigeants de La Havane sont irrités par les commentaires occidentaux sur les Cubains « mercenaires de l'O.E.S.S. » ou « membres d'une légion étrangère soviétique ». Vu de La Havane, la manifestation active d'une solidarité révolutionnaire entre nations pauvres affrontant le même ennemi. Il est vrai que les voyages en Europe de Fidel Castro et de son frère, le général Raúl, et de son cousin, le général Vladimir Pogodny ont coïncidé. Un rendez-vous entre les deux hommes était même prévu à Lussaka qui aurait consacré de longues heures à la collaboration soviéto-cubaine. Mais ce rendez-vous « n'a pas eu lieu ». Il est étonnant sans explication, et à l'été 1962, Castro a modifié son itinéraire.

Toujours soucieux de mettre l'accent sur « l'indépendance de leur politique », même pour des pays, comme l'Algérie, alliés et partenaire soviétique, les Cubains n'en paraissent pas moins résolus à ne rien céder sur l'Afrique en échange d'une renance à la normalisation avec les Etats-Unis. C'est ainsi que Cuba, dit-on à La Havane, pour comme préalable à l'établissement de relations avec les Etats-Unis qu'ils retirent leurs troupes d'Europe occidentale, de Turquie, d'Otchman, de Corée du Sud, de Taiwan, des Philippines et des Indes. Les pays qui ont des installations militaires et des

MARCEL NIEDERGANG

Maurice Schumann : pourquoi l'espoir est vainqueur.



"L'homme de l'ère atomique est comparable à un violoniste virtuose qui aurait cassé son instrument et verrait sa main trembler. Avant de se donner la mort, il veut écrire une dernière lettre. Il voit alors les mots se changer en notes, cesse d'être interprète pour devenir créateur et se sent renaitre. Mais il s'en était fallu de peu que l'homme manquât à se réinventer."

FLAMMARION

PROCHE-ORIENT

M. Sadate confirme qu'il « persévérera sur le chemin de la paix »

(Suite de la première page.)

A propos de l'attitude des Syriens, le chef de l'Etat égyptien a déclaré : « Nous avons connu dans le passé des situations semblables. Je citerai l'attitude de la Syrie au moment de la signature de notre deuxième accord intermédiaire avec Israël. Jusqu'à ce qu'on en arrive à un accord sur le droit d'autodétermination, nous pensons que ce sont les Palestiniens qui devraient parler pour eux-mêmes. »

Ferez-vous un nouveau voyage à Jérusalem ? Le chef de l'Etat égyptien hésite un peu avant de répondre : « Nous n'avons pas actuellement de projet de ce genre. Quand j'ai rencontré le président Carter et des membres du Congrès américain, lors de ma visite aux Etats-Unis, je leur ai dit que j'en avais l'intention. Mais j'ai dû attendre un changement d'attitude de la part des Israéliens. Alors, seulement, nous pourrions envisager de nouvelles initiatives. Mais jusqu'à ce que ce changement intervienne, il n'y aura pas de nouvelle visite. »

Ce que nous cherchons actuellement, c'est de nous mettre d'accord sur les différentes approches des problèmes qui nous séparent. Il faut d'abord nous mettre d'accord sur une déclaration de principe. Ensuite nous verrons. »

L'attitude israélienne

Le chef de l'Etat égyptien déclare ensuite, en pesant ses mots : « A propos des Israéliens je dois dire que, à Paris, où j'ai déjà affirmé avant de quitter Jérusalem, j'ai été touché par l'attitude très chaleureuse qui m'a été réservée en Israël, et j'en ai été étonné. Cette attitude se maintient. Je reçois de nombreux messages d'Israéliens. »

En ce qui concerne le gouvernement israélien, je reste convaincu que nous avons franchi la barrière psychologique qui nous séparait depuis tant d'années. Mais jusqu'à maintenant cela n'a pas conduit le gouvernement israélien à abandonner les conceptions de base qui étaient les siennes. Or, j'avais espéré après ma visite à Jérusalem qu'il en serait ainsi. »

« J'ai été aux Etats-Unis et je viens de parcourir plusieurs pays d'Europe, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Australie, la Roumanie. Je viens de rencontrer le président Giscard d'Estaing. Ce que je puis vous dire c'est que ces visites ont été pour moi encourageantes, alors qu'au départ, avant mon départ pour les Etats-Unis, je me sentais découragé. »

Quelles sont les perspectives d'accord sur le Sinaï ? Le chef de l'Etat égyptien rappelle qu'il « y a deux ou trois ans, on en était arrivé dans le Sinaï à une véritable mobilisation des forces de part et d'autre. Heureusement, ajoute-t-il, les Etats-Unis ont intervenu à l'époque, et j'agissais encore de secrétaire d'Etat Kissinger) et il nous ont donné la garantie que ce serait ainsi. »

Après ma visite à Paris, j'ai affirmé que j'étais décidé à persévérer. Je le ferai, j'espère que le président Carter et les Etats-Unis pourront contribuer à lancer un pont sur le gouffre qui nous sépare des Israéliens. A propos du Tchad, M. Sadate, qui s'était entenu en aparté, à son arrivée à Orly, avec le président de la République, a déclaré : « J'ai reçu un message du président Mitterrand qui me demandait de venir. J'ai répondu : Nous avons eu des contacts et de l'aide militaire dans le passé et nous les fournirons de nouveau à l'avenir. »

Que se passerait-il si Israël restait sur ses positions ? Démisionneriez-vous ? Le rais marquis une certaine hésitation avant de répondre : « Je suis très fier des sentiments chaleureux que mon initiative a suscités en France et aux Etats-Unis, comme dans le monde entier. Je reste toujours très optimiste sur le chemin de la paix car c'est ce chemin que j'ai choisi. Si mes efforts échouaient, je me tournerais vers tous ceux qui m'ont appuyé et je leur présenterais les données du problème. »

Dimanche soir, M. Sadate était extenué pendant une heure trois quarts à l'Elysée avec le président de la République. « Il était naturel que, après mon voyage, je rencontre mon grand ami le président Valéry Giscard d'Estaing pour lui donner un panorama complet du dévelop-

pement de la situation depuis que nous nous sommes réunis : la dernière fois », a déclaré le chef de l'Etat égyptien à sa sortie de l'Elysée, ajoutant : « Nous avons eu une discussion très approfondie. Je suis très satisfait. »

Comme on lui demandait si de nouvelles initiatives de paix allaient sortir de sa rencontre en Roumanie avec le président Ceausescu, le président Sadate a demandé qu'on se réfère au communiqué commun qui a été publié à l'issue de la visite à Bucarest.

La rencontre avec M. Shimon Pérès

Arrivé dans la capitale roumaine tard dans la soirée de samedi, en raison d'un épais brouillard qui avait contraint l'appareil égyptien à atterrir à Constanza, sur la côte de la mer Noire, M. Sadate n'avait commencé ses entretiens avec le président Ceausescu que dans la matinée du dimanche. Le bref communiqué publié à l'issue de cette rencontre déclare que les deux chefs d'Etat ont soutenu « le principe d'une réunion préliminaire de toutes les parties au conflit du Proche-Orient — y compris l'U.R.S.S., les Etats-Unis et les pays arabes opposés à l'existence de l'Etat d'Israël ». M. Sadate, — avant la reprise de la conférence de paix de Genève. Le communiqué déclare que la réunion pourrait avoir lieu au Caire, ou ailleurs, sous les auspices de l'ONU, ainsi que l'a proposé M. Kurt Waldheim.

Samedi, le président Sadate avait rencontré à Salzbourg le chancelier égyptien M. Shimon Pérès, chef de l'opposition travailliste en Israël. L'entrevue avec M. Pérès n'est solidée par aucun résultat concret, et le chef de l'Etat égyptien et l'ancien ministre israélien de la défense se sont d'ailleurs attachés, dans une conférence de presse conjointe, à dissiper l'impression que leur rencontre aurait pu véhiculer une signification diplomatique. M. Sadate a exprimé cependant l'espoir que ce dialogue sera poursuivi à la suite de l'invitation qu'il venait d'adresser à M. Pérès de se rendre au Caire. De son côté, le chef de l'opposition travailliste a rappelé que son rôle n'était pas « celui d'un négociateur » et qu'en politique étrangère « il n'a pas le droit de parler au nom du gouvernement israélien ». Les deux hommes — de même que le chancelier Kreisky, qui avait organisé leur entrevue — ont émis la possibilité d'une rencontre de Salzbourg n'était pas un geste de « soutien moral et politique » à l'opposition israélienne au déclin du gouvernement de Jérusalem.

Le chef de l'Etat égyptien rappelle qu'il « y a deux ou trois ans, on en était arrivé dans le Sinaï à une véritable mobilisation des forces de part et d'autre. Heureusement, ajoute-t-il, les Etats-Unis ont intervenu à l'époque, et j'agissais encore de secrétaire d'Etat Kissinger) et il nous ont donné la garantie que ce serait ainsi. »

Après ma visite à Paris, j'ai affirmé que j'étais décidé à persévérer. Je le ferai, j'espère que le président Carter et les Etats-Unis pourront contribuer à lancer un pont sur le gouffre qui nous sépare des Israéliens. A propos du Tchad, M. Sadate, qui s'était entenu en aparté, à son arrivée à Orly, avec le président de la République, a déclaré : « J'ai reçu un message du président Mitterrand qui me demandait de venir. J'ai répondu : Nous avons eu des contacts et de l'aide militaire dans le passé et nous les fournirons de nouveau à l'avenir. »

Que se passerait-il si Israël restait sur ses positions ? Démisionneriez-vous ? Le rais marquis une certaine hésitation avant de répondre : « Je suis très fier des sentiments chaleureux que mon initiative a suscités en France et aux Etats-Unis, comme dans le monde entier. Je reste toujours très optimiste sur le chemin de la paix car c'est ce chemin que j'ai choisi. Si mes efforts échouaient, je me tournerais vers tous ceux qui m'ont appuyé et je leur présenterais les données du problème. »

Dimanche soir, M. Sadate était extenué pendant une heure trois quarts à l'Elysée avec le président de la République. « Il était naturel que, après mon voyage, je rencontre mon grand ami le président Valéry Giscard d'Estaing pour lui donner un panorama complet du dévelop-

pement de la situation depuis que nous nous sommes réunis : la dernière fois », a déclaré le chef de l'Etat égyptien à sa sortie de l'Elysée, ajoutant : « Nous avons eu une discussion très approfondie. Je suis très satisfait. »

APRÈS LA CONDAMNATION DES IMPLANTATIONS ISRAËLIENNES PAR M. VANCE

JÉRUSALEM : les Américains abandonnent leur rôle de médiateur

Jérusalem. — Est-ce la « confrontation » Begin-Carter, que nombre d'observateurs avaient déjà jugée inévitable, lors de la première visite du chef du gouvernement israélien l'année dernière à la Maison Blanche ? Plus personne n'en doute à Jérusalem après les dernières déclarations du secrétaire d'Etat américain et la réaction abrupte du gouvernement israélien. L'opposition de l'administration américaine aux implantations israéliennes dans les territoires occupés était, certes, connue, mais la formule utilisée par M. Cyrus Vance lors de sa conférence de presse du 10 février, a semblé-lui, constituer la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Samedi soir, 11 février, l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, M. Samuel Lewis, était convoqué au domicile de M. Begin. Contrairement à son habitude, le diplomate américain, l'air renfrogné, s'est refusé à toute déclaration officielle à l'issue de l'entretien, dont le ton aurait été vif. Dimanche, après un conseil des ministres entièrement consacré à la nouvelle position américaine, le premier ministre a déclaré lui-même que « le gouvernement israélien a exprimé ses regrets et a protesté contre les prises de position du secrétaire d'Etat ». Selon le communiqué, lu par M. Begin et approuvé à l'unani-

mité par le gouvernement, les propos de M. Vance sont en contradiction flagrante avec ceux tenus par le président Carter au premier ministre les 16 et 17 décembre dernier, après la présentation par M. Begin du plan de paix israélien.

L'Etat palestinien « épée de Damoclès »

Ce plan, précise le communiqué, « prévoit explicitement la maintenance des implantations israéliennes dans le Sinaï dans une zone contrôlée par l'ONU, leur sécurité étant garantie par la présence d'une force de défense israélienne (...) ». Ce plan n'a non seulement pas suscité la moindre réserve, mais il a même été favorablement accueilli par le président Carter. Le chef du gouvernement a ensuite souligné la contradiction entre l'affirmation de M. Vance selon laquelle « les implantations dans le Sinaï ne doivent pas exister », et celle selon laquelle « cette question doit se régler au cours de négociations entre les parties ». Selon le communiqué, les Etats-Unis abandonnent leur rôle de médiateur, dès lors qu'ils prennent

position dans le différend israélo-égyptien. A propos de la nécessité pour les Palestiniens de disposer, en Judée, en Samarie et à Gaza, d'une patrie (« homeland »), liée à la Jordanie, M. Begin a affirmé qu'un tel projet, quels que soient ses objectifs théoriques, mènerait fatalement à la création d'un Etat palestinien indépendant, dominé par les organisations terroristes et fer de lance d'un front militaire jordanien-syro-saoudo-irakien. « Ce front », a précisé M. Begin, dispose déjà de six mille chars, plus de mille cent avions de combat et plus de quatre mille deux cents canons. C'est une épée de Damoclès, qui, à 13 kilomètres de la Méditerranée, constituerait un danger permanent pour l'existence d'Israël. Aucun objectif politique ne peut justifier qu'Israël expose la majeure partie de sa population au feu ennemi. » Dans les milieux proches du premier ministre, on ajoute que Washington a jugé le tonement trop optimiste pour rassurer les Israéliens, en y ajoutant la nécessité de créer un Etat palestinien.

M. Ygal Alon, ancien ministre israélien des affaires étrangères, s'est, lui aussi, élevé contre les déclarations de M. Vance, tout en soulignant la nécessité de concessions territoriales israéliennes en Judée et en Samarie. L'ancien chef de la diplomatie, comme la quasi-totalité de la presse israélienne, a rejeté, lundi, toute tentative de contraindre Israël à revenir sur ses frontières du 4 juin 1967. L'évolution de la position américaine ne peut donc que durcir la position israélienne à la « veille de la reprise des négociations avec l'Egypte, dont les chances de succès, à ce stade du moins, paraissent extrêmement minces. (Interim.)

On confirmait ce lundi matin à Jérusalem que tous les travaux d'infrastructure des nouveaux points d'implantation israélienne dans le saillant de Rafah (au nord du Sinaï) avaient été interrompus depuis deux semaines sur ordre du ministre de la défense, M. Weizmann. Mais le vice-ministre de la défense, M. Mordechai Trippel, avait démenti la veille la télévision que son ministère ait donné la moindre instruction en ce sens, et le responsable du projet de développement de la région de Yamit affirmait, pour sa part, que les travaux de construction des villages de Talmat-Yossef et Priel se poursuivaient.

WASHINGTON : un épisode de la guerre des nerfs entre Israël et les Etats-Unis

Washington. — Le communiqué du gouvernement de Jérusalem accusant M. Vance d'avoir « pris parti » dans le différend israélo-égyptien, pour avoir dit que les colonies juives dans les territoires occupés « ne devraient pas exister » est considéré tel comme un épisode de la guerre des nerfs qui devait inévitablement s'engager avec Israël à un moment ou à un autre de la négociation.

En fait, rappelle-t-on ici, M. Vance s'est borné à répéter, dans un langage peut-être plus brutal que d'habitude, ce que M. Carter dit depuis son entrée à la Maison Blanche, à savoir que les colonies juives dans les territoires occupés « sont » illégitimes et un « obstacle à la paix ». Sur la base de cette définition, il est bien évident que ces colonies « ne devraient pas exister » et l'on voit pourquoi il y a un tel réagissement.

Mais la vraie raison de la colère de Jérusalem est ailleurs : il a été révélé, ces derniers jours, que

M. Sadate avait montré à l'avance au secrétaire d'Etat le texte de son discours au National Press Club, lundi 6 février. M. Vance aurait suggéré quelques corrections au président égyptien — dont celui-ci aurait tenu compte, — et l'ensemble du texte aurait ainsi reçu l'aval discret du gouvernement américain. Or, ces discours étaient l'un des plus durs — et des plus habiles — de ceux que le chef d'Etat égyptien a prononcés aux Etats-Unis contre la politique de M. Begin, en particulier à propos des colonies dans les territoires occupés. Il était donc normal que M. Vance soit pris à partie spécialement, mais l'effet de cette remontrance pourrait être particulièrement négatif à la veille de la reprise de la mission de M. Atherton, secrétaire d'Etat adjoint, au Proche-Orient. Comme l'a dit le général Dayan dimanche au cours

d'une conversation télévisée : « En prenant parti en ce moment, le gouvernement américain, s'il s'aligne derrière M. Vance, ne facilitera pas sa tâche de médiateur. »

Il est peu probable, cependant, que M. Carter se laisse intimider, car il se souvient, en l'occurrence, un très bon dossier. Les dirigeants de Jérusalem, dit-on ici, ont commis la double imprudence de prétendre que les colonies ne sont pas un obstacle à la paix — alors que le comportement de M. Sadate et tout le cours des négociations démontrent le contraire — et de ne pas jouer franc jeu à ce sujet avec Washington. Les déclarations contradictoires du général Dayan sur les promesses faites par lui à M. Carter en septembre dernier (le ministre israélien assure avoir promis d'abord de ne pas créer de nouvelles colonies avant un an, puis il a réduit cette promesse à l'année en cours », avant de revenir à la date d'octobre 1978, mais en autorisant l'extension des colonies existantes dans les camps militaires), enfin l'affaire de la colonie « archéologique » de Shiloah, ont créé l'impression qu'Israël cherche en réalité à imposer sous l'importation quelconque des faits accomplis pour justifier une annexion des territoires en question.

En outre, l'argument selon lequel M. Carter aurait approuvé ou au moins « donné sa bénédiction » (comme M. Dayan l'a encore déclaré dimanche) au plan Begin lors de la visite du chef du gouvernement israélien à Washington en décembre dernier est considéré ici comme une sous-évaluation des leçons de la dernière visite au président, ce qu'il n'a pas dit. De fait, M. Carter s'était borné à qualifier ce plan de « pas en avant » et de « base de départ pour la négociation », soulignant ainsi délibérément son aspect évolutif.

Le « lobby » pro-israélien neutralisé

La faiblesse de la position israélienne sur tous ces points est apparue très clairement lors de l'entretien télévisé de M. Dayan dimanche. Pris à partie par un engagement par un groupe de journalistes bien informés et très insistants, le ministre israélien a été peu convaincant, notamment lorsqu'il a expliqué le départ de la délégation égyptienne de Jérusalem, le 19 janvier, non pas par les positions israéliennes sur les colonies juives, mais par la question du Golan, ou encore lorsqu'il a été invité à expliquer sur les raisons pour lesquelles il avait parlé dans un discours antérieur de la « prétendue offensive de paix du président Sadate », précisant qu'Israël « n'acceptera jamais » un Etat palestinien, il a ajouté que les troupes israéliennes devaient se maintenir indéniablement en Cisjordanie (avec des effectifs moins nombreux qu'aujourd'hui toutefois) et disposer de bases de chars et de postes d'observation. Fait plus nouveau, la position de M. Carter semble pour une fois reposer sur un consensus assez large dans l'opinion. Au Congrès, où M. Sadate a recueilli un incontestable succès personnel mardi dernier, l'opposition à la vente d'armes F-6 à l'Egypte a sérieusement faibli, et l'offre limitée préparée à ce sujet par le gouvernement aurait, selon les experts, de bonnes chances de ne pas se heurter à un veto.

Vis-à-vis des organisations juives,

le président a évité de répéter l'erreur commise à la fin de septembre, lors que la déclaration soviéto-américaine sur le Proche-Orient avait pris tout le monde de court et soulevé un beau tollé. Rappelons que ces derniers jours divers dirigeants de la communauté juive américaine, MM. Carter, Mondale et Vance auraient longuement exposé leurs positions à propos des colonies juives. Selon le New York Times, le thème central de ces briefings aurait été la nécessité pour Israël de faire des concessions plus importantes que celles qui sont demandées à l'Egypte. Un résultat de ces efforts est d'avoir neutralisé, au moins pour un temps, l'activité du lobby pro-israélien. Les dirigeants de la communauté juive ont refusé de rencontrer M. Sadate, mais il n'est pas non plus pris position publique et à un niveau élevé contre ses vues. Là encore, l'affaire des colonies dans les territoires occupés est le principal sujet de gêne. Les efforts de M. Dayan dans ces milieux n'ont pas encore produit l'effet escompté.

La réaction est plus vive dans la presse, bien que le ministre israélien ait également cherché un appui dans cette direction. C'est au lendemain d'une de ses rencontres avec l'équipe dirigeante du New York Times que le grand quotidien a publié un nouvel éditorial déclarant : « Il y a peu de soutien, et il ne devrait y en avoir aucun, pour les Israéliens qui, sous prétexte de sécurité ou de droits bibliques, créent de nouvelles colonies, celles-ci ne pouvant qu'engendrer de nouvelles ambiguïtés politiques et de nouveaux besoins militaires. » De même, le Washington Post, dimanche 12 février, a écrit : « La création de nouvelles colonies aujourd'hui, en Cisjordanie ou ailleurs, est un acte sans scrupule et une erreur : un embarras pour les plus ardents partisans d'Israël, une provocation pour les Arabes, un signal pour les Etats-Unis qu'Israël n'est pas sincère lorsqu'il parle de paix. Aussi longtemps que les négociations continuent, la politique israélienne, officielle ou tacite, devrait être : pas de nouvelles colonies ni d'extension des anciennes. Un point, c'est tout. »

Si l'on ajoute à tout cela les divergences apparues publiquement avec Israël sur des sujets aussi différents que l'aide à l'Ethiopie, ou les relations avec l'Afrique du Sud (la récente visite à Johannesburg du ministre israélien des finances a reçu une grande publicité ici), il est clair que les relations entre Washington et Jérusalem sont à leur point le plus bas, non seulement depuis l'arrivée au pouvoir de M. Begin, mais depuis au moins 1975, lors de l'échec de la première tentative de M. Kissinger pour conclure un nouvel accord de désengagement au Sinaï. Et ce pour autant le signe que l'heure a sonné de la « grande explication » avec Israël et, par contrepoint, avec la communauté juive américaine ? Cela dépendra du degré de la réa-

lance que M. Begin opposera aux entreprises de M. Atherton, d'une part, au projet soutenu par M. Carter de vente d'équipements militaires à l'Egypte, d'autre part.

Il reste aussi à voir si le président américain maintiendra ses positions actuelles dans les mois qui viennent, notamment en face de M. Dayan, qu'il recevra probablement jeudi, et de M. Begin, attendu une nouvelle fois, en mars ou en avril, à Washington.

MICHEL TATU.

Liban

La Syrie a imposé un compromis

Les événements de la semaine dernière ont fait plus de cent morts

Beyrouth. — La Syrie a imposé son autorité au Liban, mais rien n'est réglé. Telle est l'impression qui prévaut à Beyrouth au vu de la solution adoptée pour donner la crise de la semaine dernière et pour mettre fin aux affrontements qui ont opposé les troupes syriennes de la Force arabe de libération (FAL) aux milices palestiniennes. Les deux camps ont progressivement vendredi, et l'on n'a pratiquement plus enregistré de tirs samedi et dimanche. La journée-est, celle de lundi, a bien commencé : en début de matinée, la quasi-totalité des commerces et des banques de Beyrouth-Sud (secteur conservateur chrétien) avaient rouvert leurs portes, et la circulation avait repris dans les rues, sans toutefois que l'animation y atteigne son niveau normal. Le climat demeure trouble, et l'on apprend que pendant que les quartiers sont quatre personnes auraient été enlevées et exécutées à Beyrouth-Ouest (secteur palestinien-progressiste). D'autre part,

et ses membres seront désignés par les autorités libanaises. Enfin, les formes légales seront respectées, puisque la constitution de ce court tout à fait exceptionnel, fera l'objet d'une loi libanaise. Mais le vote de cette loi n'est pas laissé à l'appréciation du Parlement libanais, car le président de la République, M. Elias, a déclaré qu'il n'aurait pas signé une loi qui n'aurait pas été votée par le Parlement libanais.

La commission mixte d'enquête, qui doit dresser les accusés de la semaine dernière, a commencé ses travaux dès dimanche au palais présidentiel de Baabda. Des officiers libanais — dont le colonel Barakat, commandant de la garnison de Fayyadiyah — et deux officiers syriens, ont déjà comparu devant elle.

Le Front libanais a dû donner son acquiescement à cette solution. Mais un vif mécontentement est perceptible au sein de la population du secteur conservateur chrétien. Le journal phalangiste *Al Akhbar* estime que la création du tribunal militaire mixte constitue un nouvel empiètement sur la souveraineté nationale, de la part de Damas. De son côté, M. Raymond Edde (chrétien libéral) a adressé de Paris un télégramme au président de la République, l'adjurant de ne pas faire voter par le Parlement libanais le projet de loi créant le tribunal mixte libano-syrien. A tout cela on répond, de source officielle, qu'il s'agit de la seule solution possible et que la première atteinte à la souveraineté libanaise a été de céder le maintien de l'ordre à des troupes étrangères, ce qui a été fait en accord avec le Front libanais et à sa demande.

Les observateurs sont convaincus que la crise de ces derniers jours est terminée. Toutefois ils estiment que l'avenir est très incertain : de nouveaux troubles graves risquent de se produire au Liban au gré des fluctuations de situation au Proche-Orient. Le journal syrien *Al Basa* accusait expressément dimanche le président Sadate d'avoir formé les derniers événements au Liban « afin de paralyser la Syrie et d'affaiblir sa capacité de mettre en échec ses initiatives ».

LUCIEN GEORGE.

LE MONDE
diplomatique

Numéro de février

LA DÉMOCRATIE
TRANIRE PAR...

LES MANIPULATIONS
ÉLECTORALES

Vous désirez vous implanter au Moyen-Orient

Middle East Business Club

vous en donne la possibilité

Ayez dès aujourd'hui recours à notre banque d'informations commerciales, statistiques et juridiques

Bureau:

France-Grande-Bretagne-Pays-Bas-RFA-Suisse-Albu Dhabi-Arabie Saoudite Bahrein-Dubaï-Jordanie-Pakistan-Syrie-Qatar

M.E.B.C. 9, avenue de l'Opéra-75001 Paris

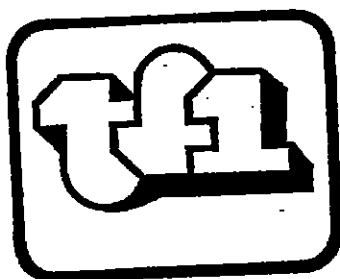
Téléphone 260.30.41 - Telex 220516 F Market Paris

سكوت من الامم

U.D.F. INFORMATION

"QUELLE FRANCE DEMAIN?"

Débat dirigé par Julien Besançon



L'EVENEMENT

Mardi 14 février à 21 h 30

ROLAND LEROY
Parti Communiste Français

face à

J.J. SERVAN-SCHREIBER
Union pour la Démocratie Française

L'Union pour la Démocratie Française annoncera désormais dans la presse les débats télévisés de ses leaders face à l'opposition.

accord. Il peut s'agir de deux événements psychologiques à un événement réel de caractère en faveur des candidats de gauche arrivés en 1961 au premier tour.

Selon le sondage de Psar, dans une telle hypothèse, les trois

صلى الله عليه وسلم

PE

Le Monde

politique

DEVANT CENT MILLE PERSONNES A LA PORTE DE PANTIN

M. Chirac affirme que le R. P. R. est le plus fidèle soutien de la République et l'ultime rempart du président

Qu'ils aient été de cent trente mille à cent cinquante mille, comme l'a dit M. Jacques Chirac, ou cent vingt mille, selon les estimations de la police, les sympathisants du R.P.R. qui se sont retrouvés samedi 11 février à la porte de Pantin ont, semble-t-il, pris part au plus vaste rassemblement jamais organisé à Paris par une formation politique. Plusieurs milliers d'entre eux n'avaient même pas trouvé place dans la vaste nef métallique de l'ancienne halle aux bœufs longue de 280 mètres, et ont dû attendre au long de la journée un froid patiemment vif. Certains trains et autocars retardés par la neige et le verglas ne sont arrivés à Paris qu'après la fête. Car cette vaste manifestation — qui groupait deux fois plus de participants que le 5 décembre 1976 (où ils étaient entre cinquante mille et soixante mille) — a été la porte de Versailles pour la fondation du R.P.R. — a pris tout à la fois les allures d'une fête populaire, d'une kermesse, d'un meeting politique et d'une cérémonie incantatoire.

Sous les couleurs, les drapeaux et les banderoles, les militants arboraient des bonnets phrygiens rouges, des blasons tricolores, des moustaches-casse-croûtes aux armes du R.P.R., des badges à l'image de M. Chirac et brandissaient pancartes et fanions aux couleurs de leurs provinces. Dans ce public où les éléments populaires et les représentants des classes moyennes étaient les plus nombreux, se trouvaient beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles. Ce sont d'ailleurs surtout ceux-là qui ont pris la parole samedi matin au nom des délégations régionales. Le R.P.R. a voulu ainsi démontrer concrètement que, depuis sa fondation, plus de la moitié de ses effectifs — officiellement cinq cent

mille adhérents au total — ne sont pas issus des anciens mouvements gaullistes et que son ralliement est bien réel. En présence de cinquante-cinq diplomates représentant des pays amis, de vingt-cinq chaînes de télévision françaises et étrangères et de quelque quatre cents journalistes, cette foule, encadrée par un service d'ordre important mais compréhensif, canalisée par une logistique bien rodée — un hôpital de campagne — de la Croix-Rouge a soigné quelques évanouissements, a applaudi toute la journée des vedettes de music-hall chantant les airs à la mode, se faire dédicacer des ouvrages par les auteurs gaullistes, aussi bien que par Michèle Morgan, Maurice Ronet ou Jean d'Ormesson. Elle a pu aussi écouter les leaders locaux, parmi lesquels certains jeunes ont révélé leurs qualités de tribuns, et acclamer les gaullistes historiques toujours vénérés comme M. Michel Debré (« le Monde » daté 12-13 février), et surtout son chef incontesté, M. Jacques Chirac, dont le nom était sans cesse scandé par des « Allez, Chirac ! Allez, Chirac ! », alternant avec le slogan « On va gagner, on va gagner ».

Les quelque quatre cents candidats du R.P.R. ont été présentés à l'assistance par la projection de leurs photographies sur des écrans géants. Auparavant, ils avaient pris place sur des gradins derrière la tribune, à la seule exception notable de M. Jacques Chaban-Delmas. M. Jacques Chirac a, pendant une heure vingt, prononcé sur un ton de grande fermeté un discours qui a été applaudi à soixante reprises et qui a été conclu par une « Marseillaise » au tempo plus guerrier que « giscardien », entonnée par Line Renaud.

Le président du R.P.R. a rendu un hommage direct aux communistes qui ne sont pas des « adversaires irréconciliables », pour s'en prendre avec autant plus de violence au parti socialiste et à M. Mitterrand, dont le nom a été hué plusieurs fois. Comme l'avait fait le général de Gaulle en les traitant naguère de « politiciens au rancart », M. Chirac a instruit le procès des dirigeants socialistes en leur reprochant leur action sous la IV^e République, et en les qualifiant cette fois de « Tartarins de la lutte sociale » et de « pharisiens de la politique ».

Décrivant le chaos que, selon lui, entraînerait une victoire de la gauche, évoquant même le suicide de Masaryk, socialiste tchèque, qui avait cru à la collaboration avec les communistes, M. Chirac s'est même laissé aller dans ses diatribes à accuser le P.S. de « complaisance d'indulgence » à l'égard « de tous les excès et de toutes les délinquances ».

Mais il s'est surtout adressé aux électeurs qui, par aspiration en changement, seraient tentés par le vote en faveur de l'opposition. Pour les en détourner, il a affirmé que, seul, son mouvement pouvait assurer le progrès et qu'il était, plus que les autres, le garant de l'intransigeance et le remède aux désordres. Il a voulu par là se démarquer davantage de ses partenaires de la majorité qu'il classe délibérément « à droite ». La « force » et l'« originalité » du R.P.R. s'exercent, selon M. Chirac, dans quatre domaines : l'indépendance de la France et la sécurité des Français, la nouvelle politique de l'économie, la lutte contre le chômage, enfin la garantie du progrès social.

Sans jamais citer le nom de M. Giscard d'Estaing ni celui de M. Barre, sans jamais

nommer les autres formations de la majorité, le président du mouvement gaulliste a critiqué indirectement l'action du gouvernement dans tous ces domaines.

Il a traité par préterition du « programme de Blois », en affirmant que tous les candidats R.P.R. s'étaient « engagés à défendre les objectifs du Rassemblement ». Il a procédé de même avec le discours du chef de l'Etat à Verdun-sur-le-Doubs affirmant que, en cas de victoire de la gauche, le président de la République serait conduit à « l'affrontement » ou contraint à « l'effacement ». Enfin, la création de l'Union pour la démocratie française ne lui a inspiré qu'un rapide sarcasme à l'égard des « partisans de la tiédeur et des fervents du compromis ».

Sachant ce thème présentement populaire, M. Chirac a aussi beaucoup insisté sur la sécurité. Devant un public qui ne cachait pas son enthousiasme, il a personnalisé son rôle, exalté la mission du R.P.R. comme un événement recouru et il a su manier à la fois le ton lyrique et les accents épiques comme les gaullistes aiment à les entendre dans ces grandes manifestations qui jalonnent leur histoire et où ils puisent le sentiment de leur force électorale et les raisons de leur foi politique.

A quatre semaines du scrutin du 12 mars, M. Chirac ne cachait pas qu'il avait voulu, par ce rassemblement massif, apparaître non seulement comme le seul chef de parti qui n'aurait rien négligé pour obtenir la victoire, mais aussi comme celui qui, dans une éventuelle adversité, demeurerait le mieux armé et le plus résolu.

ANDRÉ PASSERON.

Des son discours, M. Chirac, dénonçant « la confusion et le collectivisme » contenus dans le programme commun ainsi que ses « propositions floues et contradictoires », a demandé : « N'est-il pas étonnant de voir des politiciens se réclamer du matérialisme, essayer de faire croire aux miracles ? » Il ajoute : « Les communistes, nous les connaissons. Nous les combattons avec une totale détermination ; ce ne sont pas des adversaires méprisables. Ils se disent marxistes et collectivistes : ils le sont en effet. Sans doute, seulement-ils ont, comme d'autres, les souffrances des mécontents mais, enfin, un Français qui vote pour le parti communiste, n'est pas un Français qui vote pour le parti communiste, ce n'est qu'un vote qui est donné, ce n'est qu'un vote qui est donné. »

« Le jeu du parti socialiste est infiniment plus tortueux », dit M. Marchais l'analyse en connaissance. Les dirigeants de ce parti pratiquent la tromperie, ils mentent. Il s'agit bien pour eux de mentir à tout le monde à la fois, pour arriver au pouvoir et n'importe quel prix. »

« Il faut bien l'avouer, le parti socialiste recueille l'indéniable succès d'une gigantesque machine à fabriquer des illusions et à jeter

des statistiques de voir. Il n'y a pas d'exemple dans le monde, ni dans le présent ni dans le passé, d'une coalition socialiste-communiste qui ait pu effectivement gouverner sans que, à plus ou moins brève échéance, les socialistes aient été contraints de prendre la porte... ou la fenêtre. »

Quant à nos institutions, il est vrai que, telles qu'elles furent bâties par le général de Gaulle, elles ont fait leur temps. Mais elles ne valent que par la volonté des Français de les maintenir. Majoritaire à l'Assemblée nationale, la coalition socialiste-communiste qui a pris la présidence de la République a adopté une politique de portefeuilles ministériels. Le chef de l'Etat vient de reconnaître lui-même qu'il ne disposait pas de moyens constitutionnels pour empêcher la réalisation de cet objectif de la coalition collectiviste. On peut donc craindre un effacement avec le président ou alors son effacement. Dans les deux cas, la porte est grande ouverte sur l'étranger.

« Nos compatriotes tentés par le vote socialiste mais qui demeurent attachés à une France indépendante, ont-ils pesé clairement que M. Mitterrand et son parti se sont révélés incapables de défendre la France ? Une telle constatation, parmi d'autres, n'oblige à dire aujourd'hui que le parti socialiste n'est pas un parti de gouvernement et que son premier secrétaire n'est qu'un homme politique responsable. »

« Une telle constatation, parmi d'autres, n'oblige à dire aujourd'hui que le parti socialiste n'est pas un parti de gouvernement et que son premier secrétaire n'est qu'un homme politique responsable. »

« Nous ne sommes pas de ceux qui, dans l'intention — du reste illusoire — de détourner des voix, espèrent leur identité en trompant les citoyens. Le Rassemblement n'est pas la réunion des partisans de la tiédeur, des fervents du compromis, des nostalgiques d'un passé révolu. On nous reproche souvent d'être des partenaires incommodes par leur intransigence. Qu'on ne s'en plains pas : cette intransigence est le plus sûr garant de l'intérêt national. »

Décrivant « la force et l'originalité du R.P.R. », il lance : « Nous sommes, nous, plus intransigeants sur l'indépendance de la France et la sécurité des Français, plus ambitieux pour l'économie, plus conscients du caractère intolérable du chômage, plus exigeants sur le progrès social. »

Il rappelle ensuite les principes de la politique étrangère du général de Gaulle, notamment en faveur d'une « Europe européenne, confédérale et indépendante » et il se prononce pour un « renforcement des liens de fraternité avec tous les pays méditerranéens et de notre appui à nos amis africains par une véritable alliance pour le développement. »

A propos de la sécurité des Français il déclare : « J'observe qu'aujourd'hui les socialistes tentent à l'honneur de repousser l'anarchie, le vandalisme, le sacage du patrimoine collectif et du droit de droit commun. Aujourd'hui, par démagogie, par achar-

nement d'opposants, sans doute aussi à cause de leur colonisation par une classe privilégiée d'intellectuels gauchistes fort éloignés du sentiment populaire, ils ont adopté une attitude générale de complaisance ou d'indulgence à l'égard de tous les excès, des plus jolies contestations et de toutes les délinquances, y compris de ce qui remonte à cause l'unité nationale. Il faut cesser de dénigrer en permanence la police et la justice. La sécurité est la première des libertés que l'Etat doit garantir aux citoyens. »

Tartarins et pharisiens
Cet effort est à la portée d'un pays riche comme la France, à condition d'en avoir la volonté politique. (...) Nous voulons l'abolition des privilèges, c'est-à-dire de toutes les inégalités, où qu'elles soient, qui ne trouvent pas leur justification dans le travail ou le mérite.

« Nos destructeurs, par calcul, tendent à mettre sur notre route, sembleraient l'étriquette, infamante, à leurs yeux, de « conservateurs ». Auront-ils à ce point la mémoire courte ? Depuis bientôt trente-huit ans, chaque fois que nous nous sommes levés pour défendre une action de progrès social à été entreprise, ce sont les gaullistes qui en ont été les initiateurs. Ne nous en laissons donc jamais tenter par tous les Tartarins de la lutte sociale, par tous les pharisiens de la politique. »

M. Chirac évoque alors l'éven-

A QUATRE SEMAINES DU SCRUTIN

● LE DELAI DE SEPT JOURS fixé par le code électoral pour le dépôt des candidatures aux élections législatives, s'est ouvert le lundi 13 février. Un sondage-simulation publié le même jour par l'hebdomadaire *le Point*, et réalisé par l'IFOP, a permis de connaître les intentions du chef de l'Etat, à Verdun-sur-le-Doubs, attribuées à 44 % des intentions de vote à la majorité, 52 % à la gauche (2 % aux écologistes et 2 % aux « divers »). La précédente étude, en novembre donnait respectivement 45 % à la majorité actuelle et 51 % à la gauche.

L'extrapolation d'une simulation réalisée dans cent dix circonscriptions, prévoit 253 sièges pour la gauche et 220 pour la majorité, au cas où, au second tour, l'opposition serait représentée par un seul candidat par circonscription. Dans l'hypothèse où la gauche ne parviendrait pas à s'accorder sur un seul candidat, le 19 mars, elle n'obtiendrait alors, selon cette enquête, que 212 sièges contre 261 à la majorité actuelle.

● A GAUCHE, les orateurs du parti communiste s'attachent, dans toutes leurs interventions, à mettre en cause la notion de « discipline républicaine ». Ils rappellent que, grâce à cette règle, les socialistes ont pu, dans le passé, bénéficier des votes communistes pour appuyer ensuite une politique avec laquelle la P.C.F. était en désaccord. Il peut s'agir là d'une préparation psychologique à un éventuel rallui de désistement en faveur des candidats de gauche arrivés en tête au premier tour.

Selon le sondage du *Point*, dans une telle hypothèse, les trois quarts des électeurs com-

munistes suivraient les consignes du P.C.F. ; pourcentage qui est en augmentation par rapport à une précédente enquête.

● M. GEORGES MARCHAIS a lancé, samedi, un nouvel appel pour une rencontre avec les socialistes. Il admet, à présent, qu'elle puisse avoir lieu après le premier tour. De son côté, M. François Mitterrand juge une telle réunion souhaitable, mais prend soin de préciser qu'il ne saurait être question, à cette occasion, de renégocier le programme commun de la gauche. Le comité central du P.C. siège mercredi 15 février pour faire le point sur la campagne du parti à la veille du meeting que les communistes organisent jeudi soir à la porte de Versailles.

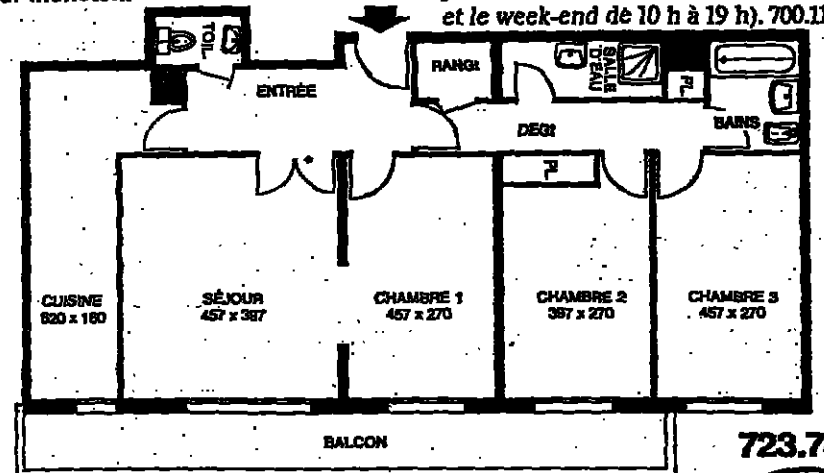
● M. RAYMOND BARRE est l'invité de la première émission « Spéciales législatives 1978 » sur Antenne 2, lundi soir, à 20 h. 30. Le premier ministre pour suit mardi sa tournée électorale en se rendant à Issoudun et à Châteauroux. L'Union pour la démocratie française, sans doute pour échapper aux reproches qui lui sont adressés en raison de ses rapports trop étroits avec le cabinet du chef du gouvernement, pourrait tenter prochainement son siège rue de la Bienfaisance, à proximité immédiate de celui du parti républicain.

● M. JACQUES CHIRAC, au lendemain du rassemblement gaulliste de la porte de Pantin, se trouvait dimanche dans sa résidence de Corbeil et reprendra mardi ses tournées en province en visitant durant cette semaine dix départements et vingt-six villes.

REGARDEZ CE PLAN et vivez à Paris pour moins de 5.140 F le m².

L'espace : des m² intelligents.
Toutes les pièces sont au Sud. Le séjour (qui peut être double), 2 chambres et la cuisine (avec porte-fenêtre) donnent sur un grand balcon de 12 m de long. L'entrée ? On peut la meubler. Les prestations ? pas ordinaires. Une salle de bains joliment aménagée : vasque encastrée, miroirs et éclairage intégré. Des placards en stratifié blanc. Aux murs des pièces de réception, du tissu sur molleton.

Le prix : exceptionnel aujourd'hui.
453.000 F (+ parking double) pour 88 m² + 12 m² de balcon, c'est un prix ferme et définitif pour toute réservation effectuée avant le 28 février 1978. De plus vous bénéficiez d'une franchise gratuite : vous ne versez que 20 % maintenant et le reste le jour de votre installation (2^e trimestre 1978). Cet appartement venez le visiter 147, rue Oberkampf Paris 11^e (tous les jours sauf le mardi de 14 h à 19 h et le week-end de 10 h à 19 h). 700.11.69



Nouveau prêt conventionné : 11,35 %
Les Courtilles
Du 3 au 5 pièces.
4, place d'Iéna - Paris 16^e
723.7878
GEFIC

POLITIQUE

TROIS ÉLECTIONS MUNICIPALES

ISSY-LES-MOULINEAUX : la liste de la majorité est réélue et accroît son avance

HAUTS-DE-SEINE : Issy-les-Moulineaux (2^e tour).

Inscr. 27 112 ; vot. 18 591 ; suffr. expr. 13 347. Liste d'entente municipale et d'action sociale (M. M. Mandat, M.D.S.P., maire sortant), 8 672 voix, 33 ELUS. Liste d'union de la gauche (M. Ducloux, P.C.F., député et conseiller général), 8 678 voix.

Premier tour : inscr. 27 112 ; vot. 18 188 ; suffr. expr. 17 931. M. Mandat, 7 938 voix ; M. Ducloux, 8 900 voix ; M. Savary (rad.), 1 687 voix.

[Cette élection avait été provoquée par l'annulation, par le Conseil d'Etat, du scrutin du 20 mars 1977, qui avait donné les résultats suivants :

Inscr. 27 488 ; vot. 20 547 ; suffr. expr. 15 238. M. Mandat, 10 141 ; M. Ducloux, 10 007.

La présence, sur la liste de M. Mandat, de la championne de natation Christine Caron (M. Lagaie), alors indigible, avait entraîné l'annulation du scrutin. Désormais éligible, Mme Lagaie figurait à nouveau, cette année, sur la liste du maire sortant.

Celle-ci l'emporte avec une avance de 897 voix (52,72 % des suffrages), alors qu'elle n'avait devancé l'union de la gauche que de 44 voix en 1977. Le déstabilisme de la liste de M. Sa-

vary (rad.), qui avait obtenu 9,41 % des voix au premier tour, en faveur de M. Mandat semble avoir été suivi par ses électeurs. Avec 47,28 % des suffrages, la liste d'union de la gauche recule par rapport au second tour de mars 1977, où elle avait obtenu 49,59 % des voix. On note que la participation des électeurs (58,57 %) est, cette année, très inférieure à ce qu'elle avait été le 20 mars 1977 (74,39 %).

Cet élément, de même que la vive polémique qui avait opposé l'union de la gauche à la majorité, la première, a entraîné le second tour électoral (« le monde » du 4 février), réduisant la portée de ce scrutin, auquel il est difficile d'attribuer la valeur d'un test national. Cette élection peut, en revanche, avoir une influence sur le scrutin législatif dans la 11^e circonscription des Hauts-de-Seine. D'une part, M. Ducloux, député sortant, subit un échec, d'autre part, M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (r.p. ind.) des Hauts-de-Seine et maire de Saint-Cloud, avait laissé entendre qu'il pourrait être candidat dans cette circonscription si la liste de la majorité l'emportait « largement » à Issy-les-Moulineaux.]

MEURTHE-ET-MOSELLE : Colombey-les-Belles (1^{er} tour).

Inscr. 545 ; vot. 460 ; suffr. expr. 441. B. Jean Baston (P.S.), 124 voix ; M. Claude Amherst (P.R.), 198 ; M. Jean Henry (su. éq.), 61. — Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Claire Lecière (P.R.), qui avait été réélue maire de la commune en mars dernier et qui a trouvé la mort dans un accident de la route le 16 janvier.]

SEINE-MARITIME : Jumièges (1^{er} tour).

Inscr. 955 ; vot. 783 ; suffr. expr. 747. Liste du conseil sortant complète (« Défense des intérêts de la commune »), 331 voix ; liste conduite par M. Fessard, 390 voix (moyenne de liste), 9 élus ; liste conduite par M. M. Maillet, 331 (moyenne de liste), 2 élus. Il y a ballottage pour les deux sièges qui restent à pourvoir.

[Ce scrutin fait suite à l'annulation par le Conseil d'Etat des résultats de l'élection de mars 1977, à l'occasion de laquelle la liste conduite par M. Fessard avait obtenu neuf sièges et celle de M. Maillet quatre.]

UNE ÉLECTION CANTONALE

VAL-DE-MARNE : Vincennes-Foutenay-Nord (1^{er} tour).

Inscr. 15 277 ; vot. 6 576 ; suffr. expr. 4 958. M. Marc Favas (Union pour la majorité), 2 870 voix ; Mme Nicole Garand (P.C.), 2 886 ; Mme Marie-Françoise Martin-Gérard (P.S.), 771 ; Mme Monique Dutell (P.S.U.), 112 ; M. Pierre Roudier (gauchiste d'opp.), 104 ; M. Charles Knopfer (M.R.G.), 94 ; M. Serge Caboché (M.R.G.), 5. Il y a ballottage.

[Cette élection cantonale partielle fait suite à l'annulation des résultats du 14 mars 1976, à l'occasion de laquelle Mme Nicole Garand (P.C.) avait battu au deuxième tour le conseiller général sortant, M. Henri Bonnemère (C.N.P.). Sur 5 518 voix contre 4 747, le tribunal administratif de Paris avait fondé sa décision, le 31 mai dernier, sur le fait que la municipalité de Vincennes-Foutenay-Nord (à majorité communiste) avait appelé à voter pour Mme Nicole Garand sur des affiches tricolores.]

M. Georges Séguy : les dernières prises de position de la C.F.D.T. marquent « un rapprochement très important avec celles de la C.G.T. »

Les discussions continuent bon train à l'intérieur de la C.G.T. à propos des positions prises par la confédération dans la crise de la gauche. « La Vie ouvrière », hebdomadaire confédéral, ne consacre pas moins d'une douzaine de pages de son numéro du 13 février à répondre par la plume de plusieurs de ses dirigeants aux critiques individuelles ou collectives de syndiqués C.G.T. Et M. Séguy, qui était, dimanche 12 février, l'invité du « Club de la presse », à Europe 1, s'est longuement expliqué sur sa récente déclaration en faveur du parti communiste, comme sur les autres prises de position politique de son organisation.

Le secrétaire général de la C.G.T. a haussé le ton lorsque les journalistes ont fait état des critiques empruntées dans « le Nouvel Observateur » par M. Claude Germon, membre de la commission exécutive de la C.G.T., et membre du comité directeur du P.S., à l'encontre de M. Séguy. Il a aussi renoué, par quelques seules phrases et une « révélation », ses attaques contre M. Mitterrand.

Interrogé sur son récent appel à voter communiste, M. Séguy a tout d'abord rappelé que les statuts de la C.G.T. garantissent à chacun de ses membres la liberté d'exprimer, en dehors de l'organisation syndicale, ses opinions politiques. « Juste très peu », dit M. Séguy, de cette possibilité parce que je suis conscient de l'importance des fonctions que j'assume à la direction de la C.G.T. et mon parti respectueux scrupuleusement ses fonctions au nom du respect qu'il a toujours eu de l'indépendance syndicale.

« Dans des circonstances telles que celles que nous traversons, il m'a paru être insupportable de m'abstenir totalement de dire quel que soit dans cette campagne électorale de mon parti. Je n'ai fait que ce que j'ai fait par conséquent exposé mon sentiment de communiste mardi dernier lors du meeting de Gennevilliers. Je n'ai rien ajouté et j'ai signé. »

Rappelant que sa prise de position n'était pas sans précédent, M. Séguy a ajouté : « Je ne voudrais pas être le seul syndiqué de la C.G.T. qui soit contesté le libre exercice d'avoir en dehors d'elle les initiatives politiques de son choix. Je ne suis pas un syndiqué dissimulé. »

Envisageant de demander à être mis en congé de vote mandataire, M. Séguy a demandé en faisant référence à des déclarations de M. Claude Germon. Ce dernier, membre du parti socialiste et maître de la « Vie ouvrière », avait déclaré, le 12 février, que la C.G.T. n'était pas une confédération de responsables confédérés à la C.G.T., et il ne « comprend pas que Georges Séguy se soit engagé à défendre la discipline de la C.G.T. tout en conservant ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. ».

M. Séguy a répondu : « Ce coup de vent vient d'un des camarades de la C.G.T. Je le regrette ; je ne dirai pas que j'en suis affecté car il ne me surprend pas. Mais je le regrette d'autant plus que le dernier à pouvoir parler de tels propos dans la C.G.T. aurait dû être Claude Germon. Pourquoi ? Voilà un camarade qui depuis un mois déjà (et cela va continuer jusqu'en mars) passe son temps à l'extérieur du parti à appeler à voter pour le parti socialiste. »

Pas de « troisième tour social »

« Il le fait dans sa circonscription de Paris, et il le fait dans une série de départements français sans prendre toujours la précaution d'élimer de ses affirmations ou de ses tracts ses titres de syndicaliste, ce qui est contraire aux statuts de la C.G.T. » Mais cela, personne dans la C.G.T. n'a songé lui en faire grief. Quelques heures après, comme cela ne sont pas de nature à provoquer un drame dans notre organisation. (...) Je voudrais rappeler que si Germon demandait à être élu représentant de la C.G.T. dans une circonscription, c'est sur une suggestion de ma part. (...) Disons qu'il a demandé trois mots de congé syndical pour parler au nom de son parti. Moi, j'ai demandé dix minutes. C'est terminé. »

Quelle serait votre réaction si Edmond Maire avait des responsabilités au sein du parti socialiste ? Le secrétaire général de la C.G.T. a répondu : « Je souhaiterais qu'Edmond Maire ait des responsabilités au sein du parti socialiste, car cela pourrait être de nature à exercer une influence positive d'origine ouvrière sur ce parti. »

Interrogé sur l'attitude de la C.G.T. au lendemain des élections, M. Séguy a envisagé plusieurs hypothèses.

« La gauche est majoritaire, le gouvernement est constitué de toutes les composantes de la gauche. »

« M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré, samedi 11 février, sur Antenne 2, qu'un gouvernement de la gauche pourrait gérer les affaires du pays sur la base des convergences qui se sont dégagées lors de l'actualisation du programme commun. Il lui semble, en effet, impossible de reprendre les négociations sur ce programme au lendemain du premier tour des élections. (...) Vingt-quatre heures, cela me paraît bien insuffisant », a-t-il dit. M. Fabre s'est déclaré d'accord avec les socialistes pour ce qui concerne la discipline républicaine, et c'est étonnant des propos ironiques tenus sur cette stratégie par M. Georges Marchais.

A l'évidence, et malgré les remous que cela entraîne dans la confédération, malgré aussi des reculs sensibles enregistrés récemment par la C.G.T. dans des élections professionnelles importantes (Bessac-Billancourt, R.A.T.P., S.N.C.F., banques), les dirigeants cégétistes n'ont pas mis une sourdine à leurs déclarations politiques. Le leit-motiv n'est pas le silence ou la discrétion, mais l'explication sans cesse répétée pour tenter de convaincre.

Et pour bien affirmer leur indépendance syndicale, les dirigeants cégétistes ne manquent pas une occasion de souligner la convergence de leurs analyses avec celle de la C.F.D.T., comme l'a encore fait M. Séguy, dimanche soir. Cette insistance n'aboutit, en fait, qu'à accroître les défiances des amis de M. Edmond Maire, qui n'entendent pas que les nouvelles réactions prévues cette semaine entre les deux confédérations donnent lieu à des déclarations politiques communes. Même si elle fait tout pour l'éviter, la stratégie actuelle de la C.G.T. conduit à son isolement. — J.-M. D.

Il engage la discussion avec les organisations syndicales. Nous répondons présent et nous viendrons négocier. Mais alors je retourne la question : si elle pense que ce serait avantageux pour elle, au lendemain des élections de mars, pourquoi ne la fait-elle pas tout de suite ? M. Séguy a répondu qu'il n'avait jamais parlé, dans cette hypothèse, de « troisième tour social ».

Un souvenir inédit de mai 1968

Evénement mai 1968, dont la C.G.T. célébrera le dixième anniversaire notamment par un colloque le 12 mai, M. Séguy a révélé que la nouvelle édition de son livre « L'Unité (Stock) » serait enrichie de « souvenirs nouveaux pour le lecteur » : « Il me souvient notamment qu'à la veille de la conférence de Grenoble nous avons reçu une délégation de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste conduite par François Mitterrand et par Guy Mollet, qui tenait nous demander, en quelque sorte, de renoncer à nous rendre à la conférence de Grenoble pour faciliter l'accession d'un gouvernement de gauche au pouvoir. »

Aux journalistes qui s'étonnaient que M. Séguy n'ait jamais fait état de cet événement jusqu'à présent et qu'il le livre aujourd'hui, M. Séguy a répondu : « Je ne voulais rien exposer avant de me rendre à la conférence de mai 1968. Je voulais faire la clarté au moment où nous approchons d'un but historique considérable. Je voulais simplement dire que nous sommes prêts à nous rencontrer avec ceux qui ont un accord intermédiaire entre les partis de gauche, prenant en charge les revendications pour lesquelles nous combattons, pris un certain nombre de décisions gouvernementales Pompidou comme interlocuteur non valable pour...

« Pour notre part, au sein de la C.G.T., nous pensons qu'il serait positif, unitaire et constructif que nous, être édités, dans les meilleurs délais, le bilan public de nos convergences. Nous sommes prêts à la conviction que cela serait de nature à projeter une clarté syndicale intéressante sur de nombreuses questions, y compris une certaine partie de celles qui font l'objet du débat actuel au sein de la gauche. »

M. Marchais a lancé un nouvel appel au P.S.

M. Georges Marchais, qui a pris la parole samedi 11 février à Nancy devant environ dix mille personnes et des partisans qui apportaient le drapeau de la gauche pour faire, aussitôt élus, la politique de la droite.

N.D.L.R. — Depuis que le parti communiste existe, il y a eu huit élections législatives au scrutin majoritaire à deux tours, le seul où la discipline républicaine peut jouer.

Cette discipline a été appliquée une fois sous la III^e République, en 1906, et cinq fois sous la V^e République, en 1957, 1958, 1959 et 1963. Une seule fois elle a permis l'élection d'une majorité de gauche, celle du Front populaire en 1936. On imagine difficilement que le parti communiste renonce à cette expérience.

En 1928, 1932 et 1933, la discipline républicaine n'a pas joué et ce fut un désastre pour le parti communiste (et la gauche).

« Les Cahiers du communisme », revue mensuelle du P.C.F., dénoncent dans leur numéro de février, sous la plume de M. André Vieuque, membre du bureau politique, les erreurs de la gauche au pouvoir.

« Les Cahiers du communisme », revue mensuelle du P.C.F., dénoncent dans leur numéro de février, sous la plume de M. André Vieuque, membre du bureau politique, les erreurs de la gauche au pouvoir. « La gauche est majoritaire, le gouvernement est constitué de toutes les composantes de la gauche. »

M. Mitterrand : une rencontre des responsables de la gauche est souhaitable entre les deux tours.

M. François Mitterrand a déclaré samedi 11 février à Vichy, en réponse à une question sur une éventuelle rencontre au sommet des dirigeants de la gauche entre les deux tours de scrutin : « Une telle rencontre est tout à fait souhaitable. Il y aura des choses à se dire. Il n'y a aucune raison pour qu'il n'y ait pas de rencontre ou de contact sous la forme qui sera souhaitée par les uns et les autres en vue d'assurer la victoire politique de la gauche. Si je m'en tiens à ce fait, je ne fais pas confiance au type de contact ou de rencontre que nous avons connu sur l'ensemble des problèmes qui nous ont été posés. (...) L'humanité du 13 février conclut : « Donc, une rencontre sans débat. »

Sondages

LE DIRECTEUR DE L'IFOP MET EN GARDE CONTRE LES MANIPULATIONS

M. Jean-Marie Lech, directeur de l'IFOP, a déclaré, dimanche 12 février, à l'A.F.P., qu'il n'est pas « logique », à ses yeux, d'accuser les organismes de sondages d'opinion « quand ce sont les utilisateurs qui sont tentés par la manipulation ». Il a été cité en exemple la baisse du taux de chômage, qui a été en partie encouragée, selon lui, par la présentation contestable d'un sondage : « Quand le climat politique est aussi tendu que maintenant, les sollicitations sont fortes de faire de l'anticipation avec les enquêtes. »

Le directeur de l'IFOP a également évoqué l'interdiction des sondages huit jours avant les élections en ces termes : « La loi d'interdiction a été votée par des gens qui ne pensent pas que la gauche avait 52 % dans les sondages le vendredi qui précède le premier tour, elle aurait 54 % le jour des élections. Ces gens pensent que les Français sont des dupes, des noutons qui suivent. En fait, la France est un pays politiquement très adulte (...) et les gens ont tous leur avis (...) ».

La préparation des élections législatives

BEN QU'ILS NE P...

autonomistes corses de...

D'autres in

« Ce livre est né d'un débat entre Michel Rocard et moi... »

SCIENCES - PO

STAGES DE PRÉPARATION - ENTRÉE en A.P. ou en 2^e ANNÉE

Deux formules : « Longue » : de février à juin + 3 sem. au août.

« Intensive » : en août.

IPESUP Institut Privé de Préparation aux Études Supérieures

16-18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 PARIS - Tél. : 325-63-30.

J.C. Lattès PUBLIE

JEAN MANAN PINARQUE

JOUER AUX DEVINETTES POLITIQUES AVEC PINARQUE

Qui est PINARQUE, élu Capitoul de Paris malgré les manœuvres du parfumeur PATCHOULI, du jeune LARICAUD et GROS Q ?

Qu'a prédit JÉRÔME, le coquet ordinaire du R.P.R. (Rassemblement Pour le Redressement) ?

Que veulent Lulu CLITOLLE et Toine ROUBINIAU, les conseillers de PINARQUE ?

SI FLORENTIN et PECUS, les frères ennemis de la Gauche, gagnent les élections, quelle sera l'attitude du Président LOUBARD DE MIROBOL ?

Ulysse BOUFFIQUE, premier ministre, est-il aussi creux qu'il est rond ?

PINARQUE de Jean Manan (du Canard Enchaîné)

"Vous saviez la satire." Le Point

"Féroce, le livre est aussi très drôle, et pimenté de quelques transparentes révélations à la manière du Canard." Les Echos

JEUNES DE 10 A

RECOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE

vous propose ses efforts :

- Un accueil dans une famille ;

- Des cours quotidiens adaptés ;

- La pratique intensive d'un sport : tennis, équitation.

Départs assurés de la province pour les séjours de Pâques de REVISION

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENT

GF

COLE JEUNESSE DE VACANCES

9 rue Racine 75001 PARIS Tél. 266.20.13

POLITIQUE

élections législatives

BIEN QU'ILS NE PRÉSENTENT PAS DE CANDIDATS

Les autonomistes corses ne seront pas absents de la consultation électorale

Sept attentats à l'explosif ont été commis en Corse dans la région d'Ajaccio durant le week-end. Ont été visés la villa d'un promoteur immobilier, un terrain de camping d'une société de construction, un cabinet d'assurances, les appartements d'un architecte, du directeur de la Banque de France et de l'ancien président de la jeune Chambre économique. Ces attentats, qui ont causé d'importants dégâts, n'ont pas été revendiqués.

Le mouvement autonomiste, l'Union du peuple corse, a réuni, dimanche 12 février, à Ajaccio, dans la plaine orientale, l'assemblée générale de ses militants pour fixer sa position avant la prochaine consultation électorale. L'U.P.C. a notamment décidé de ne pas présenter de candidats. Mais elle

« fera entendre la voix de la Corse » durant la campagne et dénoncera en particulier « l'action néfaste des chefs de clans ». De leur côté, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont récemment signé une proposition de loi commune « portant décentralisation de l'Etat », qui prévoit, dans son article 15, un « statut particulier » pour la Corse. Néanmoins, le député de ce texte ne met pas un terme aux divisions de la gauche sur les institutions de l'île.

D'autres mœurs, d'autres hommes ?

De notre envoyé spécial

Ajaccio. — Paris n'en finit pas de s'émouvoir de la situation en Corse. D'autres attitudes au lendemain des élections législatives ? Le changement n'est-il plus qu'une question de semaines ?

« Patientez encore un peu : il ne semble y avoir un petit espoir de la gauche », avait dit Raymond Stévenin, l'été dernier, à l'annonce de la droite : elle est, « génétiquement colonialisée et définitivement désqualifiée ».

Le comportement de la gauche commence, aujourd'hui, d'inquiéter les autonomistes. « Ce serait, selon lui, une erreur politique lourde de conséquences pour l'avenir que de les considérer comme des parias. Le dialogue empêché des affrontements », M. Xavier Belgodère, secrétaire général de l'U.P.C., fait écho à ces propos : « Nous sommes, dit-il, les derniers garants de la présence française en Corse ; derrière nous il y a des jeunes espérances qui ne croient plus à rien, qui n'écou- tent plus personne. »

Les charnières de la gauche sur le devenir de la Corse alimentent les soupçons de l'U.P.C. « La vérité est là : les radicaux sont partisans du statu quo ; ils fuient le débat », soutient M. Carliotti. « Nous n'avons rien à nous dire que sont réformistes », nous, socialistes, sommes révolutionnaires. »

Pour M. Nicolas Alfonsi, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement d'Ajaccio, « il faut se méfier des grands mots, des engagements éphémères ». Selon lui, « la démonstration n'a pas été faite que l'on peut sauver la communauté insulaire à travers tel ou tel parti ». Aux frontières du système poli-

tique traditionnel il est des élus dits « de progrès » qui tentent de maintenir le contact avec l'U.P.C. pour la sortir du ghetto. « Puisque nous avons combattu pour rompre le splendide isolement des communistes, pourquoi collecter et marquer, pour quoi n'agirions-nous pas de même à l'égard des autonomistes ? », s'interroge M. Toussaint Luciani, candidat du M.R.G. dans l'arrondissement de Sartène.

M. Luciani le constate : une majorité de jeunes adhèrent aux thèses autonomistes. « Ce serait, selon lui, une erreur politique lourde de conséquences pour l'avenir que de les considérer comme des parias. Le dialogue empêché des affrontements », M. Xavier Belgodère, secrétaire général de l'U.P.C., fait écho à ces propos : « Nous sommes, dit-il, les derniers garants de la présence française en Corse ; derrière nous il y a des jeunes espérances qui ne croient plus à rien, qui n'écou- tent plus personne. »

Au-delà des mois

Une réforme institutionnelle permettrait-elle de déboucher la situation insulaire ? L'élection au suffrage universel d'un conseil régional élargi — il compte aujourd'hui quinze membres — ne semble plus effrayer personne. Au sein de la majorité présidentielle le choix du mode de scrutin continue de faire problème ; seul M. José Rossi, candidat du P.R. dans l'arrondissement d'Ajaccio, milite pour « la proportionnelle qui permettrait la représentation de tous les courants de pensée minoritaires ». Quant à la créa-

tion d'un pouvoir régional, M. Pierre-Paul Giacconi, candidat du R.P.R. dans l'arrondissement de Bastia, n'en voit pas l'utilité. A son avis, « la machine corse se nourrit simplement des abus d'autorité d'un tas de fonctionnaires locaux. Il n'est pas difficile d'y mettre bon ordre ».

D'autres, à l'inverse, voient les choses de plus haut. Ils établissent d'habiles distinctions entre Etat et nation, légalité et légitimité, unité et uniformité. L'intérêt de ces jeux intellectuels échappe à la population. Au-delà des mots, celle-ci jugera ses responsables sur leur détermination à résoudre — au fond — les grands dossiers de l'heure. Ainsi, de l'organisation des transports maritimes et aériens entre l'île et le continent, de la répartition des terres des faillites dans la plaine orientale, du démarrage d'une industrialisation « douce » adaptée au « climat » insulaire, de la mise en place d'une politique de l'emploi en faveur des jeunes.

« Ce sont là des mesures d'urgence qui peuvent, dans un premier temps, dissiper les tensions de la violence », convient M. Belgodère qui n'en continue pas moins de réclamer pour la Corse un statut d'autonomie interne. « Un statut octroyé ne résoudrait rien, bien au contraire, indique M. Luciani. Il faut savoir compter avec le temps. » Pour M. Rossi, « un puissant développement économique fera plus sûrement expulser l'autorité des clans qu'une réforme institutionnelle ».

A en croire M. Alfonsi, « une victoire de la gauche créerait déjà les conditions d'une déformation ». Pour M. Dominique Bucchini, candidat du P.C. dans l'arrondissement de Sartène, certaines revendications seront perçues avec moins de netteté si la majorité change de camp. A son

avis, « même avec les moyens actuels, il est possible de mettre en difficulté les banquiers-promoteurs, de freiner la spéculation foncière ».

La relève

Le problème corse se pose davantage au niveau des hommes qu'à celui des partis. Vieilles et dépréciées, « la classe politique insulaire est impuissante à affronter l'avenir », souligne M. Rossi. Nos parlementaires ne se sont jamais clairement exprimés ; ils sont toujours intervenus à chaud. A son avis, « si un consensus se dégage dans l'île, il est possible de faire évoluer les esprits à Paris ».

Pour hâter l'arrivée d'hommes neufs il faudrait assainir de fond en comble les mœurs politiques insulaires. Malgré la suppression du vote par correspondance, la fraude électorale continue de plus belle : listes gonflées, fausses procurations, faux cachets, pressions de tous ordres ; on est loin de la « stricte application de la loi » dont parle M. Giacconi. « C'est prendre les autonomistes pour des enfants de chœur que de vouloir les intéresser à un jeu truqué », remarque M. Luciani. « On est bien obligé d'opter pour le suffrage universel, confie M. Bucchini, nous devons continuer à moraliser les scrutins. »

Candidate écologiste dans l'arrondissement de Bastia, Mme Lucile Moineau dénonce toutes les pollutions et notamment « la pollution politique entretenue par les clans, qui empoisonne la vie insulaire. Les partis traditionnels réfléchissent en termes de pouvoir à conquérir ou à conserver, note-t-elle. Or dans l'île, c'est une nouvelle société qu'il s'agit d'imposer, un changement des mentalités qu'il convient de susciter ». Pour l'heure, les Corses ont les élus qu'ils méritent. Et Paris s'en satisfait.

JACQUES DE BARRIN.

L'ÉLIGIBILITÉ DES APPELÉS DU CONTINGENT

La Ligue communiste révolutionnaire présente la candidature de sept soldats en province

La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), de M. Alain Krivine, a présenté, dimanche 12 février, à Paris, une première liste de sept appelés du contingent, qui ont l'intention — comme candidats titulaires ou comme suppléants — de se présenter aux élections législatives en province. Il est prévu de rendre public, sous peu, une seconde liste.

Comme leur prédécesseur, M. Jacky Mamou, qui envisage de se présenter dans le douzième arrondissement de Paris avec le soutien du mouvement Information pour les droits du soldat (I.D.S.), les sept premiers candidats de la L.C.R. se sont présentés à visage découvert. Il s'agit de M. Philippe Pignarre (en garnison à Colmar), candidat à Orléans ; Didier Joux (de Fréjus), à Toulouse ; Jean-Claude Bignon (de Wittlich, en République fédérale d'Allemagne), à Nancy ; Claude Laviol (de Reims), à Dijon ; Denis Fric (aspirant au 24^e régiment d'infanterie de marine de Perpignan), à Perpignan ; Alain Monmarchan (d'Amiens), au Havre ; et Michel Demonce (de Charleville-Mézières), à Alès. La seconde liste en préparation concerne la candidature d'autres soldats de la L.C.R. à Nice, Strasbourg, Châteaufort, Clermont-Ferrand et Paris.

Le comité de contrôle composé des représentants de plusieurs associations et déjà institué à l'occasion de la candidature de M. Mamou (le Monde daté 29-30 janvier), s'est engagé « à intervenir contre toutes les mesures qui limiteraient, dans les faits, la possibilité au candidat de pouvoir mener une campagne comme tous les autres candidats ». Ce comité de contrôle réunit des avocats et des membres de la Ligue des droits de l'homme, du P.S.U., du Mouvement d'action non violente, de la L.C.R. et de l'UNEF.

M. Philippe Pignarre, soldat au 152^e régiment d'infanterie de Colmar, ex-membre du comité central de la L.C.R. et candidat dans la 2^e circonscription du Loiret, a expliqué que les soldats-candidats de la L.C.R. « ne prétendent en aucune façon représenter le mouvement des soldats, qui rassemble de multiples tendances et sensibilités ».

« Parce que nous sommes candidats de la L.C.R. », a ajouté M. Pignarre, nous disons aux travailleurs, aux jeunes : oui, il faut battre la droite ! Cela signifie satisfaire les grandes revendications ouvrières, imposer le droit d'expression et d'organisation dans les bases, les camps et les casernes. Cela veut dire imposer dans l'unité les revendications des comités de soldats. Cela veut dire refuser la bombe atomique

LE FRONT NATIONAL FERA « PORTER LE CHAPEAU DE L'ANARCHIE DANS L'ARMÉE A M. BONNET »

Le Front national, quinzime M. Jean-Marie Le Pen, présentera aux élections législatives la candidature d'appelés du contingent « et l'ultra-gauche est autorisée à la faire ».

C'est ce qu'a annoncé, samedi 11 février, au siège parisien du mouvement, M. Michel Collinot, membre du bureau national du Front national. M. Collinot était entouré de trois jeunes en uniforme, le visage dissimulé sous des casques, qui ont affirmé être deux aspirants et un homme de rang. « Il semble », a expliqué le responsable du Front national, « que le gouvernement cède, une fois de plus, à l'ultra-gauche. Nous attendons le 18 février pour savoir si nous déposons les candidatures ».

« Nous sommes contre la politisation de l'armée française », a ajouté M. Collinot. Puisque le ministre de la défense renvoie l'affaire aux préfets, il la renvoie donc à M. Christian Bonnet. Si des candidats peuvent se présenter comme militaires, c'est que le ministre de l'Intérieur se laisse les mains de la politisation de l'armée. Nous ferons porter le chapeau de l'anarchie dans l'armée à M. Bonnet. »

Les trois jeunes en uniforme ont refusé de décrire leur identité. Au nom de ses deux camarades, l'un d'eux, qui portait les épaulettes d'aspirant des troupes de marine, a dénoncé « la démission des autorités » devant le projet de « ultra-gauche » de présenter des candidats.

Selon lui, « l'armée française se remet très bien d'une crise qui l'a secouée il y a plusieurs années. L'ambiance est bonne chez les officiers, les sous-officiers, les engagés et les appelés, malgré l'approche des élections qui fait un peu rigoler tout le monde ».

Albin Chalandon Les joueurs de flûte

« Ce livre est né d'un débat entre Michel Rocard et moi »

...cet ouvrage où ne perce jamais l'esprit partisan...

ALAIN DE LONGUEAU Le Progrès de Lyon

Tous ceux qui essaient de voir clair dans le grand débat politique... devraient lire avant tout « Les joueurs de flûte » un livre non seulement important mais aussi agréable à lire.

GABRIEL FARKAS France-Soir

JEUNES DE 10 A 20 ANS

DÉCOUVREZ L'ANGLETERRE, L'ALLEMAGNE, LES ÉTATS-UNIS

GF vous propose ses séjours linguistiques :

- Un accueil dans une famille sélectionnée.
- Des cours quotidiens adaptés à votre niveau.
- La pratique intensive d'un sport favori : voile, tennis, équitation.

Départs assurés de la province par train et par avion. Pour les séjours de Pâques : session spéciale de RÉVISION.

DEMANDEZ NOTRE DOCUMENTATION COMPLÈTE

GF ECOLE EUROPÉENNE DE VACANCES

9 rue Pasquier 75008 PARIS Tél. 266.20.13 Tlx. 650018

NOM ADRESSE VILLE CODE POSTAL

Bon à retourner pour recevoir la documentation GF.

P 132

FRANCHISE GRATUITE

Achetez tout de suite. Au prix d'aujourd'hui. Payez à la livraison.

Le Garibaldi, un programme de qualité : à l'orée du 15^{ème} arrondissement, à 300 m de l'Unesco, à 500 m de l'Ecole Militaire, au pied du métro Cambronne, une architecture originale, élégante, soignée, d'excellentes prestations.

Ce qui est nouveau : un paiement très avantageux. Vous ne versez que 20 % maintenant et vous ne paierez le reste qu'au jour de votre installation (fin 78). Cette franchise gratuite vous évitera de cumuler un loyer et le remboursement d'un prêt, ou bien vous permettra de revendre tranquillement votre appartement actuel.

Le prix moyen au m² : 7.200 F. C'est un prix ferme et définitif pour toute réservation effectuée avant le 28 février 1978.

Pour parler de ce financement exceptionnel, venez nous voir tous les jours de 14 h à 19 h, et le week-end de 10 h à 19 h (tél. 273.06.78) ou appelez la Gefic 4, place d'Iéna (tél. 723.78.78).

LE GARIBALDI Du nouveau dans le 15^e

Un bon placement pierre constitue toujours la meilleure valeur refuge.

16, boulevard Garibaldi. Paris 15^e.

GEFIC 723.78.78

Nov.

REALISATION SEPIMO

POLITIQUE

Libertés nouvelles

II. — UNE VIE PLUS LIBRE

par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG (*)

Dans un premier article (« Le Monde » daté 12-13 février), R.-G. Schwartzberg a appelé de ses vœux une « nouvelle politique » destinée à « casser le système politicien » et à combattre « l'impérialisme de l'Etat central ».

Qui ne le voit ? La société industrielle avancée devient une société de démesure et d'uniformité. Démontre, avec ses organisations massives : complexes industriels, agglomérations urbaines, bureaucraties tentaculaires. Uniformité, car, pour fonctionner, ces organisations géantes ont besoin que leurs éléments de base — c'est-à-dire les individus — soient standardisés et interchangeables. Comme les pièces d'une machine.

Ainsi va « l'homme de l'organisation ». Banalisé, calibré, programmé. Plié à tous les conformismes nécessaires au fonctionnement des grands appareils bureaucratiques. Ainsi va l'Etat « normalisateur » et centralisateur. Il faut donc inverser la société d'uniformité. En posant, à la base, le principe du droit à la différence. En acceptant la diversité.

Diversité des mœurs. — La vie privée doit cesser d'être une affaire d'Etat. Car la morale d'Etat n'est pas plus tolérable que la religion d'Etat, abandonnée depuis 1830. L'Etat ne peut plus être un directeur de conscience, qui impose son ordre moral. Laïcité oblige.

Dès lors qu'ils ne heurtent pas la liberté d'autrui — et surtout celle d'un mineur, — les mœurs, les comportements personnels doivent relever du libre arbitre.

Diversité des cultures régionales. — Car pourquoi imposer le même modèle, la même chape de plomb, de Brest à Bastia, de Lille à Bayonne ? D'ailleurs, que font les Bretons, les Corses ou les Basques ? Sinon refuser ce rouleur compresseur de l'uniformité ? Sinon revendiquer le droit à la différence ?

Ce qui est en cause, c'est le droit de chaque région à sa personnalité, à sa tradition, à sa culture. Ce qui est en cause, c'est le droit à l'identité régionale. Il pourrait s'affirmer de deux manières.

D'abord — on l'a dit — chaque région deviendrait une collectivité territoriale de plein exercice.

Avec ses organes légitimes, ses vraies ressources et ses vraies compétences. Parmi celles-ci : l'animation culturelle et la renaissance des cultures locales. Dans ce cadre, l'autonomie accrue des universités permettrait l'enseignement de l'histoire des civilisations, des langues et dialectes locaux.

Ensuite, certaines régions à forte spécificité — comme la Corse — pourraient bénéficier d'un statut de « région spéciale », dérogeant au droit commun des régions. De la sorte, elles pourraient préserver et épanouir une réelle particularité au plan de la tradition et de la culture.

Renan le disait : une nation, c'est un « plébiscite permanent ». Ce qui la cimenter, c'est la volonté de vivre ensemble. Dans le respect de la personnalité et de la diversité de ses composantes. Ce sont des mesures d'autorité et de centralisation excessives qui finissent par provoquer une revendication violente du droit à la différence et par mettre en péril l'unité nationale.

Diversité des informations. — Car comment s'exprimerait vraiment et pacifiquement ce droit à la différence sans une réelle liberté de l'information ?

A l'évidence, celle-ci ne peut rester l'apanage de grands groupes capitalistes privés ou de leurs appareils d'Etat.

« La sécurité de la vie »

Pour permettre la meilleure expression des forces régionales, des courants culturels ou des groupes minoritaires, il serait donc opportun d'abroger le monopole de la radio. Car, à la différence d'autres médias, la radio n'exige pas d'investissements massifs et ruineux.

Resterait à fixer des critères d'attribution de fréquence pour organiser ce pluralisme d'expression. Resterait aussi à prévoir un strict contrôle des recettes publicitaires, pour que cette liberté

nouvelle ne soit pas confisquée par de grands groupes privés.

Le dernier carcan des temps présents, c'est la société de gaspillage et de pollution. C'est le système marchand s'attaquant aux sources et ressources de la vie (l'air, l'eau, la terre), et perturbant les grands équilibres naturels. Désormais il faut donc protéger la « sécurité de la vie », agressive par les pollutions, les tress et les nuisances.

Cette action pourrait comporter diverses mesures. Comme l'établissement du plan national de lutte contre les pollutions. Comme la création, dans chaque région, d'un institut d'analyse et de contrôle des pollutions, géré par les élus, les représentants des syndicats et des groupements écologistes. Comme le vote d'une loi-cadre et la création d'un ministère de la mer, pour protéger ce patrimoine et faire respecter ses grands équilibres.

Au plan des économies d'énergie et de matières premières, diverses actions peuvent être conduites. La création d'un Office national de la récupération. L'abaissement du

taux de la T.V.A. sur les objets provenant des produits de récupération. La diversification des sources d'énergie, avec une meilleure exploitation du gaz naturel, des ressources charbonnières, des hydro-électriques. Le recours aux énergies nouvelles (solaire, marémotrice, éolienne, géothermique) et aux techniques douces (capteurs solaires, pompes à chaleur, etc.).

Reste le pari nucléaire. Pari d'une technocratie qui n'a pas livré aux citoyens et aux élus toutes les données du problème, qui n'a pas permis à ceux-ci un choix lucide et réfléchi. De plus, des chantiers d'usine nucléaire ont été ouverts (à Creys-Malville, à Flamanville, à Cruas) sans même que toutes les procédures administratives aient été respectées. Il faut donc rompre avec cette politique du fait accompli, cette politique de sous-information, conduite par un pouvoir technocratique. Aussi, dès son comité directeur du 30 avril 1977, le M.R.G. envisageait-il un référendum nucléaire d'au moins un an, un grand débat national permettant la plus large information et, à son issue, une vaste procédure démocratique, qui pourrait être un référendum.

Car la décision sur le nucléaire civil est à prendre en toute connaissance de cause. Après une information libre, complète et contradictoire, qui présente au public tous les éléments du dossier — y compris les problèmes non encore résolus.

Comment organiser le retraitement des combustibles usés et le stockage à long terme des déchets radioactifs ? Comment éviter tout risque de danger avec les surréacteurs ? Comment prévenir tout risque d'accident mettant en péril la santé des individus ou la sécurité de l'environnement ? A long terme, comment éviter pour l'uranium — comme pour le pétrole aujourd'hui — une situation de grave dépendance envers l'étranger ? Enfin, comment éviter une dérive policière, s'il faut augmenter massivement le volume des contrôles policiers pour protéger les installations ?

Aucun de ces problèmes ne comporte une réponse aisée et automatique. Raison de plus pour les méditer véritablement, en profondeur, et pour leur donner une réponse véritablement informée et réfléchie dans une consultation démocratique.

L'espace radical

En luttant pour ces libertés nouvelles, le M.R.G. espère créer un « espace radical », qui puisse être le lieu d'expression politique des attentes et des sensibilités nouvelles.

Cet espace sera un espace d'autonomie, d'extension de la liberté. Contre le monde de la Grande Organisation. Dans cette zone d'action, l'individu ne sera plus voué à la programmation et à la manipulation par des maîtres : professionnels de la politique, technocrates et préfets de l'Etat central, docteurs de la norme, cadres supérieurs de la « société de pollution ».

Cet espace radical sera un territoire reconquis sur les grands appareils de domination, sur les professionnels de la décision. Il sera une zone d'autodétermination, d'autodécision, contre les diktats et les ukases.

L'ambition est ancienne. Mais jamais elle n'aura été si menacée. Cette ambition, c'est une vie plus libre. C'est l'individu cessant d'être le marionnettiste des décideurs. C'est l'homme vivant en homme. C'est-à-dire libre.

(*) Délégué général du Mouvement des radicaux de gauche.

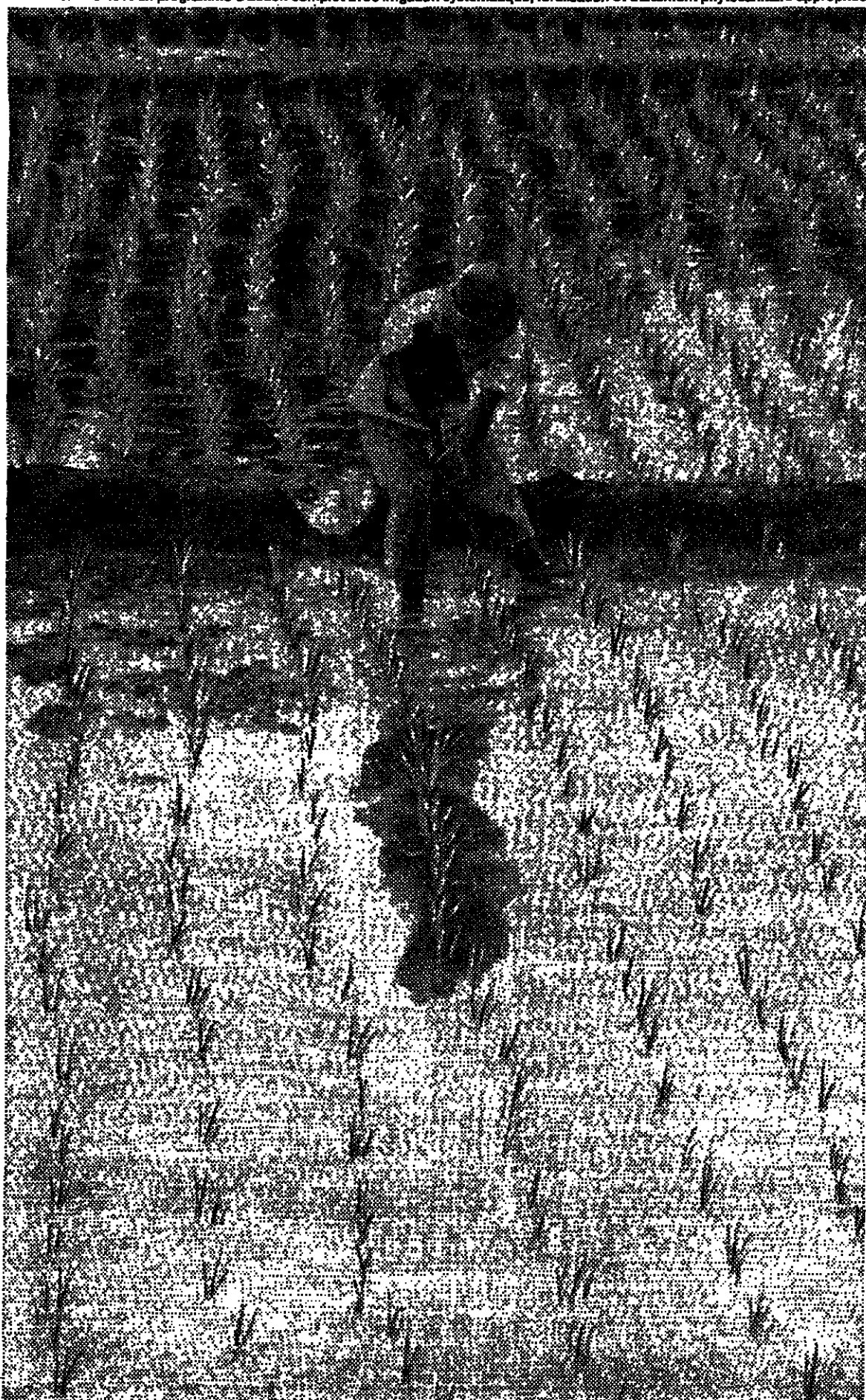
FIN

● Les jeunes radicaux de gauche ont dénoncé, samedi 11 février, la suggestion de M. Michel Debré qui, « au nom du R.P.R., propose de reprendre les dispositions de la Constitution pétaïniste quant au vote familial ». Selon eux, « par cette déclaration de guerre à la démocratie, le R.P.R. laisse apparaître son vrai visage ».

LE BEAUJOLAIS DETRONE
Une année médiocre pour le beaujolais (sauf quelques belles exceptions) et des prix qui s'envolent. Le consommateur réagit et la raison. Mais Gault et Millau vont plus loin. Ils vous indiquent le vin le plus bon et moins cher, puis à l'opposé la liste des mauvais. Nouveau Guide Gault-Millau de février dans tous les kiosques.

Semer et multiplier.

HOECHST: un programme d'action complet avec irrigation systématique, fertilisation et traitement phytosanitaire appropriés.



Plus d'un tiers de la population mondiale se nourrit essentiellement de riz. A l'heure actuelle le tonnage des récoltes est déjà insuffisant. Si rien n'est entrepris, c'est plus d'un milliard d'hommes qui risquent d'être bientôt voués à la famine dans les régions surpeuplées du sud-est asiatique.

Il est donc urgent d'augmenter le rendement des cultures existantes. C'est dans le cadre de la coopération internationale que Hoechst s'est associé aux travaux d'un certain nombre de projets pilotes ayant cet objectif. L'un d'eux a récemment été couronné de succès par la mise en culture d'un nouveau plant de riz qui permet d'accroître considérablement les récoltes. Ainsi, en Inde, la production de certaines rizières a pu être doublée : on a enregistré des rendements de 50 quintaux à l'hectare alors qu'une moyenne de 25 quintaux est déjà considérée comme satisfaisante.

En agriculture, comme dans bien d'autres domaines, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



Les ions

Les ions... (Text continues with details about the political movement and its members, including names like Robert Bost, Jean-Pierre Forque, etc.)

Quarante car

Quarante car... (List of names and affiliations, including Robert Bost, Jean-Pierre Forque, etc.)

CEUX

CETTE SEMAINE

L'Union des Français de bon sens a réuni, samedi 11 et dimanche 12 février, à Paris, sa première convention nationale. Au terme de ces assises, M. Gérard Furnon, fondateur de ce

« Je dis candidat aux législatives dans votre circonscription. Je suis un gars qui a démarré il y a douze ans avec 4 000 francs. Dans la petite salle communale de Saint-Jean-du-Gard, devant quelques centaines sapes et les parents, j'ai pu l'emporter. Cette réunion pareille à dix mille autres, un « homme nouveau en politique », s'adresse à la « vraie France », à la « France profonde », s'appelle Gérard Puriol. Le héros, c'est « affluant », non ? qui a défrayé la chronique sociale à partir du mois d'avril 1977 s'essaye à son nouveau rôle : leader d'un parti pas comme les autres. « L'Union des jeunes mouvements », l'Union des Français de bon sens.

Variante du même cliché : un grand hôtel de Grenoble, quelques jours plus tard. Journalistes, journalistes, journalistes de bon sens, dîner-débat, brexit, chine électorale en action. Rien n'y manque, pas même les petites annonces. L'horloge est servie à la minute. « Ça va être une semaine où ça ce pays était mal dirigé », « les collectivistes sont en train de faire le monde à sa ruine », « les Français n'ont plus rien à espérer de la majorité et tout à reculer de l'opposition », etc.

Le lendemain, 10 mai, dimanche, lorsqu'il n'est pas au siège du bureau de l'U.F.E.S., parcourt les communes de « s » chronométrant le rythme du Grand ou du petit tremblement de terre. Le mouvement prospère, du point de vue de son promoteur, dit tête du classement : la région Rhône-Alpes, Sud la Loire, la région Pays de la Loire. Semblent par contre retives à la voix du bon sens les marches du Nord

Habitué au rythme trépidant de la vie de chef d'entreprise, le créateur de l'U.F.B.S. a dû passer à la vitesse supérieure : celle du candidat. Sans perdre de vue le fonctionnement de la ruche, où s'active à Saint-Christol-lès-Alais, à 4 kilomètres de Nîmes, les deux cent trente ouvriers et employés de son usine. Symbole et microcosme à la fois, puisque, se plait à répéter M. Furnon, « la

mouvement, a annoncé que l'U.F.B. présenterait quarante candidats aux élections législatives. M. Furnon a justifié par son souci de ne pas « ajouter au chaos actuel » le retrait de

par MICHEL KAJMAN

[illegible]

chèvre et le chon : pour le libre-
entrepreneur des bénéfices ; pour le
personnel, un minimum ; pour les
deux catégories de salariés
supérieurs au minimum, à condi-
tion d'obtenir qu'à l'approche
de la fin de la période de l'ac-
tionnariat, le salaire de l'ac-
tionnaire soit établi par (Mme Fur-
mon), de petites primes et petits
semaines de congés payés.

Bon sens n'égale pas naïveté ou
manque de conscience de la (tec-
tonique du kéroulisme distributif
à l'enté le P.-D. G. qui s'est lancée
Christol-lés-à-lés, qui s'y est lancée
avec succès : sept magazines im-
plémentés dans le monde entier, en
France, qui nourrissent substantiel-
les personnes et rapportent à
Gérard Furmon, malgré les faibles
marges bénéficiaires, une manne
de profits. Les autres personnes qui
sont gagnées sans effort.

la plupart des candidats d'abord prévus par l'U.F.B.S. (trois cents, puis deux cent vingt-sept).

et les hommes

réagissent dans la confusion la plus totale, la plus aberrante aussi, si l'on songe que chacune de ces deux forces, au terme d'actions funestes, a l'ambition de constituer le monde.

hie. Chef de M. Hubert Dubedout, se présente elle-même ainsi : « Je suis chef d'entreprise depuis quinze ans. Après avoir été le témoin des crises successives des entreprises, j'ai occupé des fonctions politiques, des occupations syndicales, meetings politiques dans les ateliers, opérations villes mortes, fait pendant dix fois le tour du monde, j'ai fondé une entreprise, mon autre pays. Il m'a manqué à Mme Tromignon, un chef : « Nous attendions un chef, nous l'avons eu, nous l'est vaine, nous l'avons suivi. » Le « courage », l'« action remarquable » de M. Furman ont convaincu les députés de la gauche qui défendaient à Lyon, contre le premier ministre, les couleurs de l'U.F.R.S., de se rallier à lui. « C'est la seule fois où j'ai vu Pradel, qui avait abandonné la vie politique après avoir soutenu le Centre national des indépendants et des petites entreprises, et les économies et l'ordre » dont la France a besoin. Il a encouragé l'action de M. Giscard d'Estaing.

Le test

An mois de septembre 1977 est lancée l'Union des Français de bon sens. Autre visée : les élections législatives serviront de levier et de porte-voix. L'U.F.B.S. vient de rendre publique, lors de sa convention nationale, une liste de quarante candidats, sensiblement moins que les trois cents initialement prévus, appelés à reprendre, sinon à faire triompher, les idées du mouvement. Pour M. Furnon, il s'agit d'un

« Je n'ai pas eu d'autre peur qu'une nouvelle donne dans le jeu politique, c'est peut-être. Il s'en est suivi au début quelques mésaventures, échauffourées en paroles, circonspectances ; mais toutes les sous-entendus, toutes les tentatives de jeu de cartes même après la remise en ordre, la situation demeure, au regard des professionnels de la politique, insolite. »

« Alors, ironisait l'un d'eux, M. Fernon est venu me dire que le nom de la loi est le nom de la loi, qu'il me présente comme son bras droit. Un peu plus tard, je m'étais aperçus : qui est votre plus proche collaborateur ? Son aide doit vous être précieuse ? Il ne le connaît que depuis huit jours ! »

affirme M. Frost, M. Furnon sera d'accord pour que je ne retire en sa faveur aucune voix.

L'assurance de M. Frost, Lavarelin, candidat dans la première circonscription de la Côte-d'Or, est d'une autre nature. Il veut opposer à la candidature de M. Furnon les autres adversaires le fruit d'une expérience propre à forcer, à tout prix, la compréhension. Né et né à Dijon, M. Lavarelin est le seul enfant à la tête d'une importante entreprise d'Oran, il est tout naturellement candidat à Dijon. Il est le monde entier, aussi, aussi éclatante que la première, mais plus fragile, encore pulvérisée repose sur une propreté jamais tenue.

On discerne chez de nombreux candidats de l'U.F.B.S. un anti-syndicalisme de principe, parfois obsessionnel. Pour d'autres, l'U.F.B.S. semble un moyen pratique ou providentiel d'entrer ou de rentrer dans le jeu politique si vigoureusement dénoncé. D'autres encore, tel M. Lavarello, s'engagent avec l'entière bonne foi et l'énergie de ceux qui en ont assez d'être floués. Est-ce assez pour accomplir des miracles et de quelle nature ?

Lorsqu'un mouvement tel que l'O.F.S.E. surgit ex nihilo et que par conséquent les statuts de l'Assemblée, la question de l'origine de ses moyens ne manque pas d'être posée, avec intérêt ou avec malice. M. Furron nous a assuré qu'il avait précédé sur ses fonds personnels 150 000 F destinés à l'achat d'un chalet pour louer les locaux de la rue La Boétie à Paris et à engager quelques employés. On mentionne aussi à l'O.F.S.E. la contribution financière des adhérents (18 300 à la date du 7 fé-

L'U.F.R.S. a procédé ces derniers mois à d'importants envois de lettres d'explication et de sollicitation; 217 000 lettres ont ainsi été envoyées à des patrons de P.M.I., 325 000 à des patrons de P.M.I., 40 000 à des salariés de haut niveau et 515 000 à des membres de professions libérales.

L'U.F.B.S. se refuse à révéler le rapport de ces envois. Plusieurs candidats nous ont affirmé avoir recueilli autour d'eux les sommes nécessaires à leur propre campagne.

M. Furzon a fait paraître un livre qui relate le début de son aventure. Le programme national de l'I.F.R.S., son brochure de 70 pages, est tiré à 50 000 exemplaires; dix mille affiches ont été imprimées pour la seule campagne de M. Furzon dans la 4^e circonscription du Gard. Les candidats de l'I.F.R.S. recevront, selon M. Furzon, près d'un million d'attaches imprimées par les soins du mouvement. Ils seront alors dans leur propagande par les affiches (environ 15 000 par département) et sur les routes (trains et taxis) et sur les grands thèmes principaux du bon sens.

Trois semaines après avoir lancé un « avertissement » aux candidats aux élections législatives (le monde daté 22-23 janvier) sur l'importance que les chasseurs attachent lors de la prochaine consultation aux opinions émises sur ce qu'ils considèrent comme un droit absolu et un sport, le comité d'information « chasse-tirature » a rendu publiques les réponses fournies par les partis politiques, invités à faire connaître leur position sur la chasse.

Le R.P.R. estime ainsi que, si l'on est incertain d'affirmer que la chasse peut s'exercer sur la totalité du territoire, il serait « fondamentalement, antidémocratique de chasser à certaines catégories la population ».

Pour le P.C., « la chasse est un loisir qui devrait être mise à la disposition du maximum de Français et Françaises ». Son organisation « doit se faire en respectant les types de chasse et les traditions locales et régionales ».

sévérité accrue dans l'obtention du permis de chasser ».

Enfin, pour le M.R.G., la chasse « est un sport qui régule les dépenses d'un équilibre financier personnel et familial », mais elle n'est pas « une activité à laquelle on se livre sans aucune maintenance en France, mais strictement réglementée ».

[Rappellons que M. Jean-Pierre Boisson, secrétaire général du M.R.G., se déclarait au cours des débats de la Commission des sabbats de la Chasse, avoir décidé voici un mois de renoncer aux plaisirs de ce sport. Il aurait fait savoir dans son communiqué qu'il avait rejoint la Fédération nationale de la Société protectrice des animaux.]

Pour sa part, j'ai été un grand chasseur et vous m'avez convaincu que je ne chasserais plus et j'ai décidé de défrayer ma famille de la façon suivante : (« Le Monde » du 12 janvier).

ALLIER. — M. Robert Bon-
not (1^{er}).
BOUCHÈRES-DU-RENONE. —
M. Jean-Pierre Fouque (5^e).
CHARENTE. — M. Gérard
Jeul (1^{er}).
CHARENTAISE. — MM. Yves Le
rayrol (1^{er}); Jean-Michel Mau-
poul (3^e).
GARD. — MM. Joli Furnon
(1^{er}); Daniel Théline (2^e);
Jean-Louis (3^e).
HAUTE-GARONNE. — M. Chris-
tian Ingès (2^e).
HERAULT. — M. Bruno Peyre
le Fabregue (1^{er}).
ILLE-ET-VILAINE. — M. Hervé
le Courjal (4^e).
JURA. — Mme Thérèse Tron-
quoy (2^e).
JURA. — M. Philippe Pey-
rouilhous (2^e).
LANDES. — M. Jean-Pierre
Lacour (1^{er}).
LOIRE. — MM. Jean-Paul
Pelt (1^{er}); Jean-Michel Acquier
(2^e); Jean-Louis Morin (4^e);
Marc Debarnot (5^e); Bernard
Chabrie (7^e).
LOIRET. — M. Pierre Ha-
yard (1^{er}).

MEUSE. — M. Michel Lebailly (17°).

OISE. — M. Jean-Luc Philis (4°).

PAS-DE-CALAIS. — M. Gilbert Biebuque (14°).

PUY-DE-DOME. — M. Pierre Fournier (1°).

REIMS. — MM. Gustave Prusi (6°); Gérard Dief (7°).

SAVOIE. — M. Gino-Pierre Benoit (3°).

TARN. — M. Jean Honorat (2°).

VAR. — M. Michel Raymond (3°).

VAUCLUSE. — M. Egidio Rossi (1°).

REGION PARISIENNE

ESSONNE. — M. Henri Marcellé (3°).

SAUTS-DE-SEINE. — Mme Benoit-Surtin (5°).

PARIS. Mme Ghislaine Laurent-Desrues (5°); MM. Robert Anouly (4°); Pierre Valée (15°); Louis Tardy (18°); Gabriel Hérin (20°); Jean Anouly (18°); Eugène Balas (24°); Joël Dupuy de Méry (28°).

**Les moyens du Rassemblement
Pour la République dépendent très
largement de vous.**

Ces moyens vont, en mars 1978, servir à soutenir votre candidat et votre idée de la France.

**Voilà pourquoi le Rassemblement
Pour la République vous demande
une participation exceptionnelle
pour des élections exceptionnelles.
Ce que vous voulez, ce que vous
souhaitez.**

Rassemblement

En contribuant à la Campagne Nationale de souscription du Rassemblement Pour la République, vous

FONDS NATIONAL POUR LES ÉLECTIONS

FONDS NATIONAL POUR LES ÉLECTIONS

Vous pouvez envoyer votre participation soit par chèque bancaire barré à l'ordre du Rassemblement pour la République, soit par chèque postal, soit par virement postal au C.C.P. Paris n. 1932-80 T, soit en espèces* à l'adresse suivante :

Rassemblement pour la République
123, rue de Lille - 75007 PARIS

* Un reçu sans valeur échoira dès réception de votre versement.

DONNEZ-NOUS LES MOYENS DE CONQUAÎNRE, LES MOYENS DE GAGNER.

Aidez-nous.



LES SCANDALES DE LA SPÉCULATION

CEUX QUI JOUENT AVEC LE FRANC...

CETTE SEMAINE DANS **LE NOUVEAU** observateur UNE ENQUÊTE À NE PAS MANQUER

CETTE SE



DIRECTEUR COMMERCIAL

200.000 F

Gros équipements industriels électromécaniques — La filiale d'un très important groupe international, recherche, pour son siège situé en région parisienne, son Directeur Commercial. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et en étroite liaison avec le groupe, il sera responsable de l'élaboration et de l'application d'une stratégie commerciale visant au développement des ventes d'équipements industriels diversifiés et de grande qualité sur le marché français. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école, âgé d'au moins 35 ans, possédant de solides connaissances du marketing industriel et introduit dans le monde industriel français. Il justifiera d'une expérience confirmée de la vente de biens d'équipements industriels et de l'animation d'équipes commerciales. La pratique courante de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Des informations complémentaires seront données au cours d'un entretien strictement confidentiel. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2622BM

DIRECTEUR COMMERCIAL

150.000 F

Équipement automobile de rechange — La Division « Automobile » d'un important groupe international recherche pour sa filiale française, spécialisée dans la commercialisation et la distribution d'équipements automobiles de rechange, un Directeur Commercial qui sera basé à Paris. Rendant compte à la Direction Européenne des Ventes, il aura pour principale mission de développer le marché français en dynamisant et contribuant à la force de vente existante et en assurant personnellement les négociations commerciales auprès des clients les plus importants. Il aura également la responsabilité du plan d'action promotionnel ainsi que des études marketing et de diversification. Il devra enfin optimiser la rentabilité de cette filiale par un contrôle très strict des coûts et des frais. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de formation commerciale supérieure, âgé d'au moins 35 ans et pouvant justifier d'une expérience solide et réussie, acquise à un poste similaire au sein d'une société de premier plan appartenant au secteur d'équipements automobiles de rechange. La pratique courante de l'anglais constitue un impératif en vue de faciliter les communications avec le groupe. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 150.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Une voiture de fonction sera également fournie. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2640M

RESPONSABLE EXPORT

130.000 F

Une société française de production et de commercialisation de produits papeteriers recherche pour Paris un Responsable Export. Sous l'autorité du Directeur Général des Ventes, il prendra en charge les affaires existantes et développera les ventes sur de nouveaux marchés. Il assurera les relations avec le réseau (agents exclusifs, représentants locaux, distributeurs) ainsi que la négociation directe avec certains clients. En liaison avec les unités de fabrication, il veillera à l'administration et à la gestion des marchés. Ce poste convient à un spécialiste de l'exportation âgé de 35 ans minimum, possédant une très bonne expérience des marchés européens pour des produits impliquant une approche analogue. Des qualités de souplesse, d'autonomie et de rigueur sont indispensables. La pratique courante de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2642M

CONTROLE DE GESTION FILIALES

120.000 F

Un important groupe du secteur nucléaire recherche, pour son siège situé en proche banlieue Sud de Paris, un Adjoint au responsable du contrôle financier des filiales. En liaison étroite et permanente avec les services comptables des sociétés du groupe (une vingtaine) ainsi qu'avec la Direction Financière, il sera tout particulièrement chargé du contrôle et de l'exploitation des comptabilités établies par les filiales et participations. Il interviendra pour l'établissement des comptes consolidés du groupe et apportera une assistance technique pour la mise en place des structures financières de toutes les filiales. Ses missions ponctuelles ou systématiques s'effectueront en France et à l'étranger. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur (MEC, ESSEC, ESC, DECS ou équivalent) possédant une expérience du contrôle de gestion ou de l'audit acquise, si possible dans un cabinet d'expertise ou dans un groupe de sociétés. La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2644M

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT ET APPLICATIONS

Matières plastiques — DSM, très important groupe chimique hollandais (chiffre d'affaires : 20 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche un Responsable du développement technique pour contribuer à la progression rapide de sa filiale française de vente. Basé au laboratoire d'application du groupe à Zeist en Hollande, il participera aux travaux d'une équipe internationale pour le développement et la recherche d'applications nouvelles du « Kofalin » (ABS) et apportera, pour la moitié de son temps, son assistance technique sur le marché français en consultant le Chef de Produit et l'équipe de vente auprès d'une clientèle de transformateurs (moulage par injection et extrusion). Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ou à un technicien supérieur, âgé d'au moins 27 ans, chimiste ou mécanicien de formation, ayant de solides connaissances des plastiques semi-techniques et l'expérience de leur transformation. Le goût des contacts commerciaux et la pratique de l'anglais sont indispensables. La rémunération sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. L'installation du candidat et de sa famille en Hollande sera facilitée. Ecrire à P. POUQUET à Paris. Réf. A/2643M

PHARMACIEN

Reims



LES LABORATOIRES BOEHRINGER INGELHEIM recherchent, pour leur siège social, un Pharmacien. Au sein de la Direction Industrielle, il participera au développement et à la mise au point technique des produits en liaison avec la maison-mère, et sera chargé de la préparation, de la réalisation et du suivi des dossiers d'autorisation de mise sur le marché des produits de traitement. Il assurera une part des contacts avec l'extérieur ainsi qu'avec les sociétés du groupe. Ce poste convient à un Pharmacien diplômé, âgé de 27 ans au moins, disposant si possible soit du diplôme de l'IP, soit d'une spécialité de galénique ou bien étant ancien interne des hôpitaux. Il possèdera deux à cinq ans d'expérience industrielle pharmaceutique acquise en laboratoire ou en production. La pratique de l'anglais ou de l'allemand serait appréciée. La rémunération sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris. Réf. A/2609BM

DIRECTEUR DES VENTES

Paris

Produits industriels — La filiale française d'une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits industriels recherche son Directeur des Ventes. Basé dans la banlieue Nord de Paris, et sous l'autorité directe du Président-Directeur Général, il dirigera et gèrera, avec la collaboration de ses chefs des ventes, un département d'une vingtaine de personnes. Assurant personnellement les contacts à haut niveau, il sera responsable des relations clientèles et de la pénétration de nouveaux marchés dans un esprit de rentabilité et de profit. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, de préférence ingénieur de formation, et devant justifier d'une solide expérience dans le domaine des ventes de produits industriels techniques. Ce poste nécessite de bonnes connaissances en anglais. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et des compétences du candidat retenu. De réelles perspectives d'évolution de carrière peuvent être envisagées. Voiture fournie. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris. Réf. A/2568BM

DEPUTY GENERAL MANAGER

170.000 F

Engineering components manufacturing — The French subsidiary of a very large international group, specialised in designing, manufacturing and supplying a wide range of precision engineering components and assemblies to the oil process, chemical, marine and other similar industries, is seeking a Deputy General Manager. He will be responsible to the President for the overall operation of production and administration functions including organisation, production planning and control, buying, purchasing and subcontract manufacturing, workshop management, distribution, budgeting and cost accounting. In liaison with the parent company he will ensure optimisation of the manufacturing facilities. He will be in charge of motivating and developing a group of fifty people. This position will suit a qualified mechanical engineer (AM or equivalent) aged 32 minimum, with complete experience of manufacturing management gained preferably within a modern precision batch production environment. Familiarity with marketing, cost accounting, E.D.P., personnel would be an asset for future career development. Fluency in English is essential. The commencing annual salary will be in the region of 170.000 FF and a car allowance scheme is provided. The position is located in a university town West of Paris. Replies should be addressed in English to J.-P. CHABAUD in Paris. Réf. A/2645M

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

150.000 F

Lyon — Un groupe d'importance nationale, recherche pour le siège de l'une de ses filiales, (150 millions de chiffre d'affaires), fabricant et commercialisant des équipements mécaniques, son Directeur Financier et Administratif. Dépendant du Président-Directeur Général, il aura pour mission de redéfinir les procédures comptables et de concevoir, en coordination avec les responsables financiers du groupe, les outils de gestion capables d'informer la Direction Générale et de lui permettre de réagir rapidement aux évolutions économiques de l'entreprise. Il sera chargé du suivi de la trésorerie à court et à moyen terme et des relations bancaires. Son action portera également sur l'informatique et il aura la responsabilité des services administratifs. Ce poste s'adresse à un praticien de 35 ans au moins, de formation supérieure (ES, DECS), ayant acquis une expérience de gestion dans les domaines évoqués (comptabilité, systèmes de gestion notamment), au sein d'une entreprise industrielle, de transformation des métaux de préférence, de taille équivalente. Une bonne connaissance des mécanismes de crédit sera un atout important. La rémunération de départ, fonction de l'expérience, se situera aux environs de 150.000 francs. Ecrire à H. ZEBROWSKI à Lyon. Réf. A/2455M

CHEF DE PRODUITS INDUSTRIELS

120.000 F

Nous sommes un groupe européen de l'industrie du caoutchouc fabriquant une grande diversité de produits. Dans le cadre du développement de sa gamme « agricole » nous recherchons un Chef de Produits. Rattaché au Directeur du Marketing, il devra suivre les tendances du marché dans sa réalité et dans ses perspectives, construire le plan produit, et gérer sa ligne de produit. Cette activité s'exerce au plan international et comporte des déplacements estimés à environ 30 % du temps. Nous pensons à un ingénieur d'au moins 30 ans, de formation Agronomique/Mécanique qui aurait déjà exercé une fonction commerciale de vente ou de marketing, appliqué au terrain, ou bien de formation commerciale supérieure qui aurait acquis de bonnes connaissances techniques des matériels agricoles. Par les nombreuses liaisons (techniques, commerciales, utilisatrices) qu'il est amené à nouer, ses qualités de contacts et de négociateur doivent être prééminentes. La connaissance de la langue anglaise est nécessaire. Ecrire à Paris. Réf. B/5640M

RESPONSABLE DE FORMATION

Une importante société (plus de 10.000 personnes et une dizaine d'établissements), filiale d'un très puissant groupe industriel français, recherche pour la banlieue Ouest de Paris, un Responsable de Formation. Dans le cadre de la Direction des Affaires Sociales, il participera à la définition d'une politique de formation adaptée à la rapide évolution technologique de la société et jouera un rôle de conseil et de coordination auprès des formateurs des différents établissements décentralisés (recensement des besoins, évolution des programmes, formation des formateurs...). Il aura enfin une responsabilité plus directe en ce qui concerne la formation des cadres de la société. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (technique ou sciences humaines) possédant une réelle connaissance du monde industriel et une solide expérience des problèmes de formation acquise en entreprise ou dans le conseil. La rémunération annuelle de départ sera fonction de l'expérience et du potentiel du candidat. La taille du groupe offre d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2645M

INGÉNIEURS-CONSEILS "GESTION-FINANCES"

100.000 F

EURÉVISE, société de conseil, fait maintenant partie du GROUPE PA INTERNATIONAL. (1.000 consultants dans 23 pays). Eurévisé intervient plus particulièrement dans de grandes entreprises et dans des groupes multinationaux pour la mise en place de systèmes de gestion évolués. Ses Ingénieurs-Conseils mènent aussi, dans des entreprises moyennes, des actions globales de redressement et de développement. La progression d'Eurévisé l'amène à s'assurer le concours de nouveaux consultants issus d'une Ecole Supérieure de Commerce, d'une grande école d'ingénieurs ou de la Faculté des Sciences et possédant de plus un diplôme d'Expertise-Comptable ou une Licence de Droit; un acquis de 3 ans au moins de vie des entreprises, soit comme cadre interne, soit comme consultant extérieur est, d'autre part, indispensable. Autres atouts utiles : compétence informatique ou compétence marketing, langue anglaise, mobilité en France et Outre-Mer. Le succès professionnel des Ingénieurs-Conseils tient directement à leur compréhension des problèmes d'évolution des entreprises; à leur capacité de travail et à leurs qualités de relations humaines. Ecrire à A. de CHAZOURNES à Paris. Réf. A/2646M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A/, aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B/, les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Dusseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

Une vingtaine de jeunes filles au chômage risquent de ne pouvoir passer leur examen

A LA COUR DE CASSATION

Pas de communication directe de son dossier à un prévenu

Une personne citée devant le tribunal correctionnel, pour y répondre d'un délit, ne peut obtenir elle-même, avant l'audience, communication des pièces du dossier la concernant dans l'assistance d'un avocat.

Tel est le sens de la décision prise, le 9 février, par la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui a rejeté le pourvoi formé par Mlle Agnès Ouh contre l'arrêt de la onzième chambre de la cour d'appel de Paris lui ayant infligé, le 21 décembre 1976, un mois de prison avec sursis pour outrage à agent sans lui avoir permis, comme elle l'avait sollicité par conclusions, d'avoir communication des pièces du dossier avant les débats au cours desquels elle entendait se défendre seule.

Pour rejeter sa demande, la cour d'appel confirmant la décision des premiers juges énonçait qu'aucun texte légal ne prévoit une telle communication au prévenu lui-même, lorsque celui-ci n'est pas assisté par un conseil.

A l'appui du pourvoi, M^{re} Arnaud Lyon-Caen avait fait valoir que l'exercice des droits de la défense devant la juridiction du jugement implique nécessairement le droit, pour le prévenu, d'obtenir communication préalable du dossier, et que l'arrêt de la cour d'appel de Paris constituait une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, selon lequel « l'accusé a droit, aux facilités néces-

saires à la préparation de sa défense », et de l'article 427 du code de procédure pénale, selon lequel les preuves doivent être contradictoirement discutées devant le juge.

Statuant sur le rapport de M. Sainte-Rose, conseiller référendaire, et les conclusions de M. Aymond, avocat général, la Chambre criminelle, présidée par M. Pierre Mongin, a déclaré : « Ni l'article 6 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont se prévaut le demandeur ni l'article 427 du code de procédure pénale qui vise le moyen d'exécution que les actes écrits constitués des dossiers des procédures, pas plus que les pièces à conviction, soient matériellement remis en communication entre les mains de la personne poursuivie ; il n'existe aucune exception en faveur de celle qui entend se défendre elle-même ».

« En reconnaissant à tout prévenu le droit d'avoir connaissance de l'ensemble des pièces de la procédure par l'entremise d'un avocat, au besoin commis d'office, et à l'assistance d'un conseil, la cour d'appel n'a pas violé l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, selon lequel « l'accusé a droit, aux facilités néces-

Manifestation pour la suppression du centre d'Arenc

Un important dispositif policier avait été mis en place, samedi 11 février à Marseille, afin d'empêcher les participants à la Journée d'action contre le centre d'Arenc de se regrouper pour manifester dans le centre de la ville. Après une réunion d'environ un millier de personnes à la faculté des sciences de l'université d'Aix-Marseille-1 (Saint-Charles), trois groupes ont tenté de se rassembler. La manifestation organisée par le « collectif d'information sur le prison d'Arenc » avait été interdite par le préfet de police. Le centre ville était « bouclé » par d'importantes forces de l'ordre. Il n'y a pas eu d'arrestation.

Seuls, quelques petits groupes se sont produits avec les policiers et deux cocktails molotov ont été lancés en direction du service d'ordre. Une soixantaine de personnes ont été interpellées. Elles ont toutes été relâchées après avoir été entendues dans les locaux de la police.

POINT DE VUE

Des ministres courageux

par ANDRÉ LEGOUY (*)

Le 15 janvier est entrée en vigueur l'instruction « garde des sceaux et du ministre de l'intérieur prescrivant la détention en état d'arrestation provisoire des étrangers frappés d'un arrêté d'expulsion qui seraient dans l'impossibilité de quitter immédiatement le territoire français. (Cf. le Monde du 22 décembre et du 30 décembre 1977).

On a déjà dit dans ces colonnes le vice d'illegalité qui entache un texte ministériel prétendant réglementer, et à plus forte raison légiférer, par voie de circulaire. A chacun son métier : au Parlement, la loi au gouvernement, le règlementation ; aux ministres, l'exécution. Or n'est-ce point légiférer, de la part de deux ministres, que de décider qu'ils s'attribuent le pouvoir discrétionnaire d'incarcérer pendant sept jours des étrangers en voie d'expulsion ? Ignorant que la législation, dans l'ordonnance de novembre 1945, n'explicitait pas le cas et l'a résolu en les autorisant uniquement à prononcer une assignation à résidence, mais non pas à incarcérer ?

On a dit également la régression sur le terrain des libertés — une de plus — constituée par cette mesure, qui s'apparente à une lettre de cachet de l'Ancien Régime.

Mais ce que l'on n'a pas suffisamment souligné c'est le courage qu'ont manifesté nos deux ministres en reconnaissant publiquement l'illegalité de leurs pratiques antérieures et en les dénonçant : « Dès l'entrée en la Centre d'Arenc ni le dépôt de la préfecture de police ne devant être plus longtemps utilisés comme centres d'hébergement d'étrangers en instance de départ. S'agit-il seulement des étrangers frappés d'expulsion ? Pas du tout. Car l'instruction précise très explicitement les conditions légales qui définissent les modalités de départ des autres étrangers : la détention « n'est en aucun cas applicable aux étrangers faisant l'objet d'un décret de relégation, de séjour, de retour ou de rapatriement. Dans les cas où les étrangers ainsi éloignés de France ne pourraient partir immédiatement, il y aura lieu, pendant la durée des démarches nécessaires, de leur délivrer une autorisation de séjour provisoire limitée territorialement, conformément à l'article 2, paragraphe 4, du décret du 15 mars 1946, à la circulaire du département qui sera jugée utile ».

Nous voilà donc rassurés. En attendant que le Conseil d'Etat se prononce sur la légalité de l'instruction concernant les expulsés, plus aucun étranger en instance de départ ne sera détenu arbitrairement.

Honneur à nos courageux ministres, défenseurs des lois et des libertés.

(*) Jéoute.

Les sanctions contre Mlle Guémenn

Le Syndicat de la magistrature fait part de sa « stupefaction »

Le conseil syndical du Syndicat de la magistrature, auquel étaient joints les délégués régionaux, a déclaré, dès samedi 11 février, avoir appris avec stupefaction que la commission de discipline de la magistrature avait proposé la mutation de Mlle Miquelle Guémenn, accompagnée, de manière mesquine, d'un obituaire d'échelon, véritable petite messe de requiem. La vice-présidente du Syndicat de la magistrature avait comparu, vendredi 10 février, devant cette commission de discipline que présidait M. Guy Chavanon, procureur général de la Cour de cassation, assistée de M^{re} Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, qui avait plaidé la rétrogradation de Mlle Guémenn, premier substitut à Draguignan, d'avoir à l'audience fait part de son « inquiétude » après l'extradition de l'avocat de République fédérale d'Allemagne.

« Pour de très nombreux magistrats, indigne encore le syndicat de vendredi et restera un jour sombre et marquera un tournant tragique pour l'avenir de la magistrature ». Le syndicat ajoute : « M. Alain Pagnette avait tenté d'obtenir des sanctions plus élevées, par des réquisitions précises contre les usages et indécisions ». En effet, les réquisitions écrites soutenues par M. Henri Dantenwiller, directeur des services judiciaires, devant la commission, lui intimant de demander la mutation d'office, assortie d'une rétrogradation (sanction plus importante que l'abaissement d'échelon).

Le Syndicat de la magistrature, réunit ce lundi au siège de son organisation, une conférence de presse. C'est en principe, mardi que le ministre de la justice doit prendre sa décision.

La Légion d'honneur de M. Braunschweig

Lors d'un colloque tenu les 25 et 27 novembre 1977 à Rennes, l'Union syndicale des magistrats, que présidait M. André Braunschweig, conseiller à la Cour de cassation, s'est tenue des menaces qui pesaient sur l'indépendance de la magistrature. Le Monde du 29 novembre 1977.

L'U.S.M. avait alors été convoquée par le ministre de la justice dès le 29 novembre. Le 3 décembre suivant, la garde des sceaux avait indiqué à la presse que « l'Union syndicale des magistrats ou plutôt ses membres, n'ont pas le droit de se faire entendre par le ministre de la justice ». M. Braunschweig a répliqué : « Un communiqué relatif à un éventuel rattachement du magistrat au parquet au ministère de l'Intérieur ».

Mais l'entretien du 29 novembre n'avait pas porté sur des questions d'intérêt général, mais sur le motif « le dernier numéro de Nouvelles judiciaires de la magistrature (janvier 1978), organe de l'U.S.M., qui publie une lettre de M. Braunschweig au garde des sceaux en date du 11 décembre 1977 et dont on lira, ci-dessous, quelques extraits. Ils se passent de commentaires ».

« A l'issue de l'entretien que nous nous sommes accordés le 29 novembre 1977, vous m'avez annoncé, en aparté, que vous veniez de renoncer à notre intention de proposer mon inscription sur la prochaine liste de promotions dans l'ordre de la Légion d'honneur, m'expliquant qu'il la suite de notre colloque de Rennes et des propos que j'avais émis à propos de la publication de la lettre de M. Braunschweig, vous jugeant inopportune une telle mesure en ma faveur ».

« Je me suis permis de vous répondre que vos motifs étaient certainement excellents, mais que vous me faisiez ainsi le plus grand honneur que vous puissiez me faire, votre décision démontrant combien j'avais eu raison de me consacrer à la défense de l'indépendance des magistrats du siège. (...) »

« Je n'ignorais pas en effet que M. le premier président de la Cour de cassation avait eu la bienveillance de me proposer pour le grade d'officier, et je n'étais pas non plus sans savoir que le Conseil supérieur de la magistrature avait récemment émis un avis favorable sur cette proposition que vous aviez bien voulu lui soumettre. (...) »

« Or, vos paroles me confirment du même coup la réalité du fait que le déroulement et les événements heureux de la carrière d'un juge, celui-ci lui-même à la Cour de cassation, dépendent exclusivement, en fin de compte, de la volonté du ministre de la justice. (...) »

Faits et jugements

Deux notaires et deux promoteurs incriminés à Clermont-Ferrand.

Après une enquête conduite depuis le mois de mai 1977 par le procureur de Clermont-Ferrand, M^{re} Alexis Roux, son successeur et premier clerc, M^{re} Louis Audigier, un promoteur immobilier, M^{re} Robert Pasteur et son fils Michel Pasteur, ont été inculpés par M. Jacques Logelin, juge d'instruction à Clermont-Ferrand, de faux en écriture, détournement de fonds et complicité, et écroués, vendredi 10 février.

Ces quatre personnes avaient établi des faux pour pouvoir débloquer les fonds déposés dans le cabinet du notaire en exercice des acheteurs d'appartements, en projet, proposés par le promoteur immobilier. Ces fonds détournés n'ont jamais servi à continuer la construction de ces appartements. En outre, des ventes fictives d'appartements, pour un montant total de 910 000 francs, avaient été effectuées pour faciliter ces opérations frauduleuses.

Les quatre prisonniers qui étaient écroués de la maison d'arrêt de Faux, à Tahiti, au cours de la nuit du 14 janvier (le Monde du 20 janvier), ont été repris par les forces de l'ordre. L'un d'eux, Joseph Wong Po Koon, a été rattrapé le 7 février à Pirae, tandis que les trois autres réussissaient à s'échapper, de justesse, abandonnant l'arme qu'ils possédaient. Mais Jean-Claude Ternard, Yves Octave et Emmanuel Tauhiro ont été finalement arrêtés le 10 février par les gendarmes.

Les évadés, qui surveillaient la jumelle et par radio les mouvements des policiers lancés à leur recherche depuis plus de trois semaines, se sont livrés à de nombreux vols et ont abusé de plusieurs jeunes filles sous la menace de leur arme. En signalant leurs déplacements, la population inquiète a contribué à leur arrestation. (Corresp.)

Les tableaux de la collection Carré, dérobés, le 25 janvier, dans la résidence de Mme Louis Carré à Baugy-sur-Guyonne (Yvelines) (le Monde du 27 janvier), ont été retrouvés, samedi 4 février, dans une voiture abandonnée sur un parking de Montcourt (Val-d'Oise).

Arrestation d'un faussaire en documents administratifs.

Un ancien ouvrier imprimeur, M. Alain Gilbeaux, trente ans, a été appréhendé en fin de semaine dernière dans son atelier clandestin, 113, rue de Paris, aux Lilas (Seine-Saint-Denis), où, depuis plusieurs mois, il confectionnait des faux papiers.

Des malfaiteurs arrêtés par les différentes brigades territoriales étaient souvent trouvés porteurs de ces faux documents. Une enquête fut donc ouverte au mois de novembre 1977, et au terme de plusieurs semaines d'investigation, le commissaire divisionnaire Marchand parvint à identifier M. Gilbeaux et à repérer son atelier.

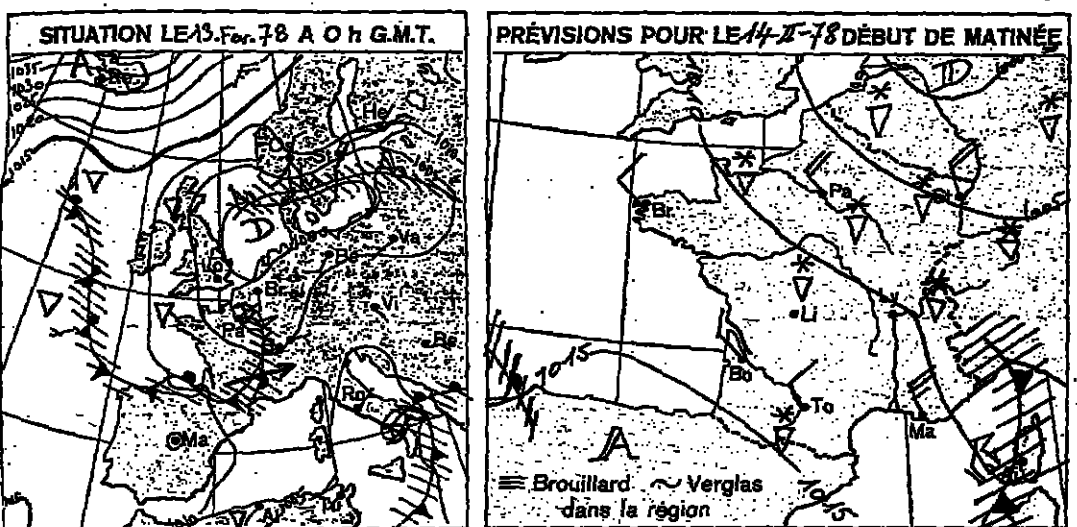
Le faussaire a été surpris en plein travail, son matériel était sur des tables, des machines, des riveteuses, des matrices et aussi des faux timbres, humides et des faux cachets de la préfecture de police, qu'il avait réussi à contrefaire. Les policiers ont découvert, cachés dans des placards, plus de trois mille faux permis de conduire, faux cartes d'identité, faux cartes d'identité, et cartes de travail et de résident pour étrangers.

Parce que la peine de mort est applicable en France, les autorités norvégiennes ont décidé de ne pas donner suite à la demande d'extradition formulée par Paris et visant un Lillois, âgé de vingt-huit ans, Jean Lamarque, qui a reconnu avoir assassiné sa compagne, le 17 mai dernier. Un porte-parole du ministère norvégien des affaires étrangères a indiqué : « Nous n'avons pas reçu les garanties que nous avions demandées et la Norvège n'extradite pas les individus passibles de la peine de mort dans leur pays d'origine ». M. Jean Lamarque avait été arrêté à Stavanger. — (A.F.P., U.P.J.)

Le triptique truqué de M. Maurice Guinelli, juge d'instruction à Marseille, a été procédé, vendredi 10 février, à la trentième incrimination pour escroqueries et infraction à la loi sur les nouilles et les jeux du 2 juin 1961 dans l'affaire du « triptique truqué » du prix de Nîmes, couru à Marseille le 10 septembre 1977. Il s'agit de M. Jean-Jacques Dumas, journaliste-pigiste spécialiste de la rubrique hippique sur la Côte d'Azur, qui a été placé sous mandat de dépôt à la prison des Baumettes (Marseille).

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



L'AFFAIRE DES LOCHES

Evolution probable du temps en France entre le lundi 13 février à 0 heure et le mardi 14 février à 24 heures :

La zone dépressionnaire de l'Europe occidentale et de la Méditerranée se déplacera lentement vers l'est avec les perturbations neigeuses qui l'accompagnent. Un courant plus instable de secteur nord-ouest, s'établira sur la France, mais il sera encore la neige d'averse et de neige.

Mardi, le temps sera encore assez froid sur la France, surtout dans les premières heures de la matinée. Dans les régions côtières, bénéficiaires d'écoulements, on les peines s'atténueront environ -4°C à -6°C dans l'après-midi. La nuit sera variable, quelques éclaircies alternant avec des passages nuageux. On notera encore des averses de neige dans l'après-midi, de pluie ou de neige près des côtes ; elles seront surtout localisées de la Manche et des Vosges au Massif Central et au nord des Alpes, mais s'atténueront lentement par l'ouest.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 13 février 1978 :

UN DÉCRET

● Portant publication de l'accord relatif à la création du Fonds africain de développement (ensemble deux annexes), fait à Abidjan le 29 novembre 1972.

NOUVELLE REGLEMENTATION

Stage de

DROIT DE L'URBANISME

du 10 au 12 avril 1978

Ecrire ou téléphoner

B.A.T.P. FORMATION

organisme privé

1, rue Théâtre

75240 PARIS CEDEX 05

Tél : 329.21.99

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1966

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Embarrassé d'un seul coup d'œil ; II. Sac à main ; III. Justifie, hélas ! l'attaque de ceux dont on entend prendre la défense ; Est restrictif ; IV. Sur le Stund ; V. Prouva qu'il avait de l'imagination ; Prénom ; VI. Petit fleuve ; Figure biblique ; VII. Une mesure que les Européens sont obligés d'adopter à Shanghai ; Exprimes (inversé) ; VIII. C'était sans doute un partisan convaincu du retour à la terre ; Sans bavures ; IX. Bâti ; Evoque un ancien emprunt ; X. Matière à réflexion ; XI. Fut à coup sûr un garçon réfléchi.

VERTICALEMENT

I. Oiseau rare ; Evoque une héroïque résistance ; 2. Volonté de courir ; 3. Sa place est à l'office ; Ne se laisse mourir de faim ; 4. Avec elle, on ignore les désagréments budgétaires ; Titre abrégé ; 5. Convoite ; Tête couronnée ; 6. Engendrait la tristesse ; Sans fioritures ; 7. Dans une biographie ; Droits légitimes ; 8. Paléontologue avec leurs conquêtes ; 9. Produisit un certain effet ; Sait dire seulement oui et non.

Solution du problème n° 1965

HORIZONTALEMENT

I. Obscurité ; II. Bâti ; Cap ; III. Isar ; Viso ; IV. Têtes ; Su ; V. Usuriers ; VI. Emise ; VII. Idée ; VIII. Rêver ; IX. Eto ; Los ; X. SR ; Sol ; XI. Insensés.

VERTICALEMENT

I. Obstacles ; 2. Bases ; Tri ; 3. Statuaire ; 4. Citer ; Edites ; 5. Us ; Siste ; 6. SM ; 7. Id ; 8. Belle ; 9. Tasse ; 10. E ; 11. Epouseurs.

GUY BROUTY.

CARNET

Décès
— Saint-Jean-de-Luz.
Roger et Yvan Duser, ses fils,
les familles Bacou, Duser, parents
et alliés,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Paul DUZER,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,
survenu dans sa quatre-vingt-sixième
année.
Les obsèques ont été célébrées le
vendredi 10 février 1978 à Saint-
Jean-de-Luz (F.A.).

— Chambéry, Grenoble.
Mme Jean Floersheim,
M. et Mme Pierre Serre et David,
M. Jacques Floersheim,
M. et Mme Paul Franck et leurs
enfants,
ont le grand chagrin de faire part
du décès subit, à l'âge de cinquante-
six ans, de

M. Jean FLOERSHEIM,
médaille de la Résistance,
leur époux, père, grand-père, frère
et oncle, le 4 février 1978.
Les obsèques ont eu lieu à Cham-
béry dans l'intimité familiale le
lundi 6 février 1978.

— M. André GIBERTON,
officier de la Légion d'honneur,
de l'ordre national du Mérite,
survenu subitement à Nice le 31 jan-
vier 1978.
Les obsèques ont été célébrées à
Bordighera dans la plus stricte
intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.
7, promenade des Anglais,
06000 Nice.
(Né en 1905 au Blanc (Indre). M. Gib-
erton était devenu chef de cabinet de
préfet en 1929, sous-préfet en 1934. Après
avoir occupé de nombreux postes terri-
toriaux, il était devenu en 1954 conseiller
du tribunal administratif de Paris et
nommé préfet honoraire. En 1962, il était
devenu président de tribunal adminis-
tratif et commissaire du gouvernement
près le tribunal administratif de Paris.
Admis en 1964 au concours du conseil
spécial, il avait pris sa retraite en 1967.)

M. André GIBERTON,
officier de la Légion d'honneur,
de l'ordre national du Mérite,
survenu subitement à Nice le 31 jan-
vier 1978.
Les obsèques ont été célébrées à
Bordighera dans la plus stricte
intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-
part.
7, promenade des Anglais,
06000 Nice.
(Né en 1905 au Blanc (Indre). M. Gib-
erton était devenu chef de cabinet de
préfet en 1929, sous-préfet en 1934. Après
avoir occupé de nombreux postes terri-
toriaux, il était devenu en 1954 conseiller
du tribunal administratif de Paris et
nommé préfet honoraire. En 1962, il était
devenu président de tribunal adminis-
tratif et commissaire du gouvernement
près le tribunal administratif de Paris.
Admis en 1964 au concours du conseil
spécial, il avait pris sa retraite en 1967.)

M. Louis LECOMTE,
expert libéral,
survenu le 4 février 1978 à Biarritz.
La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mardi 14 février, à 8 h. 30,
en l'église Saint-Sébastien à Paris (9^e)
(parking Notre-Dame).
L'inhumation aura lieu vers 11 h.
au cimetière de Bures-Moraville (Yvelines).
Ni fleurs ni couronnes.
4, rue Pasquier, Paris (8^e).

— Mme Louis Lecomte,
Mlle Anne Lecomte,
M. Jean-Louis Lecomte et Mme Is-
abelle de la Fatalelli,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

— On nous prie d'annoncer le
décès de
colonel **Emile GOUMAIN**,
officier de la Légion d'honneur,
survenu à Abidjan le 5 février 1978.
Les obsèques auront lieu le 17 fé-
vrier, à 15 heures, en l'église de
Saint-Maurice, 70400.

De la part de :
Mme Emile Goumain, son épouse,
Ses enfants et petits-enfants.
M. Jean-Louis Bardon et Mme, née
Christine Goumain, et Antoine,
M. Bertrand Goumain, et
son épouse, ses enfants et petits-
enfants.

Mme Jean Bardon, sa belle-
mère,
M. et Mme Marcel Goumain, son
frère et sa belle-sœur, leurs
enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gilbert Lecomte et
leurs enfants.
Toutes les familles parentes et
alliées,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Joseph-Henri GRUNENWALD,
agréé de l'université,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,
crusellier en chef, à leur affection
le 9 février 1978, à l'âge de soixante
et un ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu
le lundi 13 février, à 10 h. 30, en
la basilique Sainte-Cécile, 23 bis,
rue Las Cases, Paris (7^e), et l'inhumation
aux Invalides (74) dans la
plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes.
27, rue de Bourgogne, 75007 Paris.

— Mme Guy Hattu, son épouse,
Mlle Dominique Hattu, M. et
Mme Olivier Amouretti-Hattu,
Mlle Chantal Hattu,
M. Jean-Pascal Hattu,
ses enfants,
les familles Hattu, Marchand,
Maugest, Claudas et Bernaud,
ont la douleur de faire part de la
mort de

M. Guy HATTU,
survenu le jeudi 9 février 1978.
La cérémonie religieuse sera célé-
brée le mardi 14 février, à 8 h. 30,
en l'église Saint-Sébastien à Paris (9^e)
(parking Notre-Dame).
L'inhumation aura lieu vers 11 h.
au cimetière de Bures-Moraville (Yvelines).
Ni fleurs ni couronnes.
4, rue Pasquier, Paris (8^e).

— Mme Louis Lecomte,
Mlle Anne Lecomte,
M. Jean-Louis Lecomte et Mme Is-
abelle de la Fatalelli,
ont la douleur de faire part du
décès de

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

M. Robert MERGERS,
administrateur de la CEGOS,
survenu le 1^{er} février 1978, dans sa
soixante et onzième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 février
1978 en l'église réformée de Bou-
logne.

« Je suis en qui j'ai cru ».
(11 rue de la Chapelle, 11^e étage, 12)
1, avenue Pierre-Grenier,
92100 Boulogne.
38, Grande-Rue,
93600 Bry-sur-Marne.
63, avenue Guillaume-Apollinaire,
93100 Saint-Germain-lès-Corbeil.
12, chemin de Fras-Séchaud,
Lansanne, 1010 (Suisse).

— M. et Mme Daniel Schmidt,
Florence et Jean-Daniel Pariset,
Françoise Schmidt,
ont la douleur de faire part du
décès de

Mme Paul SCHMIDT,
née Madeleine Weiss,
leur mère et grand-mère, survenue le
8 février 1978, dans sa quatre-vingt-
troisième année.
Le service religieux aura lieu en
l'église luthérienne Saint-Marc,
24, rue Pierre-Moelle, Paris (5^e), le
mardi 14 février, à 15 h. 45.
« Dieu est amour ».
(1 Jean, 3-8)
3 bis, rue Emile-Duclos,
75015 Paris.

— La famille et les amis de
M. Pierre STERLE
ont la douleur de faire part de
sa mort, survenue brutalement le
3 février 1978.
Les obsèques ont eu lieu dans la
plus stricte intimité le lundi 6 fé-
vrier 1978.
Une messe de Requiem sera célé-
brée ultérieurement en l'église Saint-
Roch à sa mémoire.

Remerciements
— M. et Mme Ferdinand DELERIS,
leur fille Odile,
Et toute la famille,
très touchées des marques de sym-
patie et d'amitié qui leur ont été
témoignées à l'occasion du décès de
M. Pierre STERLE,
remercient tous ceux qui se sont
associés à leur peine.

— Dans l'impossibilité de répondre
personnellement à tous les témoi-
gnages de sympathie dont ils ont été
entourés à l'occasion du décès de
M. Pierre STERLE,
Intendant militaire de 1^{re} classe,
Mme Valot et ses enfants remer-
cient très sincèrement tous leurs
amis connus ou inconnus qui, par
leurs prières, leur présence, l'envoi
de fleurs ou de messages se sont
associés à leur peine.
20, place Duplax, 75015 Paris.

Anniversaires
— Le 14 février 1971 disparais-
sant au Maroc
Anne-Marie GUSTIN,
Mme Jean ROSE
et sa fille
Marie-Christophe.
En ce septième anniversaire, une
pensée est demandée à leur intention.

Communications diverses
Pierre Appery : « Mécanismes
révolutionnaires en milieu urbain » :
Colonne, 1948-1949. Société d'histoire
de la Révolution de 1948 et des révo-
lutions du dix-neuvième siècle, en
Sorbonne, amphithéâtre Turgot,
dimanche 19 février, 10 h. 15.

Visites et conférences
MARDI 14 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROME-
NADÉS : 14 h. 30, façade de l'église,
Mme Alliez : « Saint-Gervais Saint-
Protais au Marais ».
15 h. 11, quai de Conti, Mme Ba-
chelier : « L'hôtel des Monnaies ».
15 h. 15, portail église Saint-Eustache,
Mme Chapuis : « L'art et l'histoire à
Saint-Eustache ».
15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Mey-
niel : « Hôtel de Lamoignon » (Calais
nationale des monuments histo-
riques).
15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île :
« Les hôtels de l'île Saint-Louis »
(à travers Paris).
15 h. 15, métro Saint-Paul : « Chez
un souffleur de verre » (Connais-
sances « Paris et son histoire »).
15 h. 30, rue Vieille-du-Temple :
« La Marais » (M. de la Roche).
14 h. 30, 108, rue de Rivoli : « La
Belle Époque » (M. de la Roche).
14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « La
vie à l'époque de Louis XV ».
15 h. 2, bis, place Denfert-
Rochereau : « Les catacombes »
(Tourisme culturel).
CONFERENCES : 13 h. et 30 h. 30,
13, rue de la Tour-des-Dames :
« Conscience cosmique et méditation
transcendante » (M. de la Roche).
15 h. 5, 4, D. G. 100, rue du
Château-Midi, M. Maurice Guio :
« L'histoire à travers les siècles ».
19 h. 30, 404, rue de la République,
du Grand Palais, M. Margit Rowell :
« Vladimir Tatline ».
19 h. 30, 26, rue Solfèbre, Subash
Chandra : « La méditation bouddhi-
ste » (« Homme et la Connaissance »).

A ceux que vous aimez,
offrez ce que vous aimez :
« Indes Tota » : l'orange amère,
l'un des deux SCHWEPES.

VENTE à 28000 CHARTRES
GALERIE DES CHARTRES
DIMANCHE 19 FÉVRIER à 14 h.
VENDRE
M. Godet, ancien
Bouley-les-Parcs
COLLECTION
ARMES DE CHASSE
M. J. et J.-P. LELIEVRE, c.p. 25,
1 bis, place du Général-de-Gaulle
28000 CHARTRES, T. (07) 30-40-33
(Expos. samedi et matin, vente).

Communications diverses
Pierre Appery : « Mécanismes
révolutionnaires en milieu urbain » :
Colonne, 1948-1949. Société d'histoire
de la Révolution de 1948 et des révo-
lutions du dix-neuvième siècle, en
Sorbonne, amphithéâtre Turgot,
dimanche 19 février, 10 h. 15.

Visites et conférences
MARDI 14 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROME-
NADÉS : 14 h. 30, façade de l'église,
Mme Alliez : « Saint-Gervais Saint-
Protais au Marais ».
15 h. 11, quai de Conti, Mme Ba-
chelier : « L'hôtel des Monnaies ».
15 h. 15, portail église Saint-Eustache,
Mme Chapuis : « L'art et l'histoire à
Saint-Eustache ».
15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Mey-
niel : « Hôtel de Lamoignon » (Calais
nationale des monuments histo-
riques).
15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île :
« Les hôtels de l'île Saint-Louis »
(à travers Paris).
15 h. 15, métro Saint-Paul : « Chez
un souffleur de verre » (Connais-
sances « Paris et son histoire »).
15 h. 30, rue Vieille-du-Temple :
« La Marais » (M. de la Roche).
14 h. 30, 108, rue de Rivoli : « La
Belle Époque » (M. de la Roche).
14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « La
vie à l'époque de Louis XV ».
15 h. 2, bis, place Denfert-
Rochereau : « Les catacombes »
(Tourisme culturel).
CONFERENCES : 13 h. et 30 h. 30,
13, rue de la Tour-des-Dames :
« Conscience cosmique et méditation
transcendante » (M. de la Roche).
15 h. 5, 4, D. G. 100, rue du
Château-Midi, M. Maurice Guio :
« L'histoire à travers les siècles ».
19 h. 30, 404, rue de la République,
du Grand Palais, M. Margit Rowell :
« Vladimir Tatline ».
19 h. 30, 26, rue Solfèbre, Subash
Chandra : « La méditation bouddhi-
ste » (« Homme et la Connaissance »).

A ceux que vous aimez,
offrez ce que vous aimez :
« Indes Tota » : l'orange amère,
l'un des deux SCHWEPES.

VENTE à 28000 CHARTRES
GALERIE DES CHARTRES
DIMANCHE 19 FÉVRIER à 14 h.
VENDRE
M. Godet, ancien
Bouley-les-Parcs
COLLECTION
ARMES DE CHASSE
M. J. et J.-P. LELIEVRE, c.p. 25,
1 bis, place du Général-de-Gaulle
28000 CHARTRES, T. (07) 30-40-33
(Expos. samedi et matin, vente).

Communications diverses
Pierre Appery : « Mécanismes
révolutionnaires en milieu urbain » :
Colonne, 1948-1949. Société d'histoire
de la Révolution de 1948 et des révo-
lutions du dix-neuvième siècle, en
Sorbonne, amphithéâtre Turgot,
dimanche 19 février, 10 h. 15.

Visites et conférences
MARDI 14 FÉVRIER
VISITES GUIDÉES ET PROME-
NADÉS : 14 h. 30, façade de l'église,
Mme Alliez : « Saint-Gervais Saint-
Protais au Marais ».
15 h. 11, quai de Conti, Mme Ba-
chelier : « L'hôtel des Monnaies ».
15 h. 15, portail église Saint-Eustache,
Mme Chapuis : « L'art et l'histoire à
Saint-Eustache ».
15 h. 17, quai d'Anjou, Mme Mey-
niel : « Hôtel de Lamoignon » (Calais
nationale des monuments histo-
riques).
15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île :
« Les hôtels de l'île Saint-Louis »
(à travers Paris).
15 h. 15, métro Saint-Paul : « Chez
un souffleur de verre » (Connais-
sances « Paris et son histoire »).
15 h. 30, rue Vieille-du-Temple :
« La Marais » (M. de la Roche).
14 h. 30, 108, rue de Rivoli : « La
Belle Époque » (M. de la Roche).
14 h. 30, 107, rue de Rivoli : « La
vie à l'époque de Louis XV ».
15 h. 2, bis, place Denfert-
Rochereau : « Les catacombes »
(Tourisme culturel).
CONFERENCES : 13 h. et 30 h. 30,
13, rue de la Tour-des-Dames :
« Conscience cosmique et méditation
transcendante » (M. de la Roche).
15 h. 5, 4, D. G. 100, rue du
Château-Midi, M. Maurice Guio :
« L'histoire à travers les siècles ».
19 h. 30, 404, rue de la République,
du Grand Palais, M. Margit Rowell :
« Vladimir Tatline ».
19 h. 30, 26, rue Solfèbre, Subash
Chandra : « La méditation bouddhi-
ste » (« Homme et la Connaissance »).

A ceux que vous aimez,
offrez ce que vous aimez :
« Indes Tota » : l'orange amère,
l'un des deux SCHWEPES.

VENTE à 28000 CHARTRES
GALERIE DES CHARTRES
DIMANCHE 19 FÉVRIER à 14 h.
VENDRE
M. Godet, ancien
Bouley-les-Parcs
COLLECTION
ARMES DE CHASSE
M. J. et J.-P. LELIEVRE, c.p. 25,
1 bis, place du Général-de-Gaulle
28000 CHARTRES, T. (07) 30-40-33
(Expos. samedi et matin, vente).

Communications diverses
Pierre Appery : « Mécanismes
révolutionnaires en milieu urbain » :
Colonne, 1948-1949. Société d'histoire
de la Révolution de 1948 et des révo-
lutions du dix-neuvième siècle, en
Sorbonne, amphithéâtre Turgot,
dimanche 19 février, 10 h. 15.

RADIO-TÉLÉVISION

D'un « Fidelio » à l'autre

L'opéra transmis au cours
d'une séance publique, dans les
conditions mêmes d'une repré-
sentation, semble bien avoir con-
quis la télévision. Après le somp-
tueux Don Carlo de la Scala, le
Fidelio monté par Jorge Lavelli à
la Halle, aux grâces de Toulouse
(le Monde du 16 décembre) n'a
rien, perdu de sa force et de
son émotion à la télévision, ce
qui indique la qualité de la ré-
alisation de Jean Mancieu sur
FR 3, malgré des moyens plus
modestes que ceux de la RAI.
Il est à craindre cependant
que nombre de téléspectateurs
n'aient décroché pendant le
premier acte, par la suite de
Beethoven, qui a traité en style
d'opéra-comique un livret assez
fade et même naïf (accusé par
un sous-titre impitoyable), mais
par la suite de Lavelli, qui
n'a pas vraiment su styliser cette
comédie petite-bourgeoise (les
personnages bougent beaucoup,
presque jamais au tempo de leur
émotion) ; ou de l'intensité dra-
matique. Souhaitons qu'ils n'aient
pas délaissé la troisième chaîne
jusqu'à ce deuxième acte d'une
grandeur sublime, plus prenant
encore qu'à Toulouse grâce à
la magie télévisuelle, qui concen-

tre l'attention sur les per-
sonnages et fait s'évanouir le décor
unique, un peu gênant dans la
scène du cachot.
La beauté pathétique de Maria
Stafanaru (Léonore), la force ex-
ceptionnelle de Ludovic Spess
(Florestan), malgré quelques sail-
lées vocales imprécises, resser-
rent avec un réalisme bouleversant,
qui s'accroît encore dans le duo
O jule sans nom et la lante
montée du cachot à la lumière,
associée par Lavelli à l'ouver-
ture de Lemaire III. La grande
symphonie chorale de la fin
s'épanouit dans la lumière tra-
versée de ces prisonniers libé-
rés, mêlés à la foule bigarrée
des femmes qui ont brisé leurs
chaînes, s'envolant sous un ensem-
ble, épaulé contre épaulé, agi-
tant les bras, vers un avenir libé-
ré et exaltant. Le splendide de
l'Orchestre de Toulouse, galva-
nisé par l'émotion épique de
Michel Plasson, sous-tend de
bout en bout l'admirable spec-
tacle, dont rien ne nous échappe.
(Le son, bien qu'un peu sourd
parfois, était de bonne qualité
pour la télévision.)
Avec ce même Fidelio de
Lavelli, présenté vendredi dans

l'espace plus restreint du thé-
âtre d'Angers, on mesure toute la
fragilité d'une mise en scène
pensée pour un certain cadre,
un autre climat sonore, un autre
public. Tout ce qui était gran-
diose, stylisé, lyrique dans la
vaste perspective de la Halle aux
grains étouffée dans ces lieux
rapetissés (où pourtant Lavelli
avait conçu son merveilleux
idolâtre).
Une interprétation de haute
qualité aurait pu voler ces
défauts. Ce n'est pas le cas,
avec seulement trente-cinq musé-
iciens qui ont accusé constam-
ment des faiblesses inexplicables,
sous la direction mono-
drame de Diego Masson. Et les
solistes, presque tous différents
et intérieurs à ceux de Toulouse,
ont semblé mal à l'aise dans
ces lieux désertés par l'inspiration.
Seule Maria Stafanaru a
régné sur la représentation avec
son émouvante noblesse.
Jean-Albert Cartier, qui a pro-
duit depuis cinq ans tant de
merveilleux spectacles à Angers,
n'a pas eu de chance cette
fois-ci.
JACQUES LONCHAMPT.

LUNDI 13 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30, FILM : LE ZINZIN D'HOLLYWOOD,
de J. Lewis (1962), avec J. Lewis, B. Donlevy,
H. McNamara, D. Wesson, L. Elson, K. Freeman
(N. rediffusion).
L'histoire du cinéma américain caricaturé
dans une suite de gags désopilants. Jerry
McNamara et ses amis.
22 h. Pour le cinéma.
23 h. Journal.
CHAÎNE II : A 2
18 h. 25, Isabelle et ses amis ; 18 h. 40, C'est
la vie ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ;
19 h. 45, Jeu : Les six jours d'Antenne 2 ; 20 h.,
Journal.
20 h. 30, Spécial élections législatives :
M. Raymond Barre, premier ministre ; 21 h. 35,
Feuilleton américain : Racines ; 22 h. 25, Zig-
Zag ; 23 heures, Jules Marey ou la mémoire de
l'œil de T. Wach-Damisch, réal. Cl. Ventura.
22 h. 50, Journal.
CHAÎNE III : FR 3
18 h. 35, Pour les jeunes ; 19 h. 5, Emissions
régionales ; 19 h. 40, Tribune libre : Le parti
radical socialiste ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30, FILM : LA VENUS AU VISON, de
D. Mann (1960), avec E. Taylor, L. Harvey,
E. Fischer, D. Merrill, M. Dunno, B. Field.
FRANCE-CULTURE
18 h. 30, Feuilleton : « Le Mystérieux Docteur
Cornélius », de G. Le Boeuf ; 19 h. 25, Présence des
arts :
1. « Bon Voyage », de P.R. Julliat, avec
C. Fripiau, A. Dupuy, H. Virvieu ; 21 h. L'autre
scène ou les vivants et les défunts : le prébâtiment
de la Bête par A. Weber ; 22 h. 30, Récit magiques : à
22 h. 35, Le couple aujourd'hui, par M. Falot et B.
Sourdis : Histoire de cinq couples ; 23 h. 30, Lectures
et musique.
FRANCE-MUSIQUE
18 h. 30, Musique magazine ; 19 h. 30, Jazz time ;
19 h. 45, Concerto international de guitare ;
20 h. 30, Les grandes voix : hommage à Georges Thal ;
20 h. 30, Concerto J.R.E. ; 21 h. 30, Récit magiques : à
21 h. 35, Le couple aujourd'hui, par M. Falot et B.
Sourdis : Histoire de cinq couples ; 23 h. 30, Lectures
et musique.

MARDI 14 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1
20 h. 30, Journal.
20 h. 30, Spécial élections législatives : M. Jean-Jacques
Servan-Schreiber, président du parti radical,
face à M. Roland Leroy, membre du secrétariat
du parti communiste, directeur de « l'Humanité ».
Vers 22 h. 30, Le livre du mois des principaux
prix littéraires 1977.
23 h. 5, Journal.
CHAÎNE II : A 2
20 h. 30, Journal.
20 h. 30, Les dossiers de l'écran, FILM :
UN HOMME DANS LA FOULE, de E. Kazan
(1957), avec A. Griffith, P. Neal, A. Franciosa,
W. Mathau, L. Remick (N. rediffusion).
L'histoire d'un homme de radio d'une
pet

صحة من الامم



Le Monde

DE L'ECONOMIE

Le psychodrame du franc

N'EN déplaise à ceux qui estiment que « tout est politique » — une proposition à caractère idéologique qui ne peut ni la prouver ni la réfuter — l'extrême politisation des problèmes économiques ou financiers est un obstacle à leur compréhension, et partant, une limitation à l'analyse d'une politique fondée sur un diagnostic étroit.

La chute du franc à laquelle on a assisté depuis le début de ce mois a donné lieu non pas à un débat — les campagnes électorales donnent hélas ! rarement lieu à de vraies discussions — mais à une véritable psychodrame. On n'a pas besoin de solliciter les déclarations qui ont été faites des deux côtés de la barrière pour recueillir un échantillon à l'égard presque pur des idées reçues de la droite et de la gauche, qui relèvent les unes et les autres plus du fantasme que du raisonnement.

Du côté de la majorité, le maître-mot a été prononcé par

le premier ministre, lorsque celui-ci, visiblement excédé par les imputations voisines de l'injure de ses adversaires (l'accusant quasiment d'attiser en sous-main la spéculation), commença à désigner nominalement comme les coupables : les « projets et propositions... qui conduisent à la désorganisation et au chaos ». La suite d'une monnaie, a dit M. Raymond Barre, repose sur la « confiance ». L'appel à la confiance, c'est la façon que la droite de mobiliser l'opinion sur les grands thèmes économiques ou monétaires, c'est-à-dire de les politiser. Autrement, on aurait précisé à qui s'adressait particulièrement le message. On aurait parlé de la nécessaire confiance des épargnants, sinon même de la confiance de l'argent. Mais on n'a rien dit.

Du côté de l'opposition tout a été dit, ou presque, lorsque M. François Mitterrand s'en est pris aux « spéculateurs » (s'occupant sur la complexité poli-

tique du gouvernement), ce qui n'a tout naturellement amené à l'imagination comme riposte qu'un « contrôle renforcé des changes ». Telle est en effet la forme, inchangeable, potentielle, de la Révolution, de la politisation de gauche : l'inflation n'est pas tant due à la multiplication des assignats qu'à ceux qui en profitent. Pour ramener l'ordre, il faut d'abord que le gouvernement agisse comme un justicier.

Ces deux attitudes ont leurs adeptes. Elles correspondent chacune à une photographie de la réalité sous un angle de vue particulier. Il est bien vrai que le détenteur de francs ne conservera ses derniers que s'il a « confiance » dans l'avenir et si est vain de nier que les craintes inspirées par le programme commun ont joué leur rôle dans la fuite des capitaux en février 1978 comme à d'autres occasions. Il est tout aussi vrai que les « forces du marché » ne sont pas des abstractions : ce sont

des hommes qui les actionnent, et ceux qui sont bien placés pour en tirer parti ne sont pas les hommes de la rue. Une fois cependant qu'on s'est fait plaisir en donnant de la réalité une image conforme à ses propres idées reçues, on n'est guère plus avancé dans l'analyse du phénomène et dans la recherche des solutions. Il est clair que le franc serait moins exposé aux sautes d'humeur de la confiance, variant avec les résultats successifs et changeants des sondages, s'il était resté dix-huit mois après le lancement du plan Barre une monnaie éminemment fragile. Il est clair encore que ce n'est pas en traduisant dans le langage des quelques spéculateurs qu'on rétablira la solidité du franc (voir ci-dessous l'article du professeur Bernard Dumas).

Encore fallait-il hier, pour ne pas se laisser surprendre par l'événement, et faut-il aujourd'hui, pour supplanter les incan-

ter qu'il laissera dans l'évolution à plus long terme de la monnaie française, déterminer quel est le degré de fragilité du franc. Un premier critère est la situation relative de la France en matière d'inflation, en tenant bien compte du fait que, dans ce domaine, la tendance est plus importante que le résultat brut. Par exemple, l'amélioration de la livre sterling a commencé alors que la hausse des prix — sur douze mois — dépassait encore 14 % en Grande-Bretagne, mais que le rythme de hausse se ralentissait de mois en mois. C'est pourquoi il nous semble que dans les circonstances actuelles, c'est le taux de change avec le deutschemark et mieux encore avec le franc suisse qui est le plus significatif. Non pas à cause d'un quelconque vertu magique attribuée à la monnaie helvétique, mais parce que la Suisse est le seul pays du monde qui — au prix d'une très sévère récession — ait réussi à se rétablir à peu près complètement la stabilité du pouvoir d'achat intérieur de sa monnaie. Depuis le lancement du plan Barre, le franc français a baissé de 20 % par rapport au franc suisse.

FEU LE DÉFICIT PÉTROLIER (pour la R.F.A.)

S'il est une idée communément admise depuis quatre ans, c'est la faillite du « déficit pétrolier ». Comment douter que les acheteurs ne subissent pas durablement une détérioration de leur balance commerciale après le quintuplement du coût d'un des principaux éléments de leurs importations ? Ce raisonnement un peu trop simple conduisait à prévoir que, parmi les pays industrialisés, ceux qui n'avaient pas de pétrole dans leur sous-sol (pays européens et Japon), seraient désavantagés par rapport à ceux qui en produisaient (Etats-Unis).

Or le pays le plus dépendant de l'OPEP pour ses approvisionnements en énergie, le Japon, a retenu en deux ans l'équilibre de ses échanges. Et, à consulter les chiffres (encore provisoires) qui viennent d'être rendus publics outre-Rhin, la République fédérale d'Allemagne (qui, dès 1974, enregistrait un excédent de sa balance commerciale) a fait l'année dernière encore mieux : elle a dégagé un surplus dans ses échanges avec les membres de l'OPEP. La faiblesse de la conjoncture, mais aussi, il faut le souligner, le considérable effort accompli par l'industrie (sans claironnage officiel) pour économiser l'énergie ont permis de maintenir les importations à leur niveau de 1976. Mais la raison principale de l'enviable résultat obtenu est à rechercher ailleurs : en l'espèce de quatre ans, l'industrie allemande a su reconstruire ses exportations en fonction des nouvelles données. Les ventes aux membres de l'OPEP ont augmenté de 59 % en 1976, de 24 % en 1977 et encore de 20 % en 1978 ; si bien que pendant cette dernière année elles ont représenté 8,1 % du total des exportations ouest-allemandes, contre 4,5 % en 1974.

L'erreur est de considérer le commerce extérieur d'un pays de façon statique. Constatant, les prix relatifs des biens et des services échangés subissent des modifications (en général moins rapides, il est vrai, que les modifications du dynamisme d'une économie non seulement à ses capacités de croissance, mais plus encore peut-être à ses aptitudes d'adaptation. Quant aux pays industriels qui continuent à connaître un déficit, ils le doivent d'abord à leur inflation intérieure.

Le spéculateur et l'État

par BERNARD DUMAS (*)

DEROUTER par le comportement erratique des monnaies sur les marchés des changes, la politique de la dernière année, l'opinion publique reste encline à imputer la responsabilité aux flux et reflux capricieux de la spéculation, force obscure et mystérieuse aux manifestations multiples. Les gouvernements et les administrateurs publics ont fait de leur mieux pour entretenir cette croyance populaire qui leur donne de toute façon une certaine popularité. Malheureusement, l'impulsion qui entoure aujourd'hui le mot « spéculation » donne libre cours aux explications les plus contradictoires et les plus fantaisistes des phénomènes monétaires internationaux. Il est écrit dans le programme commun de la gauche (1978) que « la spéculation contre la monnaie constitue un défi défini par la loi ». Il propose en conséquence de lutter contre le fléau spéculatif par la voie législative et judiciaire. Il importe avant de se prononcer d'analyser rigoureusement ce phénomène, d'en mesurer l'impact social et de proposer des mesures destinées à le maîtriser.

La spéculation privée, lorsqu'elle s'exerce sur la monnaie, présente certains avantages et inconvénients qui lui sont propres et qui tiennent au fait que l'État est lui-même à l'origine de la création monétaire.

Le rôle des spéculateurs consiste bien évidemment à anticiper la politique monétaire de l'État et donc à agir à l'avance, par anticipation, sur les positions, ou bien accepter que ces derniers perçoivent des gains au détriment de la société.

Bien que pouvant servir d'outil d'analyse, les arguments présentés ici ne permettent pas de conclure, et l'on se rendrait compte de préjugés idéologiques en affirmant catégoriquement que la spéculation est socialement utile ou nuisible. Peut-être vaut-il donc mieux se tourner vers un autre débat, qui a trait aux moyens d'intervenir ou de combattre la spéculation et à l'efficacité de ceux qui ont été suggérés par le programme commun.

crances à long terme sont sujettes à une autorisation du Trésor qui est assez librement accordée.

Le contrôle des changes ainsi défini est une réglementation artificielle et irréaliste. On remarquera tout d'abord quelle change radicalement selon la conjoncture internationale : par exemple, les créances à l'étranger et parfois les engagements. Lorsqu'un règlement change si souvent, c'est qu'il n'a pas réussi à isoler de façon essentielle les types de comportement délictueux nuisibles à la société : il s'agit d'une mesure de circonstance. C'est aussi une mesure irréaliste : posséder des créances à l'étranger ne signifie pas nécessairement que l'on parle sur la baisse du franc.

La clause selon laquelle le contrôle ne doit pas entraver les flux commerciaux est d'application difficile. Il arrive que des entreprises françaises ne puissent pas exporter parce que la durée des crédits exigés par le client dépasse la limite fixée pour le rattachement des créances. Par contre, des transactions commerciales légitimes servent souvent de paravent à des transferts de fonds qui, par eux-mêmes, auraient été interdits. Finalement, la distinction introduite par la législation entre créances à long et à court terme est arbitraire : un achat d'actions ou d'obligations à la Bourse de New-York fait apparaître une créance à long terme (ce qui est donc permis), alors que le titre peut être revendu dans de très courts délais.

Les experts préfèrent mesurer ce qu'ils appellent la dépréciation « effective » du franc par référence à un indice composite constitué à partir des monnaies des principaux partenaires commerciaux de la France (des coefficients de pondération permettant de tenir compte de l'importance relative de chacune d'elles). La composition d'un indice implique, par définition, une certaine interprétation des faits qu'il faut toujours avoir à l'esprit quand on parle, en l'absence de données précises, de conclusions. En l'occurrence, il nous paraît préférable de réserver le terme de dépréciation effective à ce qui est effectivement constaté sur le marché (à partir de ces « vrais » indices que sont les cotations du franc suisse ou du deutschemark).

PAUL FARRE.

(Lire la suite page 18.)

(Lire la suite page 18.)

LES RISQUES DE PROTECTIONNISME A L'INTERIEUR DE LA C.E.E.

Controverse à Bruxelles sur les subventions britanniques à l'emploi

Un conflit sérieux risque d'éclater au cours des semaines à venir entre la Commission européenne et le gouvernement de Londres à propos du système britannique d'aide temporaire à l'emploi (Temporary Employment Subsidy, la T.E.S.). Le gouvernement Callaghan entend proroger le régime actuel au-delà du 31 mars 1978, sa date normale d'expiration. Les services de M. Vouel, le commissaire chargé de la politique de la concurrence, lui ont fait savoir qu'ils pourraient l'y autoriser, mais à condition que le régime en soit sensiblement aménagé.

De notre correspondant

Bruxelles, Communautés européennes. — En maintenant ainsi, grâce à des subventions, la production des secteurs en déclin, les Anglais faussent la concurrence au sein de la Communauté. Pour cette raison deux Etats membres, l'Irlande et le Danemark, viennent de se plaindre officiellement auprès de la Commission européenne. Les amendements demandés par Bruxelles permettent d'éliminer les effets les plus néfastes de la T.E.S. actuelle. La réponse que viennent de don-

ner les Anglais porte à croire qu'en dépit d'une apparence soignée, ils ne sont pas disposés à plier sur l'essentiel. Une négociation discrète s'est engagée entre Bruxelles et Londres. Si elle échoue, la Commission, qui a jusqu'à fin mars pour se prononcer, pourrait décider, en application de l'article 93, paragraphe 1, du traité de Rome, que la T.E.S. est incompatible avec le Marché commun, déclenchant ainsi un ajustement ouvert avec Londres.

431 millions de livres au lieu de 8... Les griefs de la Commission à l'égard de la T.E.S. sont exposés dans une lettre qu'elle a adressée au gouvernement britannique en décembre 1977. La T.E.S. a été instituée en août 1975 en tant que mesure anti-cyclique de courte durée pour faire face à la détérioration de l'emploi. Elle est payée aux employeurs qui recrutent à l'extérieur leurs travailleurs en excédent. Son objectif exclusif est de préserver l'emploi. Sa portée, depuis que la Commission l'a autorisée, n'a été que de permettre aux entreprises de maintenir leur production à court terme. Les versements peuvent atteindre 20 livres par travailleur et par semaine pendant douze mois, avec une prolongation éventuelle de six mois à un taux de 10 livres par travailleur

et par semaine. Le montant global inscrit au budget de la T.E.S. depuis sa mise en œuvre en août 1975 s'élève à 431 millions de livres (alors que le budget original prévu était de 6 à 8 millions de livres). Selon les statistiques fournies par Londres, la T.E.S. depuis son entrée en vigueur jusqu'au 31 juin 1977, a été attribuée pour un total de 273 000 travailleurs dont 185 000 continuent à en bénéficier à cette date. Quatre mille quatre-vingt-neuf établissements figurent sur la liste des bénéficiaires.

La Commission estime que la T.E.S. est accordée pour une durée trop longue. Elle déplore son caractère purement conservatoire. Les entreprises peuvent en bénéficier dix-huit mois sans être astreintes à aucun effort pour mieux adapter leur pro-

Exportation du chômage

Les autres Etats membres, dont l'industrie du textile, de la confection ou de la chaussure traversent tout comme au Royaume-Uni une phase difficile, ont manifesté de plus en plus d'inquiétude devant les distorsions de concurrence provoquées par le dispositif britannique. En effet, il est légitime de croire que les firmes qui ne disposent pas de tels avantages, qu'elles soient installées en Grande-Bretagne ou dans d'autres Etats membres subissent un handicap important. Les experts britanniques ont chiffré à 30 % « l'effet de déplacement » provoqué au Royaume-Uni par la T.E.S. L'effet en question mesure, en pourcentage de l'emploi maintenu directement grâce à la T.E.S., les suppressions de postes de travail induites sans les entreprises qui sont soumises à la pression qu'exercent sur les firmes qui la reçoivent.

Pour la Commission, il n'est pas douteux que les effets d'une aide atteignant ainsi 5 à 10 % des coûts de production ne s'arrêtent pas aux rives du Royaume-Uni et, s'agissant de branches industrielles aussi sensibles, conduit à une « exportation de chômage ». Le diagnostic ainsi établi par la Commission l'a amenée à recommander au gouvernement britannique, non pas de supprimer complètement la T.E.S. (ce qui, Bruxelles ne l'ignore pas, serait politiquement

impossible) mais d'en limiter l'application dans les secteurs où elle risque d'entraîner des perturbations à l'échelle de la C.E.E. Faute d'un tel effort de modération, la Communauté risquerait de devoir faire face bientôt à une « guerre des aides », c'est-à-dire en réalité à un retour au protectionnisme sous une forme déguisée. Ainsi le gouvernement irlandais a-t-il déjà proposé à son Parlement d'adopter un régime d'aide à l'emploi dans le cas où Londres n'amendrait pas la T.E.S. de manière à en éliminer les effets les plus pervers. C'est une double invitation que la Commission a faite au gouvernement britannique dans sa lettre de décembre.

● Dans l'immédiat, il était suggéré au gouvernement britannique de ne donner suite à aucune nouvelle demande d'aide émanant de l'industrie du textile, de la confection et de la chaussure. Les Britanniques ont répondu qu'il n'était pas possible de changer le dispositif à quelques semaines de la date d'expiration de la T.E.S. se terminant, réitérons-le, le 31 mars 1978, mais les paiements effectués au titre de ce régime continueraient jusqu'au 31 mars 1979. Depuis, la Commission s'est résignée à ce refus.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(Lire la suite page 19.)

Le conformisme généralisé

Le premier obstacle à franchir sur la voie de l'interdiction serait de trouver une définition du spéculateur, ou de l'acte de spéculation, qui soit juridiquement applicable. Nous avons défini un spéculateur comme une personne ayant des anticipations divergentes par rapport à la moyenne de la population. Mais, selon cette définition, nous serions tous des spéculateurs (à des degrés divers). Il faudrait donc restreindre la définition pour inclure les personnes ayant des anticipations par trop divergentes ; mais alors où fixer la limite et comment la stipuler ? Du point de vue juridique, les anticipations, comme les intentions, n'étant pas mesurables, ne peuvent servir de chef d'accusation. Certes, des anticipations divergentes se traduisent par des comportements financiers divergents. Cependant, les sources de divergences dans ces comportements sont multiples, de sorte qu'il serait extrêmement difficile d'isoler un spéculateur de façon concluante. Finalement, il faudrait trancher la question de savoir si tous les types de spéculation feront l'objet de poursuites. Le programme commun ne mentionne que la spéculation contre la monnaie. Mais la spéculation à la hausse de la monnaie est également nuisible à l'hypothèse de

hausse se révèle incorrecte. Les spéculateurs qui perçoivent les profits les plus importants aux dépens de la société sont, comme nous l'avons vu, ceux qui ont engagé des paris sur la base d'informations justes. Poursuivre-t-on donc tout particulièrement les personnes qui se trouvent avoir eu raison ? Il s'agirait-là d'une attitude paradoxale particulièrement dogmatique et obscurantiste, et fondée sur un préjugé favorable au conformisme généralisé.

Les gouvernements passés ne se sont pas, en général, préoccupés de résoudre ces problèmes. Chaque fois que les flux de capitaux internationaux ont contrecarré l'action de l'Etat, le contrôle des changes a été instauré. Le programme commun lui-même suggère de mettre en place un « contrôle des changes renforcé ». Or de genre de contrôle ne s'embarrasse pas de nuances : il interdit purement et simplement aux Français de posséder des créances à court terme à l'étranger sans si ces créances sont liées à un flux commercial, auquel cas elles doivent être rapatriées dans un délai fixé. Les

(*) Professeur de finances à l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (ESEC).

L'Inde, un partenaire économique d'un poids croissant

L'INDE va-t-elle, comme on dit, s'en sortir ? L'Association France - Union indienne a repris, l'autre jour, le débat, dans une table ronde présidée par M. Jean Dardieu, ancien ambassadeur en Inde, avec la participation de M.A.K. Sen-Gupta, conseiller économique de la haute commission indienne à Londres, et préparée avec la collaboration de Mme Charles Moras.

Fait révélateur : les lieux communs sur les vaches, les mandarins, le prétendu immobilisme de la société, ne sont pas apparus un seul instant, ce qui ne veut pas dire que les auteurs aient présenté l'Inde et son rôle, à la manière d'un beaucoup question des facteurs

socials les plus préoccupants, des options politiques et économiques du nouveau gouvernement, de la position de l'Inde dans le contexte Nord-Sud, du choix des techniques, des problèmes d'énergie posés à ce pays.

L'image dominante est celle d'une Inde singulièrement plus dynamique que beaucoup de gens ne l'ont pensée pendant longtemps. Des mutations importantes se révèlent au sein de la société comme dans l'économie, les techniques de pointe font face aux modes ancestraux de production. L'Inde des hauts coexiste avec celle des gros contrats d'usage clés en main sur le marché mondial.

Gange et la frontière pakistanaise), appréciables pour le riz dans les deltas du Coromandel (est). Par contre, dans les zones péninsulaires de pluviosité faible et irrégulière et mal pourvues en possibilités d'irrigation, la production tend à plafonner, faute de nouvelles terres à défricher.

Dans l'Inde orientale, de Bénarès aux bouches du Gange (plus l'Assam et l'Orissa), la production du riz (principale céréale) reste médiocre depuis plus de dix ans. Contraste douloureux entre ces belles terres alluviales, avec leur énorme potentiel d'irrigation, et la pauvreté des techniques traditionnelles (sauf en partie au Bengale) et la misère des petits paysans. Structures sociales, faiblesse administrative, relative inertie ou engorgement depuis des décennies, expliquent en partie cette situation. Parler de stagnation serait abusif : l'irrigation progresse et facilite, par exemple au Bihar, la culture du blé en hiver (saison sèche), mais on est encore loin d'une expansion généralisée.

En ce moment, l'humeur est plutôt optimiste à New-Delhi : suppression des importations de grain : petites exportations ; 18 millions de tonnes en réserve. Et pourtant la conjonction s'impose. Dans la phase 1967-1972, la progression de l'agriculture a été provoquée surtout par la volonté des hommes de la terre et l'adoption par eux de nouvelles techniques. Puis surviennent trois années difficiles : déficiences dans l'appareil économique, crise du pétrole et deux mauvaises moussons sur trois, ce qui fait reculer la production et remonter les importations.

La technologie indienne à l'étranger

Une des idées reçues en matière de développement est que les pays du tiers-monde ont négligé la petite industrie pour promouvoir les colosses et grands projets industriels. Avec ou sans appui du gouvernement, dans bien des pays, la petite industrie a connu, en réalité, une vigoureuse expansion. En Inde, elle assure entre 40 et 50 % de la production industrielle.

Le gouvernement du Janata veut renforcer cette tendance, notamment en milieu rural. Du même coup, la liste des biens réservés au petit secteur industriel augmente. D'autres mesures visent à restreindre la grande industrie privée lorsqu'elle fait concurrence aux petites entreprises. Or, on ne peut pas, sans élever cette sorte d'opposition, surtout au moment où l'industrie indienne est touchée par la récession ?

La reprise, à partir de 1975, s'explique avant tout par la bonté du ciel, car la consommation d'énergie chimique reste plus ou moins stationnaire, tandis que la production de semences sélectionnées ne fait guère de progrès pour le blé. Quant au riz, qui est de loin la principale céréale, son avance demeure ralentie par des difficultés d'ordre technique : manque de variétés nouvelles bien adaptées aux conditions locales, maîtrise de l'eau défectueuse.

Moins vulnérable aux calamités naturelles, l'agriculture indienne est toujours plus aux erreurs de calcul, aux faiblesses de planification et de gestion. Dans les régions avancées où l'on évite ces défauts, on constate que la croissance a aussi profité aux pauvres : hausse réelle des salaires agricoles, élargissement du marché du travail dans l'agriculture et en dehors de celle-ci, essor des petites industries, du commerce des transports.

En revanche, dans bien des districts, la condition des plus pauvres s'est peu améliorée, elle a même pu s'aggraver. Conséquence de ces problèmes, le nouveau gouvernement du Janata entend renforcer le développement rural, mais, comme le remarquait le professeur Sachs (Hautes Etudes en sciences sociales à Paris), il reste à voir si la politique sera très différente de celle du Congrès. L'effort sera en matière d'irrigation et de jugerie, mais faut-il attendre beaucoup des conseils locaux (panchayat), des coopératives et autres institutions rurales ? Leur valeur sociale est mince, car les favorisent paysans moyens ou supérieurs, et leur efficacité économique laisse fort à désirer.

Les grandes maisons privées ont les coudées plus franches dans les branches comme les engrais, le ciment, les machines. Quant aux investissements étrangers, ils sont considérés avec réticence, sauf dans quelques branches d'activité faisant appel à une haute technologie. Finalement, le secteur public conserve un rôle de premier plan dans la sidérurgie, l'équipement lourd, etc. Depuis une dizaine d'années, l'industrie a perdu beaucoup de son élan en termes de croissance.

Controverse à Bruxelles

(Suite de la page 17.)

En ce qui concerne l'avenir, le dispositif d'aide à l'emploi que le gouvernement Callaghan entend appliquer à partir du 1^{er} avril devrait, pour recevoir l'autorisation de la Commission, être conçu de telle manière que les excès actuels puissent être éliminés. Les services de M. Vovsi entendent surtout s'assurer que la part de l'aide réservée aux trois secteurs actuellement privilégiés — toujours les mêmes — sera considérablement réduite. C'est le point clé, celui sur lequel les pourparlers en cours risquent le plus d'achopper.

De façon plus générale, le système devrait indiquer, souligner, un mécanisme de contrôle destiné à éviter une concentration excessive de l'aide au profit d'un secteur quelconque. Il est évident aussi qu'elle devrait être limitée à douze mois et, à l'intérieur de cette période, comporter une certaine dégressivité. Qu'au-delà de six mois, son contrôle devrait être obligatoirement subordonné soit à la présentation d'un plan de restructuration par l'entreprise, soit à l'engagement pris par les autorités compétentes que les travailleurs pour lesquels la prorogation de l'aide est demandée seront ensuite réemployés. Ils demandent encore que les autorités britanniques notifient préalablement à la Commission les demandes d'aide qui, pour une entreprise donnée, dépassent cent travailleurs ou encore 50 % du total du personnel.

C'est la première fois, faut-il le souligner, que la Commission, après avoir avalé tant de couleuvres, affronte les Britanniques sur ce terrain difficile des aides publiques.

Restera-t-elle déterminée ? En vérité, un repli très net, même si elle le tentait, semble difficile : dans le cas où elle s'inclinerait devant les exigences britanniques, plusieurs autres Etats membres, elle ne l'ignora pas, prendraient des contre-mesures probablement redoutables pour la cohésion du Marché commun. Le gouvernement britannique, de son côté, face à ses chômeurs, à ses syndicats, dispose d'une marge de manœuvre étroite. Rétrécir le champ d'application de la T.E.S. se risquerait ouvertement à la fermeture d'usines au nom de l'intérêt commun ne lui sera pas commode. Dans ces conditions, le conflit paraît difficile à éviter.

GILBERT ETIENNE

PHILIPPE LEMAÎTRE

Le bilan agricole

Entre 1950 et 1975-76, la production alimentaire de base (céréales et légumineuses) a doublé pour atteindre 121 millions de tonnes, face à une croissance démographique de 70 %. Après une première période d'expansion due principalement à la mise en valeur de nouvelles terres, l'agriculture indienne a connu, dans les districts avancés, le paysan dépasse les 2 000 kg-ha de blé (soit souvent

plus que l'Américain du Middle-West), avec son vieux araire renforcé d'une tige métallique et ses autres anciens outils, complétés aujourd'hui par le puits tubé à pompe, les engrais chimiques, les nouvelles semences. Selon les cas et les régions, les pesticides et, beaucoup plus rarement, le tracteur complètent l'éventail.

Ces progrès sont très inégalement répartis : spectaculaires dans le nord-ouest (entre le

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT

الخطوط الجوية
GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

Agence A

et l'Etat

des publications
l'Usine Nouvelle
Bipe

LE MARCHÉ DES BIENS D'EQUIPEMENT
les perspectives d'investissement
pour 1978
des entreprises
de l'Etat et de l'étranger

**un outil
de
prévision
indispensable**

LE MARCHÉ DES BIENS D'EQUIPEMENT
PREVISION 1978

Qui investira en 1978 ?
30 branches :
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.
100 firmes industrielles
8 entreprises nationales
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, Cof, P et T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissements et principaux projets).
21 régions
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.
400 contrats
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'exportation négociés avec les pays en voie de développement.
9 pays étrangers
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grandes types de produit :
Les produits de la construction mécanique
C'est à titre d'exemple :
• Machines agricoles
• Machines outils et matériels connexes
• Equipement général
• Equipement spécialisé
• Matériel de manutention
• Matériel de Travail Public
• Instruments et matériels de précision, etc.
Les produits de la construction électrique et électronique
C'est à titre d'exemple :
• Matériel de traitement de l'information
• Machines de bureau
• Bureaux d'équipement électroniques
• Bureaux d'équipement électroniques
• Biens intermédiaires électriques et électroniques.
Les véhicules utilitaires
Le matériel roulant ferroviaire
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de l'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75008 PARIS. Tél. 246-72-37 accompagnée de votre règlement.

VIENT DE PARAITRE

deux cent mille exemplaires vendus en 1976

Le Monde publie la troisième édition de

L'année économique et sociale



un bilan complet, économique, social, financier et boursier, en France et à l'étranger.

168 pages / 109 pays / en vente partout 15f

Dès les années 90, le monde occidental pourrait manquer d'uranium

Si les partisans de l'énergie nucléaire s'empressent de dénoncer les risques de tensions futures dans l'approvisionnement pétrolier du monde occidental, ils sont plus discrets sur l'avenir de l'uranium. Or le rapport établi conjointement par l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire et l'Agence internationale de l'énergie atomique, intitulé « Uranium, ressources, production et demande », comme le résultat des travaux de la conférence mondiale de l'énergie, l'un et l'autre récemment publiés, ne laissent pas d'inquiéter.

En 1977, la production d'uranium du monde non communiste s'est élevée à 30 000 tonnes pour une capacité de 33 000 tonnes. Cela représente un assez net accroissement puisque cette production était demeurée à un niveau constant : de 19 000 à 22 000 tonnes par an entre 1972 et 1975. Selon l'O.C.D.E., « il ressort des estimations actuelles relatives aux ressources en uranium qu'il existe une possibilité de porter cette production à 90 000 tonnes par an d'ici à 1985, à condition que des incitations et une stabilité économique suffisantes

puissent servir de base à une expansion régulière ».

Mais c'est surtout l'après 1985 qui semble craint. En 1977, ressources et réserves ont été réévaluées (le précédent rapport de l'O.C.D.E. date de 1975). Sans doute, certaines découvertes ont-elles été réalisées. Le rapport ne tient pas compte du très important gisement — le plus grand du monde — mis au jour au mois de février au nord de l'Australie dans la région d'Alligator-Rivers. Mais la progression est liée principalement au réajustement par les experts de l'O.C.D.E. du coût maximal d'extraction. Un tel réaj-

ustement est sans doute justifié par l'évolution du marché. Les prix mondiaux dans les cas de livraison à court terme sont passés de près de 39 dollars le kilogramme d'uranium (U) en 1974 à 54 dollars en 1975 avant de se stabiliser finalement aux alentours de 104 dollars le kilo en 1977. Précisons que les contrats à long terme sont conclus à des conditions beaucoup plus avantageuses et qu'en 1976 la moyenne des livraisons aux Etats-Unis a été de 41,88 dollars par kilo. L'O.C.D.E., qui avait déterminé les ressources raisonnablement assurées à moins de 40 dollars le kilo d'une part, de 40 à 80 dollars d'autre part, a désormais relevé ces seuils à 80 dollars dans le premier cas et de 80 à 130 dollars dans le second. Les ressources raisonnablement assurées sont comprises dans des gisements de minerais connus, dont l'étendue, la teneur et la configuration sont telles qu'on pourrait, dans les limites de coûts à la production données, les récupérer grâce aux techniques d'extraction et de traitement actuellement éprouvées. Les ressources raisonnablement assurées atteignent maintenant

2,2 millions de tonnes contre 1,8 million de tonnes en 1975. Quant aux « ressources supplémentaires estimées » (1), elles s'établissent en 1977 à 2,1 millions de tonnes contre 1,85 million en 1975. L'élargissement de la fourchette des coûts de production, les progrès sont bien modestes.

Quant à la répartition géographique de ces réserves, elle est bien inégale. Cinq pays, les Etats-Unis (523 mille tonnes), l'Afrique du Sud (398), l'Australie (298), le Canada (167) et le Niger (180) disposent de 87,5 % des ressources raisonnablement assurées à un coût inférieur à 80 dollars le kilo. Et deux d'entre eux, les Etats-Unis et le Canada, détiennent 81,4 % des ressources supplémentaires estimées à un même coût. Et nul n'ignore que les pays exportateurs multiplient les conditions préalables à leurs ventes (question de non-prolifération et garanties, traitement des ressources naturelles préalablement à leurs exportations, etc.). Dès les premières tensions sur le marché, il est vraisemblable que ces conditions seraient encore renforcées.

Vingt années de consommation

Mais une telle crise est-elle possible ? Les travaux de l'O.C.D.E. comme ceux de la conférence mondiale de l'énergie sur la contribution du nucléaire aux besoins mondiaux de 1975 à 2020 convergent quant à la demande. L'O.C.D.E. a fortement révisé en baisse ses prévisions d'expansion de l'énergie nucléaire. Pour 1985, la puissance nucléaire installée dans le monde occidental a été ramenée de 479-520 gigawatts à 277-368 gigawatts. Et pour l'an 2000 les chiffres ont été réduits de moitié (et sont désormais compris entre 1 000 et 1 800 GW). Pour hypothèses que soient ces estimations, elles n'en marquent pas moins des tendances. « Bien que ces révisions en baisse tendent à accroître le caractère suffisant des réserves existantes (...), écrit l'O.C.D.E., il n'est pas moins urgent de découvrir d'importantes réserves supplémentaires. »

En effet, selon ces prévisions de demande, les réserves actuelles correspondent à une vingtaine d'années de consommation. Et encore l'Organisation internationale tient-elle à souligner que « pour des raisons économiques, techniques et politiques, la totalité de ces réserves ne sera probablement pas exploitée ». Et elle ajoute quel extraordinaire effort il sera demandé à l'industrie extractive, qui devra multiplier sa production par dix en quinze ans.

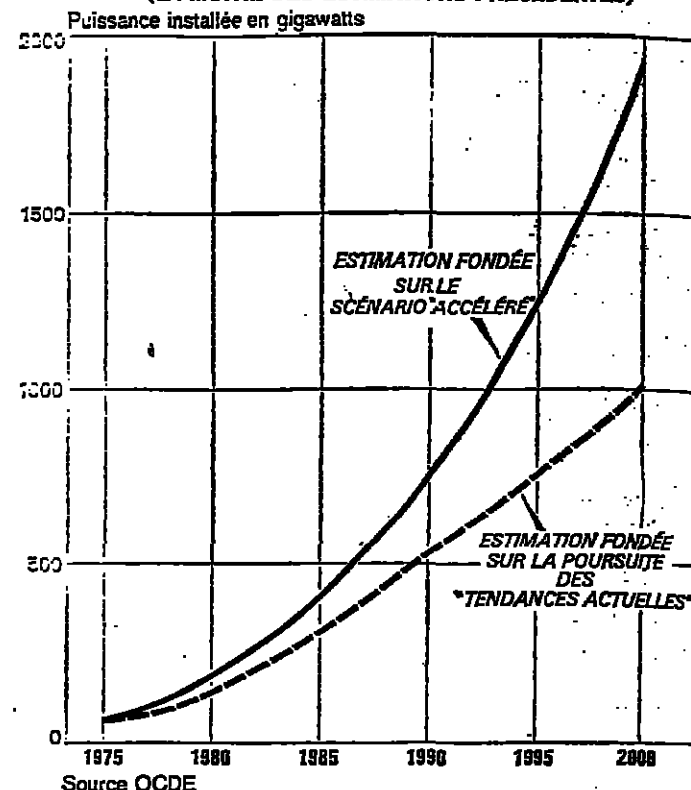
Il n'est guère étonnant que les deux rapports convergent aussi dans leurs conclusions. « Etant donné les aspects prudentes des prévisions de la demande d'uranium et les difficultés que l'on rencontrera probablement à y faire face, écrit M. Foster dans le rapport de la conférence mondiale de l'énergie, il semble évident que l'énergie nucléaire ne pourra même pas fournir 50 % de la demande mondiale en électricité d'ici à l'an 2020, sans employer certains des cycles de combustible avancés. » Et l'O.C.D.E. de remarquer : « Il est manifeste que les concertations thermiques doivent être remplacées en temps voulu par des filières de réacteurs plus avancées, qui permettront de réaliser des économies en matière de ressources en uranium, si l'on veut que l'électronucléaire joue un rôle important dans la satisfaction des besoins du monde à plus long terme. »

Aux experts atomistes qui préconisent ainsi le recours aux sur-régénérateurs, il ne manquera pas d'opposants pour répondre que, face à un avenir aussi incertain et limité, le pari nucléaire ne s'impose pas.

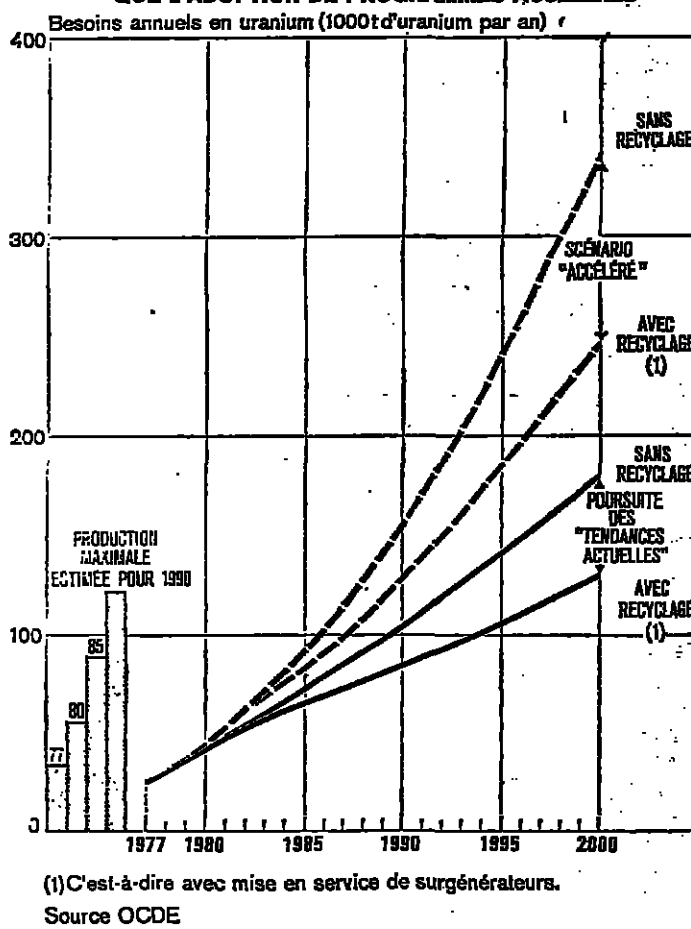
BRUNO DETHOMAS.

(1) Les ressources supplémentaires estimées sont celles dont on suppose la présence en se fondant surtout sur des données géologiques directes dans des prolongements de gisements bien explorés, dans des gisements peu explorés ou dans des gisements non découverts mais supposés exister dans des formations ayant des caractéristiques géologiques bien définies.

PUISSANCE NUCLÉAIRE INSTALLÉE DANS LE MONDE : LES PRÉVISIONS OSCILLENT DÉSORMAIS ENTRE 1000 ET 1800 GIGAWATTS (LA MOITIÉ DES ESTIMATIONS PRÉCÉDENTES)



BESOINS ANNUELS EN URANIUM : LES EXPERTS DE L'O.C.D.E. ESTIMENT AUJOURD'HUI PLUS PROBABLES LEURS HYPOTHÈSES BASÉES SUR LES TENDANCES ACTUELLES QUE L'ADOPTION DE PROGRAMMES ACCÉLÉRÉS



(1) C'est-à-dire avec mise en service de surrégénérateurs. Source OCDE

DU LUNDI 6 AU SAMEDI 18 FEVRIER

QUINZAINE DE LA MESURE INDUSTRIELLE

MADÉLIOS
PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
pour ceux qui savent choisir

Bienvenue à Brême, Cologne, Bonn, Dusseldorf, Francfort, Hambourg, Hanovre, Munich, Nuremberg, Sarrebruck et Stuttgart.



Pour les horaires, consultez notre Petit Livre Jaune.

Chaque jour, 12 vols directs ou 34 correspondances via Francfort, vous relient à toutes ces villes d'Allemagne. Départ d'Orly Ouest. Limite d'enregistrement : 15 minutes seulement.



Lufthansa

مكتبة الامم المتحدة

Wall Street

Influence de la loi... d'intérêt la... des changements... Wall Street... ont été... en 1977...

Faites valider vos bulletins chez les dépositaires portant l'enseigne

benso
le dessin automatique

Pourquoi ?
Parce que la machine à dessin automatique vous épargne la fonction graphique.
Parce que la machine à dessin automatique vous épargne la fonction graphique.

benso
le dessin automatique

Depuis 34 ans, le 1er "Les Années" pour la vente des livres, bouquins, locaux, centres com. En Vente Partout 2 F. et 36. 198

ESCP
FORMATION CONTINUE

M	Fonction	Entreprise	est intéressé par
Adresse			Tel
desire recevoir le programme complet et détaillé Formation Permanente			
MARKETING	GESTION DES PRODUITS		6-10
DISTRIBUTION	ANIMATION DES VENTES		20-24
	DISTRIBUTION DES BIENS ET SERVICES		3-7
COMPTABILITE	INTRODUCTION A LA GESTION		24-28
CONTRÔLE	GESTION COMPTABLE DES SOCIÉTÉS		13-17
	ANALYSE ET PREVISION FINANCIÈRES		24-28
FINANCE	MARCHE DES CAPITAUX		6-10
	TECHNIQUES DE PLANIF., D'EVALUAT., ET DE CONTR. FIN.		3-7
PERSONNEL	GESTION DES EMPLOIS ET CONDITIONS DE TRAVAIL		13-17
	NEGOCIATIONS SOCIALES		3-7
AFF. INTERNAT.	IMPLANTATION A L'ETRANGER		6-10
	EXPORT. DU SAVOIR FAIRE ET DE L'ASSIST. TECHNIQUE		20-24
	ANALYSE DE SYSTEME		13-17

Ces différents stages constituent des modules indépendants, qui peuvent être capitalisés pour l'obtention d'un **Certificat d'Etudes Spécialisées**.

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS - FORMATION CONTINUE
79 Av de la République 75011 Paris - tél : 355.39.08
Chambre de commerce et d'industrie de Paris
(Centre Parisien de Management)

Wall Street: une profession sur le déclin

Alors que sous l'influence de la baisse du dollar et de la hausse des taux d'intérêt la Bourse de New York continue de baisser, des changements structurels sont en train d'affecter Wall Street. Depuis plusieurs années, une succession de fusions ont entraîné une réduction notable du nombre des « Investment Banks ». Pas moins de treize fusions ont eu lieu en 1977.

Les Investment Banks sont des institutions spécifiquement américaines dont l'existence découle d'une loi votée en 1933 à la suite de la grande crise financière. Cette loi, le Glass-Steagall Act, interdit aux banques de dépôts (Commercial Banks) de souscrire et de distribuer les actions et obligations des sociétés anonymes. Certes, avant 1933, des banques aussi prestigieuses que Goldman Sachs, Kuhn Loeb, Kidder Peabody, Lazard Frères avaient joué un rôle significatif, permettant en particulier le financement des chemins de fer. Toutefois, c'est le Glass-Steagall Act qui confère aux Investment Banks leur spécificité juridique, et ce n'est qu'après sa promulgation que des banques

comme Morgan Stanley ou The First Boston Corporation prirent l'importance qu'elles connaissent aujourd'hui. Dans les années qui ont suivi la guerre, l'investissement banking a connu un développement sans précédent. La croissance continue de l'économie mondiale stimulant les besoins de financement à long terme des entreprises américaines, le marché des capitaux a rapidement grandi. L'intérêt croissant porté à la Bourse de New-York est souligné par la progression de l'indice Dow Jones, multiplié par 5 de 1950 à 1972 et l'augmentation du nombre des porteurs de parts, qui passeront de 6 à 30 millions pendant la même période.

La fine fleur

Les Investment Banks ont des activités variées. Elles forment des syndicats qui souscrivent les émissions publiques d'actions et d'obligations. Elles jouent un rôle majeur dans le placement de certaines émissions auprès des

institutions financières (compagnies d'assurance, caisses de retraites). Les opérations de fusions et d'acquisitions sont pratiquement leur domaine réservé. Les Investment Banks sont également actives dans le financement

des Etats et des municipalités, dans le leasing ainsi que dans les opérations relatives au marché monétaire. Elles jouent aussi un rôle majeur sur le marché boursier grâce à leurs services d'analyse financière, à leur capacité de réaliser les transactions de blocs d'actions ainsi que des actions non inscrites à la cote des principales Bourses américaines. Certaines d'entre elles offrent des services encore plus spécialisés d'arbitrage sur les marchés internationaux, les obligations et actions de préférence convertibles, ainsi que dans le déroulement des offres publiques d'achat.

Un certain jour de mai 1975...

La montée quasi continue des valeurs américaines s'est interrompue en 1972. Après la crise de 1973-1974, où l'indice Dow Jones était descendu jusqu'à 577, le marché s'est repris, sans faire preuve toutefois d'un excès d'optimisme. Le volume journalier continue de croître mais de façon moins régulière. En revanche, dans les cinq dernières années, le nombre des porteurs de parts a régressé de 30 à 25 millions, signe de la déception des investisseurs. Un autre phénomène important s'est produit depuis une dizaine d'années : les institutions financières jouent un rôle croissant à la Bourse et on estime qu'elles détiennent aujourd'hui plus d'un tiers de la capitalisation boursière du New York Stock Exchange, contre 22 % en 1965. Les transactions portant sur des blocs d'actions qui se représentaient que 3 % du volume des échanges en 1965 représentent aujourd'hui environ 20 % du volume total. L'investissement bancaire a donc subi une grande duplication d'efforts, la plupart des analystes financiers faisant porter leurs études sur les mêmes valeurs. A partir de mai 1975, le barème officiel étant

supprimé, la concurrence s'intensifie, particulièrement en ce qui concerne les commissions facturées aux institutions, qui baissent immédiatement de 30 à 40 %.

Les sociétés d'analyses financières ne pouvant plus supporter leur coût de fonctionnement élevé durent fusionner avec des institutions plus larges. Les Investment Banks proprement dites, voyant leurs marges réduites, durent modifier leur stratégie. La plupart des banques de Wall Street qui opéraient au jour le jour durent commencer à planifier. Les fusions affectèrent peu à peu des noms de plus en plus connus : Smith Barney et Harris Upham, Eche et Halsey Stuart, Mitchell Hutchins et Paine Webber, etc. Récemment Reynolds Securities, la 10^e Investment Bank en terme de capitalisation, fusionna avec Dean Witter, classé 9^e. Il y a quelques semaines, Kuhn Loeb, une banque plus que centenaire, fusionnait avec Lehman Brothers.

Cette concentration sonnette-telle le glas de l'investissement banking ? Si l'on considère que la quasi-totalité des firmes ont un capital inférieur à 100 millions de dollars, on peut se demander combien de temps sera nécessaire aux grandes banques de dépôts pour avaler les Investment Banks. Le débat déjà les Investment Banks dans certains financements de municipalités et dans les placements privés, deux domaines où le Glass-Steagall Act ne protège pas les Investment Banks de façon absolue. Par ailleurs, les Investment Banks américaines ont été partiellement éliminées du marché des émissions en européenne par les grandes ban-

ques de dépôts suisses et allemandes. Devant cette concurrence accrue, une protection juridique remise en question et une certaine désaffection pour le marché financier, il serait tentant de conclure au déclin des Investment Banks. Ce serait sans compter avec les ressources humaines considérables que renferme Wall Street, ni avec l'ingénierie et la flexibilité qui caractérisent l'investissement banking. Le président d'une grande Investment Bank, déclarait récemment : « Les banques de dépôts peuvent compter sur leurs dépôts. Nous, nous pouvons compter sur notre intelligence. » Il est cependant difficile d'imaginer que la prospérité d'antan puisse se poursuivre sans d'autres changements. Les Investment Banks appelées à jouer un rôle croissant seront vraisemblablement celles qui sauront adapter leurs services aux besoins de leurs clients dans les domaines prometteurs des émissions internationales, du marché secondaire des obligations et des placements privés. Celles qui disposent de ressources financières suffisantes pour prendre position sur le marché obligataire, ainsi Salomon Brothers, ont un avantage indéniable. Celles qui vont puiser ces ressources devront aller leurs efforts ou ouvrir leur capital à des institutions financières plus puissantes (telle l'entente de White Weld avec le Crédit Suisse). La vague de consolidation qui vient d'affecter Wall Street se poursuivra donc sans doute mais les nouvelles entrées n'en seront que mieux armées pour assurer des services sans cesse plus techniques et plus spécialisés.

ANTOINETTE BERNHEIM.

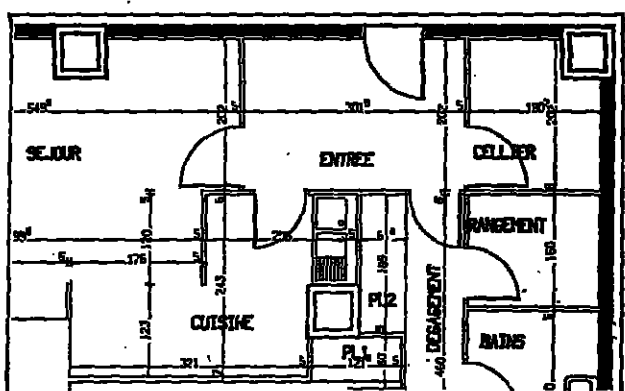
maître ès sciences de l'école polytechnique, diplômée de la Harvard Business School.

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



Vous Calculez... Eh bien, Dessinez maintenant!



benson le dessin automatique.

Pourquoi?

Parce que le dessin automatique vous apporte la rapidité et la précision de l'exécution graphique. Parce que la machine à dessiner libère votre personnel des tâches ingrates.

Comment?

Selon vos exigences et vos besoins, Benson vous présente une gamme modulaire de 30 machines à dessiner automatiques. Mais surtout, Benson ne vous laisse pas dans l'embarras du choix. Benson, c'est d'abord le conseil, c'est d'abord le dialogue.

Pour qui?

Que vous soyez ingénieur, gestionnaire ou architecte, Benson est pour vous l'outil avancé de recherche et d'exécution graphique. Benson est pour vous l'efficacité d'aujourd'hui.

Combien?

Avec Benson, dans la plupart des cas, le dessin automatique entre chez vous pour 1000 F/mois. Alors, contactez-nous. Nous parlerons votre langage et le nôtre. Nous parlerons dessin.

Documentation sur simple demande à
BENSON - 1, RUE JEAN LEMOINE - Z.I. DES PETITES HAIES,
94015 CRÉTIL FRANCE - Tél. 899.10.90.



benson

UAD INJECTE

Depuis 34 ans, le journal spécialisé

"Les Annonces" est le n°1

pour la vente des fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc...

En Vente Partout 2 F et 36, rue de Maizy, 75011 PARIS

la Sécurité Routière vous informe

20 000 VIES SAUVEES EN CINQ ANS

De 1972 à 1977, le nombre annuel des tués sur les routes françaises a été ramené de 17 000 à 13 000 environ. De nombreuses vies ont donc été épargnées.

Si les pouvoirs publics n'avaient pas engagé une politique vigoureuse de sécurité routière, l'hécatombe aurait sans doute continué. En cinq ans, 20 000 vies humaines ont été sauvées et 30 milliards de francs économisés pour le pays.

Ces résultats sont largement dus à deux mesures qui ont demandé la coopération des usagers de la route et qui ont fait la preuve de leur efficacité :

- les limitations de vitesse
- l'utilisation de la ceinture de sécurité.

LA VITESSE C'EST DEPASSE

Depuis novembre 1974, les vitesses autorisées sont de 130 km/h sur les autoroutes de rase campagne, 110 km/h sur les routes à deux fois deux voies et les autoroutes urbaines, 90 km/h sur le reste du réseau.

Aujourd'hui l'essence coûte cher. La densité de la circulation augmente sans cesse. La voiture est de plus en plus considérée comme un simple moyen de transport. Rouler vite est devenu très dangereux. Pour toutes ces raisons, la vitesse c'est dépassé.

POURQUOI LES LIMITATIONS DE VITESSE?

Dans tous les pays où une limitation de vitesse a été mise en œuvre et respectée, on a enregistré une réduction du nombre des tués et des blessés. Pourquoi?

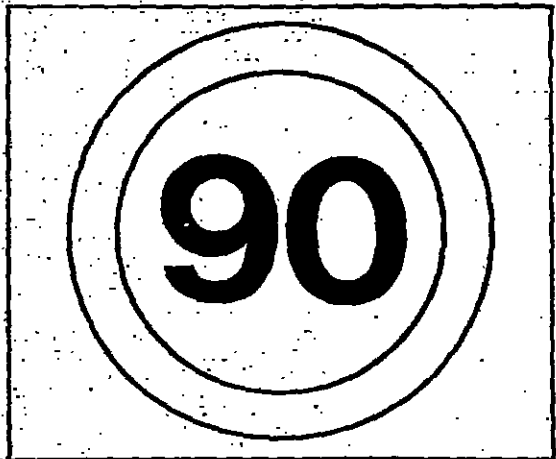
- parce que les risques d'accident sont moindres quand tous les véhicules circulent à des vitesses voisines,
- parce que réduire sa vitesse c'est réduire sa distance d'arrêt ce qui peut permettre d'éviter l'accident.

LES FRANÇAIS ET LA VITESSE

La majorité des automobilistes se déclarent satisfaits du niveau actuel des limitations de vitesse mais ces limitations ne sont pas toujours parfaitement respectées.

Ainsi en 1976, 945 000 infractions à la vitesse ont été relevées. Or, excès de vitesse signifie aggravation des accidents avec davantage de victimes. Respecter les limitations de vitesse c'est diminuer le nombre des accidents et éviter de nombreux drames familiaux.

De 1972 à 1977, alors que le trafic augmentait de 28 %, le nombre des tués a diminué de 20 % et celui des blessés de 15 %. Devant ces résultats, la progression des accidents de la route ne peut plus être considérée comme une fatalité. En 1978, les conducteurs français ne se comportent plus comme en 1972. En effet, un nouvel état d'esprit commence à apparaître sur nos routes. C'est grâce à lui et à l'effort de tous que nous pourrions atteindre le prochain objectif que se sont fixés les pouvoirs publics : ramener à moins de 10 000 morts par an le lourd bilan des accidents de la route.



20 000 VIES SAUVEES EN 5 ANS. CONTINUONS

Notre prochain communiqué : la ceinture de sécurité

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,46
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES Bruxelles

organise un concours général pour le recrutement du

responsable du service entretien et aménagements

qui sera chargé d'assurer la responsabilité de : ☐ l'entretien préventif et correctif, ☐ l'élaboration des budgets d'entretien et d'aménagements, ☐ l'étude et l'organisation des travaux d'aménagements et ce, dans une administration groupant environ 1.500 personnes.

Principales conditions requises
☐ études complètes du niveau de l'enseignement secondaire, de préférence complétées par une formation technique supérieure d'au moins 3 ans, ou expérience professionnelle de niveau équivalent.
☐ spécialisations techniques souhaitées : électromécanique • électricité • chauffage, ventilation, conditionnement d'air • bâtiment.
☐ expérience professionnelle dans le domaine technique d'au moins 10 ans, dont 5 ans en qualité de responsable de travaux techniques importants.
☐ âge maximum : être né après le 31 décembre 1932.

Conditions offertes
☐ traitement mensuel net compris entre 56.300 FB et 81.800 FB (y compris une indemnité de dépaysement) ; ☐ le cas échéant, allocations familiales ; ☐ exonération de tout impôt national sur la rémunération.

Pour tous avis de concours et formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire (de préférence par carte postale) au Service du Personnel - Secrétariat Général du Conseil - rue de la Loi 170 - B-1049 Bruxelles, avant le 4 MARS 1978. (Il ne sera pas donné suite aux demandes postées après cette date.)

Date limite d'envoi des formulaires officiels d'acte de candidature : 15 MARS 1978.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACOLOGIQUE INTERNATIONAL recherche pour

Algérie DEUX VISITEURS MÉDICAUX

Secteurs ALGER et ORAN
 Conditions impératives pour examen d'admission :
 - être de nationalité algérienne ;
 - posséder une licence en médecine ;
 - avoir déjà l'expérience de la profession ;
 - être en possession de la carte visiteur médical en cours de validité.

Recrutement prévu 24 octobre 1978
 Adresser C.V. et photo n° 48/49, CONTEXTE Publicité, 30, avenue de l'Opéra, Paris-16, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES
 pour missions longues durées auprès gouvernements Afrique noire francophone

UN ÉCONOMISTE
 spécialiste de la Monnaie des Finances publiques ENSAE, Sciences P.D., DES ECO + 5 ans expérience
 Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et références, sous réf. 061 (mentionnée/enveloppe) à EMPLOIS ET CARRIÈRES, 30, rue Verneil, 75008 PARIS.

Booz, Allen & Hamilton INTERNATIONAL

recherche (pour postes à l'étranger) des

CONSULTANTS

ayant acquis une expérience pratique de la MAINTENANCE :

- planification et organisation
- contrôle
- gestion de la logistique (équipement, outillage et pièces de rechange)

ayant acquis une expérience de systèmes de :

- gestion des activités Engineering, Procurement, et Construction
- préparation, négociation et conclusion de contrat
- préparation des budgets et comptabilité analytique
- préparation et interprétation des rapports de contrôle.

Les candidats retenus devront :

- avoir une expérience d'au moins 8 ans dans une grande entreprise ou cabinet de conseil de renom
- être diplômé d'une grande école.

Les rémunérations seront fonction des expériences acquises et seront accompagnées de nombreux avantages.

Pour faire acte de candidature, prière d'adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à

Anna Marie CHOMTON
 Directeur des Ressources Humaines
 BOOZ, ALLEN & HAMILTON INTERNATIONAL
 58, avenue Kléber 75016 PARIS

dumez AFRIQUE

Recherche pour départ immédiat sur CHANTIERS TRAVAUX PUBLICS OUTRE-MER

PROFESSEURS-REPÉTITEURS

Niveau maîtrise ou Licence Mathématiques ou Physique pour enseignement classes secondaires. Bonne connaissance de l'anglais souhaitée. Séjours de 12 mois, avec famille.

Adresser C.V. détaillé avec photo à : DUMEZ AFRIQUE 345, avenue Georges Clémenceau - 92000 NANTERRE. NE PAS SE PRÉSENTER - NE PAS TÉLÉPHONER.

CHEF DES SERVICES COMPTABLES Adjoint au Directeur Administratif

7,5 millions CFA

AFRIQUE FRANCOPHONE

Un groupe international diffusant des véhicules (VL et PL) et des biens d'équipement recherche un Chef des Services Comptables adjoint au Directeur Administratif. Sous l'autorité du Directeur Administratif de plusieurs des filiales du groupe implantées dans ce même pays, il sera chargé d'aider, coordonner, superviser et diriger les services comptables. Il sera responsable de l'établissement des différents comptes d'exploitation, de pertes et profits, des bilans. Il s'occupera des déclarations sociales et fiscales. Il établira la paie des personnels expatriés. Il préparera les situations de trésorerie. Il définira et contrôlera les activités d'une vingtaine de personnes au maximum africaines. Le candidat devra, âgé d'au moins 35 ans, de formation D.E.C.S., S.P., B.A.C., option comptabilité, posséder une dizaine d'années d'expérience acquise en tant que chef comptable. Il connaîtra le traitement informatique de la comptabilité. La connaissance de l'Afrique constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 153 M à

GRH Conseils

1, avenue de Ségur, 75007 Paris

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

30.000\$ au soleil... (...et plus)

Vous êtes un jeune ingénieur mécanicien de formation A.M. ou équivalent. Vous avez au moins deux ans d'expérience en matériel de Travaux Publics et vous parlez couramment anglais. Partez.

Partez au soleil, sous le soleil d'Israël. Nous y ouvrons un important chantier routier, et pour longtemps... Votre première mission : participer à la gestion d'un grand parc de matériel. Une occasion de révéler vos capacités.

Nous ? Une importante entreprise de terrassement et de Génie Civil implantée depuis longtemps en France et à l'étranger. Nous aimons garder nos cadres et nous savons apprécier ceux qui désirent avancer.

Voulez-vous que nous en parlions ?

Ecrivez sous référence 2460 à :

RSC carrières 92, rue Bonaparte 75006 Paris, nous vous garantissons toute discrétion.

NECKERMANN

Acheteurs V.P.C.

Parce que nous sommes au départ des spécialistes allemands de la V.P.C. et que nous voulons poursuivre notre expansion, nous sommes décidés à engager plusieurs acheteurs français qui achèteront français pour le marché français : prêt-à-porter hommes, prêt-à-porter femmes, lingerie, pull-overs, accessoires femmes et enfants, chemiserie, pull-overs, accessoires hommes, articles pour la maison, textiles, vaisselle, verrerie,...

Ces acheteurs seront basés à Francfort, afin de pouvoir bénéficier de l'appui du solide bureau d'achat dont nous disposons là. Si, pour des raisons personnelles, il ne leur est pas possible de s'y installer, ils pourront à la rigueur habiter près du siège de notre société française (C.A. 160 millions, 250 pers.) à Strasbourg.

Nous avons confié aux consultants du cabinet de recrutement SIRCA le soin de nous présenter les candidatures, vous pourrez compter sur leur discrétion. Écrivez leur rapidement sous référence 78177 M en précisant les domaines de votre compétence et vos connaissances linguistiques (anglais, allemand).

Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

COMPLEXE MINIER

en Afrique francophone (sans franc), filiale d'un import. groupe français, recherche un

RESPONSABLE ZONE URBAINE

accueillant 150 familles d'expatriés et environ un millier d'ouvriers locaux et leur famille.

Disposant de personnel d'entretien, il veillera au bon état des locaux et des installations et au fonctionnement des magasins d'approvisionnement domestiques : des cerises, restaurants, installations de loisirs. Il attribuera les logements aux nouveaux arrivants.

Le candidat devra être âgé de 35 ans et une expérience confirmée de gestion.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence CO/20 à

CETACEP

20, AVENUE AMIRAL LEMENNYER 75008 PARIS LE ROI

ENTREPRISE T.P. A VOCATION INTERNATIONALE recherche pour sa filiale au

NIGÉRIA

CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans, et possible à l'étranger et dans la branche T.P. Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées. Ecrire avec C.V. détaillé, à : 47.621, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

INGÉNIEUR URBANISTE

Intéressé par les problèmes d'habitat dans les pays en voie de développement, ce spécialiste sera à la tête d'un service d'urbanisme et de planification local dans la conception et la réalisation des zones urbaines nouvelles. Cette action se situant au milieu urbain, le poste conviendrait à un célibataire 35 ans minimum, diplômé d'une Ecole d'ingénieurs et ayant acquis une bonne expérience dans les plans d'aménagement urbain. Il sera responsable de l'ensemble des études et de la mise en œuvre des projets. Il devra adresser (joindre C.V. et indiquer votre rémunération actuelle) sous référence 47.621 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (16).

INGÉNIEUR V.P.D.

Ce poste implique d'un contrat d'expatriation ; conviendrait à un ingénieur âgé de 30 ans minimum, ayant une expérience professionnelle confirmée en V.P.D. et n'ayant de préférence pas de charges familiales. Avez l'amabilité d'adresser une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et prêt, (joindre C.V.) en spécifiant sur l'enveloppe la réf. 16.918 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (16).

CHEF COMPTABLE CONFIRMÉ

Ayant expérience outre-mer Affection mars 78 Adc. C.V. manuscrite, photo et date de disponibilité à C.F.D.T., 13, rue de Monceau, PARIS 09.

Directeur General

Pièces pour voitures Suisse/française française

Notre client est la filiale à succès d'un important groupe industriel hexagonal. Il fabrique et commercialise des pièces destinées à l'industrie automobile en Europe et en Grande Bretagne où ce groupe figure comme premier fournisseur.

L'unité française de fabrication du groupe emploie environ 250 personnes et doit être agrandie. La filiale a donc besoin d'un directeur général qui sera chargé de la direction actuelle ainsi que de toutes les affaires techniques et financières et du contrôle de la fabrication dans son ensemble. Ce directeur sera responsable vis-à-vis du Conseil Divisionnaire d'Administration de Grande Bretagne.

Le candidat doit posséder une solide expérience professionnelle dans le domaine de la production de grand volume - de préférence en rapport avec l'industrie automobile. Il doit posséder un bon esprit d'entreprise et avoir toutes les compétences requises en matière de gestion et direction d'entreprise et être bon homme d'affaires. La personnalité et qualité de chef de l'équipe de direction une unité de travail efficace. Le candidat doit parler couramment anglais et être, de préférence, âgé de moins de 45 ans. Le salaire et autres bénéfices qui englobent une voiture de prestige, devraient plaire au cadre de carrière ambitieux qui désire aller jusqu'au conseil d'administration. Veuillez envoyer vos réponses en anglais avec C.V. résumé à :

T. L. Roberts, Directeur, Ref. (886)

Whites

Whites Recruitment Limited
 72 Fleet Street
 Londres EC4Y 1JS
 Angleterre

INTERPRÈTES STAGIAIRES ORGANISATION DES NATIONS UNIES

cherche

des Interprètes stagiaires connaissant français, russe et anglais pour occuper des postes au siège de l'Organisation à New-York.

Les candidats doivent être de langue maternelle française ou avoir le français comme langue principale et avoir fait des études universitaires dans cette langue. En cas de doute, il faut entendre par « langue maternelle » la langue dans laquelle le candidat se considère le mieux apte à travailler. Outre une culture générale et un bon style en français, les candidats doivent avoir une solide connaissance du russe et de l'anglais et comprendre ces langues sans difficulté à l'audition.

Le traitement des Interprètes stagiaires va de 14.500 dollars U.S. brut à 22.440 dollars U.S. brut par an, plus prestations diverses : l'un interprète qualifié commencent à 22.910 dollars U.S. brut par an, plus prestations.

Les candidats sont priés d'adresser d'urgence leur demande écrite et leur curriculum vitae à :

Secretariat Recruitment Service
 Room 3811 - Office of Personnel Services
 United Nations, New-York 10017.

Mettez prière les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer habilement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les concernant et de valider l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

LE BOIS DE BOULEAUX

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.G.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	49,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	30,00	34,32

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADEES	La ligne col.	T.G.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
ville agréée du Nord de la France

crée pour améliorer ses communications avec ses adhérents, un poste de responsable des :

relations publiques

qui prendra contact avec les entreprises de la région, pour mieux les connaître, mieux connaître leurs difficultés, leurs besoins et les informer sur les services et l'assistance que peut leur apporter la CCI.

Ce poste, qui peut être évolutif, nécessite une formation supérieure économique, juridique ou commerciale et une bonne connaissance des milieux industriels, acquise par quelques années d'expérience.

Les candidatures, précisant la rémunération souhaitée, seront étudiées avec la plus grande discrétion par

josette vanden borre
Recherche et sélection de personnel
28, rue Saint-Georges, 59400 CAMBRAI.

SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE
(PRODUCTION)
recherche pour son

Centre de traitement de l'information de PAU

UN CHEF DE SALLE ORDINATEUR

- Diplôme d'études supérieures exigé (école d'ingénieur ou maîtrise d'informatique)
- Expérience indispensable de l'exploitation d'un grand système IBM et de l'encadrement de personnel
- Evolution à moyen terme vers système ou études - développements (gestion ou scientifique)
- Travail en horaires décalés en salle
- Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Ecrire avec C.V., manuscrit et prétentions sous réf. 48.921 à S.N.E.A.P. D.C. Recrutement 21 bis, av. des Lilles Bâtiment Mestresat - 64000 PAU.

metrix
DIVISION INSTRUMENTATION
DE LA SOCIETE DES PRODUITS INDUSTRIELS ITT

recherche

DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au Directeur Général, il a pour mission d'organiser et d'animer l'ensemble des activités du département recherche et développement dans le but d'assurer :

- le développement des produits nouveaux électroniques définis en collaboration avec le département marketing,
- la maintenance et l'évolution des produits existants.

Membre de l'équipe de Direction, il participe à la définition des politiques de la division et assure les relations avec les services techniques du groupe.

Ce poste conviendrait à un ingénieur électronicien SUPELEC, ISEN... de 34 ans minimum ayant une expérience pratique d'au moins 5 ans dans un département de recherche industrielle et la maîtrise d'une ou plusieurs technologies de pointe applicables dans l'instrumentation de mesure (microprocesseurs, couches épaisses...).

Il devra également avoir une première expérience de commandement pour lui permettre d'animer une équipe de près de 50 ingénieurs et techniciens.

Bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Adresser C.V., manuscrit avec photo et prétentions à la Direction du Personnel, B.P. 30 - 74010 ANNECY.

Sud-Ouest
TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FRANCAISE

recherche

Analyste d'applications

chargé des divers projets de mécanisation des différents secteurs de la société. Il mènera les études, rédigera le cahier des charges, assurera la réception des programmes, leur documentation et mise en œuvre.

INGENIEUR ayant en plus une FORMATION COMPLEMENTAIRE DE GESTION, il aura 28 ans minimum, une expérience de quelques années des problèmes de gestion, une ouverture à l'informatique et à la communication.

Perspectives d'avenir, en particulier dans la production, si réussite confirmée dans cet emploi.

Adresser CV manuscrit détaillé, photo et prétentions sous référence 9035 à :

Up 31 Bd BONNE NOUVELLE 75002 PARIS qui transmettra

SOPAD (NESTLÉ)
recherche

UN INGENIEUR E.N.S.I., E.E.M.I. ou équivalent

pour lui confier, au sein du Service Technique de son usine de Saint-Quentin, le rôle de :

SPÉCIALISTE EN AUTOMATISME

sur machines de conditionnement et d'emballage.

(réf. CDT)

Il sera chargé notamment de concevoir, construire, adapter ou améliorer des chaînes cinématiques de conditionnement.

Il lui faut pour cela de bonnes connaissances de mécanique, d'électricité et particulièrement des différents systèmes d'asservissement.

Adresser, selon les références, C.V. et prétentions à la Direction du Personnel, 17-18, quai F.-Duméril, 52400 COUREVOIE.

GROUPE SPÉCIALISÉ D'HABITAT ET D'AMÉNAGEMENT RURAL
EN DÉVELOPPEMENT (50 SALARIÉS)

recherche

Jeune Collaborateur (trice)

2 à 3 ans études supérieures (indifféremment ingénierie, architecture, marketing).

Dépassé C.M. disposant voiture, LIBRE RAPIDEMENT. Aptitudes au contact humain, autonome et disponible pour : ANIMATION (réunions permanentes en matière), information puis NEGOCIATION de contrats à domicile avec des particuliers.

CAPACITÉ après période expérimentale sur le terrain D'ORGANISER notre service commercial.

Env. lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à : OSSAR NORMANDIE - B.P. 148, 76002 ROUEN CEDEX.

REPONSES ET DISCRETION ASSURÉES

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE
DIVISION DES SEMI-CONDUCTEURS

Si vous êtes à la recherche d'un métier passionnant,

si vous voulez travailler pour une multinationale dont la croissance s'est toujours confirmée et diversifiée,

si vous êtes ingénieur électronicien et que la technique est pour vous un support indispensable et non une fin,

si vous voulez valoriser vos connaissances en les approfondissant et en les diversifiant,

vous répondez alors au profil que nous cherchons à PARIS ou à LYON, pour la fonction d'

INGENIEUR COMMERCIAL

Veuillez écrire avec C.V., photo et prétention, et date de disponibilité sous la réf. SCM 278-231 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale No 5 69270 VILLENEUVE-LOUBET

Directeur commercial Bois exotiques
120 000 F/an

OBER, un des leaders européens du tranchage et du placage de bois véritable. Le développement de nos activités nous amène à créer ce poste.

En étroite collaboration avec le Directeur Commercial "chêne", il aura à assurer la commercialisation de nos produits tant par ses actions personnelles qu'en animant nos comptoirs implantés en Europe.

De plus, il aura un important rôle de prévision et de coordination des achats, des programmes de fabrication de nos usines et des stocks.

La connaissance de notre milieu n'est que souhaitable. Nous nous attachons beaucoup plus à sa personnalité, à son potentiel et à ses connaissances linguistiques (anglais, allemand).

Dans une agréable préfecture de l'Est, nous lui avons réservé un pavillon.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS PRÉFÉRENCIÉS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (taille 35x45) sous réf. 102 à M. J. GAUSSIN, 104 rue de Richelieu, 75002 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

IMPT SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE
recherche

pour Usine de Province

INGÉNIEUR-MÉTALLURGISTE DÉBUTANT

FORMATION GRANDE ÉCOLE
OPTION MÉTALLURGIE

Libéré des obligations militaires

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo d'identité à n° 49346 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75009 PARIS CEDEX 01.

Ce recrutement sera conduit avec une totale discrétion.

Recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL

au sens complet du terme pour faire progresser une P.M.I. spécialisée dans les produits plastiques.

Avenir intéressant pour candidat performant 40 ans minimum

Formation technique et possible dans le domaine des plastiques et expérience gestion d'une affaire indispensable.

180 KM SUD DE PARIS

Envoyer curriculum vitae et photo, avec lettre d'accompagnement en indiquant rémunération. S.E.A.P.S. 9, rue Sausser-Leroy - 75017 PARIS.

responsable personnel

Une Société Industrielle, 180 km de Paris, leader sur son marché, crée le poste de Responsable de Gestion de Personnel.

Mission : renforcer la structure actuelle de la Direction du Personnel dans les domaines : recrutement, gestion du plan de qualification, conception et animation d'actions de formation.

Profil : 30 ans minimum, expérience de 5 ans dans l'un de ces trois domaines.

Les personnes intéressées sont invitées à écrire sous référence R22 à

CORBIN S.A. CHATELAIN EN ORGANISATION
37, rue du Temple, 75004 Paris
qui leur enverra la définition de ce poste.

Etablissement Public républicain

UN CONSEILLER en formation permanente

chargé particulièrement de la prospection auprès des entreprises et de la mise en place des actions de formation.

NIVEAU EXIGÉ :

- Formation supérieure ;
- Expérience professionnelle très vivante ;
- Motivation ;
- Lien de travail : CHERBOURG.

Adresser candidature manuscrite accompagnée d'une photographie, en précisant les prétentions en matière de rémunération, à :

M. le Secrétaire Général de la Chambre de Commerce et d'Industrie de CHERBOURG et du NORD-COCHENTIN, B.P. 104, 50100 CHERBOURG.

ENTREPRISE DE MÉCANIQUE (110 PERSONNES)
IMPLANTÉE EN ZONE RURALE
180 KM NORD DE PARIS

recherche pour sa

DIVISION ROLOGERIE INDUSTRIELLE RESPONSABLE COMMERCIAL

FORTEMENT MOTIVÉ PAR LE DÉVELOPPEMENT DE LA DIVISION

L'ENTREPRISE :

- solide, équipe dirigeante jeune.

LE CANDIDAT :

- ses qualités : esprit d'équipe à la fois homme de terrain et de réflexion ;
- son expérience : structuration et animation de réseau indispensable.

Logement possible dans petite ville voisine.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, salaire actuel et prétentions sous référence 60 134, à M. J. GAUSSIN, 104 rue de Richelieu, 75002 Paris.

Discrétion et réponse assurées à tous les candidats.

LogAbax
informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE TERMINAUX ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour la

Région Midi-Pyrénées

UN INGENIEUR COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

ayant réussi dans la vente d'ordinateurs de gestion pour lui confier la responsabilité d'un secteur important.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 218 à Direction du Personnel, 77, avenue Aristide-Briand - 94116 ARCUREL.

SUD-OUEST
TRES IMPORTANTE USINE, recherche

ADJOINT CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

chargé de superviser en second, plus de 150 personnes et un budget de l'ordre de 30 Millions de Francs.

Nous demandons :

- 28 ans minimum
- Une formation type ESE, ESPCIP ou AM option électro-mécanique (de préférence un électricien d'expérience mécanique) ayant une expérience pratique en usine à feu continu de quelques années, en priorité dans la chimie ou la papeterie.
- Anglais nécessaire, Allemand apprécié.

Adresser CV photo et prétentions sous réf 9027 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris qui transmettra.

BANQUE REGIONALE SUD DE LA FRANCE

CHEF DE PRODUIT "PLACEMENT FINANCIER"

Rattaché à la direction commerciale et chargé d'un poste fonctionnel important et responsable.

- Promotion des produits financiers.
- Étude des marchés.
- Assistance au Réseau d'Agence et formation de spécialistes.

Ce poste conviendrait particulièrement à un diplômé d'université ayant une expérience dans les placements financiers et de solides qualités d'animation, d'organisation et de pédagogie.

Envoyer C.V. et prétentions à Agence MARUS, 104, rue de la Paix, 91000 ORLÉANS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

chef de département
Industrie
Agro-Alimentaire
140 000 F

Issu d'une grande école (française ou américaine), votre expérience professionnelle et les responsabilités que vous avez déjà assumées, vous situent davantage comme un généraliste plutôt qu'un spécialiste de la production ou du marketing. Vous êtes capable de prendre en charge un Département réalisant un C.A. d'environ 200 millions, tant sur le plan du marketing/vente, que du contrôle de la production (12 usines + un centre de ramassage) gestion, et management des hommes (environ 400 personnes). En liaison avec le Directeur d'une de nos Divisions vous définirez vos objectifs et votre stratégie puis vous mettrez en œuvre tous les moyens qui sont à votre disposition dans l'entreprise, en vue de les atteindre. Nous sommes une société française importante (C.A. 400 millions) rattachée à un puissant groupe multinational. Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSZYC sous la référence 80102 M.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

directeur des Ventes
140 000 F

Un groupe alimentaire de premier plan recherche dans le cadre de son expansion, un jeune responsable commercial ayant une formation de base solide (H.E.C. ou E.S.S.E.C.). Après une formation préalable sur le terrain, le candidat est destiné à prendre progressivement en charge l'animation, la gestion et le contrôle d'une force de vente de plusieurs centaines de représentants exclusifs. Le salaire de début évoluera en fonction des résultats et de la valeur du candidat. Envoyez C.V., photo récente et rémunération actuelle à Mme LIPSZYC sous la référence 71261 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

médecin

Un laboratoire franco-américain (250 millions de chiffre d'affaires, 200 personnes) recherche un médecin chargé des expérimentations. Il assurera les relations avec les experts, l'élaboration des protocoles et le suivi des expertises sur plusieurs gammes thérapeutiques. Ce poste conviendrait à un médecin ayant acquis deux à trois ans d'expérience de la fonction au sein d'un laboratoire pharmaceutique, désireux de travailler dans une petite équipe et d'avoir une progression de carrière rapide. Une bonne maîtrise de l'anglais constituera un atout. La rémunération sera fonction des compétences actuelles du candidat. Envoyez C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 802117 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

ingénieur chimiste paris

Nous sommes une entreprise française de grande renommée dans sa branche et nous développons un département de produits de process et de maintenance destinés à l'industrie. Nous recherchons un ingénieur chimiste ayant environ dix ans d'expérience de préférence dans l'industrie alimentaire. Rattaché au Directeur du département, il participera étroitement au développement de la branche en prenant en charge la partie technique de formulation et la mise en œuvre des produits adaptés aux besoins de la clientèle. Anglais parlé et écrit indispensables. M. PERCHÉ vous remercie d'envoyer votre C.V., une photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 802106 M (à mentionner sur l'enveloppe). Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTING FIRM

recherche pour ses activités de CONSEIL EN INFORMATIQUE :
DIPLOMES GRANDES ECOLES
2 à 3 ans d'expérience

Les candidats retenus devront être de formation : Centrale, ESSEC, HEC, Mines, Polytechnique ou équivalent et disposer d'une expérience en conception et installation de systèmes mécanisés et en software grands et petits ordinateurs. Ils posséderont les qualités humaines requises pour des activités de conseil. Ils recevront une formation permanente sous forme de cours et de séminaires organisés en France et aux Etats-Unis. Ils auront rapidement de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe. Adresser C.V. détaillé sous référence 1922 à :

INTER.P.A. 19, rue Saint Marc 75002 Paris - qui transmettra.

SLIGOS une des premières sociétés de conseil et services en informatique

désire intégrer dans son agence « Grande Diffusion »

JEUNES INGENIEURS COMMERCIAUX

• **Leur mission :**
Elle consiste à commercialiser les activités de traitement informatique de SLIGOS (30% d'expansion par an) auprès des entreprises et des cabinets d'Experts Comptables au moyen de toute une gamme de programmes généralisés (facturation, stocks, comptabilité, paie, etc.) en Service Bureau et en Télégestion (domaine dans lequel SLIGOS est leader).

• **Leur profil :**
Leur formation est de type Ecole Commerciale, DECS ou BTS comptable. Ils sont ambitieux et ils ont le goût des relations humaines, conditions indispensables dans l'activité de service de notre Société. Une première expérience professionnelle sera appréciée.

• **Leur rémunération :**
De niveau élevé, elle est essentiellement composée d'une partie fixe (pour 3/4) et d'une partie prime (pour 1/4). La prime est calculée pour une part sur les commandes individuelles et pour l'autre part sur le résultat de l'équipe.

• **Leur formation :**
Elle sera assurée dans le cadre du prochain cycle de formation SLIGOS qui commencera début Avril. Cette formation portera sur le plan technique (les produits, le Service Bureau, la Télégestion) et sur le plan commercial (relations humaines, techniques de vente, expression orale...).

Postes à pourvoir à Paris, Lyon et Clermont Ferrand.

Adresser lettre de candidature CV, photo et prétentions à SLIGOS Direction Commerciale 91, rue Jean Jaurès 92807 PUTEAUX.

UNE TRES IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
créée au Nord de PARIS

une unité de formation indépendante destinée à supporter ses actions de

Formation à l'exportation

Si vous aimez transmettre votre savoir

Si vous êtes satisfait(e) par l'étranger

Si vous avez envie de participer à la création d'une unité nouvelle

Des postes de formation sont offerts à des

TECHNICIENS (niveau BT F2 minimum)

et à des

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

La connaissance des langues étrangères et des notions d'informatique temps réel seraient appréciées.

LES CANDIDATS INTERESSES SONT INVITES A TELEPHONER AU 946.96.20 POSTE 45.33 ENTRE 8 H 30 et 11 H.



THOMSON-CSF

Ingénieurs - Electroniciens

Grandes Ecoles (ESE, ENSAE, ISEP, ISEN, ENAC...)

• Etudes, conceptions, réalisations dans domaine :

• Traitement des informations appliqué au trafic aérien.

• Logique et Informatique.

Anglais souhaité. Possibilités de déplacements.

Ecrire avec C.V. à THOMSON T.V.T.

Boite Postale 34 - 92380 MEUDON-LA-FORET.

LE DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

(CA 85 MF - 300 personnes - Siège Social Sud)

recherche

1°) Adjoint

pour l'assistance personnelle sur le plan de la comptabilité générale et analytique, et des services généraux.

Ce poste s'adresse à un Cadre Comptable, 30 ans maximum, de formation ESC, DEC, ou équivalent ayant acquis par son expérience de très bonnes connaissances professionnelles.

Réf. 1451 M

2°) Spécialiste comptabilité analytique

Niveau DIT ou BTS

Il sera responsable, en relation avec l'usine, du suivi des stocks et des prix de revient. Il participera d'autre part à l'élaboration du budget et à l'analyse des frais.

Réf. 1452 M

Les dossiers de candidatures - sous référence à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

BANQUE DE RENOM PARIS

recherche

• ÉCONOMISTE DÉBUTANTE

pour études, préparation documents économiques, notes statistiques, édition de publications. Licence Sciences Eco, connaissances statistiques, capable rédiger et contrôler publication. ANGLAIS exigé. Salaire départ : 50.000 F.

• STÉNOGRAPHISTE
éventuellement débutante

Excellente dactylo, en vue formation à l'utilisation machines à composer électronique. Bac économique. ANGLAIS exigé. Excellent français. Connaissances secrétariat. Salaire départ : 37.000 F.

Adresser curriculum vitae à n° 132, INTERGRAPHE

25, rue d'Argenteuil, 75001 PARIS.



LE CREDIT LYONNAIS

recherche pour sa :
DIRECTION DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ORGANISATION

des ingénieurs débutants

(X, CENTRALE, MINES, SUP.ELEC, A.M.)

IL LEUR PROPOSE :

- une double formation informatique et bancaire

- un poste de responsabilités au sein de cette Direction

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services du Groupe, tant en France qu'à l'Étranger. Outre un sens certain des responsabilités, les candidats manifesteront une grande capacité d'adaptation.

Adresser C.V. et photo au :
CRÉDIT LYONNAIS - Recrutement Cadres
5, rue Alfred de Vigny - 75008 PARIS

DÉPARTEMENT VENTE PAR CORRESPONDANCE IMPORTANT GROUPE D'ÉDITION

recherche

JEUNE RESPONSABLE MARKETING

H.E.C., E.S.C.P. DÉBUTANT

ou cadre 2 à 3 ans expérience fonction similaire.

Au sein d'une équipe dynamique, il prendra progressivement en charge :

- l'analyse des campagnes de prospection antérieures ;
- la préparation des nouvelles campagnes impliquant des négociations à un niveau élevé.

Adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
N. SICART, 20, rue Noël-Seyssin
95120 ERMONT

Poste à créer

PARIS

Jeune Cadre Financier

- ayant acquis une première expérience -

Gestion de Budget.Control

En vue de renforcer son Département Finances-Gestion, MALLORY DURACELL - deuxième fabricant mondial de piles - crée le poste de Budget analyst.

Rattaché au Directeur financier il sera responsable :

- de nos procédures budgétaires dont il devra assurer la mise en place, le contrôle et le suivi,
- de l'analyse de nos coûts de distribution et de tous postes de dépenses,
- du reporting mensuel,
- de l'établissement de statistiques financières diverses.

Il assistera nos responsables de départements dans l'établissement de leurs budgets.

Ces fonctions impliquent :

- un diplôme d'études supérieures, HEC, ESSEC, MBA...
- une expérience d'au moins 2 ans dans les services contrôle budgétaires d'une société multinationale distribuant, de préférence, des produits Grand Public,
- la pratique courante de l'anglais.

Possibilités d'évolution dans notre société ou dans d'autres filiales du Groupe.

Nous souhaitons engager une personnalité communicative, capable d'initiatives.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé, photo, sous réf. 71460/M à R. VERDET - 9441-CEGOS, 33, quai Gallieni

92152 SURESNES.

séle

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

CEGOS

le téléphone

le téléphone

le téléphone

le téléphone

le téléphone

le téléphone

le téléphone

offres d'emploi

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

LE CREDIT LYONNAIS

DE L'INFORMATIQUE ET DE L'ADMINISTRATION

des ingénieurs débutants

SALE MINES, SUP.ELEC, AM

MENT VENTE PAR CORRESPONDANCE

E RESPONSABLE MARKETING

MEC 1000 DELTANT

leune Cadre Financier

stion de Budget Control

ARTY

directeur administratif et financier

le téléphone

Bo!... pour les clients, les amis ou les collègues.
Utile!... pour la communication élémentaire fonctionnelle ou impersonnelle.
Exemplaire!... pour les affaires, souvent pour la vente, parfois comme l'instrument du destin.
Facile!... dans tous les cas de figure.

tellement facile que vous pourriez oublier de vous en servir pour l'essentiel : le choix d'un "JOB", d'un métier, d'une activité, d'une carrière.

Etes-vous vraiment certain ou certaine que nous ne puissions d'aucune façon répondre à votre attente, à votre recherche ou à vos motivations conscientes ou inconscientes ?

Mais, si nous le pouvons, ce le sera d'autant mieux que vous aurez 21 ans minimum et une très bonne formation de base.

280.28.18 878.39.48
demain 14 février de 9 heures à 18 heures

POUR FAIRE FACE A SA FORTE EXPANSION

YREL

recherche pour commercialiser la nouvelle gamme des mini-ordinateurs LSI 4 de

COMPUTER AUTOMATION

1) **INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

AVANT :
- une réelle compétence technique sur les mini-ordinateurs ;
- une expérience dans le domaine des automates et des applications industrielles ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

2) **INGÉNIEUR SUPPORT LOGICIEL**

AVANT :
- expérience sur ordinateur temps réel et langage évolués : BASIC, FORTRAN IV, PASCAL, COBOL, etc.

NOUS OFFRONS :
- des produits d'excellente qualité et très largement diffusés (C.A.I. est le 3^e producteur de mini-ordinateurs) ;
- la possibilité d'intégration dans une équipe dynamique ;
- des revenus motivants.

Ecrire avec C.V. à YREL, 61 et 70, rue des Chantiers, B.P. 149, 78000 VERSAILLES CEDEX.

TRES GRANDE ENTREPRISE ALIMENTAIRE

en forte progression, recrute pour sa principale usine proche de PARIS

SON CHEF des FABRICATIONS

responsable de l'ensemble des ateliers de production (500 personnes) dans une usine en rapide évolution technologique.

Pour ce poste nous recherchons

1) INGÉNIEUR AGRO, ENSIA, CENTRALE PARIS ou LYON

âge de 35 ans minimum, connaissant l'industrie alimentaire

Notre choix sera orienté principalement sur les qualités humaines et l'expérience de la direction des hommes.

Envoyer CV, photo, prétentions à S.G.P. Monsieur CAMPAGNE - B.P. 88, 75840 PARIS CEDEX 17, qui transmettra.

SOSI

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

INGÉNIEURS

spécialistes mini-ordinateurs temps réel pour réaliser des applications industrielles.

Ecrire avec C.V. + prétentions à : S.O.S.I., 2 rue Juliette-Dodu, 75010 PARIS.

GRANDE BANQUE

cherche pour sa direction des SERVICES JURIDIQUES

DOCUMENTALISTE-BIBLIOTHECAIRE

HOMME ou FEMME

Le candidat doit être licencié ou Docteur en Droit Privé et posséder une certaine pratique de la spécialité recherchée.

Lecture courante de l'anglais et de l'allemand souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, avec C.V., photo récente n° 62.215 PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS. (qui transmettra)

316 TRAVAIL TEMPORAIRE recherche

ATTACHÉS COMMERCIAUX

possédant D.U.T. technique de commercialisation ou équivalent pour Paris et région parisienne.

POSTES DIVISION ADMINISTRATIVE ou DIVISION INDUSTRIELLE

Cet emploi comprend la recherche de clientèle, son suivi et le traitement du personnel.

Salaire net + remboursement de frais de déplacement. Volures indispensables.

Env. C.V. avec photo n° 30.382, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, PARIS-1^{er}.

Cabinet international d'Etudes à Paris recherche

CONSEILLER JURIDIQUE

Qualifications :
- Bonne expérience du droit des sociétés et de l'immobilier ;
- Pratique de la rédaction des contrats.

Poste à pourvoir de suite.

Envoyer C.V. et prétentions au cabinet international d'Etudes R.F.M. SILLON, 22, place Malesherbes, 75017 PARIS.

Filiat groupe important situé PTE DE MONTREUIL, cherche

COMPTABLE QUALIFIÉ

Expérience 5 ans minimum

Adresser votre manuscrit, C.V. à n° 4011 PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS-1^{er} qui tr.

Proche région parisienne sud

Directeur des Achats

- un bon négociateur : produits industriels au niveau international -

Société industrielle, équipements automobiles - 12 usines dont 4 à l'étranger - nous sommes leader en Europe sur notre marché. Nous faisons partie d'un groupe français C.A. 1 milliard.

Rattaché à la Direction Générale, le Directeur des Achats assume la responsabilité d'un volume d'achats de 330 millions - produits sidérurgiques et chimiques - pour l'ensemble des activités européennes de la société.

Il dispose d'un service bien structuré avec l'appui de méthodes de gestion modernes, utilisant largement l'informatique.

Sa mission : définir et mettre en œuvre une politique d'achats au niveau européen, ce qui implique :

- l'étude et la négociation - à niveau élevé - de marchés de matières stratégiques ;
- la recherche et le choix de produits et fournisseurs assurant nos progrès techniques et l'amélioration de notre rentabilité ;
- la gestion financière des stocks ;
- des contacts permanents avec nos différentes directions, des liaisons fonctionnelles avec les services achats-apprivoisements des usines.

Le niveau de cette fonction requiert :

- un diplôme d'études supérieures (Grande Ecole d'ingénieurs appréciée) ;
- une expérience - 5 ans minimum - de la direction d'un service achats dans une industrie de production de grande série ;
- la connaissance effective du mécanisme des marchés internationaux.

La pratique de plusieurs langues étrangères est souhaitée.

Prévoir des déplacements en France et à l'étranger.

SEBÉ CEGOS

Adresser lettre man. + C.V., détaillée, photo, sous réf. 71482/M à R. VERDET - 54N-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

importante société industrielle française, secteur aéronautique recherche pour usine très proche banlieue Sud

CHEF DE SERVICE ORDONNANCEMENT

- de formation supérieure grande école ; Sup. Aéro., Centrale ou Arts et Métiers,
- justifiant d'une expérience professionnelle d'environ 10 ans dans la production dont au moins 5 en ordonnancement.

Il se verra confier la responsabilité d'un ensemble comprenant traitement des commandes et ordonnancement au sein d'une usine employant 850 personnes et spécialisée dans la production de matériel sophistiqué de petite série.

Adresser dossier de candidature à n° 1048 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

Société Industrielle Française de biens d'équipement en constante et rapide expansion recherche

UN CHEF DE PROJETS

Informatique de formation Ingénieur 25 ans minimum

pour le développement de sa gestion de production :

- maintenance des nomenclatures ;
- calcul des besoins bruts ;
- tenue du stock ;
- calcul des besoins nets ;
- implantation d'un terminal à l'usine principale

Poste à pourvoir quartier gare de Lyon

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à A.M.R.L. - Service du Personnel 60, av. Daumesnil - 75012 PARIS

PARIS

MARKETING MANAGER

un bon stratège

Filiat française d'un groupe multinational connu, nous commercialisons des produits de grande consommation.

Nous avons la plus forte expansion en Europe. Notre réussite est le résultat de stratégies judicieuses et de l'efficacité de notre équipe de vendeurs.

Nous recherchons un homme de marketing capable de concevoir une politique de marketing offensive, très offensive.

Il dépendra de la Direction Générale et coopérera étroitement avec nos différents services.

Aux côtés d'un chef de Produit Junior, il disposera d'un budget de publicité élevé, ainsi que de nombreuses informations sur nos marchés.

Il aura les missions suivantes :

- conception et recommandation du plan de marketing ;
- mise en œuvre, suivi et contrôle des actions décidées ;
- proposition d'études en vue du lancement de nouveaux produits nouveaux marchés.

Ces fonctions exigent impérativement :

- un niveau d'études supérieures type HEC, ESSEC ;
- une expérience de 4 ans, au minimum, comme chef de produit ou de groupe dans une société multinationale pratiquant un marketing avancé, produits «Grand Public» ;
- la pratique courante de l'anglais.

Une évolution de carrière est possible en France, dans les filiales étrangères ou au siège «Europe».

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo, sous référence 294/M à SPERAR, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra.

Société DISTRIBUTION VINS recherche

CADRE EXPORTATION

FORMATION SUPERIEURE
Parfaite connaissance anglaise.
Très fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser lettre candidature et C.V. détaillé à : PUBLICITE MO 10, r. La Fayette, 75001 PARIS, qui transmettra.

ING. CONSEIL PARIS-QUEST

Sup. de Co. ou Ingénieur début. études économiques et contacts commerciaux.

Ecr. avec C.V. + photo + lettre à n° 1 63.150 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Vous cherchez un emploi, Vous voulez vous perfectionner, Vous n'êtes plus seul, Vous pouvez gagner du temps.

Venez me rencontrer, je vous ferai bénéficier de mon expérience récente et de mon aide efficace et chaleureuse.

Merci de me téléphoner. S. DAVID - 22-89-78.

ADMINISTRATION recherche

2 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau Bac + 4
Débutants ou expérimentés
1515 80 et télétravail
Lieu de travail : PARIS 12^e
Envoyez C.V. détaillé et photo à : M. le Chef de Centre, 32, rue de Picpus 75012 Paris.

NOUS SOMMES LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

développant une technologie de pointe dans les plastiques innovés et les matériels d'interconnexion

DIRECTEUR DE PRODUCTION

En relation directe avec le Président-Directeur Général de la Société Française, ses responsabilités comportent principalement :

- la direction de l'unité de fabrication qui se compose d'un Chef d'atelier et d'une trentaine de personnes, un chef de planning ordonnancement lancement ;
- la direction des services de distribution (service traitement des commandes, import export, magasin) ;
- la planification à moyen terme, l'établissement des budgets et leur gestion ;
- la liaison avec les services d'études, de développement et de marketing.

Ce poste comprendrait à un Ingénieur Grande Ecole, de 35 ans minimum, parlant anglais, avec expérience de commandement et de gestion, intéressé par entreprises jeune et dynamique.

NOMBREUSES POSSIBILITÉS D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE EN FRANCE, EUROPE ou U.S.A.

LIEU DE TRAVAIL : CERGY-POISSONVILLE (95)

Les candidats intéressés adresseront leur C.V., photo et prétentions à n° 49.183 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, 75000 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

UN IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche pour une de ses filiales de placement

CADRE COMPTABLE

- Connaissance de la gestion comptable administrative ;
- Niveau D.E.S. exigé ;
- 3 à 5 ans d'expérience, de préférence au sein d'une banque ou d'une institution financière.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, à n° 3922 COFAP, 40, rue de Charol, 75010 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING

SIEGE A PARIS FAISANT PARTIE D'UN GROUPE INTERNATIONAL recherche

INGÉNIEUR THERMICIEN

CE POSTE NECESSITE :

- Plusieurs années d'expérience d'échanges thermiques chez un constructeur ou une société d'ingénierie dans le domaine pétrochimique et pétrolier ;
- Anglais courant, notions italiennes appréciées ;
- L'attrait pour des activités technico-commerciales.

LE TITULAIRE AURA POUR MISSION :

- La coordination avec le centre de calcul du groupe ;
- L'établissement des appels d'offres aux fournisseurs et des devis aux clients ;
- La promotion commerciale des services en matière de fours, échangeurs tubulaires, chaudières et aéroréfrigérants.

Une période training est prévue à la maison mère à l'étranger.

Adresser C.V. et prêtant, sous le n° 03065 M. à : Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75003 Paris, qui tr.

SUITE A UNE PROMOTION INTERNETRE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE recherche

SON ADJOINT AU DIRECTEUR DU MARKETING

- Le candidat devra être capable d'assurer la direction du marketing dans les huit mois ;
- Anglais courant exigé.

C. V., lettre manuscrite avec salaire actuel et prétentions à adresser au n° 1 6003 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75003 p. tr.

offres d'emploi

CONTROL DATA

pour le Département CONSEIL ET APPLICATIONS recherche

INGÉNIEURS SYSTÈME

possédant une connaissance approfondie et une expérience pratique de 2 à 3 années en système OS 370 pour s'intégrer à l'équipe de support logiciel de nos produits compatibles et en particulier de notre nouvel équipement de mémoire de masse à cartouches.

Une bonne connaissance de l'anglais et le goût des contacts humains sont nécessaires.

Des déplacements aux États-Unis et en Europe sont prévus pour perfectionner vos connaissances techniques.

Envoyer C.V. à Melle BAUDIN, CONTROL DATA, 195, rue de Bercy, 75582 Paris Cedex 12.

banque

BANQUE INTERNATIONALE recherche pour ses Filiales et Agences à l'étranger des

CADRES CLASSE V DU VI

Diplômés d'Etudes Supérieures avec une expérience de 5 années en Agence ou succursale de Province.

Ils devront :

- avoir une bonne connaissance d'un ou plusieurs des secteurs ci-après : portefeuille, caisse, change, administration, organisation et contrôle ;
- avoir un goût marqué pour l'animation et la formation des hommes.

L'affectation ne sera réalisée qu'après passage dans les services parisiens de 6 mois à 2 ans. Pendant ce temps, ils seront amenés à participer à des missions sur l'étranger.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 2353-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 13, rue d'Artois - 75001 - PARIS

VARIAN S.A.

recherche pour sa DIVISION VIDE

INGÉNIEUR DES VENTES CONFIRMÉ

LIBRE RAPIDEMENT

LE CANDIDAT RETENU DEVRA :

- Justifier d'une expérience de plusieurs années de la technique du vide en général. Une connaissance de l'équipement d'évaporation serait souhaitable ;
- pratiquer la langue anglaise couramment ;
- être âgé de 30 ans minimum.

Le candidat sera basé à ORSAY et s'intégrera à l'équipe de vente en France. Il sera responsable d'un secteur spécifique en France et sera appelé à voyager. Des possibilités de perfectionnement du produit lui seront offertes au sein du groupe européen.

NOUS OFFRONS :

- une voiture de société ;
- un salaire attractif ;
- de nombreux avantages sociaux.

Veuillez adresser C.V. détaillé et prétentions à : VARIAN S.A., quartier de Courcouronnes, B.P. 12, 91401 ORSAY CEDEX.

Importants Société Industrielle OUEST-PARIS

recherche

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

(SUP-ELEC - SUP-AÉRO - TÉLÉCOMM.)

- pour études de sous-systèmes électroniques d'équipements aérospatiaux. R.F.A.
- pour développement et mise au point de systèmes digitaux embarqués. R.F.B.

Adresser CV, rémunération souhaitée en précisant la référence choisie à MICHAËL TROVÉNE 93, rue Jean d'Arc 75013 PARIS qui transmettra

CENTRE DE GESTION AGREE INTERENTREPRISE WAGRAM recherche pour Paris (17^e)

CADRE DIRIGEANT

ayant une expérience approfondie, comptabilité, fiscalité P.M. et profession libérale. Directement rattaché au Président, il sera chargé des relations avec l'agent de l'administration, les experts comptables, les acheteurs. Il rédigera des articles pour les bulletins d'informations. Il organisera des séminaires d'initiation. Il organisera les travaux relatifs aux dossiers de gestion. Il recrutera du personnel d'administration.

Ecrire avec C.V., prétentions et photo à M. Jacquelin, 123, avenue de Wagram, 75017 Paris. Distribution assurée.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

AUGMENTATION MINIMUM ANNUELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES : 30 %
INTERTECHNIQUE QUI EST BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE CROISSANCE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

recherche

Pour la Direction des Études du département informatique :

INGÉNIEUR LOGICIEL
Grande Ecole
(Réf. 674)

Débutant ou ayant une ou deux années d'expérience. Connaissances en transmission de données et en logiciel indispensables.

PROGRAMMEURS
(Réf. 675)

Titulaires du DUT, débutants ou ayant une ou deux années d'expérience en logiciel. Ces postes nécessitent des connaissances, soit en transmission de données et en logiciel, soit en systèmes de gestion temps réel.

Nombreux avantages sociaux par accords d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adressez C.V. avec prétentions en précisant référence annonce à Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE - 78370 - PLAISIR

UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

disposant d'une recherche de haut niveau

recrute pour son usine - 70 km N.-O. de Paris

PHARMACIEN

pour diriger ses services de fabrication (comprimés, injectables, conditionnement) - 30 ans minimum.

Minimum 5 ans expérience industrielle.

Excellente connaissance de l'anglais (lu, parlé, écrit).

IL S'AGIT D'UN POSTE COMPORTANT D'IMPORTANTES POSSIBILITÉS D'AVENIR

Adr. lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, sous référence M.P. 207 - Service des P.A. - OURLANS

12 bis, rue Jean-Jaurès, 92807 Puteaux

NOUS SOMMES LEADER EUROPÉEN DE NOTRE SPÉCIALITÉ

Notre produit est un bien d'équipement de grande qualité.

Notre expansion est constante.

Notre Société est allemande.

Nous recherchons

UN JEUNE INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

qui sera responsable de notre future filiale allemande en FRANCE.

Ce poste conduira à un Ingénieur mécanicien, ayant une expérience dans le domaine électrique, ou l'inverse.

Age : 30 ans minimum.

La langue allemande est souhaitée mais non indispensable, l'anglais suffit.

Stage prévu de trois mois en Allemagne, puis poste dans la Région parisienne, avec déplacements en province.

Ecrire avec C.V., photo récente sous n° 23294 B à :

41, Avenue du Château
94300 VINCENNES cedex

FILIALE INGÉNIEUR D'UN GROUPE CHIMIQUE

recherche pour PARIS (250 personnes)

UN CHEF DU PERSONNEL

De formation supérieure, il sera chargé de la gestion et de l'administration du personnel dans le cadre de la politique du groupe.

Une expérience de gestion de personnel expatrié serait particulièrement appréciée.

Adr. C.V. avec prêt. N° 48 784 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

Importante Société Paris-9° recherche

ADJOINT à DIRECTEUR COMPTAB.

D.E.C.S. exigé.

Adressez C.V. photo et prêt. à Mme ROBIQ, 18 bis, av. de Villiers, 92200 LEVALLOIS.

INGÉNIEURS

en chauffage climatisation.

SOPRAS - 277-31-01

Société auxiliaire d'édition à Paris, recherche

JEUNE DYNAMIQUE

dipl. en gestion et techn. civile, possédant l'anglais, intéressé par salaire.

Tél. 226-59 pour rendez-vous.

BUREAU D'ÉTUDES

recherche

GÉOMÈTRE

PAYSAGISTE

même débutant.

Tél. : 584-00-34/23.

PME internationale cherche

INGÉNIEUR-ÉLECTRICIEN BILINGUE

Français - Anglais

pour diriger Société de services franco-arabe

Séjour PARIS

Voyages fréquents

possibilité d'arabisation

Ecrire avec C.V. et prêt à n° 49288 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris (1e).

FER

Distributeur : PRINTRONIX, TRUE-DATA, etc.

recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ayant 2 à 3 ans d'expérience de vente.

Rémunération fixe + prime liée aux résultats

Lieu de travail : Région Parisienne.

Si vous souhaitez rejoindre une équipe dynamique, dans société en expansion, écrivez-nous avec C.V., manusc. et prétentions.

I.E.R., 12, rue de Sébastopol, 92400 COURBEVOIE.

POUR DÉVELOPPER D'IMPORTANTES PROJETS DE GESTION, UTILISANT UN SYSTÈME SPÉCIFIQUE D'EXPLOITATION, FONCTIONNANT EN BATCH ET TÉLÉTRAITÉMENT, TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSEIL ET SERVICES EN INFORMATIQUE, RECHERCHE :

Jeunes Ingénieurs GRANDES ÉCOLES

ayant 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion et la maîtrise d'un langage, ou débutant intéressé par l'informatique.

Ils seront chargés :

- de concevoir des logiciels d'application répondant aux besoins de la clientèle,
- puis de les mettre en œuvre aux secteurs de marché correspondants,
- et de les mettre en application.

Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : Puteaux.

Séle CEGOS

Adressez lettre man., C.V. détaillé + photo, rémunération souhaitée, sous réf. 73429/M à Mme CLERE, à Séle-CEGOS, 33 quai Gallieni 92152 SURESNES.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS dimension internationale recherche pour SERVICE FINANCIER de son siège social

AGENT ADMINISTRATIF

AYANT DE PRÉFÉRENCE EXPÉRIENCE SERVICE BANCAIRE

Connaissance juridique souhaitée.

Niveau Bac minimum.

Bonne pratique de la langue anglaise.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 48.970 Constat Publicité, 20, av. Opéra, 75001 PARIS.

MATRA

recherche pour sa Direction Production (Division Série)

INGÉNIEUR

de formation SUP AÉRO - SUP ELEC - ENSI - pour lui confier la responsabilité de la mise en production d'un programme de matériels électromécaniques et électroniques et de son suivi, au niveau qualité, coût et délai.

Ce poste conduira à un candidat ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans dans un domaine similaire.

Adressez C.V., rémunération souhaitée en indiquant la référence SM 275

MATRA Monsieur KORFAN B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

Ford

L'EXPRESSION INFORMATIQUE :
notre moyen de communication à l'échelle européenne.

Pour Ford Europe, implanté dans 15 pays avec 22 unités de production, une gestion efficace implique un langage commun et la rapidité de communication.

Notre solution : des systèmes informatiques puissants et sophistiqués qui permettent de traiter l'information à tous les niveaux.

D'une part, la participation au développement, la mise en place, l'adaptation et le fonctionnement au Siège des systèmes conçus par Ford Europe, et d'autre part, le développement de systèmes propres à notre entreprise seront de l'entière responsabilité du

CHEF DU SERVICE ANALYSE ET PROGRAMMATION

Vous avez d'excellentes connaissances en COBOL, Assembleur et GAP II ; une expérience réussie dans la direction d'une équipe d'analystes-programmeurs.

Vous parlez bien entendu l'anglais, et la connaissance du matériel Univac 90/30 constitue un atout supplémentaire.

Adressez C.V. à Ford France S.A. Direction du Personnel, 344, avenue Napoléon-Bonaparte, 92506 Rueil-Malmaison Cedex.

GROUPE ANGLAIS D'ASSURANCES

recherche

programmeurs-analystes

référence 5072

- 1 à 2 ans d'expérience Cobol
- DUT ou équivalent

Postes évoluant vers l'analyse selon compétences.

analystes

référence 5069

Sous la Direction d'un chef de projet, ils seront chargés de l'analyse de nouveaux traitements dans le cadre de la mise en place d'un système informatique transactionnel.

2 années minimum d'expérience de cette fonction sont nécessaires. Connaissances télétraitement et base de données appréciées.

Adressez C.V., prétentions et photo en précisant la référence, à Jean PORRACCHIA

CARRIÈRES INFORMATIQUES

conseil en recrutement

10, rue Saint-Hippolyte 75001 PARIS

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE PARIS (16)

recherche

COLLABORATEUR COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. Expér. Cabinet pour tenue surveillance double. Salaire départ : 70.000 F. puis pourcentage sur C.A.

Grand de Prévoyance Militaire en expansion offre poste actif à OPICIER SUPÉR. RETRAITÉ

Envoyer C.V. à S.V.E.M., 20, rue de Turbigo, Paris (1er).

Grossiste TAPIS recherche JEUNE HOMME

SECRÉTAIRE COMM.

expérimenté, poste à responsabilité. Bon salaire. Se présenter avec réf. à ERLANGER, 5, av. Courcelles, Paris 17.

Manufacture britannique d'équipements pour sables, graviers et carrières s'implantant en France recherche

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

expérimenté, bilingue angl.-fr. Tél. pr. rend.-vs au 72-45-39.

Grand de Prévoyance Militaire en expansion offre poste actif à OPICIER SUPÉR. RETRAITÉ

Envoyer C.V. à S.V.E.M., 20, rue de Turbigo, Paris (1er).

Ingénieur technico-commercial

(AM, I.C.A.M.)

Nous sommes un important producteur d'acier et alliage spécial de haute qualité.

Nous voulons intégrer dans notre équipe un nouvel ingénieur technico-commercial pour notre clientèle de la région parisienne.

Ce poste est de la plus haute importance pour l'entreprise et présente de réelles perspectives d'avenir.

Vous devez avoir :

- 30 ans minimum,
- une formation supérieure (AM, I.C.A.M.) et de bonnes connaissances en mécanique et métallurgie,
- l'expérience des négociations.

Le salaire motivant sera déterminé en fonction de l'acquis et du potentiel du candidat.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS RÉPONSES

Adressez lettre manuscrite, C.V. détaillé, Salaire actuel et photo (recto) au réf. 102

54, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

RENADET ENGINEERING

recherche pour son Bureau d'Études à NEUILLY

Jeune Ingénieur Grande Ecole

pour études de Génie Civil de grands projets hydrauliques.

Connaissances anglaises indispensables.

Déplacements occasionnels Outre-Mer de courte durée.

Adressez curriculum vitae détaillé sous référence CTD 19 à :

PROFILS

114, avenue Charles-de-Gaulle, 92023 NEUILLY.

Importante Société d'Ingénierie recherche pour son Service Études Économiques :

UN(CE) CADRE ECONOMISTE DEBUTANT

Il participera :

- aux études sur l'environnement économique de l'entreprise,
- aux analyses économiques internes en proposant et en appliquant des méthodes statistiques et économétriques.

Les candidats devront posséder une maîtrise d'économie avec une spécialisation en économétrie.

Il devra d'exprimer couramment en anglais. La connaissance de l'allemand et de l'espagnol au niveau de la lecture est également souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous 5757 à : P. LECHAT S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

ALBARET S.A.

recherche pour son département Ventes

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

Franco/Export

Homme ou Femme, 35 ans environ

Niveau Ingénieur

Connaissances linguistiques indispensables.

Adressez candidature avec curriculum vitae complet et prétentions à M. le Chef du Personnel, ALBARET S.A., 60290 BANTIGNY, Tél. : 15 (4) 473-31-55.

CHEF DE PERSONNEL

Notre établissement 2 000 personnes est situé en proche banlieue parisienne. Il fait partie d'un grand groupe de constructions mécaniques.

Nous recherchons :

un homme ou une femme

DE FORMATION SUPÉRIEURE

Agé (e) d'au moins 28 ans, possédant quelques années dans la fonction « Personnel » à laquelle il (elle) voudrait donner une plus grande dimension.

L'importance que nous donnons à ce poste et la possibilité d'évolution vers la

DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES

dans l'avenir nous conduisant à rechercher un titulaire de valeur.

Envoyer votre candidature à R. GROSSARD, 3, villa George-Sand, 75015 PARIS, qui transmettra.

ACHETER DES BIENS D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS

Importante société d'études et de construction d'ensembles industriels implantée à Paris, le développement de nos affaires nous conduit à rechercher plusieurs ingénieurs et cadres.

Intégrés au sein de notre Division Approvisionnement, ils seront chargés de négocier d'importants contrats d'achat de matériels, d'assurer le contrôle financier des opérations (budget de 1 à 5 millions KFR), ainsi que l'interface entre nos secteurs Études, Projets et nos fournisseurs auprès desquels ils seront fréquemment appelés à se rendre.

Les candidats devront justifier d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle acquise en bureau d'études, fabrication ou achats de matériels suivants : électricité et contrôle commande, pompes, tuyauteries et robinetteries nucléaires.

Ecrire sous réf. 7.379 à Publipanel, 20, rue Richer, 75441 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.

THOMSON-CSF

Techniciens - Electroniciens ou Electrotechniciens

Niveau BTS - DUT

- Assistanes techniques à l'étranger.
- Instruction clients.
- Service essais, études, plate-forme.

Ecrire avec C.V. au Service du Personnel, 27, rue Pierre-Valette, 92240 MALAKOFF

offre d'emploi

Jeune ingénieur

pour le service études et développement des matériels industriels

Importante Société de pratique dans le domaine des matériels industriels recherche un jeune ingénieur pour le service études et développement des matériels industriels.

Le candidat devra posséder une maîtrise d'économie avec une spécialisation en économétrie.

Il devra d'exprimer couramment en anglais. La connaissance de l'allemand et de l'espagnol au niveau de la lecture est également souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous 5757 à : P. LECHAT S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

ADJOINT COMMERCIAL

recherche pour son département Ventes

DÉLÉGUÉS COMMERCIAUX

Franco/Export

Homme ou Femme, 35 ans environ

Niveau Ingénieur

Connaissances linguistiques indispensables.

Adressez candidature avec curriculum vitae complet et prétentions à M. le Chef du Personnel, ALBARET S.A., 60290 BANTIGNY, Tél. : 15 (4) 473-31-55.

Le groupe bancaire crédit universel

développe son réseau actuel et recherche :

jeunes diplômés

ESSEC - EDHEC - ESC - SUP (Etc.)

Nous recherchons qu'il nous présente un dossier complet sur le dernier volet d'analyse commerciale que vos qualités de gestionnaire.

Nous pourrions peut-être vous offrir une opportunité en Province.

Ecrivez nous avec C.V. et photo. Il vous sera répondu rapidement sur sélection.

1, rue de la Vierge ou Marseille.

Il suffira alors de nous adresser un GROUPE DU CREDIT UNIVERSEL Division de l'implémentation 37, rue des Capucins - 13242 Marseille cedex 01

ORGANISME PUBLIC

recherche

AGENTS TECHNIQUES

production et maintenance

Se présenter à :

Centre de Formation - 35, rue de la République - 93000 SEINE-SAINT-DENIS

2, rue de la République - 93000 SEINE-SAINT-DENIS

Importante Société Construction recherche pour le service études et développement des matériels industriels.

Le candidat devra posséder une maîtrise d'économie avec une spécialisation en économétrie.

Il devra d'exprimer couramment en anglais. La connaissance de l'allemand et de l'espagnol au niveau de la lecture est également souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous 5757 à : P. LECHAT S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

URGENT En Public PARIS 16

recherche

AGENT TECHNIQUE

Expérience professionnelle exigée.

Fonctionnement complémentaire en région et en province.

Salaire : 220.000 F. par an.

Envoyer C.V. et photo à M. LEBLANC, 27, rue Pierre-Valette, 92240 MALAKOFF

SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE PARIS CENTRE

recherche

INGÉNIEUR DES VEN

pour le service études et développement des matériels industriels.

Le candidat devra posséder une maîtrise d'économie avec une spécialisation en économétrie.

Il devra d'exprimer couramment en anglais. La connaissance de l'allemand et de l'espagnol au niveau de la lecture est également souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous 5757 à : P. LECHAT S.A. - B.P. 220 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

هكذا من الأصل

demandes d'emploi

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. CADRE COMMERCIAL — 38 ans, 12 ans d'expérience commerciale internationale, BSC, ICI, allemand et anglais courants. RECHERCHE : poste à responsabilité export - Paris et/ou étranger (section BCO).

F. CADRE COMMERCIAL — Exp. approfondie ind. pharmaceut. — V.M. — promotion des ventes, publicité — habitude responsabilité. ETUDE toutes propositions (section B).

H. INGENIEUR ESPITA — 25 ans (diplôme de l'Etat, maîtrise internationale, BSC, ICI, allemand et anglais courants). RECHERCHE : emploi Région parisienne ou Midi-Pyrénées domaine agricole, para-agricole, agro-alimentaire (section B).

CADRE FINANCIER — 33 ans. Sciences Po. I.A.E. anglais courant, comptable, anglo-saxonne, informatique, exp. gestion adm. et financière, réorganisation serv. adm. des ventes et compt. et informat. RECHERCHE : poste à responsabilité. Paris, Région parisienne (section B).

s'adresser à :

ANPE
AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES
12, rue Blanche 75436 PARIS
CEDEX 09 tél. : 280.6144 poste 71.

CADRE ADMINISTRATIF

bâtiment T.P. (notamment chauffage, plomberie, etc.), références 1^{er} ordre, expérience 20 ans facturation, situations, révisions, gestion, marchés. Paris ou banlieue (préf. sud). Libre de suite.

Convoyer au 24122 ou au 24123, Paris 12^e arr. ou au 24124, Paris 13^e arr. ou au 24125, Paris 14^e arr. ou au 24126, Paris 15^e arr. ou au 24127, Paris 16^e arr. ou au 24128, Paris 17^e arr. ou au 24129, Paris 18^e arr. ou au 24130, Paris 19^e arr. ou au 24131, Paris 20^e arr. ou au 24132, Paris 21^e arr. ou au 24133, Paris 22^e arr. ou au 24134, Paris 23^e arr. ou au 24135, Paris 24^e arr. ou au 24136, Paris 25^e arr. ou au 24137, Paris 26^e arr. ou au 24138, Paris 27^e arr. ou au 24139, Paris 28^e arr. ou au 24140, Paris 29^e arr. ou au 24141, Paris 30^e arr. ou au 24142, Paris 31^e arr. ou au 24143, Paris 32^e arr. ou au 24144, Paris 33^e arr. ou au 24145, Paris 34^e arr. ou au 24146, Paris 35^e arr. ou au 24147, Paris 36^e arr. ou au 24148, Paris 37^e arr. ou au 24149, Paris 38^e arr. ou au 24150, Paris 39^e arr. ou au 24151, Paris 40^e arr. ou au 24152, Paris 41^e arr. ou au 24153, Paris 42^e arr. ou au 24154, Paris 43^e arr. ou au 24155, Paris 44^e arr. ou au 24156, Paris 45^e arr. ou au 24157, Paris 46^e arr. ou au 24158, Paris 47^e arr. ou au 24159, Paris 48^e arr. ou au 24160, Paris 49^e arr. ou au 24161, Paris 50^e arr. ou au 24162, Paris 51^e arr. ou au 24163, Paris 52^e arr. ou au 24164, Paris 53^e arr. ou au 24165, Paris 54^e arr. ou au 24166, Paris 55^e arr. ou au 24167, Paris 56^e arr. ou au 24168, Paris 57^e arr. ou au 24169, Paris 58^e arr. ou au 24170, Paris 59^e arr. ou au 24171, Paris 60^e arr. ou au 24172, Paris 61^e arr. ou au 24173, Paris 62^e arr. ou au 24174, Paris 63^e arr. ou au 24175, Paris 64^e arr. ou au 24176, Paris 65^e arr. ou au 24177, Paris 66^e arr. ou au 24178, Paris 67^e arr. ou au 24179, Paris 68^e arr. ou au 24180, Paris 69^e arr. ou au 24181, Paris 70^e arr. ou au 24182, Paris 71^e arr. ou au 24183, Paris 72^e arr. ou au 24184, Paris 73^e arr. ou au 24185, Paris 74^e arr. ou au 24186, Paris 75^e arr. ou au 24187, Paris 76^e arr. ou au 24188, Paris 77^e arr. ou au 24189, Paris 78^e arr. ou au 24190, Paris 79^e arr. ou au 24191, Paris 80^e arr. ou au 24192, Paris 81^e arr. ou au 24193, Paris 82^e arr. ou au 24194, Paris 83^e arr. ou au 24195, Paris 84^e arr. ou au 24196, Paris 85^e arr. ou au 24197, Paris 86^e arr. ou au 24198, Paris 87^e arr. ou au 24199, Paris 88^e arr. ou au 24200, Paris 89^e arr. ou au 24201, Paris 90^e arr. ou au 24202, Paris 91^e arr. ou au 24203, Paris 92^e arr. ou au 24204, Paris 93^e arr. ou au 24205, Paris 94^e arr. ou au 24206, Paris 95^e arr. ou au 24207, Paris 96^e arr. ou au 24208, Paris 97^e arr. ou au 24209, Paris 98^e arr. ou au 24210, Paris 99^e arr. ou au 24211, Paris 100^e arr. ou au 24212, Paris 101^e arr. ou au 24213, Paris 102^e arr. ou au 24214, Paris 103^e arr. ou au 24215, Paris 104^e arr. ou au 24216, Paris 105^e arr. ou au 24217, Paris 106^e arr. ou au 24218, Paris 107^e arr. ou au 24219, Paris 108^e arr. ou au 24220, Paris 109^e arr. ou au 24221, Paris 110^e arr. ou au 24222, Paris 111^e arr. ou au 24223, Paris 112^e arr. ou au 24224, Paris 113^e arr. ou au 24225, Paris 114^e arr. ou au 24226, Paris 115^e arr. ou au 24227, Paris 116^e arr. ou au 24228, Paris 117^e arr. ou au 24229, Paris 118^e arr. ou au 24230, Paris 119^e arr. ou au 24231, Paris 120^e arr. ou au 24232, Paris 121^e arr. ou au 24233, Paris 122^e arr. ou au 24234, Paris 123^e arr. ou au 24235, Paris 124^e arr. ou au 24236, Paris 125^e arr. ou au 24237, Paris 126^e arr. ou au 24238, Paris 127^e arr. ou au 24239, Paris 128^e arr. ou au 24240, Paris 129^e arr. ou au 24241, Paris 130^e arr. ou au 24242, Paris 131^e arr. ou au 24243, Paris 132^e arr. ou au 24244, Paris 133^e arr. ou au 24245, Paris 134^e arr. ou au 24246, Paris 135^e arr. ou au 24247, Paris 136^e arr. ou au 24248, Paris 137^e arr. ou au 24249, Paris 138^e arr. ou au 24250, Paris 139^e arr. ou au 24251, Paris 140^e arr. ou au 24252, Paris 141^e arr. ou au 24253, Paris 142^e arr. ou au 24254, Paris 143^e arr. ou au 24255, Paris 144^e arr. ou au 24256, Paris 145^e arr. ou au 24257, Paris 146^e arr. ou au 24258, Paris 147^e arr. ou au 24259, Paris 148^e arr. ou au 24260, Paris 149^e arr. ou au 24261, Paris 150^e arr. ou au 24262, Paris 151^e arr. ou au 24263, Paris 152^e arr. ou au 24264, Paris 153^e arr. ou au 24265, Paris 154^e arr. ou au 24266, Paris 155^e arr. ou au 24267, Paris 156^e arr. ou au 24268, Paris 157^e arr. ou au 24269, Paris 158^e arr. ou au 24270, Paris 159^e arr. ou au 24271, Paris 160^e arr. ou au 24272, Paris 161^e arr. ou au 24273, Paris 162^e arr. ou au 24274, Paris 163^e arr. ou au 24275, Paris 164^e arr. ou au 24276, Paris 165^e arr. ou au 24277, Paris 166^e arr. ou au 24278, Paris 167^e arr. ou au 24279, Paris 168^e arr. ou au 24280, Paris 169^e arr. ou au 24281, Paris 170^e arr. ou au 24282, Paris 171^e arr. ou au 24283, Paris 172^e arr. ou au 24284, Paris 173^e arr. ou au 24285, Paris 174^e arr. ou au 24286, Paris 175^e arr. ou au 24287, Paris 176^e arr. ou au 24288, Paris 177^e arr. ou au 24289, Paris 178^e arr. ou au 24290, Paris 179^e arr. ou au 24291, Paris 180^e arr. ou au 24292, Paris 181^e arr. ou au 24293, Paris 182^e arr. ou au 24294, Paris 183^e arr. ou au 24295, Paris 184^e arr. ou au 24296, Paris 185^e arr. ou au 24297, Paris 186^e arr. ou au 24298, Paris 187^e arr. ou au 24299, Paris 188^e arr. ou au 24300, Paris 189^e arr. ou au 24301, Paris 190^e arr. ou au 24302, Paris 191^e arr. ou au 24303, Paris 192^e arr. ou au 24304, Paris 193^e arr. ou au 24305, Paris 194^e arr. ou au 24306, Paris 195^e arr. ou au 24307, Paris 196^e arr. ou au 24308, Paris 197^e arr. ou au 24309, Paris 198^e arr. ou au 24310, Paris 199^e arr. ou au 24311, Paris 200^e arr. ou au 24312, Paris 201^e arr. ou au 24313, Paris 202^e arr. ou au 24314, Paris 203^e arr. ou au 24315, Paris 204^e arr. ou au 24316, Paris 205^e arr. ou au 24317, Paris 206^e arr. ou au 24318, Paris 207^e arr. ou au 24319, Paris 208^e arr. ou au 24320, Paris 209^e arr. ou au 24321, Paris 210^e arr. ou au 24322, Paris 211^e arr. ou au 24323, Paris 212^e arr. ou au 24324, Paris 213^e arr. ou au 24325, Paris 214^e arr. ou au 24326, Paris 215^e arr. ou au 24327, Paris 216^e arr. ou au 24328, Paris 217^e arr. ou au 24329, Paris 218^e arr. ou au 24330, Paris 219^e arr. ou au 24331, Paris 220^e arr. ou au 24332, Paris 221^e arr. ou au 24333, Paris 222^e arr. ou au 24334, Paris 223^e arr. ou au 24335, Paris 224^e arr. ou au 24336, Paris 225^e arr. ou au 24337, Paris 226^e arr. ou au 24338, Paris 227^e arr. ou au 24339, Paris 228^e arr. ou au 24340, Paris 229^e arr. ou au 24341, Paris 230^e arr. ou au 24342, Paris 231^e arr. ou au 24343, Paris 232^e arr. ou au 24344, Paris 233^e arr. ou au 24345, Paris 234^e arr. ou au 24346, Paris 235^e arr. ou au 24347, Paris 236^e arr. ou au 24348, Paris 237^e arr. ou au 24349, Paris 238^e arr. ou au 24350, Paris 239^e arr. ou au 24351, Paris 240^e arr. ou au 24352, Paris 241^e arr. ou au 24353, Paris 242^e arr. ou au 24354, Paris 243^e arr. ou au 24355, Paris 244^e arr. ou au 24356, Paris 245^e arr. ou au 24357, Paris 246^e arr. ou au 24358, Paris 247^e arr. ou au 24359, Paris 248^e arr. ou au 24360, Paris 249^e arr. ou au 24361, Paris 250^e arr. ou au 24362, Paris 251^e arr. ou au 24363, Paris 252^e arr. ou au 24364, Paris 253^e arr. ou au 24365, Paris 254^e arr. ou au 24366, Paris 255^e arr. ou au 24367, Paris 256^e arr. ou au 24368, Paris 257^e arr. ou au 24369, Paris 258^e arr. ou au 24370, Paris 259^e arr. ou au 24371, Paris 260^e arr. ou au 24372, Paris 261^e arr. ou au 24373, Paris 262^e arr. ou au 24374, Paris 263^e arr. ou au 24375, Paris 264^e arr. ou au 24376, Paris 265^e arr. ou au 24377, Paris 266^e arr. ou au 24378, Paris 267^e arr. ou au 24379, Paris 268^e arr. ou au 24380, Paris 269^e arr. ou au 24381, Paris 270^e arr. ou au 24382, Paris 271^e arr. ou au 24383, Paris 272^e arr. ou au 24384, Paris 273^e arr. ou au 24385, Paris 274^e arr. ou au 24386, Paris 275^e arr. ou au 24387, Paris 276^e arr. ou au 24388, Paris 277^e arr. ou au 24389, Paris 278^e arr. ou au 24390, Paris 279^e arr. ou au 24391, Paris 280^e arr. ou au 24392, Paris 281^e arr. ou au 24393, Paris 282^e arr. ou au 24394, Paris 283^e arr. ou au 24395, Paris 284^e arr. ou au 24396, Paris 285^e arr. ou au 24397, Paris 286^e arr. ou au 24398, Paris 287^e arr. ou au 24399, Paris 288^e arr. ou au 24400, Paris 289^e arr. ou au 24401, Paris 290^e arr. ou au 24402, Paris 291^e arr. ou au 24403, Paris 292^e arr. ou au 24404, Paris 293^e arr. ou au 24405, Paris 294^e arr. ou au 24406, Paris 295^e arr. ou au 24407, Paris 296^e arr. ou au 24408, Paris 297^e arr. ou au 24409, Paris 298^e arr. ou au 24410, Paris 299^e arr. ou au 24411, Paris 300^e arr. ou au 24412, Paris 301^e arr. ou au 24413, Paris 302^e arr. ou au 24414, Paris 303^e arr. ou au 24415, Paris 304^e arr. ou au 24416, Paris 305^e arr. ou au 24417, Paris 306^e arr. ou au 24418, Paris 307^e arr. ou au 24419, Paris 308^e arr. ou au 24420, Paris 309^e arr. ou au 24421, Paris 310^e arr. ou au 24422, Paris 311^e arr. ou au 24423, Paris 312^e arr. ou au 24424, Paris 313^e arr. ou au 24425, Paris 314^e arr. ou au 24426, Paris 315^e arr. ou au 24427, Paris 316^e arr. ou au 24428, Paris 317^e arr. ou au 24429, Paris 318^e arr. ou au 24430, Paris 319^e arr. ou au 24431, Paris 320^e arr. ou au 24432, Paris 321^e arr. ou au 24433, Paris 322^e arr. ou au 24434, Paris 323^e arr. ou au 24435, Paris 324^e arr. ou au 24436, Paris 325^e arr. ou au 24437, Paris 326^e arr. ou au 24438, Paris 327^e arr. ou au 24439, Paris 328^e arr. ou au 24440, Paris 329^e arr. ou au 24441, Paris 330^e arr. ou au 24442, Paris 331^e arr. ou au 24443, Paris 332^e arr. ou au 24444, Paris 333^e arr. ou au 24445, Paris 334^e arr. ou au 24446, Paris 335^e arr. ou au 24447, Paris 336^e arr. ou au 24448, Paris 337^e arr. ou au 24449, Paris 338^e arr. ou au 24450, Paris 339^e arr. ou au 24451, Paris 340^e arr. ou au 24452, Paris 341^e arr. ou au 24453, Paris 342^e arr. ou au 24454, Paris 343^e arr. ou au 24455, Paris 344^e arr. ou au 24456, Paris 345^e arr. ou au 24457, Paris 346^e arr. ou au 24458, Paris 347^e arr. ou au 24459, Paris 348^e arr. ou au 24460, Paris 349^e arr. ou au 24461, Paris 350^e arr. ou au 24462, Paris 351^e arr. ou au 24463, Paris 352^e arr. ou au 24464, Paris 353^e arr. ou au 24465, Paris 354^e arr. ou au 24466, Paris 355^e arr. ou au 24467, Paris 356^e arr. ou au 24468, Paris 357^e arr. ou au 24469, Paris 358^e arr. ou au 24470, Paris 359^e arr. ou au 24471, Paris 360^e arr. ou au 24472, Paris 361^e arr. ou au 24473, Paris 362^e arr. ou au 24474, Paris 363^e arr. ou au 24475, Paris 364^e arr. ou au 24476, Paris 365^e arr. ou au 24477, Paris 366^e arr. ou au 24478, Paris 367^e arr. ou au 24479, Paris 368^e arr. ou au 24480, Paris 369^e arr. ou au 24481, Paris 370^e arr. ou au 24482, Paris 371^e arr. ou au 24483, Paris 372^e arr. ou au 24484, Paris 373^e arr. ou au 24485, Paris 374^e arr. ou au 24486, Paris 375^e arr. ou au 24487, Paris 376^e arr. ou au 24488, Paris 377^e arr. ou au 24489, Paris 378^e arr. ou au 24490, Paris 379^e arr. ou au 24491, Paris 380^e arr. ou au 24492, Paris 381^e arr. ou au 24493, Paris 382^e arr. ou au 24494, Paris 383^e arr. ou au 24495, Paris 384^e arr. ou au 24496, Paris 385^e arr. ou au 24497, Paris 386^e arr. ou au 24498, Paris 387^e arr. ou au 24499, Paris 388^e arr. ou au 24500, Paris 389^e arr. ou au 24501, Paris 390^e arr. ou au 24502, Paris 391^e arr. ou au 24503, Paris 392^e arr. ou au 24504, Paris 393^e arr. ou au 24505, Paris 394^e arr. ou au 24506, Paris 395^e arr. ou au 24507, Paris 396^e arr. ou au 24508, Paris 397^e arr. ou au 24509, Paris 398^e arr. ou au 24510, Paris 399^e arr. ou au 24511, Paris 400^e arr. ou au 24512, Paris 401^e arr. ou au 24513, Paris 402^e arr. ou au 24514, Paris 403^e arr. ou au 24515, Paris 404^e arr. ou au 24516, Paris 405^e arr. ou au 24517, Paris 406^e arr. ou au 24518, Paris 407^e arr. ou au 24519, Paris 408^e arr. ou au 24520, Paris 409^e arr. ou au 24521, Paris 410^e arr. ou au 24522, Paris 411^e arr. ou au 24523, Paris 412^e arr. ou au 24524, Paris 413^e arr. ou au 24525, Paris 414^e arr. ou au 24526, Paris 415^e arr. ou au 24527, Paris 416^e arr. ou au 24528, Paris 417^e arr. ou au 24529, Paris 418^e arr. ou au 24530, Paris 419^e arr. ou au 24531, Paris 420^e arr. ou au 24532, Paris 421^e arr. ou au 24533, Paris 422^e arr. ou au 24534, Paris 423^e arr. ou au 24535, Paris 424^e arr. ou au 24536, Paris 425^e arr. ou au 24537, Paris 426^e arr. ou au 24538, Paris 427^e arr. ou au 24539, Paris 428^e arr. ou au 24540, Paris 429^e arr. ou au 24541, Paris 430^e arr. ou au 24542, Paris 431^e arr. ou au 24543, Paris 432^e arr. ou au 24544, Paris 433^e arr. ou au 24545, Paris 434^e arr. ou au 24546, Paris 435^e arr. ou au 24547, Paris 436^e arr. ou au 24548, Paris 437^e arr. ou au 24549, Paris 438^e arr. ou au 24550, Paris 439^e arr. ou au 24551, Paris 440^e arr. ou au 24552, Paris 441^e arr. ou au 24553, Paris 442^e arr. ou au 24554, Paris 443^e arr. ou au 24555, Paris 444^e arr. ou au 24556, Paris 445^e arr. ou au 24557, Paris 446^e arr. ou au 24558, Paris 447^e arr. ou au 24559, Paris 448^e arr. ou au 24560, Paris 449^e arr. ou au 24561, Paris 450^e arr. ou au 24562, Paris 451^e arr. ou au 24563, Paris 452^e arr. ou au 24564, Paris 453^e arr. ou au 24565, Paris 454^e arr. ou au 24566, Paris 455^e arr. ou au 24567, Paris 456^e arr. ou au 24568, Paris 457^e arr. ou au 24569, Paris 458^e arr. ou au 24570, Paris 459^e arr. ou au 24571, Paris 460^e arr. ou au 24572, Paris 461^e arr. ou au 24573, Paris 462^e arr. ou au 24574, Paris 463^e arr. ou au 24575, Paris 464^e arr. ou au 24576, Paris 465^e arr. ou au 24577, Paris 466^e arr. ou au 24578, Paris 467^e arr. ou au 24579, Paris 468^e arr. ou au 24580, Paris 469^e arr. ou au 24581, Paris 470^e arr. ou au 24582, Paris 471^e arr. ou au 24583, Paris 472^e arr. ou au 24584, Paris 473^e arr. ou au 24585, Paris 474^e arr. ou au 24586, Paris 475^e arr. ou au 24587, Paris 476^e arr. ou au 24588, Paris 477^e arr. ou au 24589, Paris 478^e arr. ou au 24590, Paris 479^e arr. ou au 24591, Paris 480^e arr. ou au 24592, Paris 481^e arr. ou au 24593, Paris 482^e arr. ou au 24594, Paris 483^e arr. ou au 24595, Paris 484^e arr. ou au 24596, Paris 485^e arr. ou au 24597, Paris 486^e arr. ou au 24598, Paris 487^e arr. ou au 24599, Paris 488^e arr. ou au 24600, Paris 489^e arr. ou au 24601, Paris 490^e arr. ou au 24602, Paris 491^e arr. ou au 24603, Paris 492^e arr. ou au 24604, Paris 493^e arr. ou au 24605, Paris 494^e arr. ou au 24606, Paris 495^e arr. ou au 24607, Paris 496^e arr. ou au 24608, Paris 497^e arr. ou au 24609, Paris 498^e arr. ou au 24610, Paris 499^e arr. ou au 24611, Paris 500^e arr. ou au 24612, Paris 501^e arr. ou au 24613, Paris 502^e arr. ou au 24614, Paris 503^e arr. ou au 24615, Paris 504^e arr. ou au 24616, Paris 505^e arr. ou au 24617, Paris 506^e arr. ou au 24618, Paris 507^e arr. ou au 24619, Paris 508^e arr. ou au 24620, Paris 509^e arr. ou au 24621, Paris 510^e arr. ou au 24622, Paris 511^e arr. ou au 24623, Paris 512^e arr. ou au 24624, Paris 513^e arr. ou au 24625, Paris 514^e arr. ou au 24626, Paris 515^e arr. ou au 24627, Paris 516^e arr. ou au 24628, Paris 517^e arr. ou au 24629, Paris 518^e arr. ou au 24630, Paris 519^e arr. ou au 24631, Paris 520^e arr. ou au 24632, Paris 521^e arr. ou au 24633, Paris 522^e arr. ou au 24634, Paris 523^e arr. ou au 24635, Paris 524^e arr. ou au 24636, Paris 525^e arr. ou au 24637, Paris 526^e arr. ou au 24638, Paris 527^e arr. ou au 24639, Paris 528^e arr. ou au 24640, Paris 529^e arr. ou au 24641, Paris 530^e arr. ou au 24642, Paris 531^e arr. ou au 24643, Paris 532^e arr. ou au 24644, Paris 533^e arr. ou au 24645, Paris 534^e

SPORTS

SKI

APRÈS LES ÉPREUVES DU KANDAHAR
Le choix d'une combinaison
n'est pas le fait du hasard

De notre correspondant

Chamonix. — La piste Verte des Roches, transformée en boulevard afin de répondre aux exigences de sécurité imposées par la Fédération française, a été inaugurée hier. Elle aura coûté près d'un million de francs. Pendant la seule année 1977, on a dépensé 400 000 F sur aménagement de la « cascade » du vert, franchie à plus de 10 kilomètres/heure par les coureurs et pour contourner le dangereux passage du « goulet ».

On a déploré le « vert » transformé en boulevard qui a supporté la plus grande partie des charges dues à cette reconstruction. Mais pour mener les compétitions internationales comme la nouvelle « Verte » des Roches, peu technique aujourd'hui et faite pour les glisseurs.

POURQUOI PEUT-ON ALLER TROP VITE ?

Exclu de l'équipe de France en 1977 pour insuffisance de performance, Patrick Pellat-Finet vient de manifester de nouveau son originalité en se classant deuxième dans la descente des champions de Garmisch. Une course de 10 kilomètres où il portait le dossard n° 42. Un exploit dû à une combinaison ? L'explication paraît bien hasardeuse quand on sait que, pour un descendant d'athlète, tout se passe avant dans la tête que dans les jambes. Pellat-Finet, qui a vingt-cinq ans, a eu le temps de transmettre ses amers souvenirs d'un triomphe, depuis l'époque où il fut considéré comme le seul espoir authentique du ski français après la disqualification de Jean-Rod Augert, Henri Ducloux, Patrick Bussel et Roger Rosset-Mignot.

Or, c'est-à-dire n'avaient-ils pas été éliminés de l'équipe de France en 1977 principalement pour cause d'insubordination ? Mais il semble, cette fois, que Walter Trilling, directeur technique national, montre plus de bon sens que ses prédécesseurs en prenant le parti de l'indulgence : la bonne, la vraie combinaison, c'est qu'un Français, enfin, soit à l'arrivée. — O. M.

Patrick Pellat-Finet reconnaît avoir rencontré l'opposition de ses dirigeants lors du choix de sa combinaison, ceux-ci étant peu enclins à croire que le matériel peut avoir une réelle influence. Le directeur technique des équipes de France de ski, Walter Trilling, se contente en effet d'attendre les résultats des essais effectués en soufflerie et des recherches actuellement en cours, pour se déterminer.

À la veille de la descente de Chamonix, il déclarait : « Notre matériel n'est pas en cours, il est toujours très bon. Toutefois, les fabricants ne mettent pas à notre disposition les meilleurs prototypes. Ceux-ci sont en priorité réservés aux équipes qui participent aux championnats du monde. Il aura fallu que Patrick Pellat-Finet joue les francs-tireurs pour qu'un Français puisse enfin, en descente, se hisser au niveau des meilleurs coureurs mondiaux. Une expérience que devront méditer les dirigeants de la F.F.S.

À l'indemnité des championnats du monde, les Français, à Chamonix, Patrick Pellat-Finet, à Megève et à Saint-Gervais, Patrick Bussel (3^e en spécialité 1^{re} en général) et Patrick Pellat (1^{er} en spécialité, 4^e en général) ont eu à cœur de faire un peu oublier le « désastre » de Garmisch-Partenkirchen, 17-79, où les Français, qui participaient à des championnats du monde, se sont vus éliminer dans quelques semaines aux États-Unis. La sélection française pour ce déplacement sera, à l'avenir, à la discrétion de Walter Trilling.

Le directeur technique pense déjà à l'entraînement hivernal de son équipe, qui participera à des stages communs avec les Canadiens, et qui se rendra en Autriche, où les coureurs de ce pays ont la plus grande expérience de la descente, et où les conditions de neige sont d'une qualité exceptionnelle.

CLAUDE FRANÇILLON.

SPÉLÉOLOGIE

Tentative de traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin

Le groupe spéléologique haut-pyrénéen va tenter, ce lundi 13 février, d'effectuer la première traversée intégrale du gouffre de la Pierre-Saint-Martin, à la frontière franco-espagnole. Dimanche midi, l'équipe a réussi à retrouver et à baliser l'entrée du gouffre, qui est recouverte par 5 mètres de neige. Le dégagement de cette entrée dite du Baffroy, qui se trouve à 2 043 mètres d'altitude, se fera lundi matin, et l'équipe doit entamer la descente vers le fond.

Le gouffre de la Pierre-Saint-Martin est le plus profond du monde, parvenant encore à l'a parvenu en 1977. Parmi ceux qui le connaissent plus complètement, on compte notamment les sept membres de l'expédition organisée par le club parisien M.M. Bataillon, Carro, Guez, Gomez, Radouil et Vigneau : 5 spéléos du terrain.

Le plan de la traversée de l'expédition d'abord de pénétrer par l'un des trois orifices supérieurs du gouffre. En principe, ce doit être le site SC3, celui dont l'ouverture est la plus haute dans la montagne. Mais on doit d'abord mener en fonction de l'enneigement, qui descendra ensuite au niveau de la rivière souterraine, suivra son cours vers l'aval, franchira les grottes techniques jusqu'à la salle de la Verna. Dans cet amphithéâtre souterrain, la paroi occidentale sera talonnée sur une hauteur de 10 mètres pour prendre pied dans la galerie fossile, prolongée par un méandre adouci. Par cette voie étroite, l'équipe espère gagner la série de puits arrosés qui conduira les spéléos au point bas du réseau.

L'expédition reviendra ensuite à la salle de la Verna, d'où elle sortira à la surface par le tunnel de l'É.D.F. Deux chiffres traduisent la réalité de l'exploit envisagé : le relief totalitaire 1 882 mètres de dénivellation ; quant au parcours souterrain, il sera de 23 kilomètres, en comptant aussi le trajet du retour, qui est prévu pour le 20 février.

Ce raid, qui était à l'origine un projet entre copains, devient maintenant une expédition officielle, patronnée par la Fédération française de spéléologie et jalonnée de points de rencontre avec les représentants de la presse. En somme, avant même le début de cette opération, c'est le prestige de la spéléologie française qui passe sur cette expédition comme le bouclier de Brenus.

PIERRE MINVIELLE.

NATATION

Le bel âge de Cynthia Woodhead

C'est une jeune Américaine de quatre ans d'apparence mûre et presque frêle avec ses 62 kilos pour 1,60 mètre, qui s'est mise en vedette les 10, 11 et 12 février aux réunions internationales de Boulogne-Billancourt. Ce serait cependant bien se tromper que de juger Cynthia Woodhead réussie à la première apparition. À moins la déstabiliser, on s'aperçoit au contraire que la petite athlète est en fait déjà celle d'un athlète accompli. C'est même le prototype de l'idée que l'on se fait aujourd'hui de cette catégorie particulière de championnes tout juste émancipées de l'adolescence. Du moule aux endroits qu'il faut, une faible poids, une bonne flottabilité et des ressources assez étonnantes d'endurance.

En trois jours, en petit bassin de 25 mètres (1), Cynthia Woodhead a accompli les meilleures performances mondiales sur 100 et 200 mètres nage libre, elle a remporté le 200 mètres et s'est classée deuxième du 100 mètres. C'est assez dire quelle est à son affaire sur toutes les distances où c'est seulement sur 100 mètres, en sprint, que sa taille et son poids se révèlent être un handicap, encore que le rythme de Cynthia Woodhead réussisse presque à compenser ces désavantages.

Pour l'instant, dans le monde, trois petites filles presque du même âge et avec des morphologies assez différentes, ont apporté la confirmation que la natation était une discipline qui convenait parfaitement bien aux très jeunes. D'autres gamines l'avaient précédemment démontré, il est vrai, mais, coup sur coup, deux Australiennes, Michelle Ford et Tracey Wickham (2), et une Américaine, Cynthia Woodhead, ont fait en sorte de bien le rappeler.

Toutes les trois, au demeurant, semblent destinées en priorité au demi-fond et au fond, malgré l'absence de la taille de Woodhead, et ce n'est pas une surprise de remarquer que l'extrême jeunesse et la faible poids, pourvu d'être servis par un tempérament exceptionnel, sont désormais les qualités de base des championnes d'aujourd'hui dans les diverses disciplines. C'est même, cependant, le style de ces trois nageuses, comparables au moins

sur un point, le rythme rapide, qui appelle la réflexion. Ce sont trois fillettes qui attaquent l'eau à grand cœur, beaucoup plus vite, en tous cas, que les nageuses spécialistes du sprint, ce qui pourrait paraître paradoxal, si d'autres facteurs n'intervenaient dans la progression, tels le poids, la force et l'endurance. Toutes choses qui sont la caractéristique des grands gabarits et des nageuses plus âgées, lesquelles sont le plus souvent les meilleures en sprint.

C'est donc la cadence que sont capables de soutenir Woodhead, Ford et Wickham qui explique leur succès. Pour le reste, leur battement de pieds n'est pas, en apparence du moins, un modèle du genre. Si cette constatation passe très bien pour les Australiennes, qui nagent de tradition presque exclusivement sur les 400, 800, 1 600 et 3 200 mètres, elle est plus déconcertante de l'école américaine, à penser que, à cet âge, en fonction du faible poids à tirer, l'efficacité passe très bien par une telle distribution de l'effort.

A n'en pas douter, physiologi-

quement, les trois fillettes doivent être très proches les unes des autres, à cause de leur capacité à soutenir aussi longtemps un tel effort et, moralement, leur jeunesse leur permet, pour accepter les contraintes de l'entraînement moderne. Sur ce point aussi, celui de la distance à parcourir tous les jours, Cynthia Woodhead, Michelle Ford et Tracey Wickham ont en commun d'accepter un entraînement quotidien qui couvre cinq heures pour un kilomètre de piscine à dix-sept kilomètres. Il faut avoir la vocation, l'ambition, et sans doute ne pas connaître d'autres distractions pour donner autant de son temps au sport.

FRANÇOIS JANIN.

(1) Seules les compétitions en piscines olympiques (50 mètres) donnent lieu à l'établissement de records du monde. En piscine de 25 mètres, il est fait état de meilleures performances mondiales.

(2) Michelle Ford a récemment battu le record du monde du 200 mètres et Tracey Wickham celui du 100 mètres.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (vingt-et-unième journée)

(vingt et uneième journée)	
Le Mans b. Bagnolet	112-97
Villeurbanne b. Racing C.F.	91-81
Metz b. Jaur	87-83
Avignon b. Antibes	88-82
Antibes b. Chaillass	89-86
Tours b. Monaco	118-104
Nice b. Clermont	108-88
Bordeaux b. Dax	125-88
Classement. — 1. Le Mans, 50 pts ;	
Villeurbanne, 53 ; 2. Caen, 51 ;	
Orléans, Antibes, Tours, Nice, 47 ;	
Chaillass, 46 ; 3. Brest, Monaco,	
Arment, 43 ; 4. Avignon, 39 ; 5. La	
Roquette, 33 ; 6. Jaur, 29 ; 7. Din	
ard, 26 ; 8. Racing C.F., 24 ; 9. B	

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN ACCUSATION Plus d'usines au pied de la capitale

Au cours des derniers mois, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a fait l'objet de critiques unanimes des élus de l'Ile-de-France qui l'accusent, chiffres en main, d'être responsable de l'hémorragie des emplois industriels observée dans la région depuis quelques années. De 1968 à 1975, l'Ile-de-France a perdu 44 000 emplois industriels. A Paris, l'exode a été encore plus spectaculaire : de 1964 à 1973, ce sont 200 000 emplois du secondaire qui ont disparu.

La petite couronne, Seine-Saint-Denis en tête, souffre par-

ticulièrement de ce mal. La grande couronne a mieux résisté. La disparition des industries a été — il est vrai — largement compensée par la création d'emplois tertiaires qui sont passés de 2 452 000 en 1968 à 2 838 000 en 1975. Globalement, l'Ile-de-France s'est donc enrichie de 330 000 emplois durant cette période.

Les élus locaux et régionaux mettent en cause plus précisément la politique de « desserrement industriel » que pratique la DATAR depuis 1960 en soumettant les entreprises qui souhaitent s'agrandir à l'agrément et à

la « redevance », cette taxe sur le nombre de mètres carrés construits qui varie selon leur localisation : dans l'est ou l'ouest de la région, la grande couronne, les villes nouvelles.

« L'industrie de la région parisienne se porte bien, rétorquent-ils à la Délégation à l'aménagement du territoire, elle est, en effet, moins vulnérable que dans d'autres départements qui dépendent de secteurs industriels en perte de vitesse. L'Ile-de-France au contraire s'est spécialisée, au cours des dernières années, dans des branches industrielles qui se développent (nu-

claire, aéronautique, recherche) et à forte valeur ajoutée ».

« D'autre part, s'il est vrai que la diminution d'emplois industriels est plus forte dans la région que dans le reste de la France, il faut souligner que sur dix emplois qui disparaissent de l'agglomération centrale (Paris et la petite couronne), cinq d'entre eux « meurent » purement et simplement, quatre sont installés en grande couronne, un seul démenagé en province. Enfin, pourquoi vouloir maintenir à tout prix en Ile-de-France les industries qui permettent de fixer en province des populations toxiques par l'exode rural, alors que la région, comme toutes les grandes métropoles, se tourne progressivement et inéluctablement vers le secondaire ».

Pour les P.M.E.

La DATAR décline donc toute responsabilité dans la situation présente et souligne que c'est que année [elle] accorde l'agrément pour 500 000 mètres carrés de locaux industriels alors que seulement 300 000 mètres carrés de bureaux sont construits en région parisienne.

La chambre de commerce et d'industrie de Paris est pour sa part bien décidée à prendre le taureau par les cornes. « La décentralisation a répondu à la stratégie d'énergie contre les entreprises, reconnaît un de ses responsables, mais les petites et moyennes industries très liées au tissu parisien doivent pouvoir se développer en Ile-de-France. Cette politique en faveur des P.M.E. dépend à la fois de l'Etat, de la région, puisque le préfet de région participe à la décision d'agrément, mais aussi des élus locaux ».

La chambre de commerce a donc entrepris une campagne de sensibilisation auprès des municipalités de l'Ile-de-France, afin que, à l'occasion des opérations d'urbanisme (réaménagement des zones, ZAC par exemple), les élus puissent classer, à l'occasion des plans d'occupation des sols, certains terrains en zone industrielle.

« Les municipalités pourraient alléger la charge foncière, des terrains industriels, ce qui nous permettrait d'acheter et d'aménager des terrains au cœur des agglomérations pour y installer des P.M.E. », « Les élus pourraient accorder à la chambre de commerce les baux à long terme afin que nous installions des industries. Enfin la chambre se propose d'acquiescer et de réaménager des anciens emplacements ou locaux désertés par les grandes industries pour y installer des P.M.E. ».

Diagnostic commun à la DATAR et à la chambre de commerce : les grandes industries n'ont plus leur place en région parisienne mais un relais peut être trouvé, dans les emplois de bureaux bien sûr, mais aussi dans les petites et moyennes entreprises ou dans les activités de pointe. Reste que le « passage » sera difficile.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

LES ESPACES VERTS DES INTENTIONS AUX RÉALITÉS

Va-t-on bâtir la propriété Colbert ?

Au cœur du Vieux-Châtigny, à deux pas de l'hôtel de ville, la propriété Colbert va-t-elle être livrée à un promoteur ? Avec son parc boisé de 1,3 hectare entourant le pavillon et ses dépendances que le ministre fit construire au milieu du dix-septième siècle pour y loger son intendant, elle apparaît pourtant comme le type même de ces « espaces verts de proximité » en voie de disparition dans la région parisienne, et qui méritent d'être soigneusement sau-

vegardés (le Monde du 28 mars). Jusqu'en 1973, la propriété Colbert appartenait à la société Citroën, qui y logeait une partie de son personnel dans des bâtiments provisoires, aujourd'hui disparus. Elle fut rachetée à cette date par la Société civile immobilière (S.C.I.) les Clos des Tournelles et scindée en deux parties. Sur la première parcelle de 2 400 mètres carrés, comprenant le pavillon proprement dit (intouchable, puisque classé à l'inventaire des monuments his-

toriques), la municipalité de Châtigny a créé une réserve foncière avec l'idée d'y construire à l'avenir un marché. Sur la seconde, qui constitue l'« arrière » de la propriété, la S.C.I. a déposé une demande de permis de construire pour cent soixante-cinq logements.

Entaché d'un avis défavorable de la municipalité, ce permis fut refusé, ainsi que les trois autres qui le suivirent. Mais, en décembre 1977, un cinquième permis, portant sur soixante-neuf logements de haut niveau, fut accordé par la préfecture, malgré l'avis défavorable du maire, et « parce qu'il ne soulevait plus aucune objection légale ».

Enfin, tout récemment, le maire de Châtigny-Malesyrie recevait un avis d'ouverture du chantier émanant de la Société franco-suédoise du bâtiment, à qui la S.C.I. des Tournelles pourrait avoir rendu la propriété. Il semble donc que l'on ait atteint un point de non-retour.

Les élus n'ont cessé de protester

Pourtant, depuis plusieurs années, les élus, soutenus par une active association de défense des espaces verts, protestant avec énergie contre cette atteinte à une propriété d'intérêt historique et écologique évident. Estimant que dans l'intérêt général la propriété Colbert devrait entrer dans le domaine public, ils ont multiplié les démarches auprès de l'Etat et des collectivités régionales ou départementales pour les convaincre de s'en porter acquies-

seurs, « étant bien entendu que l'état des finances locales ne permet pas à la commune de déboursier les quelque 6 mil-

lions de francs nécessaires à une telle acquisition ».

Les élus protestent également contre « l'état de délabrement des bâtiments », pour lesquels les travaux de remise en état sont estimés à 2 millions de francs, et contre « la situation d'abandon du parc ». Mais toutes ces interventions restent sans résultat : malgré les déclarations de bonnes intentions faites à tous les niveaux, faute de moyens ou faute d'une volonté soutenue, la propriété Colbert risque un jour de n'être plus qu'une île déserte en ruine au milieu d'un terrain vague déshé-

FRANÇOIS ROLLIN.

Allez voir à Arras

Le conseil général de l'Essonne vient, dans une motion, de demander « que les pouvoirs publics révisent sur leur décision refusant l'installation de l'Institut technique des céréales (I.T.C.F.) à Etrechy et adoptent d'une manière générale, à l'égard des communes autres que la ville nouvelle d'Evry, des mesures positives pour résoudre la crise de l'emploi et pour faire cesser l'émigration journalière, cause de fatigue pour les travailleurs de ce département ».

Une nouvelle fois, à travers ce texte, c'est donc la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale et la politique qu'elle mène qui sont mises en accusation.

L'I.T.C.F. se consacre à l'étude des céréales, du blé en particulier, de leur qualité pour tous les usages connus, des possibilités de les exporter. Son activité se situe donc « à la charnière entre le producteur et l'utilisateur ». Il y a eu plusieurs années, l'Institut a acheté

un terrain à Etrechy, commune de sept mille habitants (population qui a doublé en quelques années), situé dans la zone naturelle d'équilibre (Z.N.E.) des plateaux du Sud. Son projet est d'y installer ses laboratoires — actuellement trop à l'étroit à Paris — et son système informatique. Elle offre une vingtaine d'emplois féminins à l'ouverture, une quarantaine à terme. Etrechy a pour l'Institut l'avantage d'être situé à proximité de la capitale, où se trouvent tous les utilisateurs, et dans cette région de l'Ile-de-France qui reste la principale productrice de céréales.

Mais lorsqu'il s'est agi d'obtenir les autorisations, la réponse de la DATAR a été sans ambiguïté : « On nous a dit : Pas à Paris, mais à Amiens ou à Arras, par exemple », raconte M. Henri Poupinel, administrateur de l'I.T.C.F. « Il y a eu aussi un moment où la préfecture de région a fait une tentative pour que nous allions à Evry. » En fait, continue M. Poupinel, si on nous oblige à aller hors de

la région parisienne, il est exclu d'envisager l'extension. Ce qui serait dommageable pour l'exploitation céréalière française en général. « Et de citer l'exemple malheureux du centre d'étude et de recherche d'industries alimentaires, qui fut contraint de quitter Wassy, dans l'Essonne, pour Nantes ».

De l'avis de M. Lucien Sargeant, conseiller général (non-inscrit) de l'Essonne, cette affaire est grave à un double titre : « D'abord, dit-il, parce que nous sommes dans une zone où il y a peu d'emplois féminins. Ensuite, parce que ce refus soulève toutes les contradictions qui se manifestent entre les politiques et les administrations. Car nous sommes dans une Z.N.E. à laquelle ce type d'activité est conforme. Ce refus de la DATAR peut donc apparaître comme une véritable provocation ».

Pour l'heure, une nouvelle demande va être faite auprès de la DATAR.

STÉPHANE BUGAT.

CORRESPONDANCE

La grande rumeur du R.E.R.

Nous remercions de M. Jean Clouet, maire de Vincennes, la lettre suivante :

Votre journal s'est fait l'écho du programme plurianuel de lutte contre les nuisances sonores provoquées par les routes et autoroutes de la région parisienne et chacun convient volontiers qu'il importe de tout faire pour que leur insertion dans un environnement très peuplé soit réalisée avec le plus grand souci des populations riveraines.

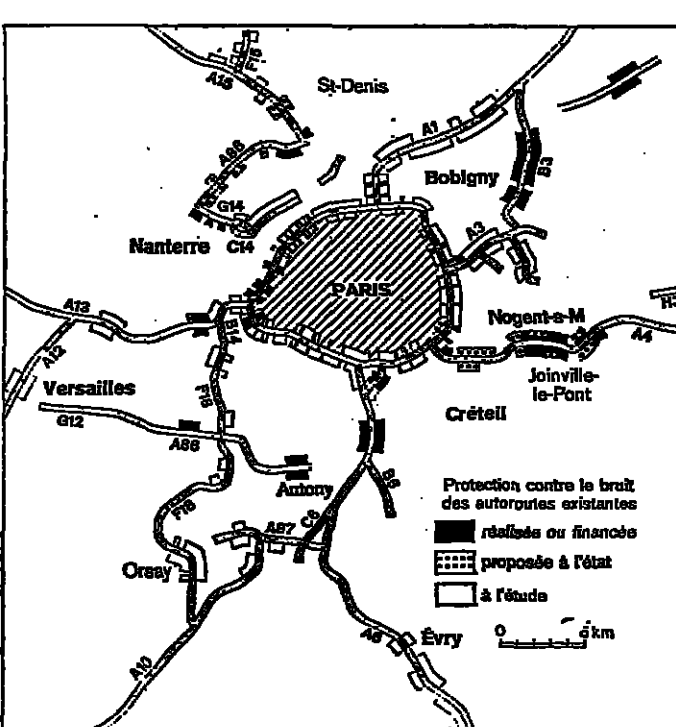
Vous me permettrez, toutefois, d'insister pour que ce souci ne soit pas limité aux routes et autoroutes, mais étendu à tous les autres moyens de transport. A cet égard, je considère qu'il est aussi souhaitable qu'il est de faire en sorte que les habitants des villes lointaines par le R.E.R. bénéficient, en tant que de besoin, d'un équipement antibruit au même titre que ceux qui habitent à proximité des routes et des autoroutes.

Je citerai, comme exemple, ma commune et celle, voisine, de Saint-Mandé, traversée sur une longueur de 3 kilomètres par une tranchée ouverte et qui, du fait de l'ouverture de la nouvelle branche est du R.E.R., subissent une cadence de passage très fortement accrue sans qu'aucune protection antibruit ait été prévue.

Cette magnifique réalisation que constitue le R.E.R., et dont l'intérêt public est évident, général à ne pas donner l'impression qu'elle a été conçue sans souci de la gêne extrême causée à certains riverains.

KILOMÈTRES ANTIBRUIT

Des autoroutes rendues au silence



Sur cette carte figurent les portions d'autoroutes où, dans la région parisienne, ont été ou vont être installées des dispositifs de protection (murs ou rideaux) antibruit. Coût total de l'ensemble de ces opérations dont le calendrier précis n'a pas encore été fixé : 280 millions.

L'ENFER DE LA BOUFFE

Une femme inconnue, des écoliers, Saint-Jacques en carreau de pisciculture, par la surcuisson, des pâtes fraîches au goût glacé, le de la côte de boeuf en béton. Et des additions qui voltigent autour de 150 ou 160 F. Ces restaurants parisiens à l'air tout prix, vous les décollerez dans le Nouveau Guide Gault-Millau de février. A ne pas manquer.

PARIS HELSINKI

en DC-9-51

VOL QUOTIDIEN

départ Orly-ouest 12 h 50
de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU



toute agence de voyages et

11, rue Auber 75009 Paris

réervations 742.33.33

la ligne de l'hospitalité finlandaise

CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI

Notices à votre disposition
chez les déposataires



Rêvez de vacances...

La 3^e SEMAINE MONDIALE DU TOURISME ET DES VOYAGES

vous aidera à les réussir

10-19 Février 1978 • PARIS

PALAIS DES CONGRÈS • PORTE-MAILLOT

300 Spécialistes du Tourisme
Films touristiques • Danses folkloriques

ENTRÉE : 10 F

(de 11 h à 21 h)

Attention !

NOCTURNES jusqu'à 22 h
les vendredis 10 et 17 février

Le mardi 14 Février à 18 Heures : sur France Inter, Jeu des 1000 Francs animé par Lucien JEUNESSE - Salle 52 AB -

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

LA CRISE MONÉTAIRE EUROPÉENNE

Les répercussions de la dévaluation norvégienne

SUÈDE : conséquences limitées

(De notre correspondant.)

Stockholm. — La dévaluation de la couronne norvégienne (de 13 % le 12-13 février) n'a pas du tout surpris les milieux financiers suédois. M. Gösta Bohman, ministre de l'économie, a d'ailleurs exprimé, samedi, sa « grande compréhension » pour la décision d'Oslo en insistant sur la similitude des difficultés que connaissent actuellement les deux pays : déficit important des comptes extérieurs, taux d'inflation élevé, augmentation rapide des coûts de revient des entreprises, qui se traduit par un relâchement de leur compétitivité au niveau des prix sur les marchés étrangers.

La Suède étant depuis la mois de septembre sa monnaie aux devises de ses quinze principaux partenaires commerciaux et le poids de la couronne norvégienne ne représentant dans le « panier » de références qu'environ 10 %, les conséquences des nouvelles parités sont jugées à Stockholm très limitées. En revanche, les mesures d'accompagnement annoncées par le gouvernement d'Oslo suscitent un peu plus d'inquiétude chez les industriels.

La dévaluation aura probablement pour effet de réajuster le commerce bilatéral qui se soldait régulièrement par un déficit au détriment d'Oslo. C'est peut-être pourquoi M. Bohman a déclaré : « Je pense que la dévaluation de la monnaie norvégienne est bonne pour les relations norvégiennes. » — A. D.

ISLANDE : dévaluation de 13 %

De notre correspondant

Reykjavik. — Après la dévaluation de la couronne islandaise, mercredi 8 février, de 13 % par rapport au dollar américain, le gouvernement a soumis vendredi au Parlement un projet de loi en sept points, qui remet en cause l'indexation des salaires sur l'augmentation du coût de la vie prévue par l'accord de dix-huit mois signé, en juin dernier, par le patronat et les syndicats islandais. Le projet devrait être ratifié au début de semaine par le Parlement. Cela pourrait amener les syndicats à dénoncer les accords salariaux.

Cette dévaluation a été rendue nécessaire car les coûts de production de la pêche ont augmenté plus rapidement que les cours mondiaux du poisson, qui continuent à baisser, après avoir fortement augmenté en 1977. L'inflation devrait

atteindre, selon les prévisions officielles, 38 % en 1978. Les syndicats affirment que les mesures d'accompagnement prises par le gouvernement entraîneront une baisse du pouvoir d'achat d'environ 10 %. Les syndicats ont-ils prévu de aller jusqu'à la grève pour défendre le pouvoir d'achat des salariés ? Rien n'est moins sûr à quelques semaines des élections municipales et à deux mois des élections législatives du printemps. L'échec de la lutte contre l'inflation avait fait tomber le gouvernement de gauche en 1974. Cette lutte était l'objectif principal de l'actuelle coalition de centre-droit. Mais elle est difficile dans ce pays qui tire ses revenus du poisson, dont les cours varient avec une grande amplitude. Elle nécessiterait surtout des réformes de structures qu'aucun gouvernement ne s'est risqué à entreprendre. — G. L.

FINLANDE : décision mardi

De notre correspondant

Helsinki. — Après la dévaluation de la couronne norvégienne de 13 %, le marché des changes est resté fermé ce lundi 13 février en Finlande. Le gouvernement devrait prendre mardi une décision en ce qui concerne le cours du mark. « La dévaluation de la couronne norvégienne est un événement qui affecte la position du mark », a déclaré le gouverneur de

la Banque de Finlande a eu pour spécifier sur la probabilité d'une modification du cours du mark. Rien ne permet toutefois de deviner la décision prochaine du gouvernement.

Lorsque la couronne suédoise avait été dévaluée de 10 % en automne dernier, la Finlande s'était contentée d'une baisse de 3 % du cours du mark. La mesure était surtout d'ordre psychologique et était destinée à montrer l'indépendance de la Finlande en matière monétaire et à affirmer la fidélité du gouvernement à une politique économique dont un des principaux objectifs est la lutte contre l'inflation. Depuis, la situation économique n'a fait qu'empirer, et le taux de chômage avoisine 10 %. Dans ces conditions, la dévaluation de la devise norvégienne pourrait offrir au gouvernement une occasion de faire accepter à l'opinion publique, sans perdre la face, une dévaluation à laquelle beaucoup ne font que songer. (En 1977, le marché norvégien a représenté 5,5 % des exportations finlandaises contre 3,6 en 1976.) Sur le plan social, rien ne plaide en faveur d'une dévaluation.

DANEMARK : attente

(De notre correspondant.)

Copenhague. — Depuis l'annonce officielle, vendredi 10 février, de la dévaluation de la couronne norvégienne, les dirigeants de Copenhague n'ont cessé de démentir énergiquement les rumeurs qui se sont mises à circuler aussitôt sur l'éventualité d'un proche réajustement de la couronne danoise. Les experts, et notamment les divers porte-paroles des grandes banques du royaume, n'ont pas cessé, quant à eux, d'être assez catégoriques.

L'un des principaux responsables de la Privatbanken (laquelle avait prévu la dévaluation de la couronne norvégienne avant avril et prévu, au début de 1977, que la couronne suédoise quitterait le « serpent » monétaire dans l'année) a confié au quotidien *Jyllands-Posten*, de dimanche, que les parités des prix monétaires du Danemark avaient, vendredi, instantanément demandé au gouvernement danois de ne pas dévaluer, car une dévaluation entraînant la disparition définitive du « serpent » communautaire.

Pour rassurer l'opinion locale, le ministre danois des affaires étrangères, M. Knud Heinesen, a rappelé que le Danemark disposait de la réserve de devises la plus importante qu'il ait jamais eue : 15 milliards de couronnes, c'est-à-dire environ 12 milliards de francs. — C. O.

Le premier ministre danois, M. Mønstergaard, a déclaré le 9 février que les prix monétaires du Danemark devraient demeurer bloqués jusqu'à la fin de 1978, mais que des hausses progressives interviendraient à partir de 1979. M. Mønstergaard a justifié le blocage par la morosité du marché et le fait que la reprise économique en Europe occidentale « laisse beaucoup à désirer ». Toute augmentation des prix du pétrole et porterait atteinte à la relance économique et accroîtrait le nombre des chômeurs. — (A.P.)

Les gisements pétroliers de la mer du Nord appartenant à la Grande-Bretagne ont produit en 1977 37,3 millions de tonnes de pétrole, a annoncé le ministère britannique de l'énergie.

APRÈS LA RÉUNION DES « CINQ »

Le franc se raffermi

(Suite de la première page.)

Les ministres des finances des Cinq (Allemagne de l'Ouest, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Japon) se sont réunis secrètement, dimanche 12 février, à Versailles, au pavillon de la Lanterne. Ce sont des « fuites » en provenance de Londres, Washington et Tokyo, qui ont fait connaître la nouvelle, en dépit des démentis traditionnels — mais maladroits — diffusés par le gouvernement français, et dont nous nous sommes fait l'écho *Le Monde* dès 12-13 février. Une réunion analogue, et tout aussi discrète, s'était tenue également à Versailles, le 5 décembre dernier.

Selon l'usage, aucun communiqué ne sera publié, mais l'on se doute bien que les vifs remous observés récemment sur le franc et sur le dollar ont été au centre des conversations. Selon des informations en provenance du Japon, c'est la France qui aurait pris l'initiative de tenir cette réunion. Préoccupé par le très vif accès de faiblesse subi par notre monnaie à un mois des élections, le gouvernement français aurait examiné avec ses partenaires quelle forme de coopération pouvait être adoptée pour éviter une nouvelle dégradation du franc. Les observateurs soulignent néanmoins que les accords déjà existants entre banques centrales permettant de se prêter mutuellement assistance en cas de pressions trop vives.

compagné de son sous-secrétaire, M. Solomon, avait l'intention — avant que la neige n'empêche son avion de décoller — de se rendre lundi matin à Bonn pour préparer le « sommet » économique de juillet prochain. Pour l'instant, un dialogue de sourds semble s'être établi entre les États-Unis et l'Allemagne fédérale. A Washington, on continue à demander, même à exiger, une renouveau de l'économie ouest-allemande pour relayer l'effort d'expansion américain, contribuant à la réduction du déficit commercial américain et atténuant aussi la pression sur le dollar. A Bonn, le chancelier Schmidt se refuse toujours à satisfaire les exigences américaines au nom de la lutte contre l'inflation, qu'il continue de juger primordiale.

L'opposition entre les deux thèses reste donc entière, ce qui pourrait à la fois compromettre la tenue du « sommet » de juillet et soumettre le dollar à une nouvelle pression. A Washington, on laisse entendre qu'une nouvelle baisse de la monnaie américaine sanctionnerait l'obstruction du partenaire ouest-allemand. Après l'accalmie relative qui règne depuis un mois sur les marchés des changes — la chute du franc mise à part — une nouvelle période de turbulence pourrait débiter. C'est ce que prévoient un certain nombre de cambistes, pour qui le répit dont jouit actuellement le dollar n'est qu'un sursis. Ils tablent sur une nouvelle valorisation du deutschemark, du yen et du franc suisse.

La différence

américano-allemand

Il semble qu'un autre sujet de préoccupation ait été évoqué par les ministres des Cinq : celui de la tenue du dollar et de l'évolution de l'économie mondiale. M. Blumenthal, secrétaire américain au Trésor, a-

FRANÇOIS RENARD.

M. Robert Delorozoy devient président de l'Assemblée des chambres de commerce et d'industrie

Au cours de l'assemblée générale annuelle de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (A.P.C.C.I.), qui se tient à Paris au Palais des congrès les 13 et 14 février, M. Robert Delorozoy est appelé à succéder à M. Jean Panhard. M. Delorozoy, président de la Chambre régionale de l'Île-de-France, a été élu en février 1977 pour occuper ce poste de 1978. Il est remplacé par M. Jean Panhard, président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie de Paris, ne l'a occupé qu'un an.

La déception surprenant en tant que président de l'Assemblée permanente de l'A.P.C.C.I., cette dernière a vu en la fin de l'Assemblée sortante entre autres et prévues. Les deux chambres de commerce et d'industrie départementales, depuis une dizaine d'années, la suprématie parisienne, les que la C.C.I.P. (Chambre de commerce et d'industrie de Paris) finance près du quart du budget de l'A.P.C.C.I. De plus, la décision concrétisait l'ambition de la représentation du commerce, dont les mandants insistent jusqu'à sous-représentés. M. Delorozoy, nouveau président de l'A.P.C.C.I., fait donc paraître de représentant de la province — une « province » bien riche puisqu'il s'agit de l'Île-de-France — et du commerce, ce qui est logique puisqu'il est D.G. d'une société moyenne supermarchés, affiliée à la opération de détaillants CODEC. Agé de cinquante-cinq ans, Robert Delorozoy est né à Paris et est maître de Chai-

seul, dans les Yvelines. C'est incontestablement un homme d'appareil. La simple énumération de ses activités extra-professionnelles le prouve : membre du Conseil économique et social (où il préside le groupe des entreprises privées), membre du Conseil supérieur des classes moyennes, membre du Conseil national du crédit, vice-président du conseil de la Chambre syndicale des banques populaires (Crédit populaire de France).

Plein d'entrain et de fermeté, il a dès longtemps habillé les cercles consulaires à sa silhouette moyenne, à son regard clair qui voit par-delà une poussière lourde, à ses discours remplis d'une connaissance patiemment acquise d'un secteur difficile et complexe. Nul mieux que lui ne connaît à la fois le commerce et la nécessaire diplomatie dont doit faire preuve son représentant dans les assemblées consulaires, porte-parole à la fois du détaillant indépendant et du commerçant organisé qui exerce son activité au sein d'un groupe important.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Bas + Haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8800 4,8850	+ 230 + 190	+ 270 + 340	+ 780 + 900
\$ can.	4,3304 4,3354	+ 100 + 140	+ 250 + 310	+ 650 + 710
Yen (100) ..	2,0700 2,0720	+ 100 + 120	+ 200 + 250	+ 500 + 550
D.M.	2,3100 2,3220	+ 110 + 150	+ 240 + 300	+ 620 + 700
Finland.	2,1800 2,1820	+ 70 + 110	+ 150 + 190	+ 380 + 420
F.B. (100) ..	14,8900 14,9200	+ 250 + 320	+ 540 + 610	+ 1250 + 1350
F.S.	2,4700 2,4840	+ 170 + 230	+ 400 + 470	+ 1000 + 1100
L. (1 000) ..	5,6500 5,6515	+ 120 + 90	+ 250 + 220	+ 500 + 450
£ 100	9,4500 9,4640	+ 250 + 330	+ 580 + 660	+ 1400 + 1620

TAUX DES EURO-MONNAIES

	31/1	31/2	31/3	31/4	31/5	31/6	31/7	31/8
\$ U.S.	6,91/16	6,11/16	6,11/16	7	7	7	7 1/2	7 1/2
Finland.	5 1/2	4	5 3/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
F.B. (100) ..	3 1/2	4 1/2	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16	7 5/16
F.S.	8	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000) ..	11	12 1/2	13 1/4	13 3/4	14 1/8	14 1/8	14 1/8	14 1/8
£ 100	4 3/4	5 1/4	6 11/16	7	7 1/4	7 1/4	6 5/8	7
Fr. franc. 12 1/2	14 1/2	16 1/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4	16 3/4

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

ROBERT & RENÉ

13, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS 10^e - M^o REPUBLIQUE

Une boucherie
« Grande Surface »
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT
TOUTE L'ANNÉE
nos clients le savent!..

CLOTURE DES CREDITS PROFESSIONNELS C.I.C.

MARDI APRÈS-MIDI

LE PRÊT RÉALISTE.

Crédits à l'équipement de 300.000 F en quelques jours.

Avec un délai inférieur à 8 jours et pour un montant maximum de 300.000 F, les crédits à l'équipement professionnel du C.I.C. ont de bonnes raisons d'être efficaces. Ces crédits concernent aussi bien l'aménagement de locaux que l'achat de matériel ou de véhicules.

Ces crédits sont souples : choisissez la solution adaptée à votre activité, votre investissement, vos possibilités de remboursement (6 mois à 5 ans).

Nous avons des formules capables de répondre aux attentes des PME, PMI et Professions Libérales, clientes du C.I.C.

Si vous êtes client, adressez-vous à votre succursale du Groupe C.I.C.

Si vous n'êtes pas client, téléphonez-nous au 280.92.08 ou 280.92.33 ou écrivez-nous : C.I.C. Département du développement 66 rue de la Victoire 75009 Paris, en nous indiquant votre nom, votre adresse et votre profession.

Crédit Industriel et Commercial

MONDIALE DES VOYAGES

Nous aidons à les réaliser

NOCTURNES

L'ogre

L'ornithorynque appréhendé »

Une mise au point de la société Bühler-Miao

ant de son droit de réponse
notre article « L'ornitho-
que appréhendé », où nous
tions les péripéties d'un jeune
né C.G.T., M. Ernesto Ba-
la, seul syndiqué associé au
de la société Buhler-Ming
Monde daté 5-6 (février), le
mi de cette entreprise nous

à continuer à occuper les lieux
constituaient dès lors une voie
de fait justiciable du recours à
la force publique.

» En vérité M. Basanta et les siens ont une conception particulière de la loi ; ils en usent tant qu'elle sert leurs desseins, quitte à la dénoncer lorsque'ils doivent à leur tour s'y plier. »

Une réponse de la C.G.T.

De son côté l'Union des syndicats C.G.T. du quartier de la Défense nous écrit :

« Contreirement, aux allégations de la direction Buhler, les faits témoignent que la liberté est maintenue dans son entreprise. Depuis le jour où M. Basanta — alors embauché depuis cinq ans — conteste une décision de la direction, une avalanche de vexations et de reproches se sont succédés. De plus, la direction Buhler l'a reconnu délégué syndical pendant plus d'un an puis'elle a procédé à l'envoi de dix-sept lettres d'avertissement, de mise à pied pour fait syndical et qu'il a poursuivi son travail à refusé sa demande de licenciement en 1977.

« D'autre part, elle viole l'article 412-15 du code du travail, qui prévoit que les anciens délégués syndicaux ont une protection de six mois et que la demande de licenciement doit être effectuée auprès de l'inspection du travail. Il faut savoir également que la direction de cette entreprise refuse obstinément toute entrevue ou délégation de l'Union des syndicats C. G. T. de la Défense. »

(Selon les attendus du jugement rendu en première instance par le tribunal de Courbevoie, M. Bassani, employé à la société Buhler-Mieg depuis le 12 janvier 1973, avait reçu deux lettres d'avertissement les 13 et 23 octobre 1976 : le 3 novembre 1976, l'administration lui remettait une lettre recommandée l'informant qu'il était susceptible d'une procédure de licenciement, lettre qu'il refusa parce que non recommandée ; le 4 novembre, l'union locale C. G. T. adressait à la direction de l'entreprise une lettre recommandée l'informant que le syndicat envisageait de saisir le tribunal ; le 5 novembre, la direction adressait à M. Bassani une lettre recommandée l'avertissant officiellement qu'une procédure de licenciement était engagée contre lui. La proximité de ces dates explique le caractère abusif de la procédure qui s'est suivie.)

① **General Motors a été condamné**, le 8 février, à verser 25 millions de dollars de dommages-intérêts aux parents d'un jeune homme l'ayant tué six ans après que le réservoir à essence de sa Chevrolet Chevelle eut explosé au cours d'une collision. Les parents de la victime ont obtenu comme l'argent de la vie du réservoir était « fondamentalement dangereux ». Deux jours auparavant, Ford Motor avait été condamnée à payer 12,7 millions de dollars à la famille d'un adolescent contondé par une voiture encore plus élevée à un garçon de dix-huit ans brûlé à 95 % il y a cinq ans, quand le réservoir de sa Ford Pinto avait pris feu sans raison apparente. Les juges ont rejeté son intention de faire appel, tandis que General Motors n'a pas encore indigné les suites qu'elle entendait donner au jugement.

UNE SEMAINE APRÈS SA NOMINATION

M. Fontvieille démissionne de son poste de P.-D. G. de Manufrance

De notre correspondant

Saint-Etienne. — La crise de Manufrance a pris le samedi 11 février un tour nouveau avec la démission du F.-D. G. M. Henri Montivieille, qui, une semaine plus tôt, avait été nommé directeur, après le retrait de M. Jacques Petit. Si l'on s'en tient aux termes de la brève déclaration remise, dimanche à la presse par M. Montivieille, on ne peut aller qu'à la présidence parce qu'« il n'a pas obtenu de son prédécesseur les renseignements satisfaisants sur les installations susceptibles de pourvoir le capital de la Société ».

M. Petit, qui avait démissionné le 4 février de ses fonctions de P.-D. G., avait accepté un poste de directeur général adjoint de la S.N. pour négocier avec le Gouvernement de la création de la société nouvelle d'exploitation. Il doit trouver, avant l'échéance fatidique du 23 février, les investisseurs nécessaires à l'assise de son plan de sauvetage.

C'est donc parce qu'il s'estime

● **Lip** : la municipalité de Besançon a décidé d'offrir un terrain aux grévistes de l'ex-usine Lip de Palente. Une centaine de mètres carrés, dans une usine relais de la ville, permettant aux travailleurs de disposer d'un siège social pour la coopérative qu'ils ont créée. La municipalité s'est aussi prononcée pour l'expropriation de l'usine et des terrains de Palente, après le refus du syndic de les vendre à la ville.

LES INVESTISSEMENTS FERROVIAIRES

Beaucoup d'argent sur les rails

La S.N.C.F. prévoit qu'en 1978 ses investissements seront presque trois fois plus élevés que ceux des British Railways, révèle une étude d'une revue américaine, l'International Railways Journal, qui porte sur les investissements prévus par différents pays pour leurs chemins de fer.

La S.N.C.F. consacrerà 6 685 millions de francs en 1978 pour moderniser son réseau, et son homologue britannique, 2 430 millions. La R.A.T.P., quant à elle, investira, au cours de la même période, cinq fois plus d'argent (2 082 millions) que son homologue londonien (387 millions).

Pour sa part, le gouvernement de Bonn a accepté de consentir annuellement, pendant cinq ans, un investissement moyen de 5 400 millions de francs pour ses chemins de fer. L'Espagne, de son côté, y consacrera 2 088 millions de francs en 1978, l'Italie,

1 521 millions, la Turquie
1 656 millions, l'Australie,
1 680 millions et la République
d'Afrique du Sud 1 971 millions.

Selon l'étude, les plans d'acquisition de matériel pour l'ensemble des pays du monde, sans compter les Etats-Unis et les pays de l'Est européen, membres du Comecon, sont de 16 000 wagons de marchandises, 1 850 voitures de voyageurs et 700 locomotives.

La construction de nouvelles voies représente, selon cette revue, le plus important poste de dépenses : 5 550 millions de francs pour les quatre-vingt pays sur lesquels porte l'étude. Ainsi, exception faite des travaux effectués par le S.N.C.F. et la R.A.T.P., le Portugal construira 205 kilomètres de lignes supplémentaires en 1978, l'Argentine 163 kilomètres, le Swaziland 100 kilomètres, le Cameroun 83 kilomètres, l'Uruguay 62 kilomètres et le Malawi 60 kilomètres. — (A.F.P.)

Etes-vous sûr de ne pas payer trop d'impôts?

**Avez-vous un Livret A
de la Caisse d'Epargne "Ecuireuil" ?**
Les intérêts, 6,50 %, sont totalement exonérés d'impôt.

Profitez-vous de la totalité du dépôt autorisé?
Le plafond est de 38.000 F.
Et les intérêts capitalisables sans limitation.

Avez-vous de l'argent disponible qui ne vous rapporte rien ?
Ou qui vous rapporte un intérêt inférieur à 6,50 % à cause de l'impôt ?

Vérifiez ! votre argent disponible doit d'abord
vous rapporter 6,50 % exonérés d'impôt. Avec un Livret A.
Et chaque membre de votre famille,
quel que soit son âge, peut posséder son Livret A.

Les autres avantages du Livret A?

Virement des salaires, des pensions...
Prélèvement automatique du montant de vos
quittances d'eau, de gaz, de téléphone...

**Le Livret A
de la Caisse d'Épargne "Écureuil",
un livret totalement exonéré d'impôt.**



AUTOMOBILE

L'Affasud super
puissante, plus chère

ROYAUME DU MAROC

**Office Régional
de Mise en Valeur Agricole du GHARB
KENITRA**

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 1/78

Le Directeur de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb recevra, jusqu'au 31 mars 1978 (21 Rabia 2 1398) à 11 h. 30. des offres de prix pour la fourniture, le transport et le montage du matériel électromécanique destiné à l'équipement de la station de pompage SMP C2.

- Les travaux sont groupés en 3 lots :
- *Lot N° 1 : Matériel de filtration (comportant un filtre à tambour rotatif de 900 l/s de débit nominal) ;*
- *Lot N° 2 : Matériel hydraulique et mécanique (débit total équipé de 830 l/s à une hauteur manométrique moyenne de 140 et 120 m de réservoirs à pression d'air) ;*
- *Lot N° 3 : Matériel Electrique (puissance installée 2 x 1250 KVA).*

Le dossier est à retirer au siège de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb : Bureau des Marchés - Carrefour Mauritanis - KENITRA - contre remise d'un chèque libellé au nom de l'Agent Comptable de l'O.R.M.V.A.G. d'une somme de CINQ CENT DIRHAMS (500 DH).

PUBLICIS A 3671

ÉTRANGER

Un programme d'économies d'énergie est mis au point par Bonn

Bonn. — Le gouvernement fédéral vient de reprendre, sous une forme nouvelle, le programme visant à favoriser des économies dans l'utilisation de l'énergie pour le chauffage. Ce programme, qui prévoit des subventions de 4,35 milliards de marks durant les cinq prochaines années, avait fait l'objet d'une large publicité en septembre dernier. Il se heurta cependant à la résistance des Länder gouvernés par les chrétiens-démocrates et dut être abandonné au début de janvier, lorsque le gouvernement du Bade-Wurtemberg refusa catégoriquement de signer le projet préparé par le gouvernement de Bonn.

De notre correspondant

Le même programme qui devait à l'origine résulter d'un accord entre les Länder et le gouvernement central va être révisé maintenant par la voie législative. Le gouvernement compte que cette injection financière contribuera à ranimer la conjoncture économique.

Le Parlement va se voir proposer un projet incorporant les subventions prévues dans la loi sur la modernisation des logements. La méthode de financement reste fondée sur une taxe frappant le meuble utilisé pour le chauffage des locaux. Cette taxe nouvelle, qui était de 1 mark par 100 litres, passera cependant à 2 marks, en admettant que l'ensemble du programme gouvernemental trouve une majorité au Parlement. En échange de ces

charges nouvelles, les propriétaires se verront offrir des subventions en vue d'améliorer l'isolation thermique des immeubles et de moderniser les installations de chauffage (deux tiers des 4,35 milliards prévus à cet effet sont réservés aux logements).

En même temps, une décision de l'Office des cartels va réduire d'une autre manière le gaspillage d'énergie. L'Office a contraint la R.W.E. (le plus grand producteur d'électricité en Rhénanie-Westphalie) de modifier les conditions qu'elle imposait jusqu'à présent aux entreprises industrielles capables de produire elles-mêmes de l'énergie en exploitant les surplus de vapeur dont elles disposent. Le R.W.E. ne pourra plus leur appliquer des tarifs discriminatoires. — J. W.

ÉTATS-UNIS

● Un ménage américain sur cinq dispose d'un revenu annuel d'un million de dollars (10 000 F par mois environ) indique l'organisme de recherche économique Conference Board; 11,1 millions de ménages déclarent 40 % de pouvoir d'achat global. Plus de la moitié de ces ménages vivent dans les grandes banlieues, et seulement 26 % dans les villes mêmes; 3 % des ménages considérés ont une femme comme chef de famille et 5 % sont noirs ou appartenant à des minorités ethniques. Enfin, 36 % de ces ménages vivent dans le sud des États-Unis, 19 % dans l'ouest et 26 % dans le nord-est. — (A.F.P.)

● Les crédits à la consommation ont augmenté, en 1977, aux États-Unis, un total de 22,8 milliards de dollars, en progression de quelque 30 milliards (+15,5 %) par rapport à 1976. Le montant des crédits bancaires a représenté 110 milliards de dollars, dont environ 40 % pour les achats d'automobiles. En 1978, la progression de l'ensemble des crédits ne serait que de 30 milliards (+12,5 %), si bien que les remboursements ne représenteront plus que 16,2 % du revenu disponible des Américains, contre 17,1 % en 1977 et un record de 17,5 % en 1973, avant la crise. — (Agefi)

JAPON

● La production de sept importants secteurs industriels ja-

ponais est retombée à la fin 1977 à son niveau de 1970, indique dans un rapport qui vient d'être publié le ministère du Commerce International et de l'Industrie (MITI). Les moyennes des secteurs sidérurgiques, textile, la construction navale, l'aluminium, les engrais chimiques, les industries du papier-carton et de la résine polyvinyle, ont déclaré que la situation est d'autant plus difficile dans ces secteurs touchés par la récession qu'ils fournissent des emplois à environ 2,2 millions de personnes, soit près de 20 % de la population active dans l'industrie. Le rapport précise que les soixante-dix-huit entreprises des secteurs considérés ont réduit leurs effectifs dans une proportion plus de deux fois supérieure à celle des autres secteurs industriels. — (A.F.P.)



Reservations : 225.99.06+

IRAN AIR

Only Sud

PARIS NEW-YORK

BOEING 747 SP : Lundi - Vendredi 12 h 30

Paris-Londres 6 vols quotidiens à votre service

ROISSY-HEATHROW	HEATHROW-ROISSY
9h00*	8h00
11h00	10h00*
13h00*	12h00
15h00	14h30*
18h00*	17h00*
20h00*	19h00*

*Envolez-vous dans un TriStar British Airways, l'avion le plus confortable sur Paris-Londres.

A l'aéroport de Heathrow, prenez le nouveau métro express. Il vous conduit directement au centre de Londres.

Enfin, n'oubliez pas nos vols directs de Roissy vers Manchester, Cardiff, Birmingham, Bristol.

"Peut-on vous aider?"

British airways

En collaboration avec Air France. Renseignements au 91, Champs-Élysées et 38, avenue de l'Opéra. Tél. 260.38.40, ou consultez votre agent de voyages.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Bénéfices record pour T.W.A.** — Les résultats préliminaires pour 1977 laissent apparaître un bénéfice après impôts de 64,8 millions de dollars (92 millions de francs) pour la société T.W.A., soit une hausse de 75,9 % par rapport à 1976. « Chacun de nos trois secteurs d'activité a contribué à ces résultats », a indiqué M. Edwin Smart, président de T.W.A. : + 38,6 millions de dollars avant impôts pour la chaîne hôtelière Hilton International, 32,4 pour la Compagnie aérienne et 23 pour Canteen Corporation.

● **Le budget de la communauté de Strasbourg.** — Le conseil de la communauté urbaine de Strasbourg vient d'adopter un budget qui prévoit pour 1978 des investissements de 170 millions de francs et des dépenses de fonctionnement de 321,5 millions. La communauté qui, en dix ans, a construit 92 kilomètres de voies nouvelles, consacrera à nouveau une bonne part de ses investissements à la voirie, notamment à la « pénétrante » qui doit relier le réseau autoroutier au nouvel ensemble immobilier des Halles. Les conditions de circulation dans l'agglomération seront également améliorées grâce à l'extension du « système intégré automatique » qui consistera déjà à installer des feux à sens unique et à modifier d'autres au cours de l'année.

Agriculture

● **L'organisation du marché laitier européen.** — Les organisations professionnelles européennes du secteur laitier et la Commission de la C.E.E. se sont mis d'accord sur la ventilation d'une partie des sommes procurées par la taxe de responsabilité sur le lait : 28 millions d'unités de compte (U.C.) seront consacrés à la distribution de lait dans les écoles, 15 millions d'U.C. à la vente à prix réduit de beurre dit concentré, utilisé notamment pour la cuisine. 33 millions d'U.C. permettront d'encourager du lait à la fabrication de glaces alimentaires. Enfin, 31 millions d'U.C. favoriseront les actions de promotion du lait à l'intérieur de la Communauté. Il reste 108 millions d'U.C. à répartir entre la promotion du lait européen sur les marchés extérieurs.

l'utilisation du lait en poudre dans l'alimentation du bétail et le montant de l'aide aux producteurs qui s'engagent à ne pas livrer leur lait durant une période déterminée. — (A.F.P.)

● **M. Denis Bergmann** vient d'être nommé président de la commission des comptes de l'agriculture par le ministre délégué à l'économie et aux finances, M. Robert Boulin. M. Bergmann est directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique. Il remplace à la tête de la commission des comptes de l'agriculture M. André Gramois, conseiller d'Etat.

● **M. Jacques Blanc**, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture, a indiqué au cours de l'assemblée générale de la Fédération des producteurs d'ovins que la France participera à l'organisation nationale du marché du mouton tant que le Marché commun n'aura pas mis au point un règlement accordant des garanties équivalentes aux éleveurs français.

Emploi

● **Compression de personnel chez C.F.F.-Chimie.** — En raison des mauvais résultats enregistrés en 1977 et du marasme persistant que la France connaît dans les matières plastiques, la direction de C.F.F.-Chimie, filiale des Charbonnages de France, a décidé de supprimer deux cents emplois. Il ne sera cependant procédé à aucun licenciement, la compression de personnel décidée devant s'opérer par des mises en retraite anticipées.

Ces mesures, qui ne prendront effet que dans quelques mois, concernent le siège de la société à Paris-La Défense, l'usine de Lillebonne (Seine-Maritime), ainsi que les établissements de Maignelay-Douvry et de Drocourt dans le Pas-de-Calais.

La direction de C.F.F.-Chimie fait d'autre part savoir que cent dix-huit postes restent à pourvoir à l'usine de Dunkerque, dont le démarrage est prévu à l'automne, et que vingt emplois nouveaux vont être créés à Auchel (Pas-de-Calais), où une fabrique de sacs-poubelles en cours de construction sera opérationnelle en septembre 1978.

● **Extension d'un conflit à la Tréfilerie Coblentz de Bourg-en-Bresse.** — Après la décision de la direction de suspendre provisoirement le contrat de travail de soixante-treize salariés en raison de la grève de cent dix-sept agents d'entretien, l'action revendicative s'est étendue à sept cents personnes sur mille trois cent cinquante mises en grève de solidarité à l'appel des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. — (Corresp.)

● **Trois cent soixante-sept licenciements chez Aunay-Fortier.** — Cette entreprise, qui emploie mille cent personnes à Derville (Seine-et-Marne), a été autorisée à poursuivre ses activités jusqu'au 15 mars prochain, après la mise en règlement judiciaire intervenue en décembre dernier. De la grève du 7 janvier 1978, cependant, un tiers du personnel, soit trois cent soixante-sept personnes exactement, a d'ores et déjà été licencié par le syndicat. M. Brauer pour qui cette opération constitue une étape vitale. Un nouveau directeur vient d'être nommé, M. Adam, cadre dans l'entreprise depuis vingt ans, qui a été chargé de réorganiser le service commercial et les ateliers de production. — (Corresp. part.)

Transports

● **Baisse de trafic à Dunkerque.** — Le trafic du port autonome de Dunkerque a atteint 32,8 millions de tonnes en 1977 (-2,2 % par rapport à 1976). M. Jean Lefol, président du port, estime que ce résultat est satisfaisant compte tenu de la situation mondiale du transport maritime, de la crise de la sidérurgie et surtout de la grève des dockers du 10 mars au 31 avril dernier. Le bilan financier du port fait apparaître une perte d'environ 10 millions de francs, qui correspond aux pertes de recettes pendant la grève des dockers.

● **Reprise du trafic dans le remorqueur de Havre.** — Les officiers des remorqueurs de la société « Les Abeilles », au Havre ont décidé, samedi 15 février, de suspendre tout mouvement de grève commençant le 28 janvier et de reprendre le travail dès dimanche. Cette décision votée selon la C.G.T. par 80 % des grévistes, a été prise après une première réunion entre les syndicats et la direction. Les officiers ont obtenu, selon leurs représentants syndicaux, un accord de principe sur la question des « compensations de déplacement » (une partie du trafic pétrolier a en effet été transféré du Havre à Antifer depuis que cet avant-port a été mis en service).

● **Rouen, quatrième port français.** — Avec un trafic de 18 904 000 tonnes, le port de Rouen a établi en 1977 son propre record, qui représente une hausse de 8,4 % sur l'année précédente. Cette progression est la plus forte qui ait été enregistrée parmi les ports autonomes français, qui tous, à l'exception de Nantes et de Saint-Nazaire, ont subi une baisse de 2 % à 6 %. Rouen demeure donc le quatrième port français après Marseille, Le Havre et Dunkerque. — (Corresp.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS LONDRES



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Dans le cadre de sa politique de regroupement de ses participations industrielles au sein de holdings spécialisées, la C.G.E. vient de faire passer à la S.A.M.A.C. société de portefeuille dont elle détient la quasi-totalité du capital, de ses participations dans :

- La Compagnie européenne d'accumulateurs (C.E.A.)
- La Société des accumulateurs fixes et de traction (S.A.F.T.)
- La Compagnie industrielle des piles électrochimiques (C.I.P.E.)
- La Fabrique d'appareillage électrique et d'articles métalliques (F.A.E.M.)
- La Société Ammonit
- La Compagnie européenne d'équipement ménager (C.E.P.M.)
- La Société commerciale C.E.S.

CHAMPAGNE MUMM

Le chiffre d'affaires global, hors taxes et hors taxes, réalisé en 1977 par la société, a atteint 241 968 870 F, supérieur de 24,07 % à celui de l'exercice précédent : 195 931 672 F. Dans ce total, l'activité « produits importés » a représenté 58 244 977 F, contre 46 074 034 F en 1976 (+24,21 %).

Les ventes « champagne » de la société ont progressé de 15,22 % d'une année sur l'autre, contre 9,58 % pour l'ensemble du négoce, et le chiffre d'affaires concernant cette activité s'est établi à 186 122 193 F, dont 101 400 680 F pour l'exportation, en progression de 24,95 % sur celui de l'exercice 1976, 148 957 458 F.

Les ventes de champagne des sociétés Mumm, Perrier-Jouët et Heidsieck et Cie Monopole ont totalisé 10 917 000 bouteilles en 1977.

GROUPE SELLIER-LEBLANC

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Sellier-Leblanc s'est élevé, en 1977, à 842 millions de francs, montant sensiblement équivalent à celui réalisé en 1976 (822 millions de francs).

RÉPUBLIQUE DU NIGER MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Postes et Télécommunications du Niger lance un appel d'offres international pour la fourniture :

- de 3 centraux téléphoniques de capacités initiale et finale, 800/10000, 400/5000, 200/5000;
- de 3 installations VHF/UHF de faible capacité;
- de 2 installations HF/BLI;
- de courants porteurs de faible capacité sur fils aériens financés par l'Association Internationale de Développement (AID).

Les dossiers d'appels d'offres peuvent être retirés :
— auprès de l'Office des Postes et Télécommunications, Niamey, République du Niger, ou
— auprès de l'Union Internationale des Télécommunications, Place des Nations, CH 1211 Genève 20, agissant pour le compte du Gouvernement du Niger.

La clôture des offres est prévue pour le MARDI 2 MAI 1978 à 17 h.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE
OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB

PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Essais d'étanchéité des canaux

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb se propose de mettre à l'essai différents types de joints, sur bajoyers et radiers de canaux enterrés, dans le cadre de la réalisation de travaux couvrant la S.T.I. (60.000 ha) et le périmètre du Beht (30.000 ha).

Les essais portant sur la réalisation d'environ 1.500 ml de joints de différents types auront pour but de sélectionner les entreprises qui seront retenues pour soumissionner dans le cadre d'appel à la concurrence pour la réalisation d'environ 400.000 mètres de joints (400 km).

Les sociétés désireuses de participer à ces essais sont priées de retirer le protocole de ces essais auprès de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Carrefour Mauritanie Kenitra - Bureau des Marchés jusqu'au 17-3-78 (7 Rabia II 1398).

LES MARCHÉS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS LONDRES

Le chiffre d'affaires global, hors taxes et hors taxes, réalisé en 1977 par la société, a atteint 241 968 870 F, supérieur de 24,07 % à celui de l'exercice précédent : 195 931 672 F. Dans ce total, l'activité « produits importés » a représenté 58 244 977 F, contre 46 074 034 F en 1976 (+24,21 %).

Les ventes « champagne » de la société ont progressé de 15,22 % d'une année sur l'autre, contre 9,58 % pour l'ensemble du négoce, et le chiffre d'affaires concernant cette activité s'est établi à 186 122 193 F, dont 101 400 680 F pour l'exportation, en progression de 24,95 % sur celui de l'exercice 1976, 148 957 458 F.

Les ventes de champagne des sociétés Mumm, Perrier-Jouët et Heidsieck et Cie Monopole ont totalisé 10 917 000 bouteilles en 1977.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du groupe Sellier-Leblanc s'est élevé, en 1977, à 842 millions de francs, montant sensiblement équivalent à celui réalisé en 1976 (822 millions de francs).

RÉPUBLIQUE DU NIGER MINISTÈRE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Postes et Télécommunications du Niger lance un appel d'offres international pour la fourniture :

- de 3 centraux téléphoniques de capacités initiale et finale, 800/10000, 400/5000, 200/5000;
- de 3 installations VHF/UHF de faible capacité;
- de 2 installations HF/BLI;
- de courants porteurs de faible capacité sur fils aériens financés par l'Association Internationale de Développement (AID).

Les dossiers d'appels d'offres peuvent être retirés :
— auprès de l'Office des Postes et Télécommunications, Niamey, République du Niger, ou
— auprès de l'Union Internationale des Télécommunications, Place des Nations, CH 1211 Genève 20, agissant pour le compte du Gouvernement du Niger.

La clôture des offres est prévue pour le MARDI 2 MAI 1978 à 17 h.

ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE
OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB

PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Essais d'étanchéité des canaux

L'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb se propose de mettre à l'essai différents types de joints, sur bajoyers et radiers de canaux enterrés, dans le cadre de la réalisation de travaux couvrant la S.T.I. (60.000 ha) et le périmètre du Beht (30.000 ha).

Les essais portant sur la réalisation d'environ 1.500 ml de joints de différents types auront pour but de sélectionner les entreprises qui seront retenues pour soumissionner dans le cadre d'appel à la concurrence pour la réalisation d'environ 400.000 mètres de joints (400 km).

Les sociétés désireuses de participer à ces essais sont priées de retirer le protocole de ces essais auprès de l'Office Régional de Mise en Valeur Agricole du Gharb - Carrefour Mauritanie Kenitra - Bureau des Marchés jusqu'au 17-3-78 (7 Rabia II 1398).

هكذا من الأصل

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES — Le cent cinquantième de Jules Verne : « Roi des comètes ou prophète ? », par J.-P. Foucey.
3. ÉTRANGER — La guerre en Ouganda.
4. PROCHE-ORIENT — LIBAN : la Syrie a imposé un compromis.
5. EUROPE — PORTUGAL : le Parlement a approuvé le programme du gouvernement Soares.
6. DIPLOMATIE — 73.12. POLITIQUE — LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES : — Le meeting du R.P.R. à la porte de Pantin ; — CORSE : les autonomistes et la campagne ; — M. Séguin au Club de la presse ; — « Libertés nouvelles » (11), par Roger-Gérard Schwartz.
7. DUNE RÉGION A L'AUTRE (XVII) — RHONE-ALPES : « Une crise économique particulièrement ressentie », par Alain Guichard.
14. SOCIÉTÉ — Le Planning familial demande l'abrogation de la loi sur l'avortement, jugée trop restrictive. — Après un stage de formation, des jeunes chômeuses risquent de ne pouvoir passer leur examen.
15. JUSTICE — Les sanctions contre Mlle Guemenn.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 17 à 22
- Le psychodrame du franc.
 - Le spéculateur et l'Etat, par B. Dumas.
 - Controverse à Bruxelles sur les subventions britanniques à l'emploi.
 - Économie, emploi et mathématiques, par P. Salin.
 - L'Inde, un partenaire économique d'un poids croissant.
 - De la crise 80, le monde occidental pourrait manquer d'uranium.
 - Wall Street : une profession sur le déclin.
 - Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

- 23-24. CULTURE — DANSE : la performance de Carolyn Carlson.
33. SPORTS — EN ILE-DE-FRANCE : plus d'usines au pied de la capitale ; des autoroutes rendues au silence.
- 35 à 38. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (16)
 Annonces classées (35 à 37) ;
 Aujourd'hui (15) ; Carrefour (15) ;
 Journal officiel (15) ; Méteo-
 logie (15) ; Mots croisés (15) ;
 Bourse (38).

Le numéro de « Monde » daté 12-13 février 1978 a été tiré à 500 085 exemplaires.



**VENTE ANNUELLE
TISSUS
D'AMEUBLEMENT
"LA DECORATION
ACTUELLE"
RODIN**
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

A Vienne

Plusieurs participants à la conférence de l'Internationale socialiste ont déploré la rigidité de l'attitude israélienne

De notre correspondante

Vienne. — La réunion de l'Internationale socialiste sur le Proche-Orient, qui s'est tenue dimanche 12 février, à Vienne, sous la présidence du chancelier Kresky, n'a pas réussi à éliminer les divergences de vues existant au sein de l'organisation sur la question palestinienne. Elle n'en a pas moins permis, au lendemain de la rencontre, samedi, à Salzbourg, entre le président Sadate et M. Shimon Pérès, chef du parti travailliste, un utile échange d'opinions entre la délégation israélienne et les dix-neuf autres partis représentés. En outre, et cela a été au moins aussi important que la conférence elle-même, M. Pérès a eu la possibilité de deux reprises de s'entretenir, en marge de cette « table ronde », avec une délégation du parti socialiste arabe d'Égypte (gouvernement), dirigée par M. Fouad Mocheddine, son secrétaire général.

Formellement destinée à permettre un débat sur la base du rapport établi par M. Kresky sur les trois missions qu'il a menées entre 1974 et 1976 dans les pays arabes et Israël, la réunion de Vienne a aussi donné lieu à une discussion sur les chances actuelles et les conditions de paix après l'initiative de M. Sadate. De nombreux partis étaient curieux de connaître l'analyse du chef de l'opposition israélienne sur les points qui bloquent en ce moment les pourparlers entre le Caire et Tel-Aviv.

M. Shimon Pérès a-t-il réussi à atténuer les préoccupations que suscite, au sein de plusieurs formations, la rigidité de l'attitude israélienne dans les conversations en cours ? Il ne le semble pas, en dépit de l'affirmation exprimée par le dirigeant israélien, selon laquelle « la solution qui lui a été manifestée a largement dépassé ses espérances ». M. Pérès n'a pas caché cependant que les prises de position exprimées au cours de cette journée de travail « n'ont pas toutes été approuvées » et qu'il restait sur chaque question le point de vue de l'État d'Israël.

L'un des participants à avoir exprimé des réserves a été M. Sven Andersson, ancien ministre des affaires étrangères suédois. Tout en reconnaissant que les décisions sont difficiles à prendre pour Israël, M. Andersson a regretté que cet État « n'ait pas encore donné une réponse à l'initiative du président Sadate et n'ait même pas exprimé le souhait de concéder les principes considérés par presque toutes les nations du monde comme essentiels pour arriver à une paix juste et durable ».

La participation de l'O.L.P. au processus de paix et l'autodétermination du peuple palestinien ont représenté un autre volet des débats. À l'opposé par exemple de M. Kresky, qui s'est prononcé depuis longtemps en faveur de la reconnaissance de l'O.L.P., M. Pérès a déclaré que la position de son parti « à ce sujet n'avait pas changé ». « Nous sommes absolument opposés à la participation de l'O.L.P. aux négociations. Nous sommes arrivés à la conclusion que toutes les parties qui sont intéressées à la paix sont contre l'O.L.P. et que, dans les gouvernements qui sont favorables à l'O.L.P., sont contre la paix », a-t-il dit.

ANITA RIND.

« LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EST HOSTILE AUX RÉGIONS » déclare M. Olivier Guichard

Dans un entretien accordé à notre confrère la Croix (12-13 février), M. Olivier Guichard, président du conseil régional des Pays de la Loire, donne son sentiment sur l'attitude du président de la République vis-à-vis des régions. « M. Giscard d'Estaing n'a jamais été régionaliste, déclare-t-il. Il le dit tout le temps. En privé, s'entend. Il est hostile aux régions. Je ne comprends pas pourquoi. Si l'on veut faire un peu de planification, il est tout de même plus facile de le faire à cet échelon-là qu'à des échelons plus élevés. Du point de vue de la majorité, il a tort aussi. Les Pays de la Loire ne sont un exemple : les régions peuvent faire un contre-poids à la politique urbaine des villes dirigées par la gauche. Tant que M. Giscard d'Estaing sera président on n'ira pas très loin en matière de régions. Et si la gauche passe, les assemblées régionales deviendront des assemblées politiques. Ce sera alors, à terme, la fin des départements. »

À la question : « Croyez-vous que le département est une région de plein exercice ? », M. Guichard répond d'autre part : « Si l'on était raisonnable, on en reviendrait à la solution du grand département, qui résout la question. A peu près le plan Debré d'après-guerre : la France de quarante-cinq départements. »

● M. Abdelmalek Temmam, ancien ministre algérien des finances, est décédé, le 11 janvier à l'âge de cinquante-huit ans, à Alger. Il avait été, en 1964, dans la clandestinité, l'un des fondateurs du journal *El Moudjahid*, organe du F.L.N. En février 1976, il avait été nommé ministre des finances avant d'être élu député, en février 1977. Il était, depuis, président de la commission économique de l'Assemblée nationale algérienne.

NEIGE, GEL, VERGLAS L'hiver sur toute la France La circulation routière a été rendue difficile dans une cinquantaine de départements

Neige, gel, verglas, avalanches... ce qu'il est convenu d'appeler le mauvais temps a régné ce week-end sur l'ensemble de la France. La circulation routière a été rendue difficile dans une cinquantaine de départements. Le D.R.O. a été révisé samedi 11 février en fin d'après-midi, un arrêté a été pris, imposant aux véhicules de transport en commun des dispositifs anti-glaçants hors zone urbaine.

Dans la région de Thonnoles-Bains en Haute-Savoie, le D.R.O. a été coupé, vendredi 10 février au soir, par un éboulement de terre et de cailloux. Et à nouveau fermé samedi, par mesure de sécurité. Dans le Sud-Ouest, la Salnitte et la Charente ont été paralysées par la neige et le verglas. Notre correspondant nous signale que les R.N. 10, 11 et 137 furent partiellement bloqués dans la nuit du 10 au 11 février, entre La Rochelle et Saintes. Les camions de secours — non équipés de pneus cloutés — n'ont pu immédiatement secourir les automobilistes. Dans l'ensemble, le réseau secondaire demeurerait peu praticable, alors même que certaines autoroutes n'offraient qu'une voie réellement sûre et dégagée.

Ces précipitations n'ont pas seulement touché la circulation routière. D'abondantes chutes de neige ont provoqué, samedi 11 février, le déraillement de la locomotive du rapide Paris-Briançon en gare de Vernes (Hautes-Alpes). L'incident bloqua à 22 heures, d'autre part, le « train des Fignes » à été stoppé par une tempête de neige entre Digne et Nice, vendredi soir.

La vingtaine de personnes transportées à été dirigée en car, vers la préfecture des Alpes-de-Haute-Provence. À Paris, dimanche

Pour connaître l'état des routes, les usagers pourront obtenir les renseignements qu'ils désirent en téléphonant aux différents centres d'information et de circulation routière répartis sur le territoire : — Centre national d'information routière : 1, boulevard Théophile-Eugène, 93111, Roissy-sous-Bois, tél. : 590-90-00 ; Lyon, 26, rue Christian-Lacouture, 69677 Bron, tél. : 54-33-33 ; Metz, 2, rue A.-Bettanier, 57038 Metz Cedex, tél. : 75-22-24.

POLEMIQUE AU « FIGARO »

Les membres de « l'équipe Brisson » critiquent M. Robert Hersant

MM. Jacques de Lacretelle, de l'Académie française, Louis Chauvet, Marcel Gabbilly et Michel-Pierre Hamel, ont adressé, le 7 février, à M. Robert Hersant, directeur du Figaro, la lettre suivante : « Nous vous avons manifesté, à plusieurs occasions dans le passé, l'estime dans laquelle nous tenons votre action de remise en ordre et de rénovation du Figaro. Nous devons aujourd'hui, avec la même franchise, vous dire nos réserves les plus expresses sur la présentation de l'édition de Neuilly et de Puteaux (6 février 1978), de votre manifeste éditorial. Une telle pratique ne nous semble pas le Figaro au niveau d'un bulletin électoral local, mais elle nous paraît contraire, de plus, une grave atteinte aux principes et accords signés par vous qui régissent l'utilisation du titre. Nous ne pouvons, en cette circonstance — et nous le regrettons — donner « notre concours » et « notre assentiment » à ce qui nous paraît être un abus de droit. »

Les quatre signataires de la lettre formaient, avec Louis-Gabriel Robinet (décédé), le « groupe des cinq » auquel un tribunal a reconnu, en 1970, la qualité d'héritier de « l'association de paraitre », accordée à Pierre Brisson à la libération pour publier le nouveau Figaro. M. Marcel Gabbilly est actuellement membre du directoire, tandis que les trois autres signataires siègent au conseil de surveillance.

Lorsque M. Robert Hersant acquit le Figaro en 1973, ce fut avec l'accord des quatre « survivants » de « l'équipe Brisson », sous réserve du respect de certains principes auxquels ils font allusion dans leur lettre.

Le mur d'argent et celui des sondages

L'hebdomadaire *Valeurs actuelles*, dont le directeur est M. Raymond Bourguin, sénateur et conseiller de Paris (C.N.I.P.), consacre près de quatre pages dans son numéro daté 13-19 février, à la candidature de M. Hersant dans la sixième circonscription des Hauts-de-Seine (Neuilly, Puteaux). Il publie notamment une tribune intitulée « Le Figaro, l'I.T.O.P. et le sondage », dans laquelle il est affirmé que M. Hersant, directeur du Figaro, a effectué un sondage de cinq cent quatre-vingt-huit personnes, avant que le directeur politique du Figaro ait reçu l'avis du premier ministre et avant l'audience que lui a accordée le président de la République.

Mme Florence d'Harcourt, députée sortant, suppléante de M. Achille Peretti (R.P.R.),

maire de Neuilly, auquel elle avait succédé lors de la nomination de celui-ci au Conseil constitutionnel en mars 1977, recueille 43 % des intentions de vote, tandis que M. Hersant n'en obtient que 15 %. 17 % des personnes interrogées se prononcent pour le candidat du parti socialiste (M. Jean-Paul Aron, du moment de l'enquête, M. Gérard Brisson, à présent), 11 % pour Mme Annie Mandois (P.C.), 11 % pour le candidat écologiste et 3 % pour les autres candidats.

M. Hersant recueille d'autre part 17 % de « bonnes opinions » contre 45 % de « mauvaises », ces chiffres étant, pour Mme d'Harcourt, de 47 % contre 17 %.

Valeurs actuelles, qui souligne que M. Antoine Pinay et Raymond Bourguin ont apporté leur appui à Mme d'Harcourt, indique d'autre part que celle-ci a été nommée à la présidence de la République, et par M. Jacques Alexandre, chef du service du premier ministre, qui lui a remis un message de sympathie de M. Barre.

Le Figaro fait état, pour sa part, lundi 13 février, d'un sondage effectué dans la sixième circonscription des Hauts-de-Seine à la demande de *Neuilly-Journal*, mensuel dont le propriétaire est M. Peretti. Cette enquête, qui pourrait être publiée dans le numéro de mardi 14 février, attribuerait 31 % d'intentions de vote à M. Hersant et autant à Mme d'Harcourt. Le Figaro ne mentionne pas une enquête menée par la SCFRES à la demande de M. Hersant, et qui donnerait, selon certaines informations, des résultats analogues à ceux qu'a recueillis l'I.T.O.P. et que cite *Valeurs actuelles*.

Nous ne pouvons que le nom de Mme d'Harcourt apparaît, pour la première fois depuis l'annonce de sa candidature, dans le quotidien de M. Hersant, qui, autre part, qualifie *Valeurs actuelles* (160 000 exemplaires) au sondage duquel il fait écho, de « petite revue économique ».

Enfin, le Figaro ajoute qu'un autre sondage « est en cours cours sur le terrain à la demande, dit-on, d'un quotidien parisien ». Ses résultats seront intéressants à examiner, ajoute le Figaro. Ils permettront de savoir si l'impact de la campagne du candidat de la majorité a été perçu durablement ou non. »

UNE ÉLECTION CANTONALE

VAL-DE-MARNE : Chenevières-sur-Marne (1^{er} tour). Inscr. : 17 230 ; vot. : 10 542 ; suffr. expr. : 10 432.

M. Olivier Lefèvre d'Ormesson (C.N.I.P.), anc. dép., 4 929 voix ; M. Claude Roméo (P.C.), 3 234 voix ; M. René Dessert (F.S.), 1 712 voix ; M. Gérard Garel (P.S.U.), 209 voix ; M. Daniel Noël (M.R.G.), 198 voix ; M. Claude Chalaye (U.S.P.), 92 voix ; M. Renaud Louchard (C.D.S.), 58 voix. Il y a ballottage.

(Ce scrutin fait suite à l'invalidation du mandat de M. Claude Roméo (P.C.), qui avait été élu le 14 mars 1976 en battant au deuxième tour M. Lefèvre d'Ormesson par 5 381 voix contre 5 370. Le tribunal administratif avait annulé cette élection sur la requête de M. Lefèvre d'Ormesson, en raison d'une erreur administrative dans l'établissement des listes électorales par la préfecture du Val-de-Marne.)

(Lire page 5 les résultats des autres élections partielles de dimanche.)

POUR CONNAÎTRE L'ÉTAT DES ROUTES

Pour connaître l'état des routes, les usagers pourront obtenir les renseignements qu'ils désirent en téléphonant aux différents centres d'information et de circulation routière répartis sur le territoire : — Centre national d'information routière : 1, boulevard Théophile-Eugène, 93111, Roissy-sous-Bois, tél. : 590-90-00 ; Lyon, 26, rue Christian-Lacouture, 69677 Bron, tél. : 54-33-33 ; Metz, 2, rue A.-Bettanier, 57038 Metz Cedex, tél. : 75-22-24.

Le report du « Questionnaire » de Maurice Duverger

LA NOTION DE « PRÉ-CAMPAGNE » SUR LES ONDES EST-ELLE LÉGALE ?

Le « Questionnaire » de Maurice Duverger, qui devait être diffusé le 5 février sur TF1, ne le sera qu'après les élections législatives. L'arrêt de l'émission consacrée à l'actualité d'« Échos au roi » (et dont le sujet devait être « La système politique après mars 1978 ») a en effet pu être effectué comme prévu, le producteur, M. Jean-Louis Servan-Schreiber, étant souffrant. C'est donc l'interview de Mgr Lefebvre, déjà enregistrée, qui est passée à l'antenne le 5 février.

La réalisation de l'émission reportée, qui devait avoir lieu dans un second temps le 23 février pour être programmée le 26, vient d'être annulée par la direction de TF1 qui invoque l'équilibre à maintenir dans les tribunes politiques en période de « pré-campagne électorale ». (La campagne proprement dite débutant sur les ondes le 27 février à 9 heures.)

Interrogé à ce sujet, M. Henri Marquet, directeur de l'information à TF1, nous a déclaré, ce lundi 13 février : « Cette émission à caractère politique se situe dans le cadre de l'ouverture de la campagne nationale officielle sur les ondes, et se surajoute à la série d'émissions « Spécial élections », réalisée dans le cadre de la pré-campagne électorale, modifiant quelque sorte l'équilibre entre les émissions « Spécial élections », rité et l'opposition. En conséquence, nous avons décidé de reporter la diffusion de « Questionnaire » après les élections. »

Une déclaration de M. Maurice Duverger

De son côté, M. Maurice Duverger nous a fait parvenir la déclaration suivante : « Est-il plus équitable de renvoyer après les élections — comme on aime à le décider l'émission d'un professeur qui a travaillé, entre autres, l'hypothèse d'une victoire de la gauche, alors qu'on a diffusé auparavant l'émission d'un écrivain dont tout le monde a pu mesurer l'attachement à l'extrême droite ? Cela n'est pas sérieux. »

« Une chose l'est beaucoup plus : qu'on utilise la notion de « pré-campagne » pour empêcher les journalistes et les réalisateurs de radio et de télévision d'aborder autrement que dans les émissions réservées aux partis les sujets qui touchent à la politique. C'est à dire pour empêcher les citoyens d'avoir l'occasion de réfléchir en dehors des confortables rai...

La décision de TF1 permettrait peut-être de rendre de tels apports plus difficiles dans l'avenir. La loi du 7 août 1974 impose en permanence aux sociétés nationales de programme l'obligation d'assurer l'égalité d'accès à l'antenne des tendances de pensée et des courants d'opinion, en même temps que l'information des citoyens. L'article L. 167-1 du code électoral établit des règles plus contraignantes pendant la campagne en vue des élections législatives, en organisant des émissions spéciales à la radio-télévision nationale en équité rigoureuse entre la majorité et l'opposition. Mais ce régime ne s'applique en l'occurrence qu'à partir du 27 février à 9 heures.

En conséquence, il semble illégal d'invoquer la proximité des élections pour refuser de diffuser le 26 février une émission dont on reconnaît par ailleurs qu'elle aurait pu être le 5. C'est pourquoi j'ai décidé d'introduire devant le tribunal administratif de la Seine un recours pour violation de la loi. Le jugement rendu sur l'instance sera, nous espérons, une référence à l'application de l'émission reportée après les élections, car il sera prononcé beaucoup plus tard. Mais il pourra permettre d'établir que la notion de « pré-campagne » n'existe pas dans la loi et qu'elle sert à tourner celle-ci pour restreindre la liberté d'informer des journalistes et des réalisateurs.

Rien ne permet malheureusement de juger si une telle situation qui serait jugée anormale dans les autres démocraties : que la télévision française refuse d'informer sérieusement les citoyens avant les élections sur les conséquences qu'elles peuvent avoir sur le fonctionnement de la Constitution. »

L'APARTEMENT DONT VOUS REVEZ SANS PATIOUR ET SANS TRAIRES

OFFICE DE LA CONSTRUCTION
19 et 19 bis avenue d'Alsace, 92000 Nanterre (Paris Nord)
SUR TOUTES LES RÉALISATIONS NEUVES DE LA COTE

PRIX CONSTRUCTEUR
Accueil en allemand, anglais, arabe, espagnol, italien

ENTRETIEN EN ANNÉE — N° 12

M. Ceyrac restera président du C.N.P.F. après janvier 1979

LIBRE PAGE 33

la diplomatie soviétique

de présence

Le président Sadate est resté en Libye après avoir reçu, en l'honneur de son anniversaire, le chef de l'État libyen, le général Muammar Kadhafi, et de son épouse. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février. Le président Sadate a été reçu par le général Kadhafi à son domicile à Tripoli, le 12 février.

هكذا من الأصل